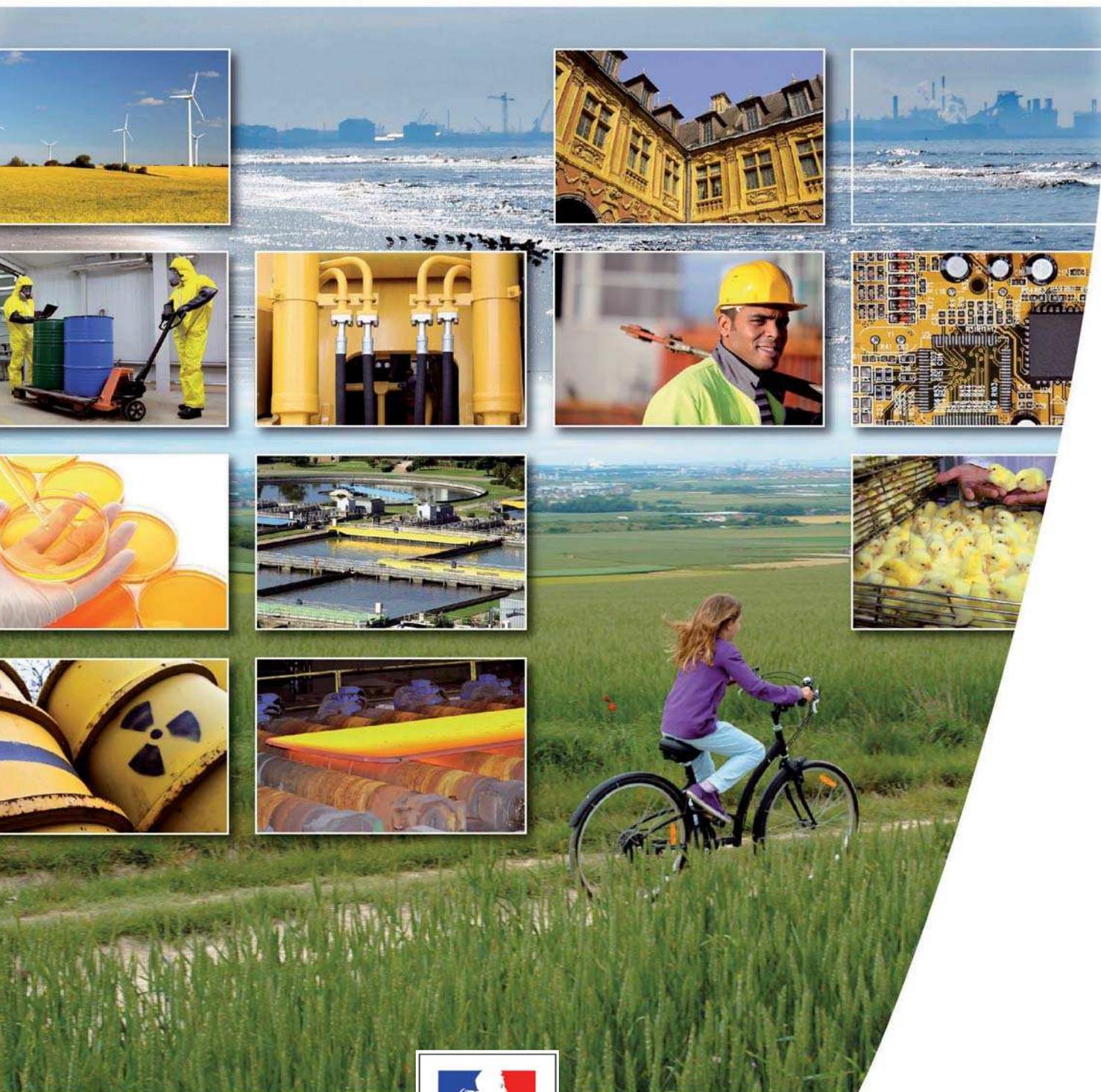


2012

# L'industrie au regard de l'environnement en Nord-Pas-de-Calais

## Les chiffres clés



  
Liberté • Egalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION  
NORD - PAS-DE-CALAIS

*Directeur de la publication*  
**Michel Pascal**

*Pilotage de l'IRE*  
**François Clerc**

*Équipe de rédaction*  
*DREAL Nord - Pas-de-Calais*: François Clerc,  
Caroline Douchez, Jean-Paul Gibaux  
*ASN*: Jean-Marc Dedourge  
*DDPP du Nord*: Grégory Chanu  
*DDPP du Pas-de-Calais*: Marie-Pierre Mathon

*Réalisation de la cartographie*  
Damien Chadefaux, Olivier Lefer

*Appui*  
*DREAL*: Laurent Chauvel, Laurent Courapied,  
Julien Devrouste, Charles Di Luca, Céline Gest,  
Christelle Leplan, David Masselot, Anne-Sophie Ramackers  
et l'ensemble des unités territoriales de la DREAL  
*CETE*: Jérôme Douché, Arnaud Ganaye, Marie-Jocelyne Pate

*Suivi éditorial*  
Christine Diéval

*Infographie, mise en page et réalisation*  
Christian Couvert, Graphies

**Décembre 2012**

### **Avertissement**

*Cet ouvrage est conçu et réalisé par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord - Pas-de-Calais. L'information contenue dans ce document est publique. Par conséquent, aucune exploitation, même partielle, de cet ouvrage n'est admise à des fins commerciales. L'exploitation à des fins non commerciales est autorisée, sous réserve d'en informer la DREAL et de citer l'origine de l'information reprise dans les documents pouvant résulter de cette exploitation. La reproduction en l'état, même partielle, de l'ouvrage est interdite sans autorisation préalable écrite de la DREAL.*

*Photos de couverture : Fotolia  
(Chrisberic, Jean-Jacques Cordier,  
Laurentiu Iordache, Markus Schieder,  
Branex, Endostock, Olivier, Moramora,  
Schibilla, Kosanperm, Auremar, Matteo  
Natale, Zurbagan).*

# L'industrie au regard de l'environnement en Nord-Pas-de-Calais Les chiffres clés 2012

## Sommaire

---

<i>Avant-propos</i> .....	3
<i>Le contrôle des pressions industrielles en 2011 dans le Nord-Pas-de-Calais</i> .....	5
 La prévention des risques technologiques .....	6
 Les rejets dans l'air .....	11
 Les rejets dans l'eau .....	26
 Les déchets.....	37
 Les sols .....	45
 L'exploitation des ressources minérales.....	49
 La sûreté nucléaire .....	52
 Le contrôle des pressions agricoles : les élevages .....	56
<i>Entreprises n'ayant pas répondu au formulaire de déclaration des rejets 2011 ou ne l'ayant pas validé</i> .....	60
<i>Liste des sigles</i> .....	60
<i>Index des entreprises citées</i> .....	61



## Avant-propos

### Une édition à nouveau élargie à des données d'origine urbaine

« *L'industrie au regard de l'environnement* » (IRE) permet de faire le point sur l'évolution de l'environnement industriel régional.

Pour cette vingt-troisième édition de l'IRE, la DREAL communique à nouveau des informations élargies après le recentrage en 2011 sur le domaine de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Ces informations s'appuient toujours sur les données issues de l'inspection des ICPE, mais également sur des données en provenance de l'Autorité de sûreté nucléaire, des Directions départementales des territoires et de la mer en matière de rejets de stations d'épuration urbaines, ainsi que des Directions départementales pour la protection des populations concernant les élevages.

Le fait que les industriels déclarent eux-mêmes leurs données relatives à l'environnement et qu'ils commentent les valeurs obtenues (comment ils se situent par rapport à leur arrêté d'autorisation, quelle est la variation des quantités rejetées dans l'air ou l'eau, etc.) correspond bien à l'esprit de la réglementation : l'exploitant est responsable de ses installations et fournit à l'État des données commentées sur son impact dans l'environnement. L'État s'assure, pour sa part, du bon exercice de cette responsabilité, notamment en contrôlant sur le terrain, y compris de manière inopinée, le respect des dispositions réglementaires et des engagements des exploitants.

### Un retour à la baisse des rejets industriels en 2011 après la tendance à la hausse observée en 2010

Le bilan des émissions d'origine industrielle est dans l'ensemble meilleur en 2011 qu'en 2010.

De fait, les rejets industriels dans l'air sont globalement en baisse en 2011 pour les paramètres dioxyde de carbone (- 3,5 %), poussières (- 3,9 %), oxydes d'azote (- 6,1 %), composés organiques volatiles non méthaniques (- 9,4 %) et dioxyde de soufre (- 18 %).

Les améliorations peuvent avoir différentes causes comme l'amélioration de systèmes de filtration ou de combustion (*Poweo* à Pont-sur-Sambre ou *SRD* à Dunkerque). Les baisses sont aussi parfois liées à la réduction d'activité, voire à la cessation d'activité programmée d'établissements tels que la *Raffinerie des Flandres* à Loon-Plage ou la centrale thermique *EON* d'Hornaing.

Les émissions de poussières globales d'origine industrielle sont quant à elles réduites de près de 4 % en 2011. Cette baisse intervient dans le contexte de très grande sensibilité de la région à ce phénomène et de l'élaboration en cours du plan de protection de l'atmosphère.

La baisse des émissions industrielles dans l'air n'est cependant pas générale en 2011 puisque les rejets en plomb et en dioxines connaissent une hausse importante, après des années de baisse presque ininterrompue. Les émissions de ces deux polluants, qui retrouvent des volumes comparables à ceux de 2008, ont la particularité d'être concentrées en région sur quelques établissements. Le document fournit des commentaires sur ces hausses.

En matière de rejets dans l'eau, les émissions industrielles ont aussi repris leur baisse après les fortes augmentations observées en 2010. Ces améliorations découlent notamment des résultats des investissements réalisés sur les procédés épuratoires des installations industrielles. L'amélioration se constate aussi pour les stations d'épuration urbaines.

## 2013, une année charnière

L'intégration de l'environnement dans toutes les politiques publiques est une dimension majeure du développement durable. Pour ce faire, nous devons commencer par mieux le connaître, son état, ses pressions, ses enjeux.

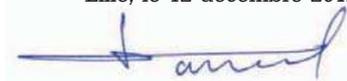
Nous devons aussi le faire connaître, pour mieux le préserver, et l'information du public est essentielle à cet égard. C'est pourquoi l'année 2013 sera dédiée à la réalisation des premiers documents devant permettre de réaliser un diagnostic de l'environnement en région Nord - Pas-de-Calais et de toutes les pressions qui s'y exercent, qu'elles soient d'origine industrielle, urbaine, agricole, ou bien liées aux transports et aux déplacements.

Plusieurs rendez-vous seront donc pris courant 2013 avec l'ensemble des acteurs régionaux pour construire cette vision intégrée de notre environnement.

## Remerciements

Il me semble essentiel de rappeler que la réalisation de l'ouvrage « *L'industrie au regard de l'environnement* » n'aurait pas été possible sans l'important travail de l'ensemble du personnel de la DREAL que je remercie à cette occasion : l'information de tous les acteurs sur les enjeux principaux touchant notre vie quotidienne est une mission importante de l'État, et donc de la DREAL.

Lille, le 12 décembre 2012



*Le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,  
délégué territorial de l'Autorité de sûreté nucléaire*

*Michel Pascal*

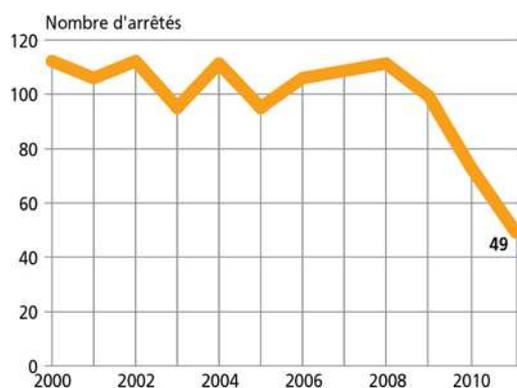
## Le contrôle des pressions industrielles en 2011 dans le Nord-Pas-de-Calais

### Les chiffres clés

Les établissements industriels qui présentent des risques ou des inconvénients pour l'environnement humain et naturel sont soumis à une police spéciale, la police des installations classées. Exercée par le préfet, elle déroge à la police générale du maire sur la sécurité et la salubrité publiques.

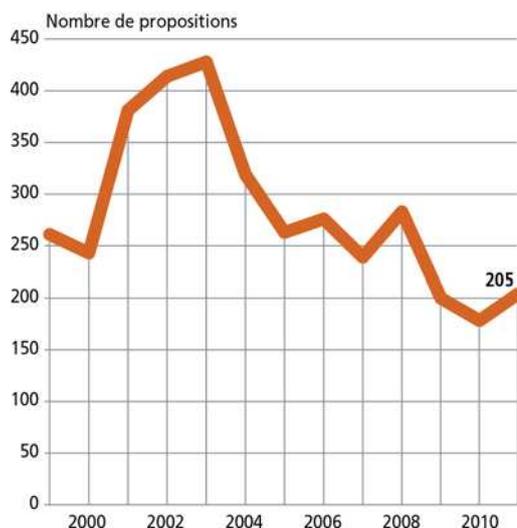
L'inspection des installations classées est organisée par la DREAL Nord-Pas-de-Calais.

Les graphiques présentés ci-après montrent l'évolution de l'activité de la DREAL en 2011 pour assurer cette mission d'inspection.

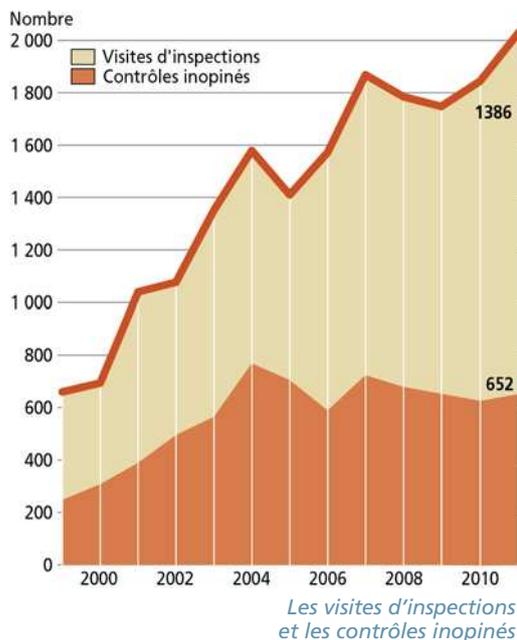


#### Les arrêtés préfectoraux d'autorisation et d'enregistrement

La baisse globale de l'activité industrielle et de nouvelles dispositions générant davantage d'arrêtés préfectoraux complémentaires que d'arrêtés d'autorisation ont fait que, en 2011, le nombre d'arrêtés est en forte baisse.



#### Les propositions de mises en demeure et de sanctions administratives (consignations ou suspensions)



### Un fait marquant en 2011 : l'éolien terrestre entre dans le champ des installations classées

La loi « Grenelle 2 » a fait entrer les éoliennes terrestres dans le champ des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Cette évolution administrative vise à assurer un développement sûr de l'énergie éolienne en France dans de bonnes conditions de préservation de la qualité de vie des riverains. Les textes réglementaires correspondants, un décret de nomenclature, deux arrêtés ministériels sur les prescriptions générales, ainsi qu'un décret propre aux garanties financières ont été publiés les 25 et 26 août 2011 au *Journal officiel*.

# La prévention des risques technologiques

À la fin de l'année 2011, la région Nord - Pas-de-Calais comporte 79 établissements industriels en activité classés « Seveso », qui sont soumis à des risques technologiques majeurs. D'autres établissements non « Seveso » sont également concernés par la gestion de risques particuliers : silos, dépôt d'engrais, installations de réfrigération utilisant l'ammoniac.

La politique de prévention des risques amène les exploitants de ces établissements, sous le contrôle de l'administration, à réduire la probabilité d'accidents ou à en limiter la gravité. L'administration réglemente aussi l'utilisation des sols, soit en portant à connaissance des communes les zones de dangers existant autour des établissements, soit, dans le cas particulier des établissements « Seveso seuil haut » existants, en mettant en place des plans de prévention des risques technologiques (PPRT). En outre, la création d'établissements « Seveso » nouveaux est subordonnée à la création de servitudes.

Dans la région, trente PPRT doivent ainsi être élaborés autour de 41 établissements à risques classés « Seveso seuil haut ». Seize d'entre eux étaient approuvés et tous étaient prescrits au 31 décembre 2011.

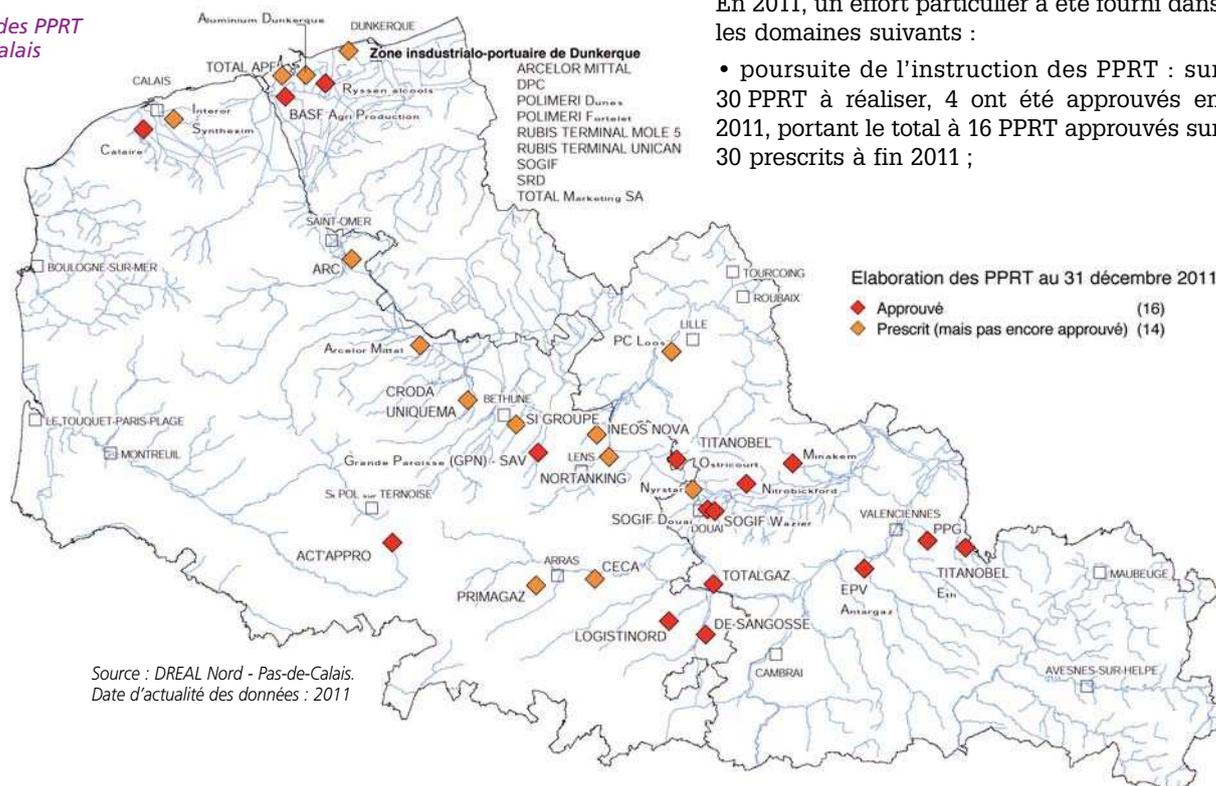
Enfin, la DREAL continue de renforcer l'information du public en 2011.

## La politique de prévention des risques technologiques majeurs en 2011

En 2011, un effort particulier a été fourni dans les domaines suivants :

- poursuite de l'instruction des PPRT : sur 30 PPRT à réaliser, 4 ont été approuvés en 2011, portant le total à 16 PPRT approuvés sur 30 prescrits à fin 2011 ;

La mise en œuvre des PPRT en Nord - Pas-de-Calais



- poursuite de l'examen des études de dangers des sites « Seveso seuil haut » : 19 rapports de « donner acte » d'études ont été établis en 2011 ;
- lancement de l'examen des études de dangers des sites « Seveso seuil bas » : trois études sont réalisées à fin 2011 ;
- examen des études de dangers des nœuds d'infrastructure : six établissements sont concernés à fin 2011, les études étant en cours d'instruction ;
- instruction des études de sécurité des canalisations : 73 études sont en cours d'examen ;
- poursuite des collaborations avec les directions départementales des territoires et les services chargés de la Protection civile ;
- poursuite de la mise en place d'un SIG (système d'information géographique) ;
- participation à de nombreux groupes de travail nationaux ;
- inspections des sites « Seveso seuil haut » portant sur le SGS (système de gestion de la sécurité), sur les POI (plans d'opération interne) et sur les automates de sécurité ;
- inspections sur le thème de la maîtrise du vieillissement (six inspections ont été menées en 2011, dont quatre qui concernent les bacs cryogéniques).

## La directive Seveso dans le Nord-Pas-de-Calais

À la fin de l'année 2011, 48 établissements, dont 30 dans le Nord et 18 dans le Pas-de-Calais, étaient considérés comme « Seveso seuil haut » et 31, dont 19 dans le Nord et 12 dans le Pas-de-Calais, « Seveso seuil bas ».

→ Voir cartes page suivante.

## L'information du public en 2011

Trois secrétariats permanents pour la prévention des pollutions industrielles (SPPPI ou S3PI) existent dans la région Nord-Pas-de-Calais. Ces structures partenariales permettent aux acteurs intéressés par l'environnement industriel (élus, associations, industriels, État, représentants des salariés, etc.) de débattre des problématiques de risques et de pollution. Les trois S3PI couvrent la zone littorale, l'Artois et le Hainaut-Cambrésis-Douais.

Parmi les opérations menées en 2011, figurent :

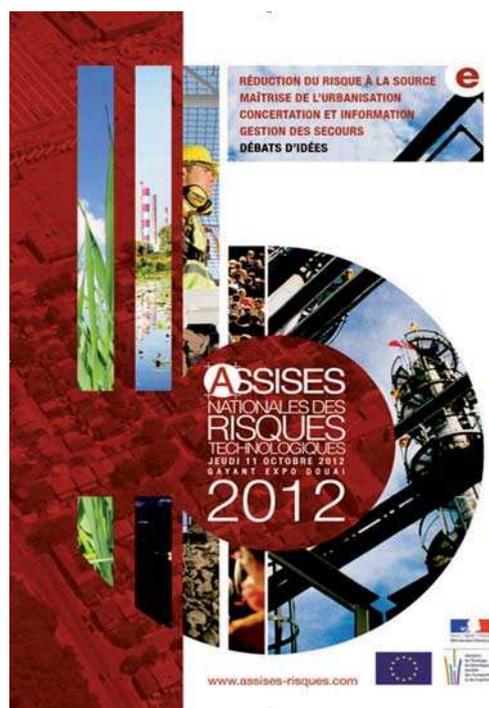
- la réalisation de la dernière phase de la campagne d'information des populations sur les risques industriels et la conduite à tenir en

cas d'accident sur l'agglomération de Calais et la ville d'Arques ([www.pasdepanique.fr](http://www.pasdepanique.fr)), par le S3PI Côte d'Opale Flandres ;

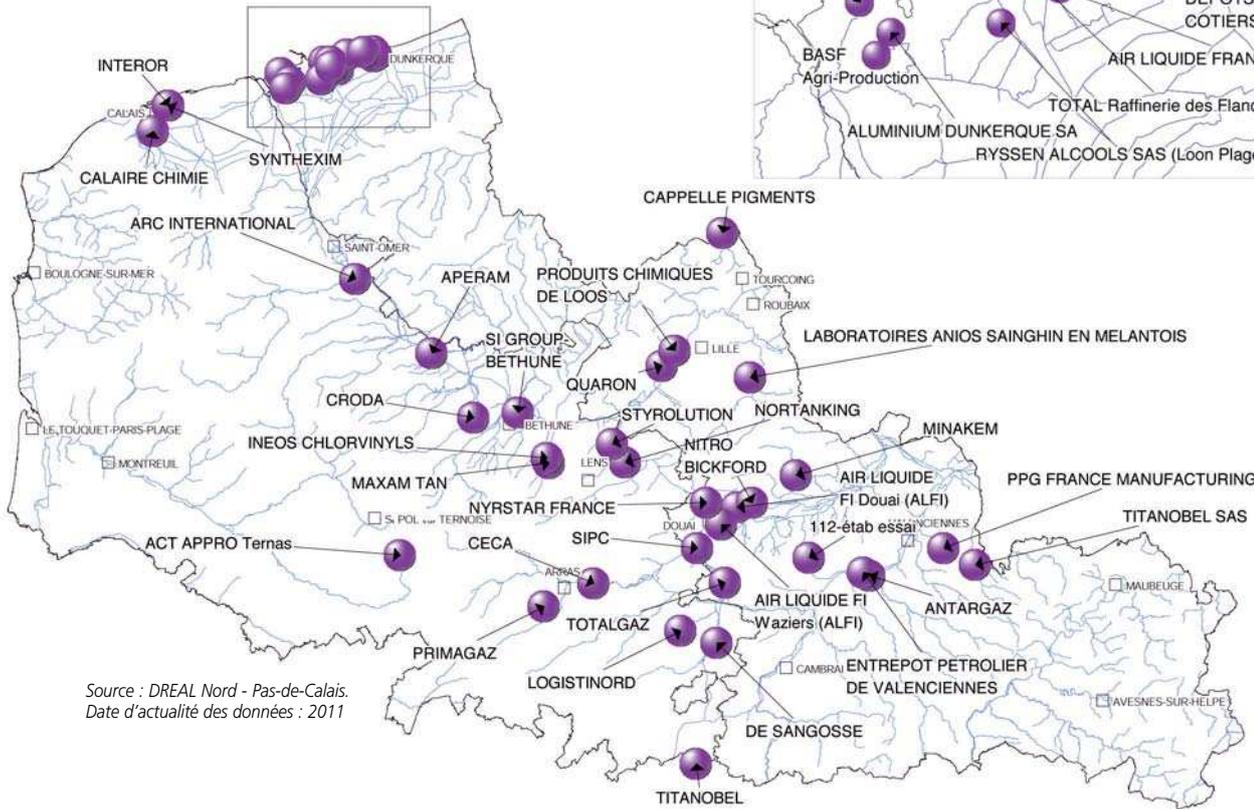
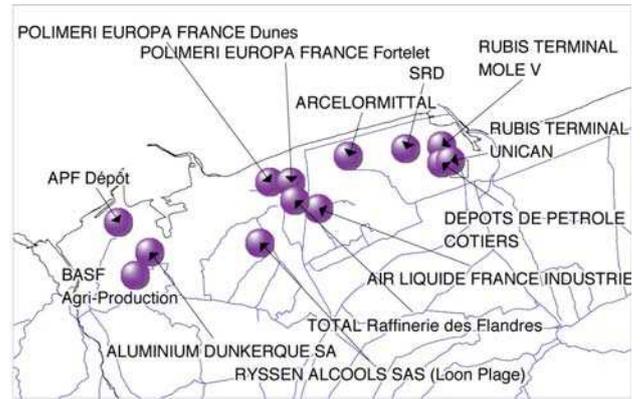
- l'organisation à Dunkerque le 18 mai 2011 par ce même S3PI d'une réunion d'information sur les canalisations de transport de matières dangereuses ;
- la poursuite de l'étude de zone sur le secteur d'Hornaing lancée par le S3PI Hainaut-Cambrésis-Douais.

La cinquième édition des Assises nationales des risques technologiques s'est déroulée le 11 octobre 2012 à Douai et a accueilli plus de 900 participants. Les partenariats ont été renforcés, notamment avec les S3PI de France qui ont produit des contributions en rapport avec les ateliers thématiques. Parmi ces thématiques, deux nouveautés ont été abordées avec des débats reliant risque nucléaire et risque industriel d'une part, et abordant les facteurs humains et organisationnels qui peuvent être à l'origine des accidents technologiques d'autre part.

→ Détails sur : [www.assises-risques.com](http://www.assises-risques.com)

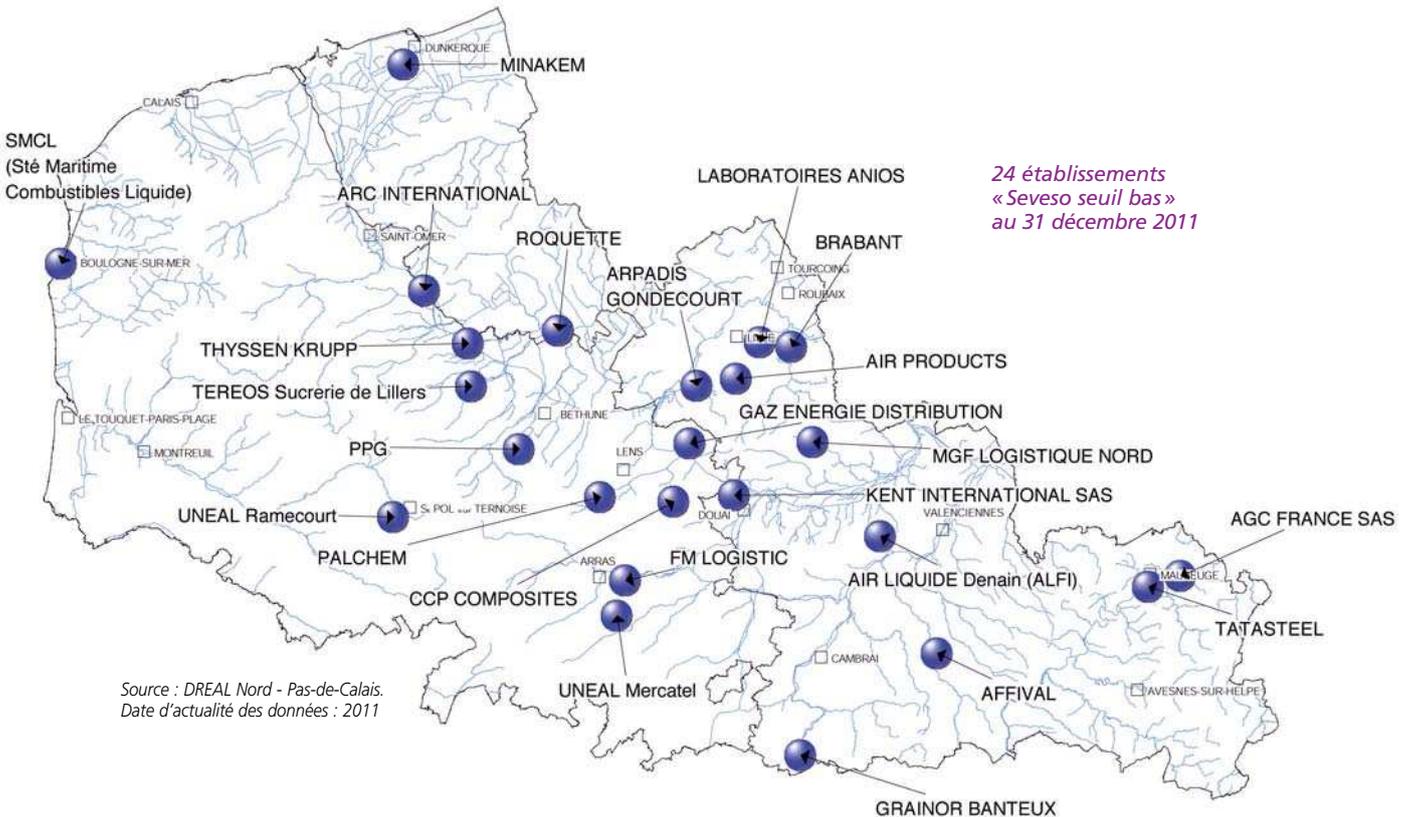


47 établissements AS dits «Seveso seuil haut» au 31 décembre 2011



Source : DREAL Nord - Pas-de-Calais. Date d'actualité des données : 2011

24 établissements «Seveso seuil bas» au 31 décembre 2011



Source : DREAL Nord - Pas-de-Calais. Date d'actualité des données : 2011

## L'accidentologie régionale en 2011

On trouvera dans les annexes Internet de l'IRE des tableaux décrivant les principaux accidents survenus en 2011 dans la région Nord - Pas-de-Calais.

Ils sont de natures très diverses, tant au niveau de leurs causes que de leurs conséquences. Ce recensement indique, lorsque cela est possible, le positionnement de l'accident sur l'échelle européenne des accidents.

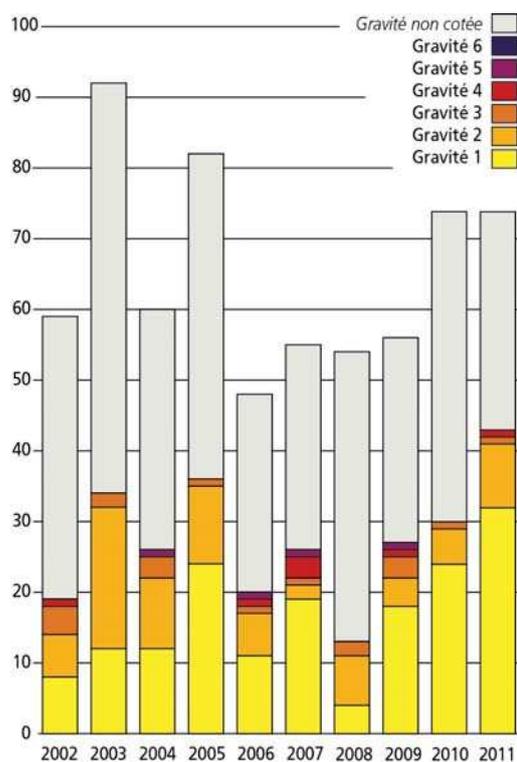
→ Pour en savoir plus (principaux accidents survenus en 2011 dans le Nord et le Pas-de-Calais) : <http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr>

## Les installations à risques spécifiques

Certaines installations classées pour la protection de l'environnement présentent des risques spécifiques malheureusement mis en évidence par des événements tragiques. C'est le cas des silos (accident de Blaye) ou des dépôts d'engrais (accident d'AZF).

Certaines installations à risques non nécessairement classées « Seveso » mais soumises à autorisation sont ainsi particulièrement suivies :

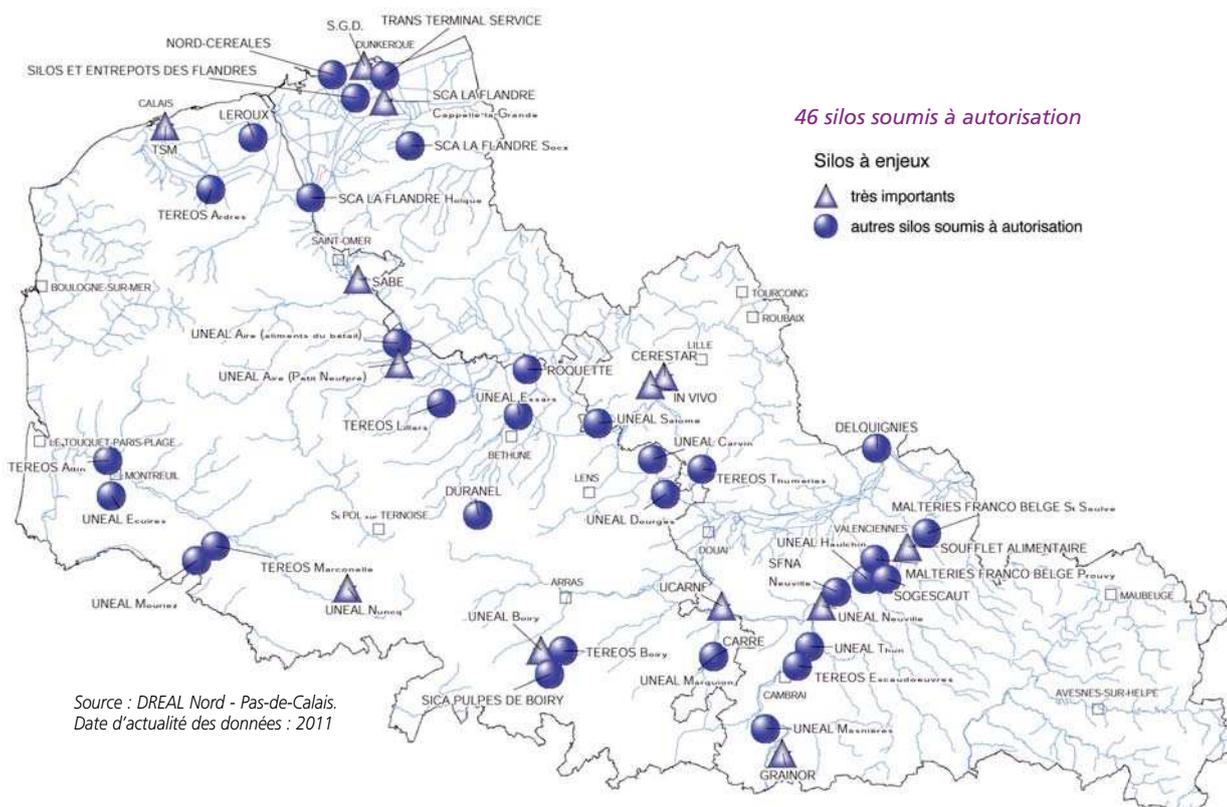
- les silos : 24 dans le Nord et 22 dans le Pas-de-Calais ;

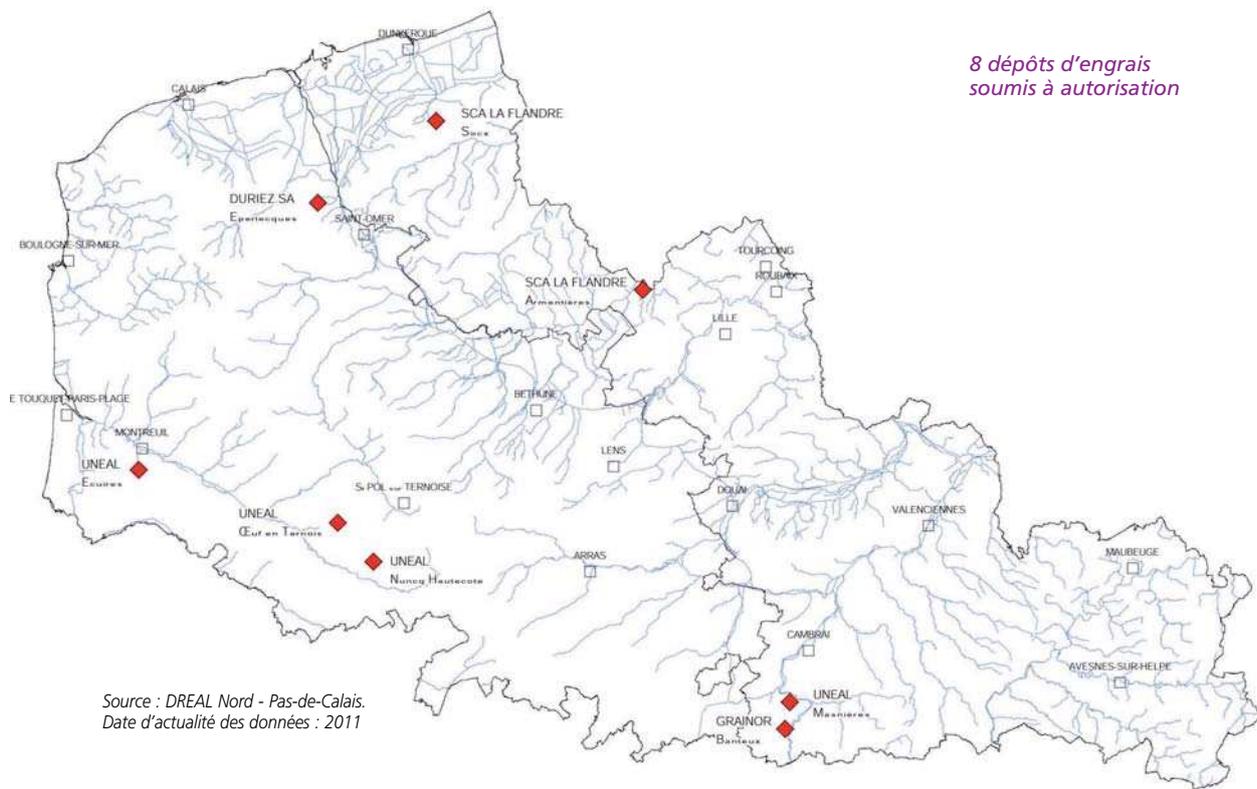


Les principaux accidents survenus dans la région Nord-Pas-de-Calais

Les accidents repris ici concernent uniquement des installations classées pour la protection de l'environnement.

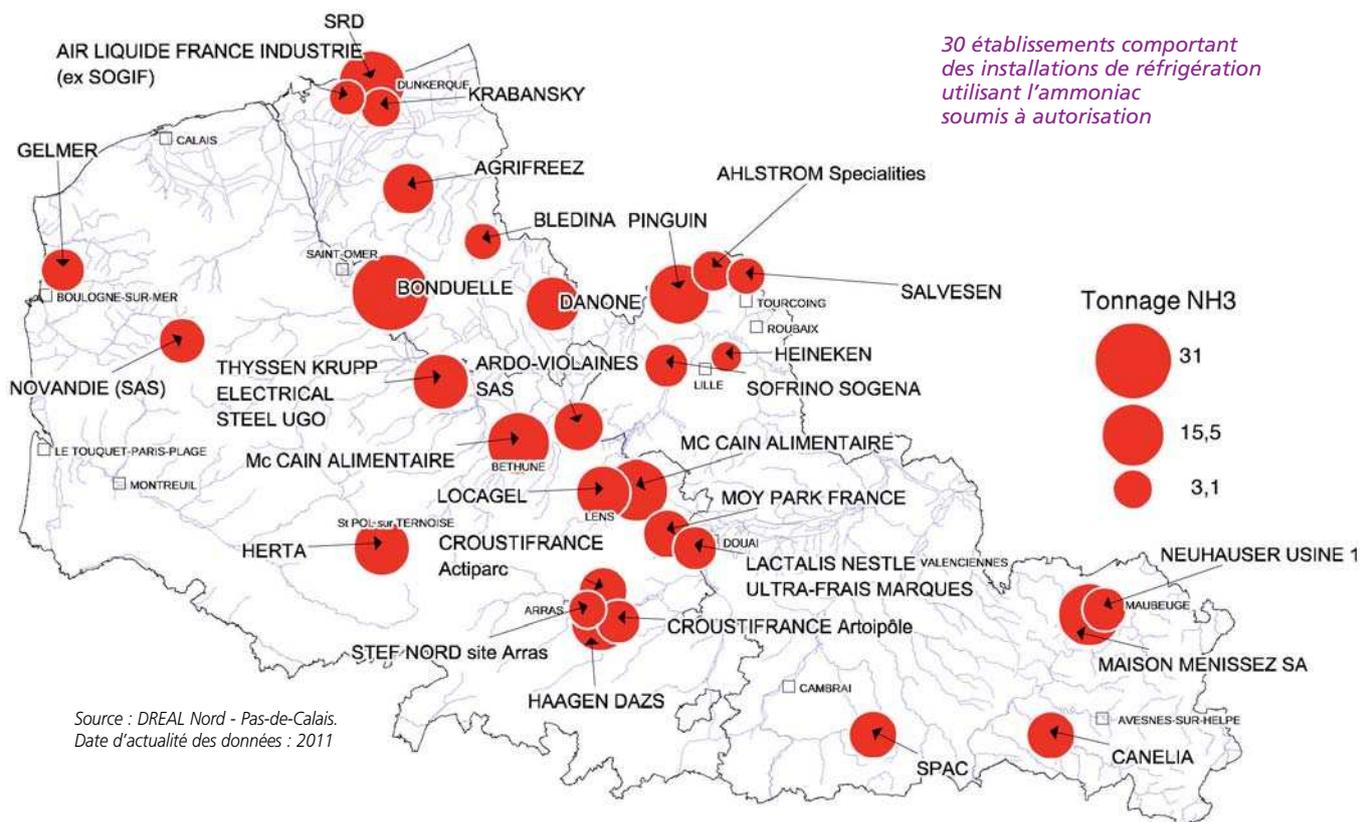
- les dépôts d'engrais : 4 dans le Nord et 4 dans le Pas-de-Calais ;
- les installations de réfrigération à l'ammoniac : 17 dans le Nord et 13 dans le Pas-de-Calais.





8 dépôts d'engrais soumis à autorisation

Source : DREAL Nord - Pas-de-Calais. Date d'actualité des données : 2011



30 établissements comportant des installations de réfrigération utilisant l'ammoniac soumis à autorisation

Source : DREAL Nord - Pas-de-Calais. Date d'actualité des données : 2011

# Ouvrages d'infrastructures de transport de matières dangereuses dans la région

## Ouvrages d'infrastructures de transport de matières dangereuses NORD

Site	Type d'infrastructure	Commune	Type d'effet	Type d'ouvrage	Date de remise de la 1° étude de dangers	Date de fin d'instruction
Grand Port Maritime de Dunkerque	Maritime	Dunkerque	toxique/thermique/surpression/pollution de l'environnement/ Ionisant	terminaux, faisceaux de triage	17/12/10	Donner acte pour mise à jour règlement local du port fin 2012
Truck Etape	Routière	La Sentinelle - Prouvy	toxique/thermique/Surpression/pollution de l'environnement	Parking	21/05/2010 (mise à jour 24/05/2011)	

## Ouvrages d'infrastructures de transport de matières dangereuses PAS DE CALAIS

Site	Type d'infrastructure	Commune	Type d'effet	Type d'ouvrage	Date de remise de la 1° étude de dangers	Date de fin d'instruction
Plateforme delta 3	Ferroviaire	Hénin-Beaumont	à venir	faisceaux de triage	Nouvellement concerné – attendu pour fin 1er trimestre 2012	
Port maritime de Calais	Maritime	Calais	à venir	terminaux, faisceaux de triage (?)	29/12/11	
Port maritime de Boulogne sur Mer	Maritime	Boulogne sur Mer	à venir	terminaux	29/12/11	
All 4 Trucks	Routière	Marck	à confirmer : pollution de l'environnement/ Thermique	Parking		

**INSTALLATIONS SOUMISES A L'AM DU 16/07/1997**

relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène

Installations frigorifiques nouvelles ou existantes employant l'ammoniac comme fluide frigorigène qui sont soumises à autorisation et dont la quantité totale d'ammoniac susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 1,5 tonne. Sont exclues du champ d'application de cet arrêté les installations frigorifiques à l'ammoniac qui sont incluses dans une installation de fabrication d'unité chimique dont l'exploitation est déjà soumise à autorisation.

**NORD (17 sites)**

N° S3IC	Établissement	Commune	Activité	Quantité d'ammoniac (t)
70.2682	Agrifreez	Esquelbecq	Production de légumes surgelés	8
70.745	Ahlstrom Specialities	Bousbecque	Fabrication de papier	3,41
070.540	Blédina – Diépal	Steenvoorde	Production de lait infantile	2,575
070.00646	Bonduelle	Renescure	Conserverie de légumes	30,1
070.1409	Canéla	Petit-Fayt	Laiterie – beurrerie	6
070.00744	Danone	Bailleul	Fabrication de produits laitiers frais et desserts	9
070.2597	Délices de la Tour	Maubeuge	Boulangerie industrielle – fabrication de pâte crue surgelée et précuisson	4,5
070.436	Heineken	Mons-en-Baroeul	Brasserie	1,5
070.1873	Krabansky	Dunkerque	Boulangerie industrielle	3
070.1955	Maison Meniszez SA	Feignies	Boulangerie industrielle	15,804
070.1044	Nestlé France	Cuincy	Fabrication de yaourts, de desserts cuits et pâtisseries	4,6
070.1033	Pinguin (ex SICA de la Vallée de la Lys)	Comines	Conserverie de légumes	14,15
070.2197	Salvesen	Neuville-en-Ferrain	Entrepôt frigorifique	2,8
070.1177	Sofrino Sogena	Lille	Surgélation de produits alimentaires	4,6
070.00728	ALFI	Grande-Synthe	Chimie (SEVESO)	1,95
070.1078	SPAC	Caudry	Production de pizzas et lasagnes	6,28
070.00588	SRD	Dunkerque	Pétrochimie (SEVESO)	18,7

**PAS-DE-CALAIS (13 sites)**

N° S3IC	Établissement	Commune	Activité	Quantité d'ammoniac (t)
070.00666	Ardo-Violaines SAS	Violaines	Traitement, surgélation et conditionnement de légumes	7,5
070.3919	Croustifrance	Athies	Fabrication de pains surgelés précuits	6
070.01553	Croustifrance	Monchy-Le-Preux	Fabrication de pains surgelés précuits	4,6
070.1147	Gelmer (ex Icelandic)	Wimille	Fabrication de produits élaborés à base de poisson	4,5
070.00437	Haagen Dazs	Tilloy-lès-Mofflaines	Fabrication de crèmes glacées, de sorbets et de yaourts congelés	11,38
070.00991	Herta	Saint-Pol-sur-Ternoise	Charcuterie industrielle	10,961
070.01932	Locagel	Vendin-le-Vieil	Entrepôt frigorifique	9,3
070.846	Mc Cain Alimentaire	Harnes	Fabrication de frites surgelées et de dérivés de la pomme de terre	15,78
070.661	Mc Cain Alimentaire (ex Beaumarais)	Béthune	Transformation de la pomme de terre	14,9
070.00590	Moy Park France	Hénin-Beaumont	Fabrication de produits élaborés à base de viande	5,9
070.01789	Novandie	Vieil-Moutier	Fabrication de desserts lactés	5,33
070.3142	STEF Logistique Nord	Saint-Laurent-Blangy	Entrepôt frigorifique	2,65
070.2377	Thyssen Krupp	Isbergues	Travail des métaux (SEVESO Bas)	10

# Les dépôts d'engrais soumis à autorisation en 2011

## Établissements du Nord (4 sites) bénéficiant des droits acquis Par rapport à la nouvelle nomenclature

Établissement	Commune	Ancienne rubrique de la nomenclature	Demande de bénéfice des droits acquis			Régime A, SB ou AS -1	Date d'autorisation	Arrêtés préfectoraux encadrant l'activité	
			suivant nouvelle rubrique De la nomenclature						
			Capacité autorisée	1331-I	1331-II				1331-III
GRAINOR	Banteux	2400	2400 (2)(3)		1249 (2)	A	antériorité	17/06/02 – 29/08/05	
SCA LA FLANDRE	Socx	2000	2000 (2)(3)		1249 (2)	A	antériorité	20/02/02 – 21/07/05 – 05/07/12	
UNEAL	Masnières	4850		4850 (2)(3)	4850 (2)	A	antériorité	14/10/02 - 16/10/03 – 13/09/05	
SCA LA FLANDRE	Armentières	2000	2000 (2)(3)		1249 (2)	A	antériorité	28/01/2009	

## Établissements du Pas-de-Calais (4 sites) bénéficiant des droits acquis Par rapport à la nouvelle nomenclature

Établissement	Commune	Ancienne rubrique de la nomenclature	Demande de bénéfice des droits acquis			Régime A, SB ou AS -1	Date d'autorisation	Arrêtés préfectoraux encadrant l'activité	
			suivant nouvelle rubrique De la nomenclature						
			Capacité autorisée	1331-I	1331-II				1331-III
DURIEZ SA	Eperlecques	3400	0	2550 (2)	2400 (2)	A	antériorité	06/03/02 – 09/08/06	
UNEAL	Œuf en Ternois	3500		3500 (2)(3)	1249 (2)	A	antériorité	17/06/02 - 17/08/04 – 03/03/2008	
UNEAL	Écuire	2000		2000 (2)(3)	1249 (2)	A	antériorité	07/02/02 – 13/07/05 - 29/01/2010	
UNEAL	Nuncq Haute-cote	4500		4500 (2)(3)	1249 (2)	A	antériorité	17/06/02 - 17/08/04 – 03/03/2008	

## Les établissements comportant des installations de stockage soumises à autorisation en 2011.

Nord (24 sites)	
Établissements	Commune
SCA LA FLANDRE	Holque
SCA LA FLANDRE	Socx
<b>SCA LA FLANDRE</b>	<b>Cappelle la grande</b>
SILOS ET ENTREPOTS DES FLANDRES	Dunkerque
TRANS TERMINAL SERVICE	Dunkerque
<i>NORD-CEREALES</i>	<i>Dunkerque</i>
<b>S.G.D.</b>	<b>Loon Plage</b>
UNEAL	Salomé
TEREOS	Thumeries
<b>CERESTAR</b>	<b>Haubourdin</b>
<b>IN VIVO</b>	<b>Santes</b>
DELQUIGNIES	Mortagne du Nord
UNEAL	Haulchin
MALTERIES FRANCO BELGE	St Saulve
MALTERIES FRANCO BELGE	Prouvy
SOGESCAUT	Prouvy
<b>SOUFFLET ALIMENTAIRE</b>	<b>Valenciennes</b>
<b>UCARNF</b>	<b>Arleux</b>
<b>UNEAL</b>	<b>Neuville sur Escaut</b>
UNEAL	Thun St Martin
TEREOS	Escaudoevres
<b>GRAINOR</b>	<b>Les Rues des Vignes</b>
NPNA	Noyelles sur Escaut
UNEAL	Masnières

Pas-de-Calais (22 sites)	
Établissements	Commune
DURANEL	Gauchin Le Gal
TEREOS	Lillers
UNEAL	Essars les Béthune
ROQUETTE	Lestrem
TEREOS	Boiry Ste Rictrude
<b>UNEAL</b>	<b>Boiry-Ste-Rictrude</b>
SICA FAP	Boiry Ste Rictrude
<b>UNEAL</b>	<b>Nuncq Hautecote</b>
CARRE	Marquion
<i>UNEAL</i>	<i>Marquion</i>
UNEAL	Dourges
UNEAL	Carvin
<i>UNEAL- ALIMENTS DU BETAIL</i>	<i>Aire sur la Lys</i>
TEREOS	Pont D'Ardres
LEROUX	Vieille-Eglise
<b>SABE</b>	<b>Arques</b>
<b>UNEAL PETIT NEUFPRE</b>	<b>Aire sur la Lys</b>
TEREOS	Attin
TEREOS	Marconnelle
UNEAL	Ecuires
<i>UNEAL</i>	<i>Mouriez</i>
<b>TSM</b> (TRANSIT STOCKAGE MANUTENTION)	<b>Calais</b>

Nota :

en italique : silos céréaliers sensibles en 2006 (pour mémoire)

en gras : silos à enjeux très importants

## La communication « à chaud » dans la région en 2011

Nom de l'exploitant	Commune	Date des faits	régime AS/SB	Dpt	Description des faits	Effets à l'extérieur	Communication à chaud	Base ARIA
Roquette	Lestrem	04/01/2011	SB	62	Fuite de fluides frigorigènes - Perte de 122 kg de fluide R134a	non	non	
Polimeri	Dunkerque	03/03/2011	SB	59	Arrêt du vapocraqueur suite à l'arrêt du compresseur d'éthylène au niveau de la séparation froide - Niveau de bruit et rejet à la torche non conforme	non	non	
ROQUETTE	LESTREM	17/02/2011	SB	62	Fuite de fluide frigorigènes sur le presse étoupe d'une vanne - Perte de 65 kg de R404A	non	non	
CCP Composites	DROCOURT	21/04/2011	SB	62	Opération d'oxycoupage de la forêt de tubes du réacteur ayant conduit à échauffer fortement le cœur du réacteur et à porter en fusion le métal présent. Déclenchement du POI ; incendie	non	non	Oui
ALUMINIUM DUNKERQUE	Dunkerque	14/04/2011	AS	59	Incendie dans le secteur "Tour à pâte" de l'usine. Déclenchement du POI. Importantes fumées.	non	non	Oui
ANIOS	HELLEMMES	23/05/2011	SB	59	Incendie au niveau de l'étuve ; installations de production à l'arrêt lors de l'incendie	non	non	Oui
INTEROR	CALAIS	22/06/2011	AS	59	Éclatement de la colonne d'un réacteur suite à un emballement réactionnel conduisant à une explosion et à un début d'incendie. Déclenchement du POI. Intervention des secours extérieurs.	oui	non	
STYROLUTIONS	WINGLES	30/06/2011	AS	62	Incendie sur une chaudière suite à une fuite de fuel.	non	non	Oui
MAXAM TAM	Bully Les Mines	26/08/2011	AS	62	Déraillement de 3 wagons d'ammoniac vides.	non	non	
EDF	Bouchain	14/09/2011	SB	59	Incendie sur une trémie à charbon de la centrale thermique, à l'arrêt pour maintenance décennale.	non	non	Oui
Polimeri	Dunkerque	21/10/2011	AS	59	Explosion d'une chaudière de production de vapeur et d'une gaine de récupération de COV. Début d'incendie sur les installations voisines. Déclenchement du POI.	non	non	Oui

# Résultats de recherche d'accidents sur [www.aria.developpement-durable.gouv.fr](http://www.aria.developpement-durable.gouv.fr)

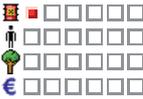
*La base de données ARIA, exploitée par le ministère du développement durable, recense essentiellement les événements accidentels qui ont, ou qui auraient pu porter atteinte à la santé ou la sécurité publiques, l'agriculture, la nature et l'environnement. Pour l'essentiel, ces événements résultent de l'activité d'usines, ateliers, dépôts, chantiers, élevages,... classés au titre de la législation relative aux Installations Classées, ainsi que du transport de matières dangereuses. Le recensement et l'analyse de ces accidents et incidents, français ou étrangers sont organisés depuis 1992. Ce recensement qui dépend largement des sources d'informations publiques et privées, n'est pas exhaustif. La liste des événements accidentels présentés ci-après ne constitue qu'une sélection de cas illustratifs. Malgré tout le soin apporté à la réalisation de cette synthèse, il est possible que quelques inexactitudes persistent dans les éléments présentés. Merci au lecteur de bien vouloir signaler toute anomalie éventuelle avec mention des sources d'information à l'adresse suivante :*

BARPI – DREAL RHONE ALPES 69509 CEDEX 03 / Mel : [srt.barpi@developpement-durable.gouv.fr](mailto:srt.barpi@developpement-durable.gouv.fr)

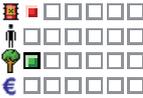
Liste de(s) critère(s) de la recherche

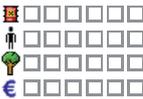
- Date et Lieu : Du 01/01/2011 au 31/12/2011 NORD
- Type d'événement : Installations Classées - Accidents / Incidents concernant une installation classée ou susceptible de l'être


**N°41496 - 22/12/2011 - FRANCE - 59 - LOUVROIL**  
*G47.11 - Commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire*  
 Dans le rayon crèmerie d'un supermarché, une fuite se produit vers 5h45 sur un groupe de réfrigération alimentant un meuble réfrigéré et mettant en oeuvre 800 kg de frigorigène chloro-fluoré. Un sifflement alerte les employés. Les secours évacuent 112 personnes, 3 d'entre elles incommodées sont placées sous oxygène et hospitalisées par précaution. Les pompiers stoppent la fuite et ventilent le bâtiment. Une société spécialisée purge les 80 kg de gaz restant dans le circuit. L'opération s'achève vers 8h30. Le magasin ouvre avec quelques minutes de retard.


**N°41427 - 09/12/2011 - FRANCE - 59 - WAMBRECHIES**  
*S96.01 - Blanchisserie-teinturerie*  
 Une fuite de gaz naturel se produit vers 10h30 dans l'atelier de blanchisserie d'un centre d'apprentissage technique. Les secours évacuent les 80 employés et établissent 1 lance en protection. Le service du gaz coupe le réseau privant 150 clients d'alimentation.


**N°41382 - 01/12/2011 - FRANCE - 59 - CAESTRE**  
*A01.50 - Culture et élevage associés*  
 Un feu se déclare vers 22 h dans un poulailler de 600 m<sup>2</sup> abritant 13 000 poussins. L'une des 2 citernes de propane liquéfié à proximité fuit (fuite non enflammée). Les pompiers, équipés d'ARI, déploient 6 lances à eau pour attaquer les flammes et refroidir les cuves, ils sont confrontés à des difficultés d'alimentation en eau. Le vent pousse tour à tour le nuage gazeux vers les engins de secours ou le bâtiment sinistré. L'intervention se déroule sous une pluie intense. Vers 2h30, le feu est éteint et la fuite est arrêtée. Les secours quittent les lieux à 10 h. La gendarmerie et les services de distribution du gaz et de l'électricité se sont rendus sur place. Les poussins survivants sont euthanasiés. Selon la presse, le sinistre serait d'origine accidentelle.


**N°41348 - 25/11/2011 - FRANCE - 59 - FOREST-SUR-MARQUE**  
*C17.23 - Fabrication d'articles de papeterie*  
 Dans une papeterie, un feu se déclare à 18h30 sur la toiture en travaux d'un local de stockage de 1 800 m<sup>2</sup> (réfection de l'isolation et étanchéité par pose de bitume à chaud). Un employé déclenche l'alarme, le personnel évacue dans une salle municipale. Les pompiers déploient 11 lances à eau dont 2 sur échelles. Le sinistre est circonscrit vers 20 h. L'effondrement de la structure entrave l'accès aux derniers foyers. Le feu demeure couvant et reste sous surveillance durant les jours qui suivent le sinistre.  
 L'outil de production et les bâtiments administratifs sont préservés. Le stockage est totalement détruit : des bobines de papiers sont endommagées par les eaux d'extinction et l'équivalent de 2 à 3 semaines de production est perdu. Le système de portes coupe-feu, ainsi que les murs du bâtiment de production constitués d'un bardage double peau ont permis de protéger le reste du site.  
 En raison du rayonnement thermique important, des volets d'habitations voisines ont fondu. L'étude de danger du site préconisait à cet effet de construire un mur coupe feu sur une partie du local sinistré car la simulation incendie avait conclu que les flux thermiques supérieur à 3 et 5 kW/m<sup>2</sup> sortaient des limites de propriété. Les travaux de construction devaient avoir lieu en 2002, mais n'étaient pas réalisés au moment de l'accident.  
 Les premières eaux d'incendie sont retenues au niveau des quais cependant compte tenu de la durée de l'incendie, ces eaux se sont écoulées via le réseau d'eau pluviale vers la MARQUE. L'exploitant effectue un prélèvement d'eau incendie ainsi qu'un prélèvement au niveau de la MARQUE pour évaluer le degré de pollution et l'impact éventuel de ce rejet. Il fait également intervenir un camion hydrocureur pour pomper les eaux d'extinction afin de les évacuer vers une installation de traitement à Courrières.  
 L'inspection des installations classées demande à l'exploitant un rapport sur l'accident, ainsi que des précisions sur le volume d'eau déversé dans la MARQUE et l'impact du rejet. Concernant la reconstruction du nouveau stockage, celui-ci fera l'objet d'un porté à connaissance au Préfet et comportera notamment une révision de l'étude de danger.  
 La police effectue une enquête pour déterminer les origines du sinistre.


**N°41328 - 21/11/2011 - FRANCE - 59 - MARQUETTE-LEZ-LILLE**  
*G47.91 - Vente à distance*  
 Un feu se déclare vers 15 h sur 30 cartons de vêtements dans la mezzanine d'une cellule de 6 000 m<sup>2</sup> au sol dans un entrepôt d'articles vendus par correspondance de 23 000 m<sup>2</sup>. Les 80 employés présents évacuent, le feu est éteint par le sprinckleur et un Robinet d'Incendie Armé (RIA) avant l'arrivée des pompiers. Le chômage technique concerne 30 employés. La police enquête sur l'origine du sinistre.



**N°41324 - 20/11/2011 - FRANCE - 59 - ANZIN**

*G45.11 - Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers*

Un feu se déclare vers 21 h dans le hall d'accueil de l'atelier de mécanique et carrosserie d'un garage automobile de 3 500 m<sup>2</sup> et se propage au magasin de pièces détachées. Les locaux abritent des voitures, des bouteilles de GPL et d'acétylène et une cuve de fioul de 4 000 l. Les secours confinent les occupants de 2 habitations mitoyennes. Les pompiers éteignent l'incendie vers 23 h avec 5 lances dont 1 lance canon sur échelle ; 500 m<sup>2</sup> de toiture sont effondrés. Une quarantaine de salariés est en chômage technique. La police effectue une enquête pour déterminer l'origine du sinistre.



**N°41296 - 16/11/2011 - FRANCE - 59 - MASNIERES**

*C23.13 - Fabrication de verre creux*

Dans une verrerie soumise à autorisation, un opérateur en poste constate vers 6h20 une rougeur au niveau de l'arrière d'un four. Cette rougeur est liée à un léger passage de verre au niveau d'un joint de réfractaire. Le poste de garde est immédiatement contacté afin d'alerter les secours et déclencher la sirène interne. Des lances incendies sont déployées afin de refroidir le verre pour qu'il durcisse et forme un bouchon. Des jets en pluie à l'aide de plusieurs lances sont réalisés afin de ne pas fragiliser les réfractaires du four ainsi que le bouchon.

Une société spécialisée intervient le lendemain pour réparer le four en la présence des pompiers internes du site. Lors de cette opération, une nouvelle fuite de verre se produit vers 14h20. Celui-ci est maîtrisé avec l'aide des secours externes. Une surveillance du four est mise en place durant la nuit. Les réparations se sont terminées sans encombre le 19/11.

Au vu des différents accidents recensés dernièrement sur son site, l'exploitant se rapproche de la division technique du groupe pour mettre en place une campagne d'inspection de ses fours et envisager éventuellement des actions de prévention ou de réparations.



**N°41975 - 06/11/2011 - FRANCE - 59 - HAZEBROUCK**

*A01.47 - Élevage de volailles*

Lors du chauffage du poulailler préalable à l'arrivée des animaux à l'aide de radiants à gaz, un incendie se déclare à 22h30. L'exploitant appelle les pompiers qui protègent une citerne à gaz située à proximité du poulailler et éteignent le feu. Le bâtiment est totalement détruit, aucune conséquence humaine ou environnementale n'est constatée. L'exploitant souhaite reconstruire le poulailler en utilisant un chauffage soufflant installé à l'extérieur du bâtiment.



**N°41206 - 05/11/2011 - FRANCE - 59 - ANICHE**

*E38.31 - Démantèlement d'épaves*

Un feu se déclare vers 8h20 sur une dizaine de véhicules non dépollués dans une casse automobile et se propage à une haie de sapins. Les pompiers éteignent l'incendie vers 10h20 avec 3 lances et refroidissent des bouteilles de GPL. Le site a connu plusieurs incendies les années précédentes : le 25/03/2010 (ARIA 38020), le 26/01/2009, le 20/03/2008... L'exploitant suspecte un acte de malveillance ; la police effectue une enquête.



**N°41200 - 02/11/2011 - FRANCE - 59 - GONDECOURT**

*C20.41 - Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien*

Un feu se déclare vers 21h30 dans le bâtiment de stockage de 1 000 m<sup>2</sup> rempli à 70 % d'une usine de savons et de produits d'entretien. Les pompiers éteignent les flammes en 1 h avec 4 lances à eau dont 1 sur échelle, les eaux d'extinctions sont collectées dans un bassin de rétention. Les stocks de produits dangereux dans le laboratoire et en extérieur, ainsi que l'outil de production sont préservés. Aucune mesure de chômage technique n'est prise. La gendarmerie et le service de l'électricité se sont rendus sur les lieux.



**N°41191 - 30/10/2011 - FRANCE - 59 - HAUTMONT**

*C24.20 - Fabrication de tubes, tuyaux, profilés creux et accessoires correspondants en acier*

Un feu se déclare vers 11 h sur une armoire électrique haute-tension dans une usine de fabrication de tubes en acier. Les services de sécurité interne éteignent l'incendie avec des extincteurs et les secours publics ventilent les locaux. Aucun arrêt de production n'est prévu.



**N°41142 - 21/10/2011 - FRANCE - 59 - LOON-PLAGE**

**C20.14 - Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base**

Sur un site pétrochimique classé Seveso, une conduite alimentant en air une chaudière de production de vapeur explose à 15h40, provoquant quelques secondes après une 2ème explosion plus importante au niveau d'une gaine de récupération des composés organiques volatils (COV). L'explosion et les débris de la gaine provoquent un départ de feu sur un cyclofiltre de la gaine et sur un réservoir de 1000 l d'acétate de vinyle au pied d'une colonne de distillation, ainsi qu'une fuite sur la conduite d'un réservoir d'1 m<sup>3</sup> d'oxygène. L'automate de sécurité arrête immédiatement les chaudières et les installations du site sont mises en sécurité par l'exploitant depuis les salles de contrôle. Cet arrêt provoque l'envoi de la production à la torche; une flamme et un important panache de fumée noire sont visibles de loin car la vapeur d'effacement n'est pas disponible. Le POI est déclenché à 15h47, la sirène est activée et les 250 employés sont évacués, ainsi que ceux des entreprises voisines. Les secours internes éteignent les foyers d'incendie avec 2 lances à mousse et 4 engins; ils laissent le réservoir d'oxygène se vider mais établissent des lances et un rideau d'eau pour diluer la fuite. La situation est sous contrôle à 16h15 et le POI est levé à 18h42. Les services de secours, préalablement alertés, transportent à l'hôpital 5 employés dont 2 souffrant de problèmes d'audition et 3 autres choqués par le souffle (blast), 1 sous traitement est examiné à l'infirmerie. La gaine de COV est détruite sur une centaine de mètres, les chaudières sont endommagées et les fours de craquage doivent être contrôlés et leurs tubes de radiation changés en raison de l'arrêt brutal sans vapeur. Le site redémarre au bout de 2 mois et les réparations se terminent au bout de 6 mois. Les dommages et l'arrêt prolongé génèrent des pertes économiques de l'ordre de plusieurs millions d', sans mesure de chômage technique en raison des travaux de remise en état.

L'unité de polymérisation du polyéthylène (PE) a été modifiée 2 ans avant l'accident, un système de traitement des COV issu du dégazage de cette unité (refroidissement et condensation des composés les plus lourds) a été installé. Les composés qui restent à l'état gazeux (éthylène, acétate de vinyle) sont envoyés au moyen d'une tuyauterie vers un ventilateur, avec un débit de 25 à 50 kg/h. En sortie de ventilateur, ces composés rejoignent une gaine de récupération des COV (L= 300m, d= 1,5m). A l'origine, cette gaine transportait uniquement un mélange composé d'air et en faible proportion de COV dégazés des silos de stockages de billes de PE (inférieur à 10% LIE). Les 2 chaudières du site, fournissant de la vapeur au vapocraqueur du site et à la torche pour effacement des fumées noires, brûlent le mélange gazeux amené par cette gaine. Ce procédé permet d'éliminer une grande partie des COV produits par la fabrication du polyéthylène.

L'enquête menée par l'exploitant montre qu'un mélange d'hydrocarbures liquides (solvant et acétate de vinyle) s'est formé dans la tuyauterie de récupération des COV de la polymérisation, puis a été entraîné par le ventilateur dans la gaine alimentant les chaudières où il s'est accumulé. Une atmosphère inflammable s'est ainsi créée dans le tronçon à proximité des chaudières. Le jour de l'accident, elle a provoqué une explosion dans la conduite alimentant en air une des chaudières, qui s'est ensuite propagée au tronçon de la gaine proche du ventilateur. Ce scénario d'entraînement de COV liquides en sortie du dégazage des extrudeuses n'avait pas été envisagé dans les études de dangers préalables à la modification de l'unité de polymérisation.

L'exploitant fait construire un système de traitement des COV spécifique à l'unité de polymérisation, rendu indépendant du traitement des COV des silos de stockage.



**N°41079 - 09/10/2011 - FRANCE - 59 - FELLERIES**

**A01.41 - Élevage de vaches laitières**

Un feu se déclare vers 7 h dans un bâtiment agricole de 1 400 m<sup>2</sup> abritant 60 bovins, 200 t de fourrage et une cuve de lisier. L'exploitant donne l'alerte et ouvre les portes du bâtiment pour évacuer les animaux. Le débit de la borne incendie proche n'étant pas suffisant, les pompiers raccordent les lances à une borne située à plusieurs centaines de mètres. Ils éteignent le sinistre vers 8h15 à l'aide de 4 lances dont 1 sur échelle. Le bâtiment est détruit et 38 veaux sont tués. Les secours déblaient les lieux.

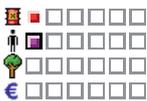


**N°40959 - 19/09/2011 - FRANCE - 59 - TOURCOING**

**F43.12 - Travaux de préparation des sites**

Un feu se déclare à 15 h dans les locaux de 1 000 m<sup>2</sup> d'une entreprise de démolition abritant des engins de chantier, 1 500 l de fioul, 2 000 l d'huile pour circuits hydrauliques et des bouteilles de gaz (GPL ou acétylène). L'incendie se propage aux locaux d'une menuiserie et d'une société de distribution alimentaire, de 500 m<sup>2</sup> chacune. Les pompiers déploient 9 lances à eau dont 1 sur échelle. Un périmètre de sécurité est établi : la circulation est coupée et 15 personnes sont évacuées. Le sinistre est circonscrit à 16h30 et éteint à 18 h. La toiture du bâtiment s'est effondrée. Des élus se rendent sur place. Des reprises de feu sont signalées les jours suivants. La société de démolition et la menuiserie sont détruites, la société alimentaire déplore la destruction de 25 % de sa toiture et des dépôts de fumées dans le stockage et la partie administrative. 8 employés sont placés en chômage technique. La police effectue une enquête.

La presse évoque des travaux de meulage ayant produit des étincelles à proximité des hydrocarbures juste avant l'incendie.

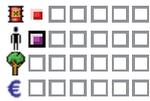


**N°41549 - 16/09/2011 - FRANCE - 59 - VALENCIENNES**

**ZZZ.ZZ - Origine inconnue**

Sur un site de stockage de produits chimiques, un chauffeur ouvre le bouchon d'un récipient (GRV) rempli d'alcool éthylique à 96° pour brancher le flexible du camion en vue de réaliser un dépotage gravitaire. Ne portant pas d'EPI, il reçoit des projections de produit au niveau du visage et est arrêté 5 jours pour blessures aux yeux.

L'accident est dû au non-respect des consignes d'exploitation par le chauffeur : ouverture du bouchon du GRV alors que la vanne est en position ouverte, absence du port des EPI qui lui ont été attribués personnellement et indépendamment du camion utilisé (sac ADR).



**N°40940 - 14/09/2011 - FRANCE - 59 - BOUCHAIN**

*D35.11 - Production d'électricité*

Un feu se déclare vers 10h15 sur une trémie à charbon dans une centrale thermique en arrêt pour maintenance décennale du 03/09 au 24/12. Les employés éteignent l'incendie avant l'arrivée des secours et ventilent le bâtiment. Les pompiers évacuent une trentaine de salariés et en transportent 3 à l'hôpital, intoxiqués au monoxyde de carbone. Le directeur de la centrale et l'Inspection du travail se rendent sur les lieux.

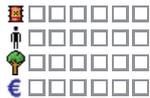
Ces 3 employés, 1 de la centrale et 2 sous-traitants, effectuaient une vérification avant une intervention de maintenance. Le dysfonctionnement du système électrique de la trémie serait à l'origine du sinistre.



**N°40929 - 07/09/2011 - FRANCE - 59 - DOUAI**

*C25.93 - Fabrication d'articles en fils métalliques, de chaînes et de ressorts*

Un feu se déclare vers 5h45 sur une gaine d'évacuation de vapeur et d'huile dans une usine de fabrication de ressorts. Les employés éteignent l'incendie avec 3 extincteurs. L'intervention des secours publics s'achève vers 6h30 après vérification de l'absence de foyers résiduels dans la conduite et sur la toiture du bâtiment. Les véhicules de pompiers occupant la voie de circulation des trams, le trafic des voyageurs a été perturbé. Aucun chômage technique n'est prévu.



**N°40894 - 05/09/2011 - FRANCE - 59 - FLERS-EN-ESCREBIEUX**

*C18.12 - Autre imprimerie (labeur)*

L'échauffement d'une presse à balle dans un stockage de papier au sous-sol d'une imprimerie entraîne un départ de feu à 20h40. Les 23 employés présents à proximité évacuent les lieux. Les équipes de sécurité du site et les pompiers extérieurs éteignent les flammes en 1 h avec 1 lance à eau. L'activité de l'établissement est suspendue pour la nuit.



**N°40748 - 25/08/2011 - FRANCE - 59 - BOUSBECQUE**

*C17.12 - Fabrication de papier et de carton*

Lors d'une opération de dégraissage des séchoirs d'une papeterie soumise à autorisation, une explosion, suivie d'un départ de feu, se produit vers 15 h. Deux ouvriers blessés, le 1er grièvement brûlé sur différentes parties du corps et le 2nd brûlé sur les avant-bras et le cou, sont transportés à l'hôpital.

L'atelier est évacué, les pompiers éteignent un feu sur un fût de solvant et refroidissent la machine à papier. Cette dernière est endommagée sur 15 m au niveau des rouleaux d'entraînement, ainsi que sur la partie supérieure avec une légère propagation à la toiture.

La production est mise à l'arrêt en attendant les conclusions de l'enquête diligentée par l'inspection du travail. Les conséquences sur les installations sont néanmoins peu importantes et 2 jours de travail suffisent pour les remettre en route.

A la suite de l'analyse des causes de l'accident, il apparaît que le solvant utilisé présente un point éclair très bas. L'exploitant procède à son changement. Une étude fumigène est menée pour déterminer les éventuelles zones mortes du système de ventilation. Une vérification des installations avant leur remise en route est réalisée par un organisme spécialisé, ainsi qu'un suivi des températures en marche des séchoirs (recherche de points chauds éventuels). Enfin, l'étude ATEX du site sera revue et une procédure sur le nettoyage des feutres à la sécherie sera rédigée.

L'inspection des installations classées propose au Préfet d'imposer à l'industriel de nouvelles mesures de sécurité.



**N°40743 - 23/08/2011 - FRANCE - 59 - DENAIN**

*C24.52 - Fonderie d'acier*

Un feu se déclare vers 3h15 dans un bâtiment de stockage de 6 000 m<sup>2</sup> d'une fonderie à la suite d'un impact de foudre. Les pompiers éteignent l'incendie avec 3 lances dont une sur échelle. La façade du bâtiment est endommagée. Aucun chômage technique n'est prévu. La police et les services du gaz et de l'électricité se sont rendus sur les lieux.



**N°40690 - 04/08/2011 - FRANCE - 59 - LOURCHES**

*E38.32 - Récupération de déchets triés*

Un feu se déclare vers 18h45 sur une compacteuse de bouteilles plastiques dans un centre de valorisation de déchets non dangereux. L'exploitant alerte les pompiers qui interviennent avec 23 hommes, 2 fourgons et 1 échelle. Ils éteignent l'incendie avec 1 lance et les opérateurs de l'atelier évacuent les déchets restants dans la machine. Un fourgon reste en surveillance jusqu'à 22h40. Le redémarrage de la machine sera de longue durée.



**N°40687 - 03/08/2011 - FRANCE - 59 - TRITH-SAINT-LEGER**

*C24.10 - Sidérurgie*

Un feu se déclare vers 11h30 dans l'isolant d'une tour de refroidissement en démantèlement d'une usine sidérurgique ; un épais nuage noir est visible à plusieurs kilomètres. Les pompiers protègent un bâtiment contigu et éteignent l'incendie avec 3 lances dont 1 sur échelle. Un employé incommodé par les fumées est conduit à l'hôpital. Des travaux par points chauds (chalumeau) sont à l'origine du sinistre. Aucun chômage technique n'est prévu. Les services préfectoraux et l'inspection des installations classées ont été informés de l'accident.



**N°40667 - 30/07/2011 - FRANCE - 59 - IWUY**

*G46.21 - Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail*

Un salarié agricole de 33 ans est enseveli sous la cargaison de blé qu'il venait livrer dans un silo d'une coopérative agricole. Le corps de la victime est découvert vers 16 h, soit une vingtaine de minutes après son arrivée sur le site ; la remorque est levée et le blé déversé au sol. Les pompiers ne peuvent réanimer le salarié en arrêt cardiaque à leur arrivée. La gendarmerie effectue une enquête pour déterminer l'origine de l'accident.



**N°40668 - 26/07/2011 - FRANCE - 59 - COUDEKERQUE-BRANCHE**

*H52.10 - Entreposage et stockage*

Un feu se déclare lors de travaux d'étanchéité, vers 10 h, sur la toiture en matériau bitumineux d'un entrepôt de 7 980 m<sup>2</sup>. Compartimenté en 4 cellules, le bâtiment abrite des produits agroalimentaires, des liquides inflammables et des aérosols. Une colonne de fumée noire visible à une dizaine de km s'échappe de l'entrepôt. Une explosion, qui impliquerait une bouteille de gaz reliée au chalumeau de l'ouvrier travaillant sur le toit, se produit. Un employé du site donne l'alerte. Le plan ETARE est déclenché et la circulation sur la ligne ferroviaire proche est interrompue. Les pompiers maîtrisent le sinistre après plusieurs heures d'intervention. Pour circonscrire le feu, les secours pompent l'eau d'un canal voisin. Les bouches d'incendie ne sont en revanche pas utilisées. La coupure rapide de l'électricité a gêné la ventilation du site en ne permettant pas d'ouvrir les portes et volets électriques du bâtiment. Enfin quelques explosions se sont produites malgré la protection de la cellule aérosol assurée par les pompiers. Leurs effets sont restés cependant très limités et confinés à la cage de stockage.

Les dommages matériels sont importants (destruction des verrières et des exutoires de 3 cellules, marchandises stockées...) et 20 employés sont en chômage technique. Aucune information n'est donnée sur les dommages éventuels subis par les installations de réfrigération. Les eaux d'extinction sont confinées dans le bâtiment, ainsi que dans un bassin dédié à la réserve incendie.

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate qu'un permis de travail annuel est délivré à l'entreprise sous-traitante, mais qu'aucun permis de feu n'a été délivré pour les travaux de réparation. Le Préfet propose un arrêté de mise en demeure. L'inspection demande également à l'industriel d'analyser et d'évacuer les eaux d'extinction dans une installation autorisée à cet effet. Des dispositions de protection de la zone de travail sous voûte et autour de la zone de travaux auraient sans nul doute limité les risques de propagation de l'incendie, ainsi que le respect d'un ordonnancement bien précis des opérations : analyse des risques avant l'intervention, découpage préalable de la zone de plaque d'asphalte à réparer pour l'isoler



**N°40659 - 22/07/2011 - FRANCE - 59 - LESQUIN**

*H52.29 - Autres services auxiliaires des transports*

Un fût de 200 l d'acide acétique fuit vers 18h30 dans un entrepôt de logistique, 40 l de produit s'écoulent au sol. Les pompiers colmatent la fuite et placent la capacité qui fuit dans un sur-fût en attendant son évacuation par une société spécialisée. Ils rincent abondamment le sol et les eaux de dilution sont dirigées vers un bassin de rétention.



**N°40543 - 28/06/2011 - FRANCE - 59 - AUBY**

*E38.21 - Traitement et élimination des déchets non dangereux*

Sur 500 m<sup>2</sup> dans un centre de recyclage abandonné, un feu se déclare vers 18 h sur un stock d'une centaine de big-bag contenant des pièces usagées en matière plastique. Un policier municipal découvre un départ de feu dans un des big-bag mais ne peut le maîtriser faute d'extincteur à sa disposition. L'incendie se propage rapidement et une épaisse fumée noire est visible à plusieurs kilomètres. Il alerte les pompiers qui interviennent avec 3 fourgons et 34 hommes. Ils protègent le reste du stock de matières plastiques en le dégageant avec un bulldozer prêté par la commune. Ils maîtrisent l'incendie vers 21 h avec 5 lances dont 1 à mousse puis surveillent les lieux durant la nuit. D'après la presse, la piste criminelle serait privilégiée car le site à l'abandon a plusieurs fois été victime d'actes de malveillance, dont un incendie qui a détruit le hangar métallique proche du tas de big-bag il y a 2 ans.

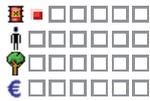


**N°40576 - 27/06/2011 - FRANCE - 59 - PONT-SUR-SAMBRE**

*D35.12 - Transport d'électricité*

Vers 22 h, l'explosion d'isolants en porcelaine sur un transformateur électrique de 225 kV en sortie de centrale thermique prive d'alimentation 20 000 abonnés de 6 communes. L'explosion est entendue à plusieurs kilomètres, des flammes et une fumée noire sont visibles. Les services de transport de l'électricité rétablissent progressivement l'alimentation ; seuls 4 000 foyers ne sont pas alimentés à 23h30.

La défaillance d'un combiné de mesure de tension est à l'origine de l'accident. L'exploitant du réseau de transport électrique qui a détecté le dysfonctionnement à distance, l'attribue à de fortes variations de température extérieures sur une courte durée et le qualifie de "rare". La presse fait état d'un incident similaire à Calais la même soirée.



**N°40492 - 19/06/2011 - FRANCE - 59 - COUDEKERQUE-BRANCHE**

*C10.41 - Fabrication d'huiles et graisses*

Un feu se déclare vers 17 h dans la colonne du désodoriseur d'une usine fabriquant des huiles. Un dégagement de fumée important se produit par le trou d'homme supérieur de cette colonne de 10 m<sup>3</sup> comportant 8 étages. Deux explosions ont lieu au niveau du trou d'homme en début d'intervention. La colonne était en maintenance depuis le 14/06, date d'arrêt technique annuel du site.

Après arrêt de l'installation de désodorisation, celle-ci est refroidie pour nettoyage intérieur des compartiments où de l'huile polymérisée se forme sur les serpentins et les surfaces intérieures. Le 17/06 au matin, après ouverture des trous d'hommes, une équipe commence le nettoyage manuel des surfaces. Durant la nuit le nettoyage est arrêté et les trous d'hommes fermés avec 2 boulons. Le nettoyage reprend le lendemain et est stoppé à 13h. Les trous d'hommes sont alors simplement plaqués, le désodoriseur étant considéré froid et sans danger après ces 5 jours d'arrêt. La colonne est nettoyée sur 4 étages et il ne reste plus qu'à nettoyer le 5ème étage. Cette phase de nettoyage mécanique est une pratique traditionnelle sur le site et dans le groupe puisque c'est la 10ème fois qu'elle se pratique (10ème arrêt de la tour). La procédure de nettoyage est la même depuis une dizaine d'années.

L'incendie est découvert à 17h14 et est maîtrisé une première fois avant de reprendre une heure plus tard. Le POI est déclenché. L'exploitant condamne les différentes ouvertures de l'installation pour limiter l'apport en comburant (oxygène) et étouffer l'incendie. Les pompiers externes et internes établissent plusieurs lances aux différents étages de la tour et éteignent l'incendie en remplissant la capacité d'eau jusqu'aux 2/3. Le POI est levé vers 5h40.

Selon l'exploitant, environ 200 m<sup>3</sup> d'eau ont été utilisés pour éteindre l'incendie, 100 m<sup>3</sup> pour l'arrosage et 100 m<sup>3</sup> pour le remplissage de la colonne. Cette dernière est vidée le 22/06 au matin et les 200 m<sup>3</sup> sont confinés dans le bassin prévu à cet effet.

D'après l'exploitant, la cause probable de la combustion incomplète (présence de CO et de fumées épaisses) à l'intérieur de la colonne provient d'un point chaud qui, malgré le refroidissement de 5 jours, a fini par enflammer des résidus d'huile polymérisée avec l'air apporté par les trous d'hommes mal refermés (absence de boulons), cependant, cette analyse doit être complétée. Le 28/06, le fabricant doit effectuer une analyse des dégâts subis par la colonne lors de l'incendie, un arrêt de production plus ou moins long est à craindre en fonction de ses conclusions.



**N°40485 - 17/06/2011 - FRANCE - 59 - GRAVELINES**

*D35.11 - Production d'électricité*

Dans une tranche d'une centrale nucléaire à l'arrêt depuis le 14/05 pour maintenance et rechargement en combustible, un feu se déclare, vers 12h30, sur le calorifuge du corps d'une turbine en salle des machines (zone non-contrôlée). Les équipes internes utilisent 2 extincteurs à poudre puis les pompiers terminent l'extinction à l'aide d'un RIA vers 13h30 ; ils évacuent 20 employés. A 20h50, le feu reprend sur le même calorifuge qui n'a pas été dégarni par l'exploitant malgré la demande des pompiers. Ces derniers éteignent l'incendie en 20 min avant que l'exploitant ne réalise les travaux.

Un feu d'armoire électrique a eu lieu la veille dans une autre tranche de la centrale (ARIA 40482).



**N°40482 - 16/06/2011 - FRANCE - 59 - GRAVELINES**

*D35.11 - Production d'électricité*

Un feu se déclare vers 16h30 sur une armoire électrique en zone non-contrôlée de la tranche b°5 d'une centrale nucléaire. L'alimentation électrique de l'armoire est coupée et la salle est évacuée. Les pompiers éteignent l'incendie avec un extincteur au CO2. Un feu de calorifuge d'une turbine se produit le lendemain dans la tranche n°4 (ARIA 40485).



**N°40452 - 14/06/2011 - FRANCE - 59 - AVESNES-LES-AUBERT**

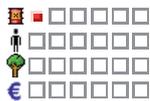
*C31.09 - Fabrication d'autres meubles*

Vers 1h30, un feu se déclare dans le bâtiment de stockage d'une usine de fabrication de canapés et de vente de meubles de 6 000 m<sup>2</sup>.

Les pompiers maîtrisent le sinistre à l'aide de 5 lances après 3 h d'intervention et empêchent toute propagation aux maisons et terrains voisins. Les secours évacuent quelques maisons, de même que les deux camions-citernes de l'entreprise de transport de fioul jouxtant l'usine.

Le bâtiment est détruit sur 3 000 m<sup>2</sup> et les 15 salariés de l'entreprise familiale sont en chômage technique. Le préjudice est estimé à 500 000 Euros. Les bureaux et un autre espace de stockage de l'entreprise n'ont pas subi de dégâts. Deux pompiers sont blessés lors de l'intervention, l'un d'eux est victime d'un coup de chaleur et l'autre, blessé à la cheville, est transporté au centre hospitalier.

Une fois les structures métalliques des bâtiments refroidies, les gendarmes effectuent une enquête pour déterminer l'origine de la catastrophe. Pour mener à bien cette dernière, ils font appel à un chien spécialisé dans la recherche de produits inflammables dits "accélérateur".



**N°40443 - 07/06/2011 - FRANCE - 59 - SAINT-AMAND-LES-EAUX**

*C25.11 - Fabrication de structures métalliques et de parties de structures*

Une fuite de propane est détectée vers minuit dans une usine fabriquant des coffrages métalliques pour le BTP ; 53 employés sont évacués. Les pompiers interrompent la fuite en fermant les vannes des 2 réservoirs de GPL du site puis ventilent les locaux. L'intervention des secours s'achève vers 3 h.



**N°40339 - 26/05/2011 - FRANCE - 59 - MARLY**

*C23.20 - Fabrication de produits réfractaires*

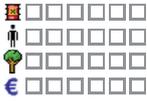
Une fausse manoeuvre lors du dépotage d'un camion-citerne provoque vers 10h40 l'écoulement de silicate de sodium dans une usine de produits réfractaires. La conductrice ayant reçu une projection de produit sur la cuisse et se plaignant d'irritation aux yeux est examinée sur place. Les secours dépotent la citerne et l'exploitant assure la sécurisation et le ramassage du produit.



**N°40329 - 23/05/2011 - FRANCE - 59 - LA BASSEE**

*E38.32 - Récupération de déchets triés*

En fin de matinée, un technicien d'un site de stockage de déchets triés observe une fumée suspecte s'échappant d'un stock de 850 t de copeaux d'aluminium ferreux provenant de l'industrie automobile. Une combustion spontanée s'est déclarée au sein du stock entreposé à l'extérieur et au soleil, avec de nombreux points chauds de plusieurs centaines de degrés à l'intérieur. L'absence de bâtiment à proximité limite les risques et facilite l'intervention des services de secours qui traitent ce "feu de métaux" kilo par kilo à l'aide d'une caméra thermique pour repérer les points chauds. Une lance à poudre est mise en place en protection, ainsi que 3 extincteurs à poudre de l'entreprise. Une pelleteuse prélève des petites quantités sur le tas de copeaux, chaque godet étant refroidi progressivement par arrosage au moyen d'une lance alimentée tour à tour par 2 fourgons. Ce procédé permet d'éviter une réaction violente eau-aluminium. L'entreprise refuse que les pompiers utilisent du sable qui rendrait les copeaux inutilisables. Malgré cette intervention, la température du stock de copeaux reste très élevée et le risque de reprise de feu est très important. Les pompiers quittent les lieux en fin de journée, mais le site reste sous surveillance et plusieurs rondes sont effectuées pendant la nuit.



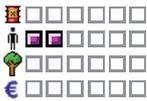
**N°40330 - 23/05/2011 - FRANCE - 59 - HELLEMES-LILLE**

*C20.20 - Fabrication de pesticides et d'autres produits agrochimiques*

Un feu se déclare vers 1 h dans une étuve d'une usine de fabrication de produits désinfectants classée Seveso seuil bas alors que les installations de production sont à l'arrêt.

L'alarme incendie se déclenche, le gardien du site donne l'alerte à 1h08 ; les pompiers arrivent sur place à 1h15. Ils éteignent l'incendie vers 3h30 avec 1 lance (10 m<sup>3</sup> d'eau), puis ventilent le bâtiment, dont 100 m<sup>2</sup> sont endommagés. L'étuve est détruite, des câblages et armoires électriques sont endommagés et des matières premières et produits finis sont perdus (« contamination » par les fumées de l'incendie notamment) ; la production est suspendue pour la journée. Les eaux d'extinction sont récupérées et traitées sur site ; les déchets solides seront éliminés par une entreprise spécialisée.

L'étuve est maintenue en chauffe permanente à 60°C, indépendamment de la production. Elle fonctionne en circuit fermé par réchauffage de l'air à l'aide d'une résistance électrique. Elle est utilisée pour pré-chauffer certaines matières premières visqueuses avant leur utilisation. L'étuve contenait depuis le 19/05 2 fûts de 140 L d'un ester étiqueté irritant. La cause de l'incendie n'est pas connue avec certitude : dysfonctionnement électrique de l'étuve mise en service en 2010 ? inadéquation matière première / matériau de l'étuve ? Temps de chauffe du produit trop long ? L'exploitant revoit les adéquations matières / matériaux.



**N°40324 - 22/05/2011 - FRANCE - 59 - HAZEBROUCK**

*G47.22 - Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé*

Un feu d'enseigne lumineuse vers 5 h dans une boucherie se propage à 120 m<sup>2</sup> de combles du logement la surplombant ; un voisin donne l'alerte. Les services du gaz et de l'électricité coupent les énergies. Les pompiers évacuent 10 habitants de 5 appartements et protègent ces derniers. Ils éteignent l'incendie avec 4 lances dont 1 sur échelle après 1h30 d'intervention.

La boucherie est endommagée par les eaux d'extinction et 16 employés sont en chômage technique. Les installations de réfrigération ont été épargnées et les livraisons du jour sont maintenues. Les 4 habitants de l'appartement au-dessus de la boucherie sont relogés dans de la famille. Un court-circuit sur l'enseigne lumineuse serait à l'origine du sinistre.



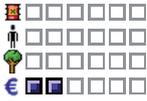
**N°40308 - 19/05/2011 - FRANCE - 59 - SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE**

*F43.32 - Travaux de menuiserie*

Un feu se déclare vers 21 h dans une menuiserie de 1 500 m<sup>2</sup>. Un des co-gérants travaillant encore sur les lieux alerte les secours.

Les flammes se propagent sur une partie de la société mitoyenne de commerce de gros de bois et de matériaux de construction. Les pompiers maîtrisent l'incendie à l'aide de 6 lances, dont 2 sur échelle, après 45 minutes d'intervention. La menuiserie est détruite à 30 %. L'activité ne pouvant pas reprendre tout de suite, les 15 salariés sont affectés ailleurs dans le groupe.

La police effectue une enquête pour déterminer l'origine du sinistre.



**N°40287 - 09/05/2011 - FRANCE - 59 - BLARINGHEM**

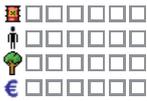
*E38.21 - Traitement et élimination des déchets non dangereux*

Dans une société de stockage et valorisation de déchets métalliques, un chauffeur signale au grutier un départ de feu au sommet d'un stock de 2 500 m<sup>2</sup> de ferrailles en attente de broyage (VHU dépollués et déchets métalliques divers) à 14h50. Les pompiers internes essaient d'éteindre les flammes mais le feu se propage rapidement. Le POI est déclenché à 15 h et les services de secours alertés. Arrivés à 15h30, les pompiers mettent en place 10 lances, dispositif complété à 16 h par un pompage direct dans le canal de NEUFOSSE longeant le site (2 alimentations à 160 m<sup>3</sup>/h) dont les accès sont bloqués par les gendarmes. Ils protègent en priorité le bâtiment contenant le broyeur pour sauvegarder l'outil principal de production. A 17 h, le feu se propage au stockage de VHU dépollué. Pour rassurer les riverains, des contrôles de toxicité dans l'air sont effectués par une cellule risque chimique (CMIC) dans le panache de fumée sous le vent, visible à plus de 30 km. Vers 18 h, l'exploitant met en place 2 barrages de gravier en amont du débourbeur pour éviter toute pollution de la MELDE par les eaux d'extinction risquant de déborder du fossé de rétention, ainsi qu'un filtre anti-pollution en amont du rejet dans la rivière et une unité de pompage pour détourner les eaux d'extinction vers 2 alvéoles de stockage de déchets vides de 12 000 m<sup>3</sup>. L'intervention des secours dure toute la nuit en raison de l'extension du sinistre et du fort rayonnement thermique rendant la lutte difficile, des moyens mousse sont positionnés au cas où le broyeur prendrait feu. Le feu est maîtrisé vers minuit et le broyeur est sauvé. Vers 9 h, 2 foyers sont encore actifs mais refroidis et les alvéoles contiennent 3 000 m<sup>3</sup> d'eaux d'extinction, elles sont pleines à midi lorsque le contenu du bac de rétention est vidangé dans celles-ci. L'entreprise étale les tas impliqués pour éliminer les foyers résiduels et déblaie les déchets brûlés à l'aide d'une grue. Aucune victime ni pollution du milieu n'est à déplorer, le préjudice subi par l'exploitant est supérieur à 1 M (perte d'exploitation, coût de nettoyage, dommages sur l'enrobé).

La panne d'un variateur de vitesse d'un des moteurs du broyeur, 3 semaines plus tôt, explique l'accumulation anormale de ferrailles sur le site (11 000 t au lieu de 3 500 t). Le feu a démarré dans la zone de stockage de 200 fûts métalliques de 200 l ayant contenus de l'huile hydraulique en provenance d'une société locale, après vidange (1 à 2 l résiduels par fûts). Selon l'exploitant, une étincelle apparue lors du gerbage des fûts vidangés aurait enflammé un liquide de point éclair inférieur à l'huile hydraulique présent dans un ou plusieurs fûts, phénomène aggravé par la chaleur estivale de la journée et la période de sécheresse.

Il prend les mesures suivantes:

- fractionnement plus important des stockages de ferrailles mêlées
- limitation et arrosage de stocks de ferrailles en cas de panne du broyeur
- mur CF entre le stockage et le bâtiment broyeur
- réserve d'eau incendie de 500 m<sup>3</sup>, en supplément des moyens de pompage fixes
- réseau incendie dédié à la zone stockage ferrailles
- amélioration des accès pompiers aux différentes zones de stockages du site



**N°40280 - 06/05/2011 - FRANCE - 59 - HALLUIN**

*G46.69 - Commerce de gros d'autres machines et équipements*

Un feu se déclare vers 6h10 dans un hangar en émettant un panache de fumée noire et âcre. Les employés tentent d'éteindre les flammes avec des extincteurs, puis évacuent le site. Après 2 h d'intervention les pompiers circonscrivent l'incendie, puis créent des exutoires pour ventiler le bâtiment. Une partie de la toiture et 100 m<sup>2</sup> de bâtiment sont détruits. Grâce au bon fonctionnement des portes coupe-feu, l'outil de production et des bidons de 400 l de perchloroéthylène sont épargnés. Les employés sont en chômage technique pour la journée. D'après la presse, le feu serait parti d'une palette de résidus de peinture.



**N°40181 - 22/04/2011 - FRANCE - 59 - BOUSIES**

*F43.91 - Travaux de couverture*

Un feu se déclare vers 15h40 dans une menuiserie de 500 m<sup>2</sup> abritant un stockage de bois et de matériaux. Les services de distribution du gaz et de l'électricité coupent les énergies. Les pompiers éteignent l'incendie vers 17h15 avec 4 lances dont 1 sur échelle. Aucun chômage technique n'est prévu et l'activité est maintenue. Un élu s'est rendu sur place.



**N°40508 - 14/04/2011 - FRANCE - 59 - LOON-PLAGE**

*C24.42 - Métallurgie de l'aluminium*

Un feu émettant une importante fumée se déclare vers 20h30 dans la "tour à pâte" (fabrication d'anodes crues) d'une usine de production d'aluminium. L'alerte est donnée à la suite du déclenchement des détecteurs incendie de l'atelier. Le POI est activé à 21h30 ; l'inspection des installations classées se rend sur place et la préfecture est informée. Le sinistre est maîtrisé vers minuit après mise en oeuvre du système d'extinction automatique et intervention des pompiers à partir des RIA du site. Une surveillance de la baisse de température est mise en place à l'aide de caméra thermique. L'intervention des secours publics s'achève vers 0h30. Une défaillance électrique serait à l'origine de l'incendie qui s'est propagé à l'intérieur des gaines métalliques de captation de poussières et vapeurs de brai et de coke. Aucun blessé n'est à déplorer. Les gaines de ventilation et les installations électriques (moteurs, câbles) sont endommagées mais aucun dégât sur le filtre à manches et l'atelier n'est signalé. L'exploitant lève le POI à 2 h. Les eaux d'extinction ont été collectées dans les fosses du bâtiment et le trop-plein dans la lagune de traitement biologique des eaux implantée sur le site. Ce bassin avait été isolé du milieu naturel par fermeture d'une vanne. Les eaux recueillies dans les fosses sont pompées dans des camions et éliminées sur site (130 t). La production d'aluminium ne devrait pas être affectée, l'établissement disposant d'un stock d'anodes crues de 10 j et d'une possibilité d'approvisionnement dans une autre usine de la société.



**N°40096 - 11/04/2011 - FRANCE - 59 - COUDEKERQUE-BRANCHE**

*C10.41 - Fabrication d'huiles et graisses*

Un feu se déclare vers 1 h au niveau du stockage de produits acides servant à la station d'épuration d'une huilerie ; 4 fûts contenant chacun 200 l d'acide chlorhydrique (HCl) à 18 % sont détruits. Les 800 l d'HCl se déversent dans le canal de BOURBOURG. Les pompiers éteignent les flammes avec 1 lance à eau. Le fonctionnement de l'installation n'est pas perturbé. Des prélèvements sont effectués dans le canal pour analyse ; les conséquences sur l'environnement restent limitées. L'intervention des secours prend fin vers 6h30.



**N°40083 - 02/04/2011 - FRANCE - 59 - ASSEVENT**

YYY.YY - *Activité indéterminée*

A la suite de la découverte de poissons morts, les pompiers interviennent sur le canal de la SAMBRE. Ils signalent vers 18 h une nappe d'hydrocarbures de 2,50 m de large sur 500 m de long. La gendarmerie et le service de la navigation se rendent sur place. Les pompiers installent 1 barrage flottant et des ballots de paille. Après reconnaissance, l'origine de la pollution est découverte : une fuite de gazole du réservoir d'un poids-lourd stationné sur le parking d'une société. Le carburant s'est écoulé dans le réseau pluvial du site suite à de fortes précipitations. L'écoulement est arrêté avec du sable. La mortalité des poissons est due quant à elle à un écoulement de pesticide depuis un terrain agricole.



**N°40476 - 25/03/2011 - FRANCE - 59 - SOMAIN**

A01.41 - *Élevage de vaches laitières*

Dans un élevage agricole venant d'être équipé d'une unité de méthanisation, la bâche recouvrant le post-digesteur se déchire, libérant un nuage malodorant de méthane et d'ammoniac.

L'accident découle d'une erreur de conception : le filet maintenant la géomembrane du post-digesteur n'assure pas son rôle. Le maître d'oeuvre décide alors, en attendant de remplacer le filet par un plancher, de gonfler d'air la bâche qui se déchire. L'installation de combustion de biogaz du site n'étant pas encore reliée au réseau au moment de l'accident, le méthaniseur n'aurait pas dû être alimenté en lisier, ce qui aurait évité tout rejet.

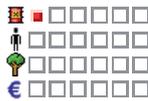
A la suite de l'accident, un plancher remplace le filet de soutien de la bâche qui est également remplacée.



**N°39957 - 13/03/2011 - FRANCE - 59 - ANZIN**

H52.10 - *Entreposage et stockage*

Un feu se déclare vers 22 h dans un bâtiment en brique de 5 000 m<sup>2</sup> dont une moitié est occupée par un stock de sièges de voitures, l'autre moitié étant vide. Les pompiers éteignent les flammes s'étendant sur 200 à 300 m<sup>2</sup> à 23h30 avec 4 lances à eau dont 1 sur échelle. Ils déblaient ensuite les lieux. Au cours de l'intervention, un pompier est victime d'une entorse. La police et les services du gaz et de l'électricité se sont rendus sur place.



**N°39955 - 11/03/2011 - FRANCE - 59 - ARTRES**

C16.10 - *Sciage et rabotage du bois*

Peu après midi, une explosion de poussières de bois se produit dans le broyeur d'une usine de granulés de bois pour chauffage de 5 000 m<sup>2</sup> soumise à déclaration, entraînant un incendie et l'émission d'une fumée noire. Le sinistre se propage au reste du bâtiment par les tapis roulants en caoutchouc, ainsi qu'à la charpente. Les pompiers créent des exutoires en toiture, démontent les compacteurs et inertent les canalisations de poussières avec de la mousse. Ils utilisent 6 lances à eau et 1 à mousse et rencontrent des difficultés d'alimentation en eau. L'intervention dure 8 h. Des machines de l'entreprise sont hors d'usage, entraînant le chômage technique de 10 personnes.



**N°39819 - 17/02/2011 - FRANCE - 59 - LOON-PLAGE**

H52.10 - *Entreposage et stockage*

A 16h35, un conteneur de fûts de matières dangereuses est endommagé lors de sa manipulation dans une zone portuaire. Il contient plusieurs bidons de nonylphénol, de kérosène, d'éthanolamine, de butanol et de naphta. Un fût de 1 000 l de nonylamine fuit (produit corrosif et polluant marin). Les pompiers déploient 1 lance à mousse et interviennent sous scaphandre pour recouvrir de sable les zones souillées. Le conteneur est déplacé vers la zone réservée aux conteneurs endommagés. Lors de cette opération, le produit souille 400 m<sup>2</sup> de sol. Celui-ci est nettoyé le lendemain par une société spécialisée.



**N°39684 - 29/01/2011 - FRANCE - 59 - TRITH-SAINT-LEGER**

C24.10 - *Sidérurgie*

Un feu d'origine électrique se déclare vers 5h30 dans la zone laminoir d'une usine sidérurgique. Les employés du site l'éteignent avec des extincteurs à poudre avant l'arrivée des pompiers.



**N°39634 - 18/01/2011 - FRANCE - 59 - WATTRELOS**

E38.31 - *Démantèlement d'épaves*

Un feu se déclare vers 14 h dans l'atelier de déconstruction de véhicule de 120 m<sup>2</sup> d'une casse automobile abritant notamment des centaines de litres d'essence et de peinture. Les pompiers éteignent l'incendie en moins de 2 h avec 2 lances à eau et 1 lance à mousse. L'atelier est détruit ainsi qu'une voiture en cours de démantèlement (origine du sinistre ?). D'après l'exploitant, l'activité du site est impactée pour plusieurs semaines ; 3 employés sont en chômage technique.

# Résultats de recherche d'accidents sur [www.aria.developpement-durable.gouv.fr](http://www.aria.developpement-durable.gouv.fr)

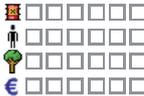
*La base de données ARIA, exploitée par le ministère du développement durable, recense essentiellement les événements accidentels qui ont, ou qui auraient pu porter atteinte à la santé ou la sécurité publiques, l'agriculture, la nature et l'environnement. Pour l'essentiel, ces événements résultent de l'activité d'usines, ateliers, dépôts, chantiers, élevages,... classés au titre de la législation relative aux Installations Classées, ainsi que du transport de matières dangereuses. Le recensement et l'analyse de ces accidents et incidents, français ou étrangers sont organisés depuis 1992. Ce recensement qui dépend largement des sources d'informations publiques et privées, n'est pas exhaustif. La liste des événements accidentels présentés ci-après ne constitue qu'une sélection de cas illustratifs. Malgré tout le soin apporté à la réalisation de cette synthèse, il est possible que quelques inexactitudes persistent dans les éléments présentés. Merci au lecteur de bien vouloir signaler toute anomalie éventuelle avec mention des sources d'information à l'adresse suivante :*

BARPI – DREAL RHONE ALPES 69509 CEDEX 03 / Mel : [srt.barpi@developpement-durable.gouv.fr](mailto:srt.barpi@developpement-durable.gouv.fr)

Liste de(s) critère(s) de la recherche

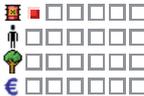
- Date et Lieu : Du 01/01/2011 au 31/12/2011 PAS-DE-CALAIS
- Type d'événement : Installations Classées - Accidents / Incidents concernant une installation classée ou susceptible de l'être

 **N°41981 - 15/12/2011 - FRANCE - 62 - BEAUMETZ-LES-CAMBRAI**  
*A01.47 - Élevage de volailles*  
 Un incendie accidentel dans un poulailler de 240 m<sup>2</sup> tue 20 000 poussins et poulets. Le bâtiment est détruit.

 **N°41709 - 27/11/2011 - FRANCE - 62 - CALONNE-RICOUART**  
*C10.13 - Préparation de produits à base de viande*  
 Un feu de poubelle est signalé vers 8h45 dans une zone industrielle. Les flammes se propagent au bardage d'un bâtiment d'une salaison accueillant les camions frigorifiques de la société. Les pompiers éteignent les flammes avec 1 lance à eau. Les dommages sont limités à la porte de garage et au bardage, les installations de réfrigération de l'établissement n'ont pas été atteintes.  
 La police effectue une enquête ; un acte de malveillance est suspecté.

 **N°41049 - 04/10/2011 - FRANCE - 62 - LE QUESNOY-EN-ARTOIS**  
*A01.50 - Culture et élevage associés*  
 Dans une exploitation agricole, une fuite apparaît au niveau d'une soudure en partie basse sur une cuve de 60 m<sup>3</sup> d'engrais liquide azoté à 30%. Le livreur, qui venait de vider 25 m<sup>3</sup> de produit, réamorce les pompes, récupère 22 m<sup>3</sup> d'engrais et remonte dans son camion-citerne. Un binôme sous ARI obture la cuve. Les pompiers dressent un merlon de terre qui collecte 5 m<sup>3</sup> de liquide, pompés ensuite par l'agriculteur. Durant l'opération, 5 riverains sont confinés chez eux. Le maire et les exploitants des captages d'eau de la commune et des municipalités voisines sont informés.  
 La capacité datait d'une dizaine d'années.

 **N°41551 - 26/09/2011 - FRANCE - 62 - LUMBRES**  
*YYY.YY - Activité indéterminée*  
 Alors qu'il reste 10 t de liquide inflammable dans une citerne routière, le dépotage sur un site industriel s'arrête. L'employé du site chargé de la réception pense que la crépine du tuyau de dépotage est bouchée. La livreuse ferme la vanne d'alimentation du camion puis celle du tuyau de dépotage et enfin celle alimentant la pompe. Elle oublie cependant d'ouvrir la vanne de purge permettant de faire retomber la pression entre la vanne du camion et celle du tuyau. Lorsqu'elle débride le tuyau resté en pression, elle reçoit des projections au visage (brûlure de la lèvre au 2ème degré). Les pompiers la transportent à l'hôpital de Saint-Omer. Environ 5 l de produit sont perdus.

 **N°40883 - 01/09/2011 - FRANCE - 62 - MAZINGARBE**  
*E38.32 - Récupération de déchets triés*  
 Un feu se déclare à 14 h dans la zone de stockage de carcasses (VHU) et de ferraille (cuivre, câbles électriques et batteries usagées) d'une casse automobile. Une importante fumée noire est émise. Près de 40 pompiers de 6 casernes déploient 6 lances à eau pour attaquer les flammes et protéger un bâtiment. Le manque d'eau (première borne incendie située à 200 m du site) complique les opérations d'extinction. La circulation sur la RD 43 est coupée quelques heures. Une explosion survenue lors de la manipulation d'une carcasse de voiture serait à l'origine de l'incendie sur la zone. Un incendie s'était déclaré en 2008 dans cette société (ARIA 35640).

 **N°40770 - 29/08/2011 - FRANCE - 62 - LA COMTE**  
*A01.46 - Élevage de porcins*  
 Un feu se déclare vers 0h30 dans un élevage porcin de 1 500 m<sup>2</sup>. Les pompiers, redoutant une pénurie d'eau, déploient 5 lances à eau dont 1 sur échelle et protègent 2 cuves de 10 et 40 m<sup>3</sup> d'azote liquide (N2) avec 1 lance queue de paon. Ils éteignent l'incendie à 7 h. Le bâtiment est détruit et 900 animaux sont tués. La préfecture informe le service d'équarrissage. Le service de l'électricité rétablit le courant pour permettre la ventilation du stock de grain de l'exploitation. Les secours déblaient les lieux. Les causes du sinistre sont inconnues.

 **N°40735 - 18/08/2011 - FRANCE - 62 - FRESNES-LES-MONTAUBAN**  
*C33.20 - Installation de machines et d'équipements industriels*  
 Un feu se déclare vers 13 h dans un bâtiment de stockage de 1 000 m<sup>2</sup> abritant du matériel électrique et électronique d'une entreprise spécialisée dans les infrastructures de télécommunications. Des employés d'une société voisine donnent l'alerte. Le panache de fumée se déplaçant vers l'A1 voisine, la société d'autoroute avertit les automobilistes en amont de l'incendie via les panneaux d'information. Les pompiers maîtrisent le sinistre avec 4 lances à débit variable puis effectuent des travaux de déblaiement ; l'un d'eux se blesse légèrement à la cheville. L'intervention des secours s'achève en fin d'après-midi. Une société de gardiennage surveille les lieux durant la nuit. Le bâtiment et les stocks sont détruits. Selon la presse, un échauffement de batteries usagées pourrait être à l'origine de l'incendie.

 **N°40683 - 01/08/2011 - FRANCE - 62 - HAVRINCOURT**  
*G46.21 - Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail*  
 Une fumée suspecte se dégage vers 20 h d'un silo de céréales et incommode le responsable d'exploitation ; les secours le conduisent à l'hôpital. Les pompiers localisent des points chauds avec une caméra thermique et maîtrisent le sinistre avec des lances à eau et à mousse. Leur intervention s'achève vers 5h30.

 **N°40686 - 01/08/2011 - FRANCE - 62 - ETAPLES**  
*C29.31 - Fabrication d'équipements électriques et électroniques automobiles*  
 Un feu se déclare vers 11h45 dans une cabine de peinture d'un équipementier automobile ; 400 employés sont évacués. Les pompiers de l'usine éteignent l'incendie avant l'arrivée des secours publics ; 4 d'entre eux sont conduits à l'hôpital pour des examens à cause d'un taux de carboxyhémoglobine (HbCO) supérieur à la normale.

 **N°40614 - 05/07/2011 - FRANCE - 62 - DESVRES**  
*C24.10 - Sidérurgie*  
 Une explosion non suivie de feu se produit vers 9h15 dans une usine sidérurgique lors de travaux de maintenance sur un rouleau de décapage ; 2 sous-traitants blessés, dont un grièvement, sont conduits à l'hôpital. La déflagration est survenue lors de la découpe du rouleau. L'activité de l'établissement reprend en fin de matinée. Aucun impact sur l'environnement n'est signalé. La gendarmerie effectue une enquête pour déterminer l'origine de l'accident.

 **N°40538 - 30/06/2011 - FRANCE - 62 - WINGLES**  
*C20.16 - Fabrication de matières plastiques de base*  
 Un feu se déclare vers 10h30 sur l'une des 2 chaudières d'une usine de polystyrène. Les 130 employés sont évacués. Les pompiers internes, aidés des secours externes éteignent l'incendie avec une lance à eau et une lance à mousse. La chaudière sinistrée permet de chauffer le fluide caloporteur alimentant les réacteurs produisant le polystyrène. Une partie de l'unité de production est arrêtée, mais les employés ne sont pas en chômage technique. La chaudière inspectée et réparée, redémarre les jours suivants. Une fuite de fioul sur cette dernière serait à l'origine de l'incendie.

 **N°40548 - 30/06/2011 - FRANCE - 62 - BOIRY-SAINTE-RICTRUDE**  
*G46.21 - Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail*  
 Un feu se déclare vers 10 h dans une chambre à poussières désaffectée d'un silo plat d'une coopérative agricole à la suite de travaux sur la toiture. Les employés éteignent l'incendie avant l'arrivée des pompiers. L'intervention des secours s'achève vers 11h30 après vérification de l'absence de points chauds résiduels avec une caméra thermique. L'exploitant vidange la chambre à poussières. Durant ce nettoyage, une reprise de feu vers 16h30 nécessitent une nouvelle intervention des pompiers qui maîtrisent le sinistre depuis le sommet de la capacité avec une lance à eau sur échelle. Le maire, la gendarmerie et les services de l'électricité se sont rendus sur les lieux.

 **N°41396 - 07/06/2011 - FRANCE - 62 - VIEIL-MOUTIER**  
*C10.51 - Exploitation de laiteries et fabrication de fromage*  
 Dans une usine de produits laitiers, un feu se déclare vers 3h30 dans l'un des bâtiments de 2 500 m<sup>2</sup> de l'unité de stockage d'emballages cartons et plastiques qui s'étend sur 10 000 m<sup>2</sup>. Les secours internes tentent en vain d'éteindre l'incendie avec des extincteurs. 100 employés sont évacués ; les 10 présents dans l'unité concernée sont examinés, 3 d'entre eux incommodés par les fumées sont hospitalisés par précaution. Une cinquantaine de pompiers intervient avec 6 lances dont 1 sur échelle ; l'incendie est maîtrisé en fin de journée, mais des foyers résiduels perdureront jusqu'au 16/06. Un élu se rend sur place.  
 L'unité de 2 500 m<sup>2</sup> est détruite mais les murs coupe-feu ont empêché la propagation des flammes aux 3 autres unités du bâtiment. L'unité de production est épargnée mais la destruction des emballages bloque la chaîne de production. Aucune information n'est donnée quant aux dommages éventuels subis par les installations de réfrigération mettant en oeuvre de l'ammoniac (NH<sub>3</sub>). Les 450 employés évitent le chômage technique en acceptant de réorganiser les plannings et de prendre des congés. Dès le lendemain, 600 palettes sont produites contre une moyenne habituelle de 800 et le vendredi midi (10/06), la production est quasi normale. L'usine restera exceptionnellement en activité le week-end pour rattraper le retard.  
 Une enquête est effectuée. D'après les pompiers, aucun appareil susceptible de provoquer un départ de feu ne se trouvait dans le bâtiment sinistré ; des employés émettent l'hypothèse d'un court-circuit.

 **N°40369 - 31/05/2011 - FRANCE - 62 - DANNES**  
*C23.51 - Fabrication de ciment*  
 Vers 5 h, un feu couvant se déclare dans un silo de 130 t rempli à moitié de farines animales dans une cimenterie soumise à autorisation.  
 Une trentaine de pompiers effectue une reconnaissance par caméra thermique, démonte le bas de la trémie pour évacuer la farine vers l'extérieur. Le feu étant sous contrôle, aucune évacuation n'est nécessaire et la production n'est pas arrêtée.  
 L'exploitant répare les fils électriques endommagés et redémarre le circuit pour voir si le silo continue de chauffer.

 **N°40295 - 14/05/2011 - FRANCE - 62 - ACHICOURT**  
*S96.01 - Blanchisserie-teinturerie*  
 A 18h30, une fuite de 10 l de perchloroéthylène se produit à la suite d'une rupture de tuyauterie dans le pressing d'un hypermarché. L'ensemble de la surface commerciale est évacué et 27 personnes, incommodées par les vapeurs, sont transportées dans un local mis à disposition pour servir de poste de secours. Leur état de santé y est évalué par les équipes médicales ; 6 d'entre elles sont transportées dans des centres hospitaliers et les autres regagnent leurs domiciles en restant vigilantes en cas de symptômes.

 **N°40184 - 22/04/2011 - FRANCE - 62 - VIMY**  
**A01.50 - Culture et élevage associés**  
 Un feu se déclare vers 18h50 dans un hangar agricole de 300 m<sup>2</sup> abritant des balles de paille, du matériel agricole et 600 kg d'ammonitrate. Les pompiers sortent la paille et éteignent l'incendie à l'aide de 3 lances dont 1 sur échelle, après 2,5 h d'intervention. La toiture est détruite ; le déblaiement est impossible en raison de l'instabilité de la structure.

 **N°40170 - 21/04/2011 - FRANCE - 62 - DROCOURT**  
**C20.16 - Fabrication de matières plastiques de base**  
 Un sous-traitant découpe les tôles d'un réacteur d'une unité maléique en démantèlement dans une usine de résines composites quand celui ci s'enflamme vers 14h30. Le service de sécurité interne arrose le réacteur avec 4 lances pour refroidir le métal. L'exploitant déclenche le POI vers 15h30. Mobilisant 45 pompiers et 4 fourgons, les services de secours prennent le relais ; 2 lances canon sont utilisées, un refroidissement de longue durée semblant nécessaire. La température du réacteur passe de 150 °C vers 17 h à 28 °C vers 18 h. A 18h15, l'activité de l'usine reprend et une surveillance de la température est mise en place. La municipalité et la préfecture sont informées. Le réacteur et les canalisations avaient été vidangés préalablement à l'incident.

 **N°39663 - 25/03/2011 - FRANCE - 62 - TILLOY-LES-MOFFLAINES**  
**C10.52 - Fabrication de glaces et sorbets**  
 Un début d'incendie se produit sur un marqueur laser, à 8h30, dans une usine de fabrication de crèmes glacées employant 157 personnes. Le personnel de l'unité éteint le feu avant l'arrivée des secours et le reste des employés est évacué. Les pompiers, après reconnaissance sous ARI, confirment l'extinction et ventilent le bâtiment. Les secours examinent 27 personnes exposées aux fumées, 1 est hospitalisée. Le sinistre ne s'étant pas propagé, les installations de réfrigération mettant en oeuvre ammoniac (NH<sub>3</sub>) et dérivés chloro-fluorés n'ont pas été endommagées. La production n'est pas impactée et le redémarrage des installations est prévu dans la journée.

 **N°41367 - 21/03/2011 - FRANCE - 62 - HENIN-BEAUMONT**  
**C29.32 - Fabrication d'autres équipements automobiles**  
 Un feu se déclare vers 3 h dans un bâtiment de stockage d'un équipementier automobile abritant une centaine de blocs de 800 kg de mousse de polyuréthane. Les pompiers mettent en oeuvre 3 lances à eau dont 1 sur échelle pour maîtriser le sinistre et surveillent 2 réservoirs de 10 m<sup>3</sup> de 4,4'-diisocyanate de diphénylméthane isolés de la zone enflammée par un mur coupe-feu. Les secours effectuent des mesures de toxicité des fumées qui ne révèlent pas de risque particulier pour les tiers. L'incendie est éteint vers 7 h. L'intervention des secours s'achève à 11 h après refroidissement du mur coupe-feu, maîtrise des derniers foyers résiduels et balisage d'un mur du bâtiment menaçant de s'effondrer. Aucun blessé n'est à déplorer. Les autres sites de la société sont mis à contribution pour approvisionner l'usine en matière première afin d'assurer la continuité de la production.

 **N°39985 - 18/03/2011 - FRANCE - 62 - LENS**  
**C24.44 - Métallurgie du cuivre**  
 Une fuite de métal en fusion se produit vers 12 h dans une usine de fabrication de câbles à la suite d'une rupture sur un four contenant 25 t de cuivre. Une quarantaine d'employés est évacuée. Les pompiers et les secours internes maîtrisent le sinistre avec 4 lances à eau vers 16h30 ; la fissure à l'origine de l'écoulement s'est progressivement obturée avec le refroidissement du cuivre en fusion. Aucun blessé n'est à déplorer ; 12 t de métal se sont déversées sur le sol. Aucun chômage technique n'est prévu.

 **N°39887 - 28/02/2011 - FRANCE - 62 - CHELERS**  
**F43.32 - Travaux de menuiserie**  
 Un feu se déclare à 7h30 dans une entreprise de menuiserie de 400 m<sup>2</sup> et se propage au hangar attenant. Les flammes touchent plusieurs véhicules, un stockage de bois et de PVC et mettent en torchère une cuve de 1 000 l de fioul. La fumée gêne la circulation sur la RD 939 à 2 km. Les 4 habitations voisines sont évacuées et un périmètre de sécurité est établi. Les pompiers circonscrivent l'incendie à 8h15 et l'éteignent à 11 h avec 2 lances à eau. Au cours de l'intervention, ils ont engagé des moyens mousse, la cuve de fioul menaçant de se rompre. Les secours déblaient les lieux. Deux employés sont en chômage technique.

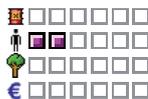
 **N°39888 - 28/02/2011 - FRANCE - 62 - SAINT-POL-SUR-TERNOISE**  
**G46.21 - Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail**  
 Un feu se déclare vers 17 h dans une cellule de 10 t de granulés de luzerne d'un silo d'une coopérative agricole. L'importante fumée émise par l'incendie se propage au niveau des voies ferrées mitoyennes mais ne perturbe pas la circulation ferroviaire. Un périmètre de sécurité de 50 m est mis en place. Les pompiers mettent en oeuvre 3 lances à eau et vidangent la cellule après avoir effectué une trouée dans la paroi de la capacité. L'intervention des secours s'achève vers 2 h après une dernière ronde de surveillance. Cinq jours plus tôt, un sinistre similaire avait affecté la cellule voisine (ARIA 39861).



**N°39861 - 23/02/2011 - FRANCE - 62 - SAINT-POL-SUR-TERNOISE**

*G46.21 - Commerce de gros de céréales, de tabac non manufacturé, de semences et d'aliments pour le bétail*

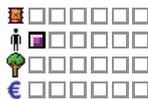
Un feu émettant une importante fumée se déclare vers 8 h dans l'une des 10 cellules d'un silo d'une coopérative agricole. Alerté par un employé, les secours mettent en place un périmètre de sécurité de 100 m et interrompent la circulation ferroviaire sur 2 voies de garage situées à proximité. Les pompiers effectuent une trouée dans la cellule pour vidanger les 150 t de soja stockées. L'intervention des secours s'achève vers 23 h après vérification de l'absence de point chaud avec une caméra thermique. Cinq jours plus tard, un sinistre similaire affectera une cellule voisine (ARIA 39888).



**N°39810 - 14/02/2011 - FRANCE - 62 - TINCQUES**

*G46.61 - Commerce de gros de matériel agricole*

Un feu se déclare à 11 h dans une société de vente de matériel agricole de 400 m<sup>2</sup>. Les pompiers déploient 3 lances à eau dont 1 sur échelle, la gendarmerie interromp le trafic sur la RD 939. Les fumées émises par la combustion des pneumatiques incommode 7 personnes. Le déblaiement est ralenti par la présence de matériels agricoles lourds.



**N°41265 - 18/01/2011 - FRANCE - 62 - BOULOGNE-SUR-MER**

*ZZZ.ZZ - Origine inconnue*

Lors de la déconnexion d'un flexible de transfert à l'issue du dépotage d'un GRV d'acide sulfurique à 96 % chez un client, du produit est projeté sur les équipements de protection individuelle (EPI) d'un chauffeur routier. Ce dernier dépose le flexible dans la rétention du client et retire son casque et ses gants souillés sans les avoir décontaminés sous la douche. Le produit résiduel le brûle aux poignets et au visage et cause un arrêt de travail de 9 jours.

La projection de produit est due à la déconnexion du flexible sans fermeture préalable de la vanne côté client. Le chauffeur n'a pas respecté la procédure de décontamination avant de retirer ses EPI. Suite à l'accident, l'entreprise rappelle aux chauffeurs l'instruction relative au déchargement ainsi que les règles de décontamination.

## Évolution de l'accidentologie régionale

année	département	gravité						gravité non cotée	total département
		1	2	3	4	5	6		
2002	Nord	6	4	2				28	40
	Pas-de-Calais	2	2	2	1			12	19
2003	Nord	11	10	1				34	56
	Pas-de-Calais	1	10	1				24	36
2004	Nord	10	7	2				22	43
	Pas-de-Calais	2	3	1		1		12	19
2005	Nord	16	8	1				33	58
	Pas-de-Calais	8	3					13	24
2006	Nord	8	6	1	1			19	35
	Pas-de-Calais	3				1		9	13
2007	Nord	11			1	1		23	36
	Pas-de-Calais	8	2	1	2			6	19
2008	Nord	3	4	1				32	40
	Pas-de-Calais	1	3	1				9	14
2009	Nord	12	1	3	1	1		19	37
	Pas-de-Calais	6	3					10	19
2010	Nord	17	2	1	0	0	0	36	56
	Pas-de-Calais	7	3	0	0	0	0	8	18
2011	Nord	21	8	1				19	49
	Pas-de-Calais	11	1		1			12	25

# Les plans de secours internes et externes et l'information du public

Dpt	Établissement (Raison Sociale)	Ville	Date dernier POI	Date dernier PPI	Info du public
62	ACT APPRO Ternas	Ternas	01/07/2011	-	-
59	ALFI	Grande-Synthe	01/04/2010	28/05/2004	mars-06
59	ALFI	Douai	30/11/2009	09/12/2004	-
59	ALFI	Waziers	01/07/2009	09/12/2004	juin-05
59	ALUMINIUM DUNKERQUE SA	Loon-Plage	31/10/2006	28/05/2004	mars-06
59	ANIOS	Sainghin en Mélançois		Dispense	
59	ANTARGAZ	Thiant	01/04/2011	09/12/2004	juin-91
62	APERAM (ex : Arcelormittal)	Isbergues	01/03/2011	Dispense	déc.-06
62	ARC INTERNATIONAL	Arques	30/09/2010	04/04/2008	mars-06
59	ARCELOR MITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE	Dunkerque	01/01/2012	28/05/2004	mars-06
59	BASF Agri-Production	Gravelines	01/03/2012	28/05/2004	mars-06
62	CALAIRE CHIMIE SAS	Calais Cedex	20/05/2005	02/12/2005	mars-06
62	CECA SA	Saint-Laurent-Blangy	29/03/2011	08/12/2003	déc.-06
62	CRODA Choques SAS	Chocques	10/05/2010	22/01/2004	déc.-06
62	DE SANGOSSE	Marquion	27/07/2012	-	déc.-06
59	DEPOTS DE PETROLE COTIERS	Saint-Pol-sur-Mer	01/06/2011	28/05/2004	mars-06
59	ENTREPOT PETROLIER DE VALENCIENNES	Haulchin	23/03/2010	09/12/2004	-
59	EPC (ex : NITRO BICKFORD)	Flines-lez-Raches	01/09/2009	09/12/2004	-
62	HOLCIM	Lumbres			
62	Ineos Chlorvynils (ex SAV)	Bully-les-Mines	01/10/2010	08/09/2005	déc.-06
62	LOGISTINORD	Villers-lès-Cagnicourt	01/02/2010	-	-
62	Maxam Tan SAS (ex : GPN)	Bully-les-Mines	01/12/2010	01/03/2002	déc.-06
59	MINAKEM	Dunkerque	23/03/2011		
59	MINAKEM (ex SEAC)	Beuvry-la-Forêt	07/06/2012	09/12/2004	-
62	NORTANKING (ex oil tanking)	Annav	18/03/2011	21/03/2005	déc.-06
59	NYRSTAR France (ex UMICOR)	Auby	01/07/2011	01/06/2008	-
59	POLIMERI EUROPA FRANCE SAS Fortelet	Loon-Plage	01/02/2012	28/05/2004	mars-06
59	POLIMERI EUROPA FRANCE SNC Dunes	Loon-Plage	01/02/2012	28/05/2004	mars-06
59	PPG France Manufacturing	Saultain	01/07/2011	09/12/2004	-
62	PRIMAGAZ	Dainville	01/03/2011	01/12/2004	déc.-06
59	PRODUITS CHIMIQUES DE LOOS	Loos	17/05/2005	09/12/2004	oct.-04
59	QUARON	Haubourdin	14/11/2009		
59	RUBIS TERMINAL MOLE V	Dunkerque	25/10/2010	-	mars-06
59	RUBIS TERMINAL UNICAN	Dunkerque	01/09/2010	28/05/2004	mars-06
59	RYSSSEN ALCOOLS SAS	Loon-Plage	10/10/2011	Dispense	mars-06
62	SCORI	Barlin	29/07/2011		
62	SI GROUP-BETHUNE	Béthune	22/11/2010	19/10/2004	déc.-06
59	SNCZ	Bouchain	25/01/2011		
62	Societe des Usines Chimiques INTEROR	Calais	01/09/2007	06/12/2005	mars-06
59	SRD (Société de la Raffinerie de Dunkerque)	Dunkerque	01/07/2009	28/05/2004	mars-06
62	Styrolutions (ex Ineos Nova)	Wingles	06/03/2012	04/04/2008	déc.-06
62	SYNTHEXIM	Calais	16/10/2009	21/04/2004	mars-06
59	TITANOBEL Eth (ex NOBEL EXPLOSIFS)	Eth	12/05/2010	26/03/2007	-
59	TITANOBEL Ostricourt (ex NOBEL EXPLOSIFS)	Ostricourt	02/09/2009	09/12/2004	-
59	TOTAL MARKETING SA	Loon-Plage	01/09/2009	28/05/2004	mars-06
59	TOTAL MARKETING SA (APF)	Gravelines	25/06/2009	28/05/2004	mars-06
59	TOTALGAZ	Arleux	01/09/2011	12/10/2011	-

## Bilan des investissements sur les sites AS en 2011

Équipe	Dpt	Société	Commune	investissements (en euros)
B2	62	INEOS STYRENICS (ex INEOS NOVA)	WINGLES	263 650
<p>I. Projets d'investissements</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Remplacement de vannes de fonds vers fosse d'urgence pour les 3 petits réacteurs de l'EPS (réalisé fin 2010)</li> <li>- Amélioration du stockage pentane dans l'atelier EPS (bidons de late pentane).</li> <li>- Amélioration « tenue au feu » structure métallique EPS côté séchage/enrobage (réalisé fin 2010).</li> <li>- Remplacement des onduleurs pour alimentation électrique des automates.</li> <li>- Amélioration réseau incendie.</li> <li>- Étude technico-économique visant à déterminer les modifications à apporter à la ligne 2 de l'atelier CMP pour qu'un emballage thermique ne puisse conduire à l'éclatement du disque de rupture du réacteur.</li> </ul> <p>Montant : 150 000 euros</p> <p>II. Formation</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Chefs d'équipe d'intervention : 3 000</li> <li>Manipulations extincteurs : 2800</li> <li>Formation Gesip équipiers d'intervention : 5 000</li> <li>Risques électriques : 2 850</li> <li>Total formation : 13 650 euros</li> </ul> <p>III Gardiennage sûreté : 100 000 euros</p>				
B2	62	NORTANKING	ANNAY	316 700
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Préparation/Inspection/Réparation/Pose de résine sur fond de réservoirs : <ul style="list-style-type: none"> <li>. pour le bac 31 : 99 272 euros</li> <li>. pour le bac 21 : 102 350 euros</li> <li>. pour le bac 22 : 91 418 euros</li> </ul> </li> <li>- Travaux divers sur plate-formes/supports : 4 960 euros</li> <li>- Travaux électriques sur les EIPS : 7 500 euros</li> <li>- Travaux sur chaussée/signalétique : 11 200 euros</li> </ul> <p>Soit 316 700 euros</p>				
B2	62	MAXAM TAN (ex GPN) Mazingarbe	BULLY LES MINES	368 500
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chargement acide nitrique <ul style="list-style-type: none"> <li>Étude de sécurisation de la passerelle chargement acide : 4,5 k€</li> </ul> </li> <li>- Acide nitrique 5 <ul style="list-style-type: none"> <li>Remplacement soupape vapeur sur ballon F5103 par soupapes nouveau type : 30 k€</li> </ul> </li> <li>- Environnement <ul style="list-style-type: none"> <li>Projet Osmose (études) : 20 k€</li> <li>Projet N2O (études + analyseurs) : 87 k€</li> <li>Recherche et réparation des fuites sur réseaux eaux : 30 k€</li> </ul> </li> <li>- Traitement des eaux <ul style="list-style-type: none"> <li>Modification injection produit de traitement des TARS : 7 k€</li> <li>Changement de la qualité eau osmose : 10 k€</li> </ul> </li> <li>- Ammonitrates <ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement et mise en place bardage neuf sur mur ouest bâtiment « Ammonitrates » : 180 k€</li> </ul> </li> </ul> <p>Soit un total de 368, 5 k€</p>				
B2	62	CRODA UNIQEMA (ex ICI France)	CHOCQUES	995 000
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Station d'épuration : nouvelle station : 500 k€</li> <li>- Tour de lavage zone sphère : nouvelle tour de lavage : 100 k€</li> <li>- Densimètre oxyde : amélioration du contrôle de l'oxyde provenant des wagons citerne avant transfert dans les sphères : 86 k€</li> <li>- Détection UV-IR : changement de technologie pour la détection de flamme dans la zone oxyde : 38 k€</li> <li>- Protection foudre : amélioration de la protection foudre sur l'ensemble du site : 47 k€</li> <li>- Fire lance monitor : remplacement des lances monitor : 34 k€</li> <li>- Réfection des caniveaux : remplacement d'une partie des caniveaux détériorés : 25 k€</li> <li>- Remplacement des niveaux des bacs de stockage : remplacement des niveaux sur les bacs de stockage en fonction des produits contenus afin d'éviter les débordements : 165 k€</li> </ul> <p>Soit un total de 995 k€</p>				

B2	62	INEOS CHLORVINYLS (ex SAV)	BULLY LES MINES	405 400
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en conformité ATEX : 138 700 euros</li> <li>- Réparations/Remplacement réseau d'eau incendie : 266 700 euros</li> </ul> <p>Soit un total de 405 400 euros</p>				

B2	62	APERAM (ex ARCELOR MITTAL)	ISBERGUES	545 000
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contrôle d'accès sécurisé : 257 k€</li> <li>- Achat de PTI : 51 k€</li> <li>- Parafoudre LC2i : 7 k€</li> <li>- Protection incendie : 156 k€</li> <li>- Diverses mises en conformité : 74 k€</li> </ul>				

B2	62	SI GROUP SAS Béthune (ex SCHENECTADY)	BETHUNE	1 349 200
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rénovation tuyaux PVC sur circuits acides : 35 k€</li> <li>- Installation détecteur ionisation de flammes (suivi COV) : 30 k€</li> <li>- STEP : création second bassin tampon : 260 k€</li> <li>- Remplacement escaliers non conformes : 9;90 k€</li> <li>- Reprise des sols pour améliorer circulations : 30 k€</li> <li>- Diverses améliorations HSE : 25 k€</li> <li>- Reprise des toitures du local neutralisation : 21,7 k€</li> <li>- Remplacement tuyauterie alimentation eau des douches de sécurité : 70 k€</li> <li>- Système d'extraction et de traitement des gaz au dessus des fûts d'EDA : 11,95 k€</li> <li>- Automatisation vannes sous MT6 : 14,95 k€</li> <li>- Recommandations HSE : 25 k€</li> <li>- Enlèvement vieux matériels (tuyaux + capacités) : 30,25 k€</li> <li>- Enlèvement câbles électriques inutiles : 24,5 k€</li> <li>- Mise à jour automate Fox Boro : 80 k€</li> <li>- Remplacement pompe PTBP par une pompe à entraînement magnétique (suppression des fuites potentielles) : 7,2 k€</li> <li>- Achat ventilateur mobile pour ventiler capacités : 5 k€</li> <li>- Amélioration éclairages extérieurs : 17,5 k€</li> <li>- Remplacement joints circuits phénol : 26 k€</li> <li>- Création bassin de 3000 m3 destiné à recueillir eaux extinction incendie : 590 k€</li> <li>- Modification tuyaux double enveloppe circuits résines renforçantes (FT → vapeur) : 13,75 k€</li> <li>- Améliorations R &amp; D (armoires, ...) : 21,5 k€</li> </ul> <p>Soit un total de 1 349,20 k€</p>				

B2	62	CECA SA (USINE DE FEUCHY)	ST LAURENT BLANGY	1 753 000
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduction COV atelier OXY : 996 k€</li> <li>- Rétention aire de logés devant chaufferie : 150 k€</li> <li>- Mise en conformité stockage NH3 : 100 k€</li> <li>- Poste dépotage NH3 : 250 k€</li> <li>- Partie sécurité dégoulotage APSHT : 70 k€</li> <li>- Remplacement et complément détection incendie : 130 k€</li> <li>- Divers sécurité (extincteur, RIA.... ) : 27 k€</li> <li>- Remplacement agitateur G2 en ATEX : 30 k€</li> </ul> <p>Soit un total de 1 753 k€</p>				

B2	62	PRIMAGAZ	DAINVILLE	268 600
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intervention sur sphère butane (mise en conformité de la sphère butane selon l'arrêté du 2 janvier 2008 et remplacement des soupapes) : 78 000 € HT</li> <li>- Achat de 2 talkies-walkies ATEX pour complément d'équipement des personnels en cas de déclenchement de POI : 2 000 € HT</li> <li>- Remplacement de la couverture en plaques fibro-ciment sur l'ensemble du hall de conditionnement des bouteilles avec mise en place de lanterneaux de désenfumage : 175 000 € HT</li> <li>- Installation d'une glissière de sécurité (type autoroutière) visant à protéger les tuyauteries gaz en zone de chargement camions-citernes : 3 300 € HT</li> <li>- Installation d'une clôture en périphérie des cuvettes de rétention des sphères et bacs horizontaux afin de limiter les accès sous stockages : 10 300 € HT</li> </ul>				

B2	62	ACT' APPRO	TERNAS	30961
Nature et montant des investissements dédiés à la sécurité industrielle en 2011 (en dehors des vérifications périodiques et travaux de maintenance) : <b>Formations délivrées par des organismes externes (14188,49 € HT) :</b> - Manipulation des moyens d'extinction : 469,49 € HT - Assistance et accompagnement fonction QSE et conseiller sécurité TMD : 12100 € HT - Formation conseiller à la sécurité TMD : 1619 € HT  <b>Études et dossiers (9680 € HT) :</b> - Dossier de régularisation administrative du site, phase initiale : 8500 € HT - Étude sonore : 1180 € HT  <b>Investissements matériels (7092,50 € HT) :</b> - Kit de protection des chariots en cas de chute de palettes : 1300 € HT - Vérification, montage rayonnages et pose de sabots de protection des palettières : 4280 € HT - Groupe extinction mousse, pose épingle chauffante asservie à un détecteur de niveau dans la cuve de 50 m3 : 908,75 € HT - Détection incendie (achat stock détecteur VOEX) : 603,75 €  <b>Total des investissements : 30961 € HT</b>				

B2	62	DE SANGOSSE	MARQUION	0
Aucun investissement dédié à la sécurité industrielle pour 2011				

B2	62	LOGISTINORD	VILLERS LES CAGNICOURT	5 371
- Amélioration centrale intrusion : 850 euros HT - Appareil de lecture du niveau d'émulseur contenu dans la cuve USD : 4 521 euros HT  Soit un total de 5 371 euros HT				

G1	59	Total Marketing SA (ex APF)	GRAVELINES	85 000
Stockage : 85 000				

G1	59	Total Marketing SA (raffinerie des Flandres)	MARDYCK	767 000
compartimentage cuvette 7 : 465 000, zone atex : 46 000, explosimètre centre route : 171 000, stockage : 85 000				

G1	59	DEPOTS DE PETROLE COTIERS	ST POL SUR MER	554 000
Mise en conformité installation foudre Remplacement tuyauteries produits Remplacement vannes de sécurité Peintures bacs États 0 plans de maintenance Opération décennale				

G1	59	RUBIS TERMINAL UNICAN	DUNKERQUE	90 000
mise en conformité atx mise en place d'événements entretien réseau incendie matériel incendie				

G1	59	RUBIS TERMINAL MOLE V	DUNKERQUE	623 000
mise en conformité atex qualification serpentins mise en place d'événements étanchéité margelle/robe inspections approfondies réservoirs sécurisation réseau air entretien réseau incendie matériel incendie				

G1	59	ALFI	GRANDE SYNTHÉ	342 906
Améliorations sécurité du personnel : 109 740 Réfection de la fosse de rétention du stockage d'azote liquide R15 : 87 925 Protection du personnel sur les installations oxygène: 80 485 Amélioration protection stockages à fond plat : 42 006 Remplacement de la sirène POI / PPI : 22 750				

G1	59	ARCELOR MITTAL	DUNKERQUE	2 594 000
Protection incendie : 1487000 Protection métal liquide : 689000 Réseau oxygène : 216000 Canalisations gaz sidérurgiques : 202000				
G1	59	SRD	DUNKERQUE	1 106 000
Réhabilitation réseau incendie : 700 000 Amélioration sécurité unité MEK2 : 134 000 Vannes de sectionnement sur lignes domaine public : 99 000 Mise en place détection incendie : 69 000 Mise en conformité instrumentation : 44 000 Amélioration ignifuge unité MEK2 : 33 000 Mise en conformité électrique : 27 000				
G1	59	ALUMINIUM DUNKERQUE	LOON PLAGE	7 391 000
Détection incendie de la captation des fumées du four à cuire - Traitement des défauts d'isolement des planchers de travaux - Elimination du chlore en fonderie - Amélioration des protections incendie de la Tour à Pâte - ...				
G1	59	BASF Agri-Production	GRAVELINES	0
G1	59	DISTILLERIE RYSSEN	LOON PLAGE	281 800
Achat de micro déportés pour Talkies Walkie ATEX Atelier de dénaturation en ligne Atelier de dénaturation en ligne – Modification tuyauterie Aménagement des zones d'accès GEA / Hamon Modification tuyauteries bacs d'alimentation des groupes Système de dépressurisation de la ligne du circuit absolu (P852) Rajout d'une ligne dédiée aux huiles de fusel Ajout passerelle spécifique pour l'atelier de dénaturation Renforcement de la signalisation au sol				
G1	59	POLIMERI EUROPA FRANCE SAS Dunes (ex : COPENOR)	MARDYCK	632 800
G1	59	POLIMERI EUROPA FRANCE SAS Fortelet (ex:STOCKNORD)	MARDYCK	
Amélioration détection gaz : 161,8 k€, Analyses risque ATEX : 154 k€, Véhicule service sécurité : 317 k€, report mesure reliquéfaction en salle de ctrl : 43,7 k€				
G1	62	ARC INTERNATIONAL	ARQUES	2 982 400
Installation de détections incendie dans les locaux techniques de fours J - L - NPR, CIGED, Emaux ... Détection incendie (vérification, pièces de rechange, dépannage ... Formation diverses risques (CNPP, Elegia... Mise en place d'éclairage de sécurité et de barres anti-panique dans les entrepôts Renforcement de RIA dans les entrepôts de stockage Formation EPI Renforcement contrôle d'accès Surveillance positionnement oxydus suite effondrement pont de Blaringhem Dépoussiéreur fours HL				
G1	62	CALAIRE CHIMIE SA	CALAIS	127 254
Atex 15470,detection incendie laboratoire 10 920 ;cannes ventilées 20593;détection cyanure 23 271; protection foudre 57000				
G1	62	INTEROR	CALAIS	25 300
Lutte incendie : 7.8 KEuros TTC pour le remplacement de l'armoire de contrôle-commande de démarrage du groupe motopompe Diesel supprimeur du réseaux d'extinction Incendie (évolution technique)  Diminution du risque Toxique/gravité: 15.8 KEuros TTC pour la rehausse des événements de dispersion des disques d'éclatement des réacteurs conformément aux recommandations complémentaires issues de la réactualisation de l'Etudes Dangers et de l'analyse critique des risques (réf: APC en cours)  Prévention des risque de déflagration: 1.7 KEuros TTC pour la réalisation d'une fosse de vidange et de rétention pour l'introduction et vidange des eaux souillées destinées à la charge et traitement en station d'épuration biologique (Réf: Retour d'expérience incident 2011_inflammation de vapeurs de solvant sur l'aire de lavage et réseaux de collecte des eaux usées)				

G1	62	SYNTHEXIM	CALAIS	55 110
Nouvelle cuve de stockage vrac : 30 000 Remplacement de l'excalier de secours bâtiment B1 : 8 600 Aménagement des aires de stockage extérieures : 6 570 Ajout d'un détecteur CO : 4 600 Moyen de communication POI : 2760 Remplacement d'un pHmètre CLG : 2 580				
L2	59	PRODUITS CHIMIQUES DE LOOS	LOOS	662 000
Études complémentaires PPRT 27 k€ - étude foudre + état initial plan de modernisation + étude complémentaire radioactivité 60 k€ - MMR à mettre en place (phase 1) + remplacement tuyauteries gaz naturel + remplacement sirène POI/PPI + réfection des rétentions des bacs acide chlorhydrique et chlorure de zinc 575 k€				
L2	59	TITANOBEL	OSTRICOURT	5 800
transfert de la douche dans le local archives et réalisation de l'ARF				
L2	59	ANIOS	SAINGHIN EN MELANTOIS	0
Création du site en 2011				
L2	59	QUARON	HAUBOURDIN	0
V1	59	PPG INDUSTRIES FRANCE Saultain	SAULTAIN	704 000
pose clôture autour des zones d'effets pour interdire l'accès sur les zones de parking (14k€) remplacement des groupe-froids et remplacement des portes cou-feu des stockages de peroxyde (41 k€), création d'une nouvelle zone de rétention pour stockage des produits de traitement et huile de la maintenance (17 k€), remplacement du système de supervision de la chaîne de réaction S13 (230 k€), remplacement du réacteur S8 (151 k€), remplacement de la tour aéroréfrigérante des résines BT (68 k€), remise en état de la fonction raclage du bassin primaire de la station d'épuration (25 k€), remise en état du conteneur de stockage sous rétention des approvisionnements résine BT (16 k€), démontage des installations électriques non utilisées (30 k€), vidange et démontage des bacs de stockage de fioul lourd (50 k€), remplacement détection gaz des chaufferies (10 k€), renforcement refroidissement process par ajout d'un groupe froid (52 k€)				
V1	59	MINAKEM	BEUVRY-LA-FORET	528 700
Remplacement de deux condenseurs (39,2 k€), Mise en rétention des transformateurs Poste HT (3 k€), Installation d'afficheurs de température (4,5 k€), Réfection du réseau Eaux Usées (385 k€), mise en place de deux barrières « écluse » (10 k€), Améliorations de certaines mises à la terre du site (7 k€), Calorifugeage tuyauterie production + Cuve retour Eau/Méthanol (37 k€), Travaux de rénovation des carrelages et caniveaux (23,5 k€), Réfection de la résine Atelier 525 (19,5 k€).				
V1	59	ANTARGAZ	THIANT	115 000
Matériel Incendie, Conditions de travail (dont passerelles) Sécurisation des postes de transfert camions, Travaux suite audit foudre, Travaux suite audit DG/DF, Protection des machines				
V1	59	ENTREPOT PETROLIER DE VALENCIENNES	HAULCHIN	2 540 000
Mise en aérien des canalisations au PCC (1300k€), Anticorrosion bac 13 (85k€), Mise à niveau de la supervision dépôt (20k€), Téléjaugage cuvette 100 et additifs (130k€), Sécurité réception pipe (SEREPI) (100k€), Rebarèmage bacs 11,14 (500k€), Anticipation rebarèmage bac 21 (150k€), Mise en conformité foudre (55k€), Vidéosurveillance (50k€), Sécurité divers (30k€), Mise à niveau de la DCI (120k€)				
V1	59	TOTALGAZ	ARLEUX	112 000
Pose d'un second rail de sécurité au long de la canalisation GPL alimentant le hall d'emplissage (canalisation protégée des agressions mécaniques de chaque côté sur toute sa longueur) : 13 K€, Installation de ioniseurs sur la chaîne d'emplissage des bouteilles 10 kg type « Shesha » (Prévention du risque : "décharge électrostatique") : 14 K€, Optimisation des moyens internes de défense contre l'incendie (ajout d'un poteau fixe incendie, pose de filtres en amonts des rampes d'arrosages fixes, pose d'une alarme « risque inondation » dans la pomperie de Défense Contre l'incendie) : 46 K€, Remplacement du compresseur d'air dédié notamment, au pilotage des vannes motorisées : 39 K€.				
V1	59	NITRO BICKFORD	FLINES-LEZ-RACHES	46 043
Entretien, installation dépôt et bureau (23988 €), entretien matériel véhicules (16805 €), sûreté, sécurité (5250 €)				

V1	59	TITANOBEL	ETH	9 000
Abandon de deux anciens puits				
V1	59	ALFI	DOUAI	247 000
dont Gardiennage : 95 k€ ; Matériel ATEX : 7,2 k € ; Contrôles ( EIS, ESP, soupapes, matériel incendie, électriques, foudre, ATEX, TAR...) : 42,5 k€ ; Réfection voirie : 4,8 k€ ; Réfection toiture et locaux: 30 k€ ; Remplacement de caillebotis : 21,3 k€ ; Équipement de Protection Individuel: 15 k€				
V1	59	ALFI	WAZIERS	328 263
dont protections individuelles (9856 €), Amélioration de la sécurité (24128 €), moyens d'extinction, détection surveillance (81682 €), maintenance sécurité (39516 €), gardiennage (140894 €)				
V1	59	NYRSTAR	AUBY	879 500
Réfection des couvercles ATEX en étape purification de l'atelier de lixiviation (275 k€), Réfection de rétention à l'atelier de Lixiviation (96 k€), Réfection et installation de nouveaux équipements de détection incendie (50 k€), Remplacement (pour suppression R22) station air conditionné salle électrique (Contrôle process) (175 k€), Remplacement d'un serveur informatique de gestion des alarmes (180 k€), Dans le cadre du nouvel atelier indium : Tour de lavage chlore (30,5 k€), Zonage ATEX (62 k€), détection incendie (11 k€)				
V1	59	SNCZ	BOUCHAIN	355 000
Charpente Trémie des big bag cendres 47338 €, Palan électrique du poste de déchargement big bag cendres 14032 €, Tuyauterie liaison bac de rétention vers cuves 40/50/60 5120€, Garde corps protection cuve fuel 2109 €, Remise à neuf des arrêts d'urgence ligne 1 et 2 13060 €, Passerelle accès chaîne filtre Tefsa 11770 €, Conception et montage passerelle entre cuves 10 et 20 2566 €, Conception et pose passerelle pour changement des toiles filtre Diemme 599 €, Extraction des fumées de soudure à l'atelier maintenance 11678 €, Ventilateur Cobra portatif pour intervention particulière 3276 €, Porte grillagée poste Big bag 5468 €, Mise en conformité des dessus de cuve et trou d'homme 6925 €, Garde corps sommet des cuves 10/20/30/40/50 7668 €, Sas + Cabine de dépoussiérage à l'atelier chromate 26684 €, Container huiles et peintures de la maintenance 14331 €, Confection dalle béton benne sortie STEP 22212 €, Toiture chaudière 142077 €, Réfection voiries 18552 €				

**TOTAL**

**30 491 258**

## LES ETABLISSEMENTS DITS « SEVESO SEUIL BAS » EN 2011

## Établissements dits "Seveso seuil bas" du Nord [19 sites]

N° S3IC	Établissement	Commune	Type d'effet	En fonctionnement
070.00761	AGC France SAS	Bousois	Thermique/toxique	Oui
070.01063	Air Liquide Denain	Denain	Surpression/thermique	Oui
070.02119	Air Products	Templemars	Surpression/toxique	Oui
070.01164	Anios (Laboratoires)	Lille Hellemmes	Toxique	Oui
070.01236	Arc International	Blaringhem	Surpression/thermique/toxique	Oui
070.01271	ARF	Saint Rémy du Nord	Surpression/thermique/toxique	Oui
070.00585	P. Brabant S.A.	Tressin	Thermique	Oui
070.03886	Coeur Alpha	Somain	Thermique	Non
070.03887	Coeur Beta	Somain	Thermique	Non
070.03889	Coeur Delta	Somain	Thermique	Non
070.03888	Coeur Gamma	Somain	Thermique	Non
070.00504	EDF Centre de production thermique	Bouchain	Surpression/thermique	Oui
070.01801	Grainor Banteux	Banteux	Toxique	Oui
070.02114	Kent International SAS	Flers-en-Escrebieux	Surpression/thermique	Oui
070.02526	MGF Logistique Nord	Orchies	Surpression/thermique	Oui
070.01833	Tatasteel (ex Myriad)	Louvroil	Surpression/thermique	Oui
070.04087	Oestrevent Développement F	Somain	Thermique	Non
070.04104	Oestrevent Développement G	Somain	Thermique	Non
070.04932	SCA la Flandre	Socx	Thermique/toxique	Oui

## Établissements dits "Seveso seuil bas" du Pas-de-Calais [12 sites]

N° S3IC	Établissement	Commune	Type d'effet	En fonctionnement
070.03397	Apinor	Noyelles Godault	Thermique/toxique	Oui
070.00789	CCP Composites	Drocourt	Thermique/toxique	Oui
070.02529	Duriez	Eperlecques	Thermique/toxique	Oui
070.00524	Duwic	Duisans	Surpression/thermique	Oui
070.01730	FM Logistique	Tilloy les Mofflaines	Thermique	Oui
070.02474	Gaz Energie Distribution	Carvin	Thermique/toxique	Oui
070.02077	Palchem	Angres	Thermique/toxique	Oui
070.02546	Roquette	Lestrem	Surpression/thermique	Oui
070.00499	PPG AC France	Barlin	Thermique	Oui
070.00856	SMCL (Sté Maritime Combustibles Liquid)	Boulogne-sur-Mer	Thermique	Oui
070.00936	Tereos Sucrierie de Lillers	Lillers	Thermique	Oui
070.02377	Thyssen Krupp Electrical Steel Ugo	Isbergues	Surpression/toxique	Oui

## LES ETABLISSEMENTS DITS « SEVESO SEUIL HAUT » EN 2011

## Établissements AS dits "Seveso seuil haut" du Nord [30 sites]

N° S3IC	Établissement	Commune	Type d'effet	En fonctionnement
070.00728	ALFI	Grande-Synthe	Surpression/toxique	Oui
070.00607	ALFI Douai	Douai	Surpression/thermique	Oui
070.00968	ALFI Waziers	Waziers	Surpression/thermique/toxique	Oui
070.00683	Aluminium Dunkerque SA	Loon-Plage	Surpression/thermique/toxique	Oui
284.00088	Anios	Sainghin en mélantois	Thermique/toxique	Oui
070.00507	Antargaz	Thiant	Surpression/thermique	Oui
070.00955	Arcelor Mittal Atlantique et Lorraine	Dunkerque	Surpression/toxique	Oui
070.01117	BASF Agri-Production	Gravelines	Surpression/thermique/toxique	Oui
070.00771	Dépôts de Pétrole Côtiers	Saint-Pol-sur-Mer	Surpression/thermique	Oui
070.04595	Dunkerque LNG	Dunkerque	Surpression/thermique/toxique	Non
070.00770	Entrepôt Pétrolier de Valenciennes	Haulchin	Thermique	Oui
070.02039	EPC	Flines-lez-Raches	Surpression	Oui
070.00704	Minakem	Beuvry-la-Forêt	Surpression/thermique/toxique	Oui
070.04733	Minakem	Dunkerque	Surpression/thermique/toxique	Oui
070.00821	Nyrstar France (ex Umicor)	Auby	Surpression/toxique	Oui
070.02326	Polimeri Europa France SAS Fortelet	Loon-Plage	Surpression/thermique	Oui
070.00794	Polimeri Europa France SNC Dunes	Loon-Plage	Surpression/toxique	Oui
070.00762	PPG France Manufacturing	Saultain	Surpression/thermique	Oui
070.00776	Produits Chimiques de Loos	Loos	Toxique	Oui
070.01642	Quaron	Haubourdin	Thermique	Oui
070.00790	Rubis Terminal Mole V	Dunkerque	Thermique	Oui
070.00672	Rubis Terminal Unican	Dunkerque	Thermique	Oui
070.03322	Ryssen Alcools SAS	Loon-Plage	Surpression/thermique	Oui
070.01026	SNCZ	Bouchain	Surpression/thermique	Oui
070.00588	SRD (Société de la Raffinerie de Dunkerque)	Dunkerque	Surpression/thermique/toxique	Oui
070.02040	Titanobel Ostricourt	Ostricourt	Surpression	Oui
070.00805	Titanobel Eth	Eth	Surpression	Oui
070.00678	Total Marketing SA (APF)	Gravelines	Surpression/thermique	Oui
070.00918	Total Marketing SA	Loon-Plage	Surpression/thermique/toxique	Oui
070.00917	Totalgaz	Arleux	Surpression/thermique	Oui

## Établissements AS dits "Seveso seuil haut" du Pas-de-Calais [18 sites]

N° S3IC	Établissement	Commune	Type d'effet	En fonctionnement
070.03346	Act'Appro Ternas	Ternas	Thermique/toxique	Oui
070.00824	Aperam	Isbergues	Thermique/toxique	Oui
070.00621	Arc International	Arques	Thermique/toxique	Oui
070.00534	Calaire Chimie SAS	Calais Cedex	Suppression/thermique/toxique	Oui
070.00483	Ceca SA	Saint-Laurent-Blangy	Suppression/thermique/toxique	Oui
070.00985	Croda Choques SAS	Chocques	Suppression/thermique/toxique	Oui
070.02464	De Sangosse	Marquion	Thermique/toxique	Oui
070.00785	Holcim	Lumbres	Suppression/thermique/toxique	Oui
070.00620	Ineos Chlorvynils	Bully-les-Mines	Suppression/thermique/toxique	Oui
070.03425	Logistinord	Villers-lès-Cagnicourt	Thermique/toxique	Oui
070.00778	Maxam Tam	Bully-les-Mines	Suppression/thermique/toxique	Oui
070.00799	Nortanking	Annay	Thermique	Oui
070.00759	Primagaz	Dainville	Suppression/thermique	Oui
070.00705	Scori	Barlin	Suppression/thermique/toxique	Oui
070.02548	SI Group	Béthune	Thermique/toxique	Oui
070.00979	Societe des Usines Chimiques Interor	Calais	Toxique	Oui
070.00589	Styrolutions	Wingles	Thermique	Oui
070.00882	Synthexim	Calais	Toxique	Oui

# AVANCEMENT DES PROCEDURES DE PLANS DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES AU 31/12/2011

PPRT	Dpt	Établissement(s) concerné(s)	commune(s)	nombre d'établissements concernés	prescrit au 31/12/2010	approuvé au 31/12/2011
Aluminium Dunkerque	59	Aluminium Dunkerque	Loon Plage	1	05/03/2010	
BASF	59	BASF Agri Production	Gravelines	1	13/10/2009	17/12/2010
EPV / Antargaz	59	EPV - Antargaz	Thiant	2	02/12/2008	23/08/2011
Minakem	59	Minakem	Beuvry la Forêt	1	05/12/2008	27/12/2010
EPC (ex : Nitrobickford)	59	EPC (ex : Nitrobickford)	Flines les Raches	1	19/05/2008	12/07/2010
Nyrstar	59	Nyrstar	Auby	1	06/01/2010	
PC Loos	59	PC Loos	Loos	1	27/04/2010	
PPG	59	PPG	Saultain	1	23/03/2010	13/12/2011
Ryssen	59	Ryssen alcools	Loon Plage	1	14/01/2009	27/12/2010
ALFI (ex : SOGIF Douai)	59	ALFI	Douai	1	16/11/2007	11/06/2009
ALFI (ex : SOGIF Waziers)	59	ALFI	Waziers	1	20/11/2008	23/11/2010
Titanobel Eth	59	TITANOBEL	Eth	1	28/12/2007	02/06/2009
Titanobel Ostricourt	59	TITANOBEL	Ostricourt	1	13 et 23/05/2008	27/04/2011
Total Marketing SA (ex APF)	59	TOTAL APF	Gravelines	1	10/06/2009	
Totalgaz	59	TOTALGAZ	Arleux	1	10/09/2007	27/12/2010
Zone industrialo-portuaire de Dunkerque	59	ARCELOR MITTAL - TOTAL Marketing SA - SRD - ALFI - POLIMERI Dunes - POLIMERI Fortelet - DPC - RUBIS TERMINAL UNICAN - RUBIS TERMINAL MOLE 5	Dunkerque, Loon Plage, Grande Synthe	9	20/02/2009	
Act'Appro	62	Act'Appro	Temas	1	09/09/2009	03/12/2010
Arc International	62	Arc International	Arques	1	28/04/2010	
APERAM (ex : Arcelor Mittal)	62	APERAM	Isbergues	1	10/03/2010	
Calaire	62	Calaire	Calais	1	29/02/2008	23/12/2011
CECA	62	CECA	Feuchy	1	14/08/2009	
Croda Uniquema	62	Croda Uniqema	Chocques	1	23/05/2007	
De Sangosse	62	De Sangosse	Marquion	1	09/06/2009	21/10/2010
Styrolutions France SAS (ex Ineos)	62	Styrolutions France SAS	Wingles	1	24/12/2009	
Interor / Synthexim	62	Interor Synthexim	Calais	2	29/02/2008	
Logistinord	62	Logistinord	Villers les Gagnicourt	1	09/12/2009	03/12/2010
Mazingarbe	62	Maxam Tam (ex : GPN) Ineos Chlorvynils (ex SAV)	Mazingarbe	2	07/06/2006	20/03/2007
Nortanking	62	Nortanking	Annay sous Lens	1	10/03/2010	
Primagaz	62	Primagaz	Dainville	1	15/09/2009	
SI Groupe	62	SI Groupe	Béthune	1	07/12/2009	

# Les rejets dans l'air

**Les émissions de polluants dans l'air par les industries sont globalement en baisse en 2011 par rapport à 2010. Cependant, deux résultats tempèrent cette tendance à la baisse.**

**Si les émissions de gaz carbonique, de dioxyde de soufre, d'oxydes d'azote, de poussières et de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) des 435 entreprises déclarantes sont toutes orientées à la baisse entre 2010 et 2011 (de -3,5 à -18 %), les émissions de plomb (+21,8 %) et de dioxines (+27,4 %) sont en revanche nettement supérieures à celles de 2010.**

**La baisse globale des émissions s'explique souvent par la mise en œuvre de systèmes de filtration ou de combustion plus efficaces : par exemple pour Poweo à Pont-sur-Sambre (amélioration du système de filtration), SRD à Dunkerque (utilisation de fiouls TBTS et BTS) et Arc International à Arques (nouvel épurateur sur un four). Ces baisses sont aussi parfois liées à la réduction d'activité : réduction des émissions due à la baisse des volumes produits, arrêts prolongés d'installations. Dans quelques cas, les baisses peuvent traduire la cessation d'activité programmée d'établissements tels que la Raffinerie des Flandres à Loon-Plage, la centrale thermique EON d'Hornaing.**

**La hausse observée des émissions de plomb et de dioxines s'explique, quant à elle, de différentes manières : soit par des hausses ponctuelles d'activité comme pour Arcelor Mittal à Dunkerque (augmentation des activités de recyclage et ajustement d'un nouveau procédé d'injection de charbon actif), ou pour LME à Trith-Saint-Léger (hausse de 28 % de la production), soit par la variabilité des conditions de mesure des émissions (cimenterie Holcim à Lumbres, Befesa Valera à Gravelines, etc.).**

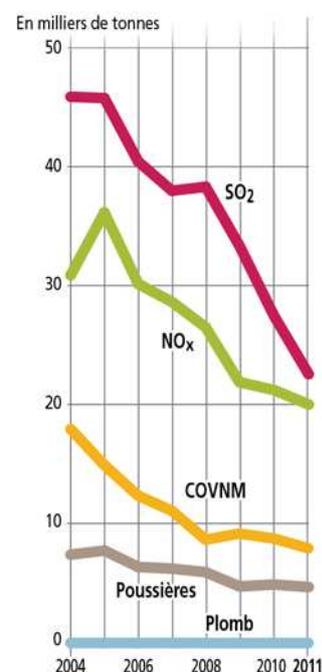
**Sur le plan du contrôle des installations classées, on note que le nombre de contrôles réalisés de manière inopinée à la demande de la DREAL Nord - Pas-de-Calais est stable en 2011 par rapport à 2010, tandis que le nombre de résultats dépassant les valeurs limites autorisées est en légère hausse.**

## Les chiffres clés du Nord - Pas-de-Calais

Le bilan 2011 des émissions d'origine industrielle dans l'air se base sur un taux de déclaration plus élevé qu'en 2010. Ainsi, ce sont 435 entreprises qui font l'objet du présent chapitre contre 415 en 2010.

Afin de comparer ce qui est comparable et de mesurer les progrès accomplis par les industriels d'une année sur l'autre, la notion de comparaison « à périmètre constant » a été reconduite dans l'analyse des évolutions entre 2010 et 2011 : sont alors comparés les totaux des émissions régionales des entreprises ayant répondu à la fois en 2010 et en 2011, soit 372 établissements, lors de l'enquête 2011 réalisée par la DREAL Nord - Pas-de-Calais. Cet échantillon est bien représentatif car il permet de comparer tous les principaux émetteurs d'une année sur l'autre.

À « périmètre constant », c'est-à-dire en comparant les rejets des 372 établissements ayant déclaré à la fois en 2010 et en 2011, les flux de pollution atmosphérique d'origine industrielle sont majoritairement en diminution entre 2010 et 2011. De fait, les émissions de dioxyde de soufre enregistrent à nouveau la plus forte baisse (-18,2 %) après une baisse du même ordre en 2010. Cette baisse s'explique en grande partie par la réduction drastique d'activité des centrales thermiques mais elle est aussi alimentée par l'utilisation de combustibles plus élaborés, comme pour le site SRD à Dunkerque. Les émissions de dioxyde de carbone, de poussières, d'oxydes d'azote et de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) connaissent des baisses comprises entre -3,5 % et -11 %. Pour les COVNM, la baisse globale masque d'ailleurs une hausse moyenne de près de 10 % des émissions en 2011 si l'on ne tient



### Les émissions industrielles déclarées dans la région

Les émissions industrielles des 435 entreprises ayant répondu à l'enquête 2011 sont en forte diminution entre 2010 et 2011, sauf pour les paramètres plomb et dioxines qui retrouvent les niveaux de 2008.

### Les émissions industrielles déclarées dans la région

Les émissions industrielles des 435 entreprises ayant répondu à l'enquête 2011 sont en forte diminution entre 2010 et 2011, sauf pour les paramètres plomb et dioxines qui retrouvent les niveaux de 2008.

	Total des émissions industrielles							Dont 2011, à «périmètre constant» *
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	
<b>CO<sub>2</sub></b>	22 611 543 t	21 626 731 t	25 595 254 t	24 373 569 t	20 628 181 t	22 196 044 t	21 439 013 t	21 429 836 t
<b>SO<sub>2</sub></b>	44 976 t	39 750 t	37 332 t	37 658 t	32 793 t	26 916 t	22 078 t	22 030 t
<b>NO<sub>x</sub></b>	32 531 t	29 648 t	28 158 t	26 067 t	21 543 t	20 782 t	19 521 t	19 499 t
<b>COVNM</b>	14 689 t	12 169 t	10 917 t	8 541 t	9 043 t	8 393 t	7 719 t	7 217 t
<b>Poussières</b>	7 645 t	6 292 t	6 146 t	5 856 t	4 682 t	4 700 t	4 517 t	4 493 t
<b>Plomb</b>	13,3 t	14,4 t	13,2 t	10,9 t	8,75 t	8,37 t	10,19 t	10,19 t
<b>Dioxines</b>	18,1 g	18,9 g	20,7 g	10,7 g	9,18 g	8,60 g	10,95 g	10,95 g

\* Le «périmètre constant» représente les entreprises ayant répondu à l'enquête à la fois en 2010 et 2011.

Source : déclaration des 435 industriels à la DREAL Nord-Pas-de-Calais, au 30 avril 2012. Traitement : DREAL Nord-Pas-de-Calais.

### Nombre de principaux émetteurs de la région

Le nombre des principaux émetteurs de la région reste stable.

	Seuil	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>CO<sub>2</sub></b>	Plus de 100 000 t/an	20	19	23	24	23	25	24
<b>SO<sub>2</sub></b>	Plus de 500 t/an	13	14	13	12	13	11	12
<b>NO<sub>x</sub></b>	Plus de 500 t/an	12	13	13	10	8	9	9
<b>COVNM</b>	Plus de 200 t/an	17	16	16	14	12	13	11
<b>Poussières</b>	Plus de 100 t/an	10	9	10	9	9	6	6
<b>Plomb</b>	Plus de 100 kg/an	18	14	12	9	10	6	7
<b>Dioxines</b>	Plus de 1 mg/an	26	23	25	24	22	24	23

Source : déclaration des 435 industriels à la DREAL Nord-Pas-de-Calais, au 30 avril 2012.

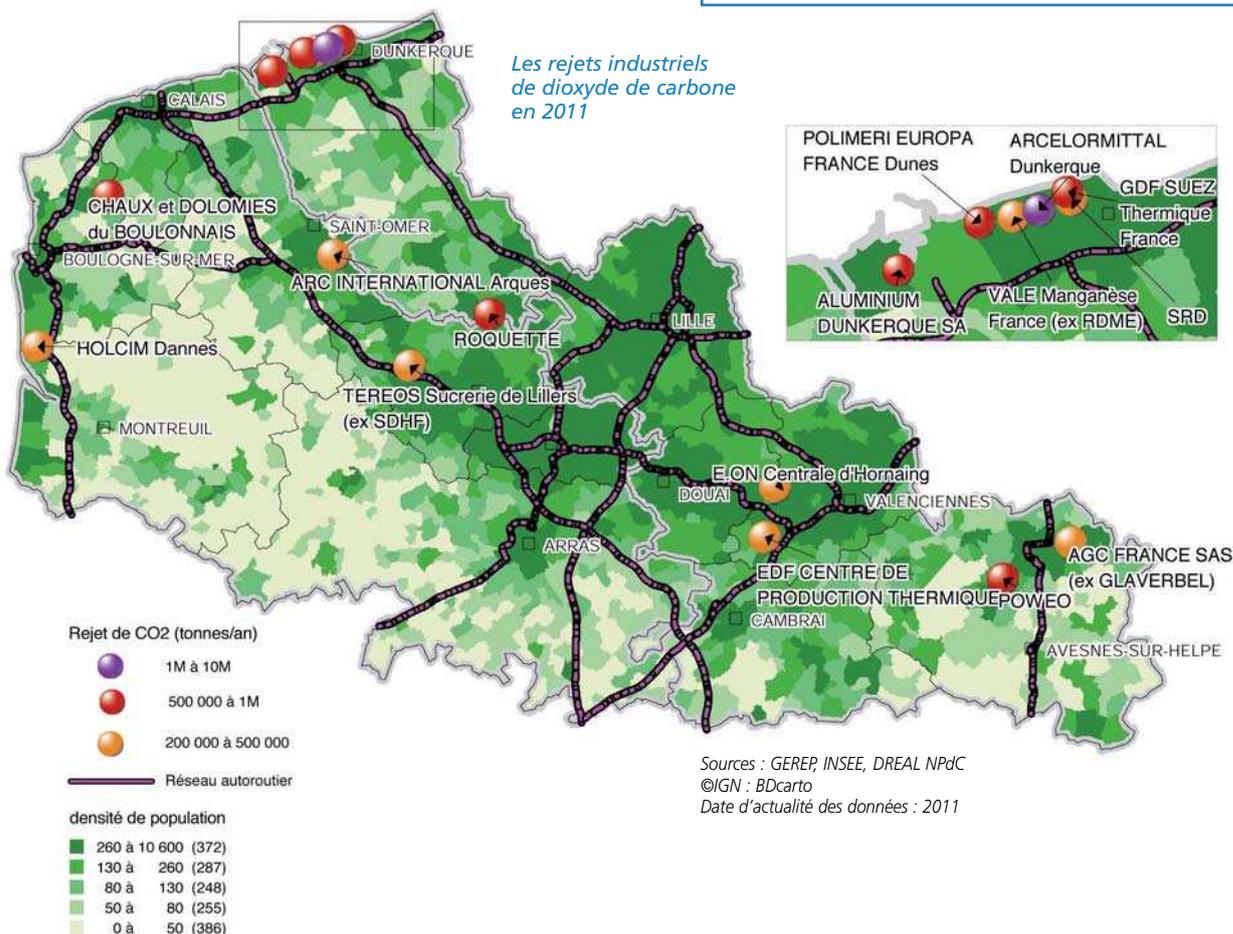
Traitement : DREAL Nord-Pas-de-Calais.

### Quelques repères sur la pollution de l'air

L'air naturel, mélange complexe composé principalement d'azote (78%) et d'oxygène (21%), est indispensable à la vie. Chacun de nous en inhale 12 000 à 15 000 litres par jour.

Un polluant est une substance introduite dans l'atmosphère, ou dont on a augmenté la concentration, ayant des effets mesurables sur l'environnement, l'Homme, la faune, la flore ou les matériaux. Selon le Conseil de l'Europe, constitue une pollution toute modification de la composition normale de l'air pur susceptible de provoquer un effet nuisible ou de provoquer une gêne.

Les pollutions de l'air apparaissent essentiellement sous deux formes : gazeuse (présence de gaz nouveaux ou augmentation de la proportion d'un gaz existant naturellement) et «particulaire» (mise en suspension de poussières).



pas compte des rejets accidentels massifs de COVNM en 2010 sur le site de *Polimeri - Route du Fortelet* à Loon-Plage.

En revanche, on note en 2011 une hausse marquée des émissions de plomb (+ 21,8 %) et de dioxines (+ 27,4 %). Sur un plus long terme, on observe toutefois que les émissions de dioxines ont diminué de 51 % de 2004 à 2011, celles de plomb de 43 % et que celles de dioxyde de soufre ont baissé de 56 %.

→ Voir tableaux et carte page précédente.

## Les rejets par types de polluants

### ■ Le dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>)

#### Les principaux rejets industriels de CO<sub>2</sub> de la région en 2011 et leur évolution

Dans le Nord - Pas-de-Calais, les rejets de CO<sub>2</sub> déclarés par les entreprises du secteur industriel (435 entreprises) sont évalués à 21 439 013 tonnes en 2011, contre 20 214 044 tonnes déclarées en 2010, soit une baisse de 3,5 % des volumes déclarés.

L'évolution des émissions déclarées de CO<sub>2</sub> est similaire à celle relevée à « périmètre constant », c'est-à-dire lorsque l'on compare les 372 établissements ayant répondu à l'enquête DREAL à la fois en 2010 et 2011, soit une baisse de 3,5 % des émissions de CO<sub>2</sub>.

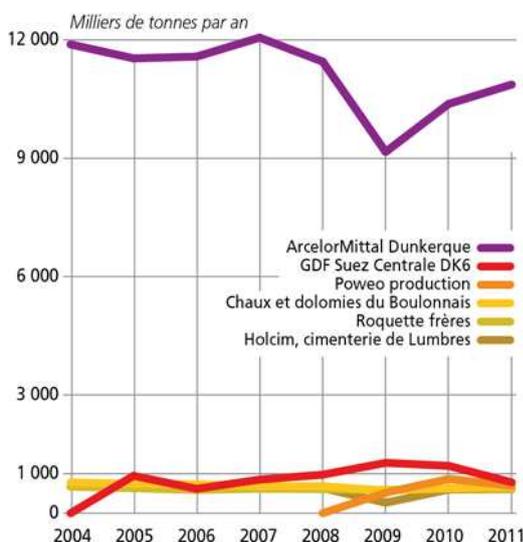
Dans le tableau suivant figurent les 16 entreprises dont le volume cumulé des émissions représente 80 % de ce total déclaré. Pour ces 16 principaux émetteurs, le volume de CO<sub>2</sub> émis a diminué de 2,7 % entre 2010 et 2011.

### Origines et effets du CO<sub>2</sub>

Composé d'un atome de carbone et de deux atomes d'oxygène, le dioxyde de carbone CO<sub>2</sub> est un gaz incolore. C'est le principal gaz à effet de serre visé par la directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 et qui fait l'objet du plan national d'allocation des quotas.

Le dioxyde de carbone ou gaz carbonique est produit lors de toute combustion, ce qui représente un problème écologique majeur : en effet, l'augmentation de la teneur en dioxyde de carbone dans l'atmosphère, qui est passée de 280 ppm en 1750 à 380 ppm de nos jours, concourt au phénomène de l'effet de serre qui conduit à un changement climatique.

Le dioxyde de carbone n'est pas considéré comme un gaz dangereux, mais une augmentation de sa concentration dans l'organisme conduit à une modification du pH (acidité) et à des effets sur le métabolisme cellulaire.



Évolution des principaux rejets industriels de CO<sub>2</sub> en Nord - Pas-de-Calais

Établissements	Commune	CO <sub>2</sub> en tonnes par an				Évolution 2010-2011
		2008	2009	2010	2011	
ArcelorMittal site de Dunkerque	Grande Synthe	11 452 871 t	9 162 850 t	10 378 929 t	10 869 113 t	→
GDF Suez Thermique France, Centrale DK6	Dunkerque	976 441 t	1 277 235 t	1 200 772 t	783 252 t	↘↘
Poweo Production	Pont-sur-Sambre	-	519 677 t	869 557 t	695 105 t	↘↘
Chaux et Dolomies du Boulonnais	Réty	686 390 t	573 863 t	638 676 t	676 292 t	↗
Roquette frères	Lestrem	612 369 t	588 357 t	623 154 t	620 648 t	→
Holcim France - Cimenterie de Lumbres	Saint-Omer	637 330 t	264 869 t	599 955 t	608 893 t	→
Polimeri Europa France (Route des Dunes)	Loon-Plage	575 839 t	598 807 t	545 488 t	590 034 t	↗
Aluminium Dunkerque	Loon-Plage	454 378 t	445 280 t	512 630 t	411 922 t	↘
Arc International	Arques	284 839 t	177 670 t	261 572 t	255 831 t	→
E.ON - Centrale d'Hornaing	Hornaing	819 575 t	525 561 t	222 852 t	251 636 t	↗
Vale Manganèse France	Grande-Synthe	172 866 t	127 602 t	272 312 t	250 525 t	↘
AGC France SAS	Boussais	243 060 t	131 493 t	121 917 t	241 491 t	↗↗
Holcim France - Site de Dannes	Dannes	454 378 t	242 613 t	265 159 t	235 501 t	↘
SRD, Sté de la raffinerie de Dunkerque	Dunkerque	256 164 t	294 017 t	244 997 t	229 811 t	↘
EDF Centre de production thermique	Bouchain	739 956 t	643 130 t	671 977 t	227 563 t	↘↘
Tereos - Sucrerie de Lillers	Lillers	183 496 t	206 507 t	216 924 t	217 876 t	→
<b>TOTAL</b>		<b>18 549 952</b>	<b>15 779 531</b>	<b>17 646 871</b>	<b>17 165 494 t</b>	→

#### Établissements représentant 80% des rejets industriels de CO<sub>2</sub> en Nord - Pas-de-Calais en 2011 et leur évolution passée

Sur ces principaux rejets, on observe une baisse des émissions entre 2010 et 2011 de près de 3 %.

Source : déclaration des 435 industriels à la DREAL Nord - Pas-de-Calais, au 30 avril 2012.  
Traitement : DREAL Nord - Pas-de-Calais.

- ↗↗ Hausse supérieure à 20 %
- ↗ Hausse comprise entre 5 et 20 %
- Évolution inférieure à 5 % à la hausse ou à la baisse
- ↘ Baisse comprise entre 5 et 20 %
- ↘↘ Baisse supérieure à 20 %

## ■ Le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>)

### Les principaux rejets industriels de SO<sub>2</sub> de la région en 2011 et leur évolution

Dans le Nord - Pas-de-Calais, les rejets de SO<sub>2</sub> déclarés par les établissements industriels (435 entreprises) sont évalués à 22 078 tonnes en 2011, contre 26 916 tonnes de SO<sub>2</sub> déclarées en 2010, soit une baisse importante de 18 % des volumes déclarés.

L'évolution des émissions déclarées de SO<sub>2</sub> est comparable à celle relevée à « périmètre constant », c'est-à-dire lorsque l'on compare les 372 établissements ayant répondu à l'enquête DREAL à la fois en 2010 et 2011, soit une baisse de 18,2 % des émissions de SO<sub>2</sub>.

Dans le tableau suivant figurent les 12 entreprises dont le volume cumulé des émissions représente 80 % du total déclaré en région. Pour les 12 principaux émetteurs de SO<sub>2</sub>, le volume de SO<sub>2</sub> émis a diminué de 10,4 % entre 2010 et 2011.

### Origines et effets du SO<sub>2</sub>

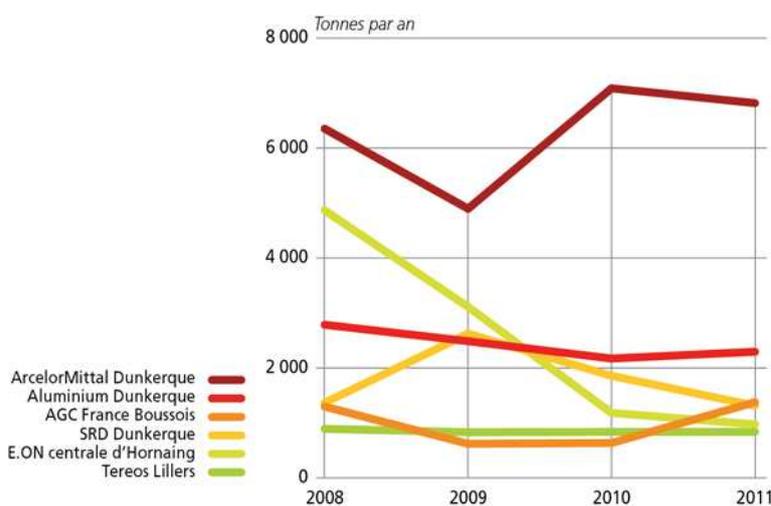
Le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) est un gaz incolore qui dégage une odeur semblable à celle que dégagent auparavant les allumettes consumées. Combiné à l'oxygène, il se transforme en anhydride sulfurique qui, conjugué à l'eau atmosphérique, forme un brouillard d'acide sulfurique. Il intervient dans le phénomène des pluies acides qui contribue à l'appauvrissement des milieux naturels et participe à la détérioration des bâtiments.

Les rejets de SO<sub>2</sub> sont dus en grande majorité à l'utilisation de combustibles fossiles soufrés (les plus gros émetteurs sont généralement les centrales thermiques, les raffineries, les grandes installations de combustion, etc.). La nature émet également des produits soufrés (volcans).

Le dioxyde de soufre est un gaz irritant pour les voies respiratoires et les muqueuses des yeux. Il provoque sur les végétaux les phénomènes suivants : diminution de la photosynthèse, tâches sur les feuilles, réduction de la croissance, etc. Le dioxyde de soufre occasionne également une corrosion des métaux et une désagrégation importante des matériaux de construction.

Établissements représentant 80%  
des rejets industriels de SO<sub>2</sub>  
en Nord - Pas-de-Calais en 2011  
et leur évolution passée

Établissements	Commune	SO <sub>2</sub> en tonnes par an				Évolution 2010-2011
		2008	2009	2010	2011	
Arcelor Mittal Dunkerque	Dunkerque	6 347	4 893	7 081	<b>6 812</b>	→
Aluminium Dunkerque SA	Loon Plage	2 785	2 486	2 171	<b>2 294</b>	↗
AGC France SAS	Bousois	1 298	621	636	<b>1 378</b>	↗↗
SRD, Sté de la raffinerie de Dunkerque	Dunkerque	1 368	2 622	1 858	<b>1 313</b>	↘↘
E.ON Centrale d'Hornaing	Hornaing	4 862	3 109	1 183	<b>974</b>	↘
Tereos - Sucrierie de Lillers	Lillers	893	832	837	<b>839</b>	→
Saint Gobain Glass France	Emerchicourt	698	580	679	<b>806</b>	↗
GDF Suez Thermique France - Centrale DK6	Dunkerque	1 389	1 984	1 742	<b>806</b>	↘↘
EDF centre de production thermique	Bouchain	4 002	3 106	2 477	<b>781</b>	↘↘
Tereos - Sucrierie d'Escaudœuvres	Escaudœuvres	402	596	503	<b>651</b>	↗↗
Nyrstar France	Auby	423	454	448	<b>540</b>	↗↗
Polimeri Europa France (Route des Dunes)	Loon-Plage	596	578	390	<b>527</b>	↗↗
<b>TOTAL</b>		<b>27 072</b>	<b>23 873</b>	<b>22 013</b>	<b>19 732</b>	↘

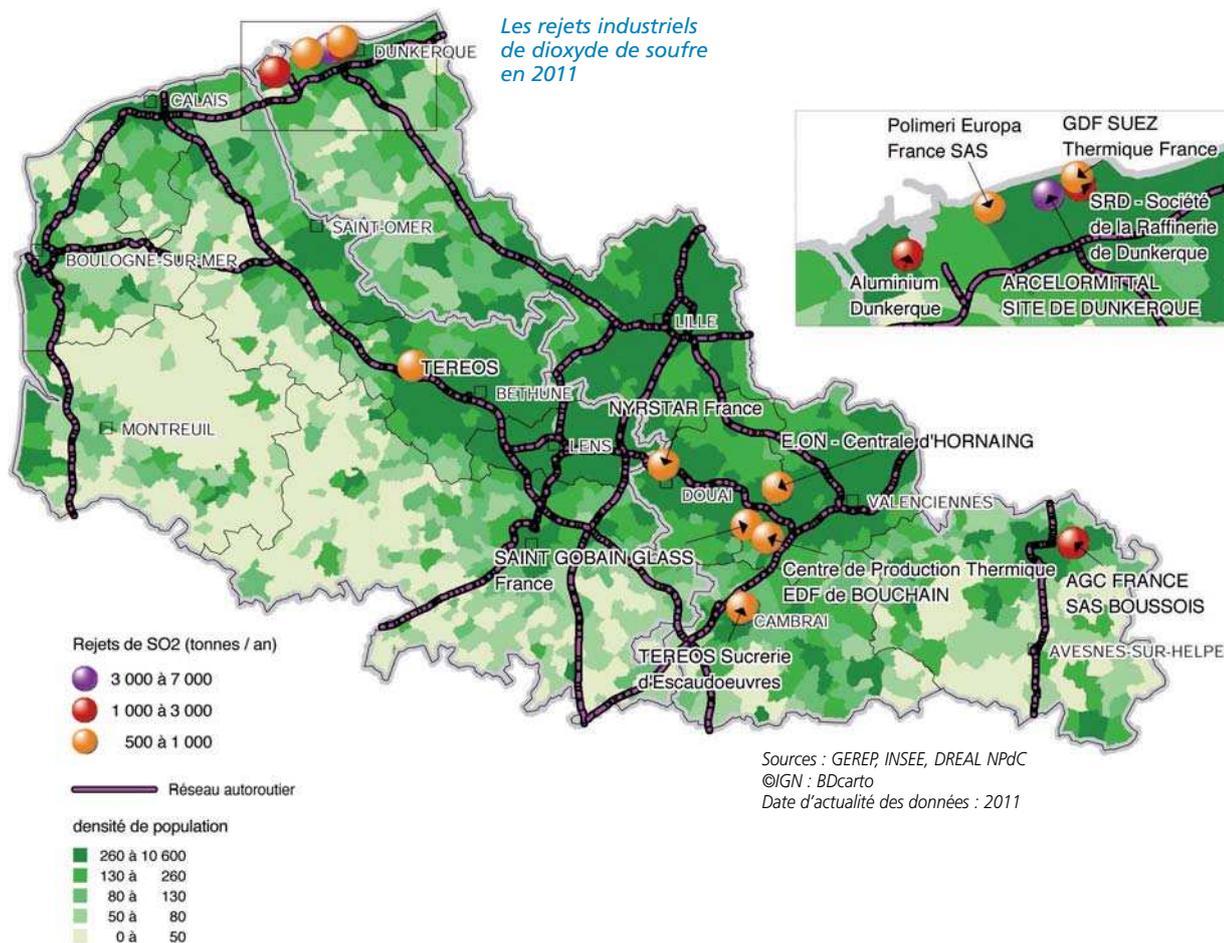


- ↗↗ Hausse supérieure à 20 %
- ↗ Hausse comprise entre 5 et 20 %
- Évolution inférieure à 5 % à la hausse ou à la baisse
- ↘ Baisse comprise entre 5 et 20 %
- ↘↘ Baisse supérieure à 20 %

La hausse sensible des émissions de SO<sub>2</sub> chez AGC France SAS à Bousois en 2011 est due à la remise en fonctionnement d'un des fours suite à son arrêt en 2010, avec un problème sur l'électrofiltre au redémarrage.

Source : déclaration des 435 industriels à la DREAL Nord - Pas-de-Calais, au 30 avril 2012.  
Traitement : DREAL Nord - Pas-de-Calais.

Évolution des principaux rejets industriels de SO<sub>2</sub> en Nord - Pas-de-Calais



## ■ Les oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>)

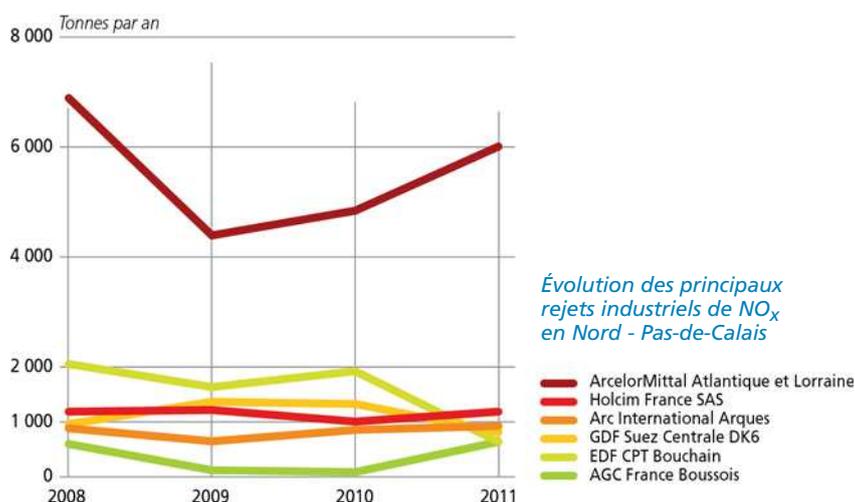
### Les principaux rejets industriels de NO<sub>x</sub> de la région en 2011 et leur évolution

Dans le Nord - Pas-de-Calais, les rejets d'oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>) déclarés par les établissements industriels (435 entreprises) sont évalués à 19 521 tonnes en 2011, contre 20 798 tonnes de NO<sub>x</sub> déclarées en 2010, soit une baisse de 6,1 % des volumes déclarés.

L'évolution des émissions déclarées de NO<sub>x</sub> est similaire à celle relevée à « périmètre constant », c'est-à-dire lorsque l'on compare les 372 établissements ayant répondu à l'enquête DREAL à la fois en 2010 et 2011, soit une baisse de 6,1 % des émissions de NO<sub>x</sub>.

Cette diminution globale recouvre des situations très différentes puisque parmi les principaux émetteurs de NO<sub>x</sub> en région, quelques uns voient leurs rejets 2011 en hausse de plus de 20 % par rapport à 2010, tels *Arcelor Mittal* à Dunkerque (+ 24 %) du fait de la prise en compte des émissions corrigées sur une chaîne d'agglomération) ou *AGC France* à Bousois pour qui le redémarrage début 2011 après l'arrêt prolongé en 2010, a entraîné un problème sur l'électrofiltre des deux fours

à fusion du site. Ces hausses sont effacées par la baisse globale des émissions de NO<sub>x</sub> des nombreux établissements déclarant pour 2011, ainsi que par les baisses drastiques des émissions des centrales thermiques : la centrale *DK6* à Dunkerque a fonctionné à proportion de trois trimestres sur quatre en 2011, la *SNET* - Centrale d'Hornaing et la centrale *EDF* de Bouchain sont, elles, en voie de cessation d'activité.



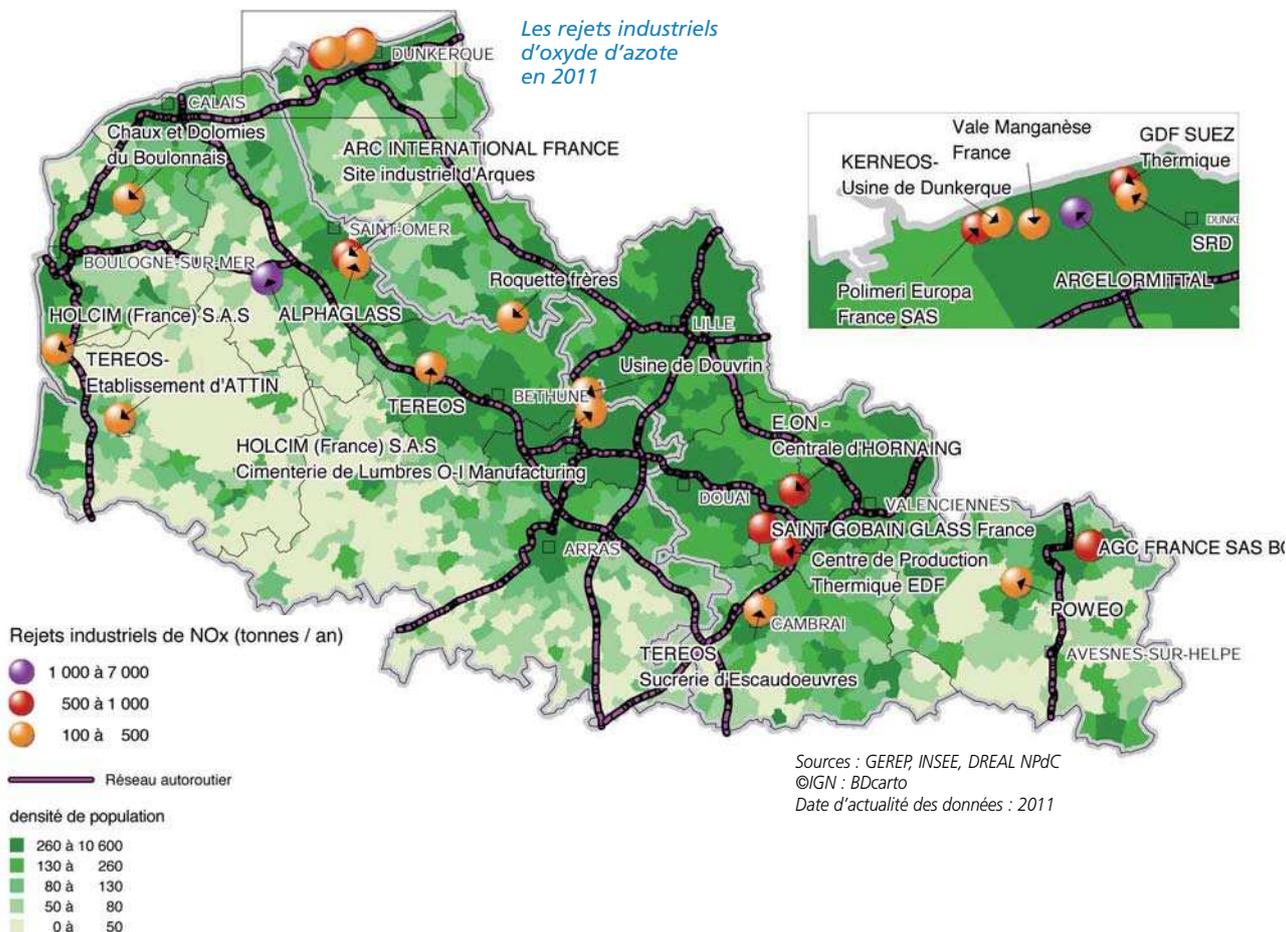
Établissements	Commune	NO <sub>x</sub> en tonnes par an				Évolution 2010-2011
		2008	2009	2010	2011	
Arcelor Mittal Atlantique et Lorraine	Dunkerque	6 907	4 411	4 861	<b>6 027</b>	↗↗
Holcim France - Cimenterie de Lumbres	Saint-Omer	1 209	1 239	1 028	<b>1 209</b>	↗
Arc International	Arques	906	670	877	<b>949</b>	↗
GDF Suez Thermique France - DK6	Dunkerque	985	1 388	1 348	<b>841</b>	↘↘
EDF centre de production thermique	Bouchain	2 074	1 655	1 945	<b>661</b>	↘↘
AGC France SAS	Boussois	621	144	110	<b>660</b>	↗↗
Polimeri Europa France (Route des Dunes)	Loon-Plage	651	668	601	<b>615</b>	↔
Saint Gobain Glass France	Emerchicourt	428	408	492	<b>536</b>	↔
E.ON - Centrale d'Hornaing	Hornaing	1 948	1 449	620	<b>506</b>	↘
Chaux et Dolomies du Boulonnais	Réty	336	309	429	<b>441</b>	↔
Tereos - Sucrierie de Lillers	Lillers	376	414	430	<b>429</b>	↔
Holcim France - Site de Dannes	Dannes	716	439	531	<b>411</b>	↗↗
Usine de Douvrin	Billy Berclau	466	327	471	<b>410</b>	↘
Vale Manganèse France	Grande Synthe	343	208	364	<b>340</b>	↘
Roquette frères	Lestrem	328	334	345	<b>336</b>	↔
Alphaglass	Arques	196	170	276	<b>249</b>	↘
Poweo Production	Pont sur Sambre	-	165	354	<b>235</b>	↘↘
Kerneos	Loon Plage	239	259	227	<b>217</b>	↔
SRD, Sté de la raffinerie de Dunkerque	Dunkerque	477	472	222	<b>155</b>	↘↘
O-I Manufacturing	Wingles	183	115	85	<b>152</b>	↗↗
Tereos - Sucrierie d'Escaudœuvres	Escaudœuvres	197	237	231	<b>148</b>	↘↘
Tereos - Établissement d'Attin	Montreuil	120	131	142	<b>147</b>	↔
<b>TOTAL</b>		<b>19 706</b>	<b>15 616</b>	<b>15 988</b>	<b>15 673</b>	↔

- ↗↗ Hausse supérieure à 20 %
- ↗ Hausse comprise entre 5 et 20 %
- ↔ Évolution inférieure à 5 % à la hausse ou à la baisse
- ↘ Baisse comprise entre 5 et 20 %
- ↘↘ Baisse supérieure à 20 %

Établissements représentant 80 % des rejets industriels de NO<sub>x</sub> en Nord - Pas-de-Calais en 2011 et leur évolution passée

Source : déclaration des 435 industriels à la DREAL Nord - Pas-de-Calais, au 30 avril 2012.

Traitement : DREAL Nord - Pas-de-Calais.



### Origines et effets du NO<sub>x</sub>

L'oxyde d'azote est un terme générique. Il désigne les molécules de monoxyde d'azote (NO), de peroxyde d'azote (NO<sub>2</sub> ou N<sub>2</sub>O<sub>4</sub>) et de protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O). Bien que leurs effets soient différents, il est fréquent de raisonner sur leur somme exprimée en équivalent NO<sub>2</sub>, que l'on caractérise par le terme NO<sub>x</sub>.

Les oxydes d'azote sont principalement émis par les véhicules automobiles, les installations de combustion et certaines installations industrielles telles que les ateliers de fabrication d'acide nitrique ou encore la galvanoplastie (attaque nitrique des métaux cuivreux).

Puissant oxydant et corrosif, le peroxyde d'azote est irritant et très toxique, notamment par action directe sur les poumons, où il pénètre profondément en accroissant la sensibilité des bronches aux agents broncho-constricteurs.

Le protoxyde d'azote (N<sub>2</sub>O) est l'un des six gaz incriminés au titre de l'effet de serre. Par ailleurs, les oxydes d'azote constituent l'un des principaux précurseurs de la pollution photochimique et contribuent pour près d'un tiers au phénomène des pluies acides sur le continent européen.

Dans le tableau de la page précédente figurent les 22 entreprises dont le volume cumulé des émissions représente 80 % du total déclaré en région. Pour les principaux émetteurs de NO<sub>x</sub>, le volume de NO<sub>x</sub> émis a diminué de 2 % entre 2010 et 2011.

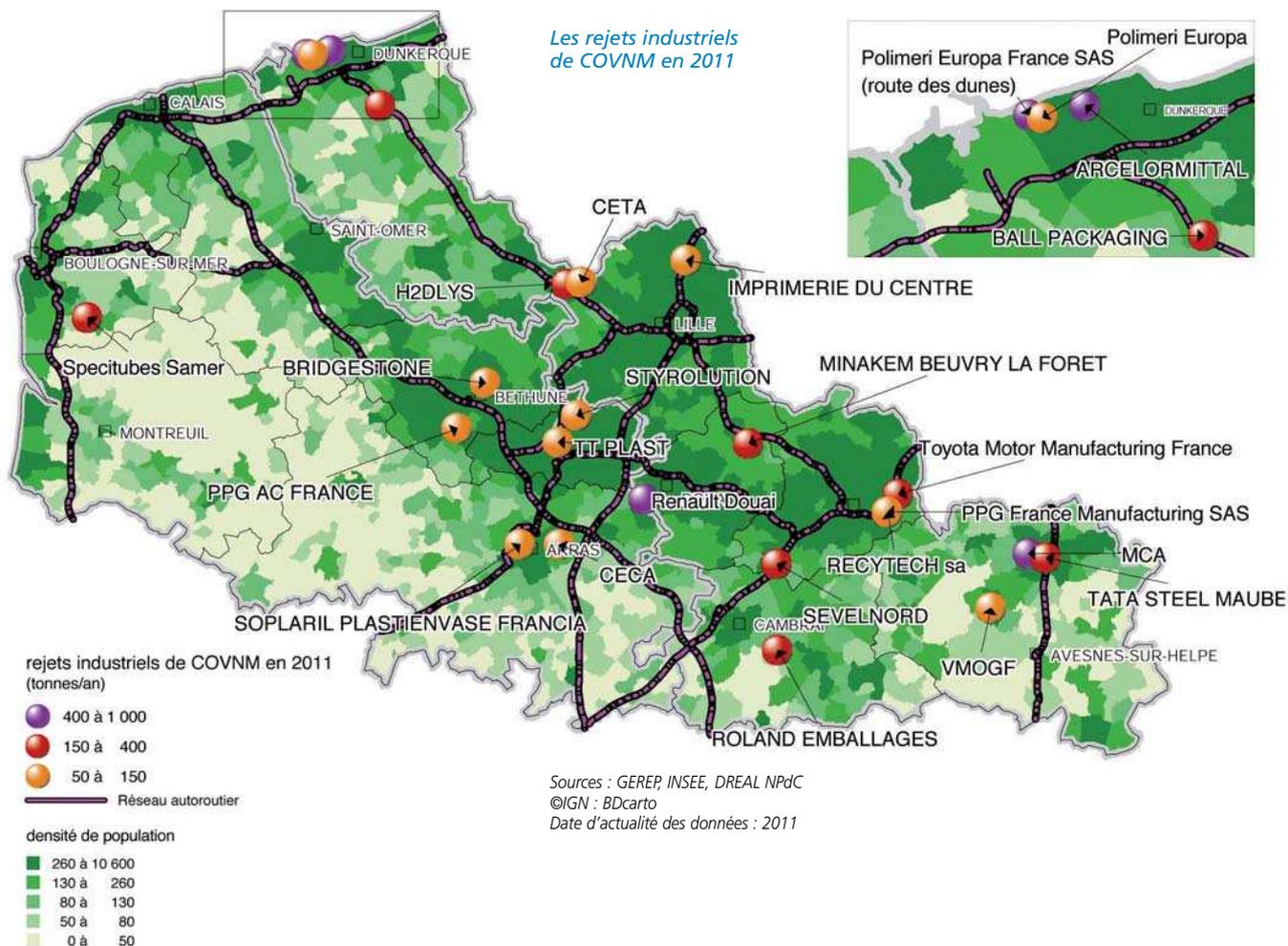
### Les composés organiques volatils

#### Les principaux rejets industriels de COVNM de la région en 2011 et leur évolution

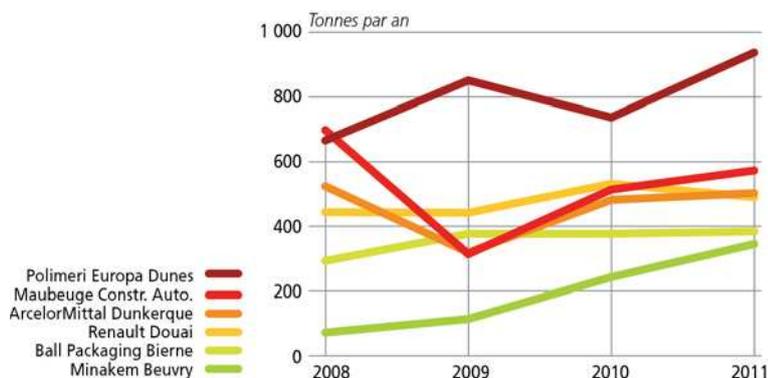
Dans le Nord - Pas-de-Calais, les rejets de COVNM déclarés par les établissements industriels (435 entreprises) sont évalués à 7 719 tonnes en 2011, contre 8 515 tonnes en 2010, soit une baisse de 9,4 % des volumes déclarés.

Comme les émissions de COVNM sont liées à la consommation de solvants, la majeure partie de ces installations, conformément à la réglementation, doivent adresser annuellement, à l'inspection des installations classées, un plan de gestion de solvants (PGS) accompagné des actions de réduction de consommation de solvant envisagées.

L'évolution des émissions déclarées de COVNM est un peu moins marquée que celle relevée à « périmètre constant », c'est-à-dire lorsque l'on compare les 372 établissements ayant répondu à l'enquête DREAL à la fois en 2010 et 2011, soit une baisse de 11 % des émissions de COVNM.



Dans le tableau ci-dessous figurent les 24 entreprises dont le volume cumulé des émissions représente 80 % du total déclaré en région. Pour ces 24 principaux émetteurs de COVNM, le volume émis a diminué de 8,5 % entre 2010 et 2011. En fait on constate une tendance globalement stable des émissions de COVNM sur plusieurs années, si l'on exclut la particularité des fortes émissions observées en 2010. Ce « pic » était lié au problème de fonctionnement constaté en 2010 sur le site de Polimeri - route du Fortelet à Loon-Plage.



Évolution des principaux rejets industriels de COV en Nord - Pas-de-Calais

### Origines et effets des COV

Les composés organiques volatils (ou COV) regroupent une multitude de substances qui peuvent être d'origine naturelle ou humaine. Ils sont toujours composés de l'élément carbone et d'autres éléments tels que l'hydrogène, les halogènes, l'oxygène, le soufre... Leur volatilité leur confère l'aptitude à se propager plus ou moins loin de leur lieu d'émission, entraînant ainsi des impacts directs et indirects sur les animaux et la nature.

Les composés organiques volatils (hydrocarbures, solvants...) proviennent notamment des transports et de procédés industriels tels que le raffinage du pétrole, le dégraissage des métaux, l'application de peintures et de vernis, l'imprimerie.

Les COVNM (COV non méthaniques) interviennent dans le phénomène de pollution photochimique en réagissant avec les oxydes d'azote sous l'action des rayons ultraviolets pour former l'ozone troposphérique (O<sub>3</sub>). L'exposition à des concentrations relativement faibles d'ozone et de courte durée, réduit la fonction pulmonaire (irritations des muqueuses respiratoires) mais conduit également à une sous-oxygénation des muscles et du cerveau (l'ozone remplace l'oxygène). Outre les combinaisons polluantes qu'ils peuvent donner dans l'atmosphère, ces produits inflammables, explosifs, toxiques, voire pour certains cancérigènes ou mutagènes peuvent être dangereux pour la santé humaine et font l'objet aujourd'hui d'une réglementation renforcée.

#### Établissements représentant 80 % des rejets industriels de COVNM en Nord - Pas-de-Calais en 2011 et leur évolution passée

Les émissions 2011 de COVNM des principaux émetteurs sont en baisse de 8,5 % par rapport à 2010, qui était cependant une année atypique du fait du rejet accidentel de l'établissement Polimeri à Loon-Plage. Abstraction faite de ce site, les rejets 2011 des principaux émetteurs de COVNM sont stables sur la période 2008-2011.

Source : déclaration des 435 industriels à la DREAL Nord - Pas-de-Calais, au 30 avril 2012.  
Traitement : DREAL Nord - Pas-de-Calais.

Établissements	Commune	COVNM en tonnes par an				Évolution 2010-2011
		2008	2009	2010	2011	
Polimeri Europa France (Dunes)	Loon-Plage	666	851	737	937	↗↗
Maubeuge Construction Automobile	Maubeuge	698	314	514	573	↗
Arcelor Mittal Atlantique et Lorraine	Dunkerque	524	318	482	503	→
Renault Douai SNC	Douai	444	442	532	490	↘
Ball Packaging Europe Bierne	Bierne	293	376	377	384	→
Minakem Beuvry-la-Forêt	Beuvry-la-Forêt	72	114	243	345	↗↗
Roland Emballages	Cattenières	51	167	122	330	↗↗
Sevelnord	Lieu-Saint-Amand	852	350	335	328	→
Toyota MMF	Onnaing	346	354	325	297	↘
Tata Steel Maubeuge	Maubeuge	428	282	292	271	↘
H2DLYS	Nieppe	-	243	159	208	↗↗
Spécitubes Samer	Samer	222	161	210	178	↘
PPG France Manufacturing	Saultain	170	229	-	155	-
CETA	Armentières	229	191	139	146	→
Styrolutions France	Wingles	269	140	158	135	↘
Bridgestone	Béthune	165	132	134	133	→
Recytech SA	Fouquières-les-Lens	50	21	80	130	↗↗
Polimeri Europa France (Fortelet)	Loon-Plage	92	89	814	116	↘↘
CECA Usine de Feuchy	Saint-Laurent-Blangy	116	97	115	115	→
Imprimerie du centre	Bondues	-	90	94	96	→
VMOGF	Aulnoye-Aymeries	78	99	67	92	↗↗
Soplaril Plastienvase Group	Arras	27	449	204	89	↘↘
PPG AC France	Ruitz	119	104	66	68	→
TT PLAST	Lens	76	85	83	60	↘↘
<b>TOTAL</b>		<b>3 656</b>	<b>3 775</b>	<b>4 018</b>	<b>3 677</b>	↘

- ↗↗ Hausse supérieure à 20 %
- ↗ Hausse comprise entre 5 et 20 %
- Évolution inférieure à 5 % à la hausse ou à la baisse
- ↘ Baisse comprise entre 5 et 20 %
- ↘↘ Baisse supérieure à 20 %

## ■ Les poussières

### Les principaux rejets industriels de poussières de la région en 2011 et leur évolution

Dans le Nord - Pas-de-Calais, les rejets de poussières déclarés par les établissements industriels (435 entreprises) sont évalués à 4 517 tonnes en 2011, contre 4 701 tonnes en 2010, soit une baisse de 3,9 % des volumes déclarés.

L'évolution des émissions déclarées de poussières est du même ordre que celle relevée à « périmètre constant », c'est-à-dire lorsque l'on compare les 372 établissements ayant répondu à l'enquête DREAL à la fois en 2010 et 2011, soit une baisse de 4,4 % des émissions de poussières.

Dans le tableau de la page suivante figurent les six entreprises dont le volume cumulé des émissions représente 80 % du total déclaré en région. Pour les six principaux émetteurs de poussières, le volume émis a diminué de 4,2 % entre 2010 et 2011, ceci étant dû en grande partie à la baisse des émissions du centre de production thermique EDF de Bouchain dont la cessation d'activité est programmée. Cette baisse ponctuelle entraîne localement une baisse visible des poussières sédimentables.

### Origines et effets des poussières

Les poussières ou particules en suspension dans l'air sont constituées de substances solides ou gazeuses. Les particules en suspension constituent un ensemble extrêmement hétérogène de polluants dont la taille varie de quelques dixièmes de nanomètres à une centaine de micromètres.

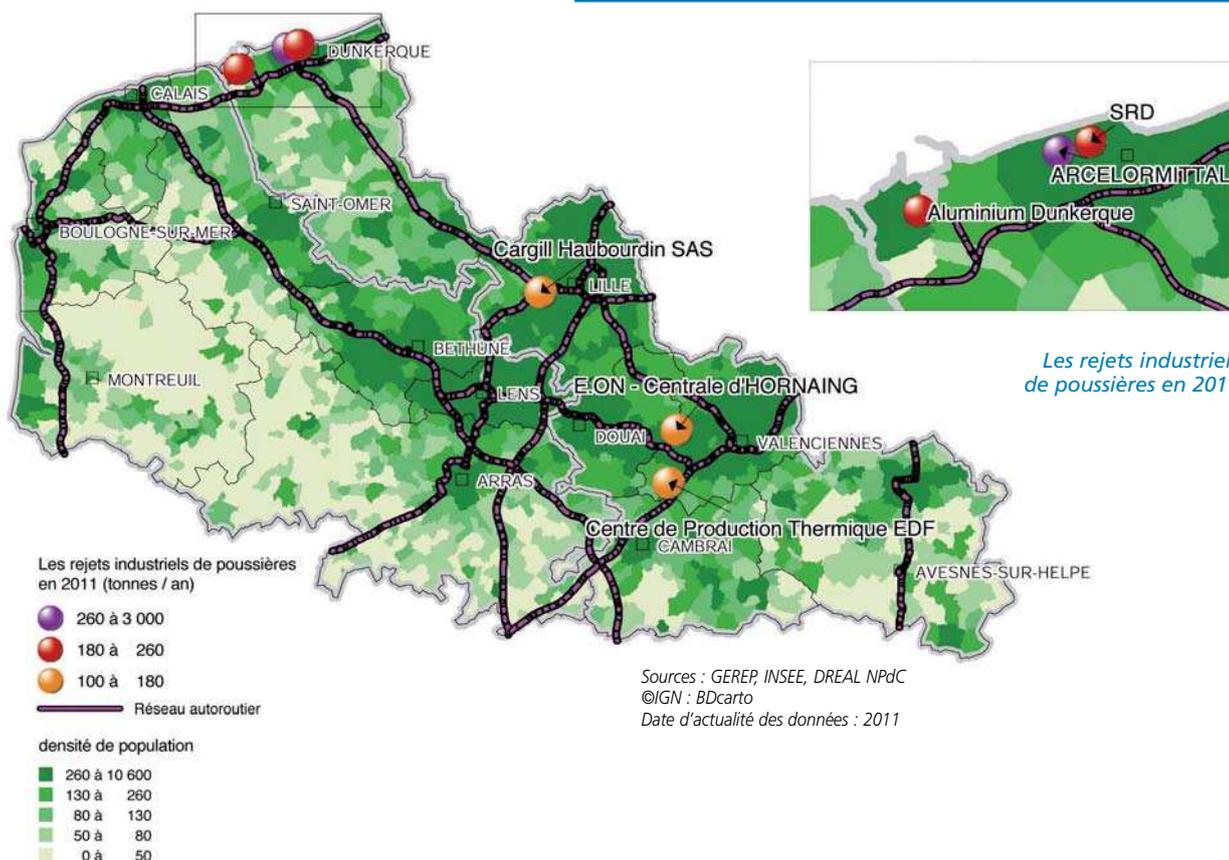
Ces émissions proviennent essentiellement des installations de combustion du secteur résidentiel, tertiaire, industriel, utilisant des combustibles fossiles ou leurs dérivés. Les poussières peuvent également venir des industries mettant en œuvre des produits solides pulvérulents (sidérurgie, fabrication d'engrais, cimenteries, etc...) ou des installations de combustion utilisant ou détruisant des combustibles non commerciaux ou des déchets (déchets industriels, ménagers...).

### Les enjeux d'un plan de protection de l'atmosphère en Nord - Pas-de-Calais

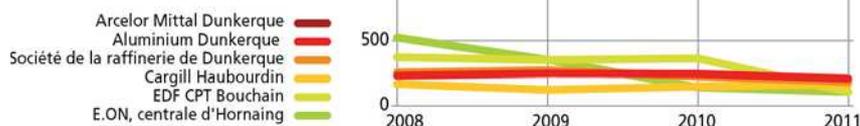
L'Organisation mondiale de la santé estime à 42 000 morts prématurés par an, en France, les impacts des particules fines. La région Nord - Pas-de-Calais présente une surexposition malheureusement chronique à la présence de particules fines, ou poussières, et fait peser ainsi sur ses habitants des risques sérieux de santé publique : atteintes fonctionnelles respiratoires, affections respiratoires chroniques (notamment la bronchite chronique obstructive) et déclenchement de crises d'asthme.

Outre l'enjeu sanitaire que représentent les poussières, la France a été assignée en 2011 par la Commission européenne devant la cour de justice de l'Union européenne pour non-respect des valeurs limites en matière de poussières dans l'atmosphère. Cela fait peser la menace d'une amende de 10 millions d'euros pour la France. La région Nord - Pas-de-Calais tient une part importante dans ces dépassements de valeurs limites.

L'État, les collectivités et tous les acteurs régionaux se sont mobilisés, notamment pour l'élaboration du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) afin de revenir dans des valeurs de pollution autorisées. Pour couvrir tout le territoire régional et intégrer des mesures spécifiques aux émissions de poussières, un projet de plan particulier de l'atmosphère (PPA) est en cours d'élaboration, en concertation avec tous les acteurs régionaux. Le PPA du Nord - Pas-de-Calais sera approuvé en 2013.



### Évolution des principaux rejets industriels de poussières en Nord - Pas-de-Calais



Établissements	Commune	Poussières en tonnes par an				Évolution 2010-2011
		2008	2009	2010	2011	
Arcelor Mittal Atlantique et Lorraine	Dunkerque	2 740	2 102	2 658	<b>2 853</b>	↗
Aluminium Dunkerque Sa	Loon-Plage	232	248	245	<b>209</b>	↘
SRD, Société de la Raffinerie de Dunkerque	Dunkerque	256	271	227	<b>184</b>	↘
Cargill SAS	Haubourdin	169	123	150	<b>166</b>	↗
EDF Centre de production thermique de Bouchain	Bouchain	373	350	364	<b>109</b>	↘↘
E.ON, Centrale d'Hornaing	Hornaing	523	353	143	<b>109</b>	↘↘
<b>TOTAL</b>		<b>4 292</b>	<b>3 450</b>	<b>3 788</b>	<b>3 630</b>	↔

#### Établissements représentant 80 % des rejets industriels de poussières en Nord - Pas-de-Calais en 2011 et leur évolution passée

Les émissions 2011 de poussières sont principalement concentrées sur très peu d'industriels : six entreprises représentent à elles seules 80% des poussières émises.

Source : déclaration des 435 industriels à la DREAL Nord - Pas-de-Calais, au 30 avril 2012.  
Traitement : DREAL Nord - Pas-de-Calais.

- ↗ Hausse supérieure à 20 %
- ↗ Hausse comprise entre 5 et 20 %
- ↔ Évolution inférieure à 5 % à la hausse ou à la baisse
- ↘ Baisse comprise entre 5 et 20 %
- ↘ Baisse supérieure à 20 %

### Origines et effets du plomb

Le plomb (Pb) était principalement émis par le trafic automobile jusqu'à l'interdiction de l'essence plombée au 1<sup>er</sup> janvier 2000. Les autres sources d'émissions de plomb sont le traitement des minerais et des métaux, les installations de combustion utilisant des combustibles fossiles ou leurs dérivés, la première et la seconde fusion du plomb (fabrication de batteries électriques), la fabrication de certains verres (cristal), etc.

Le plomb est un polluant particulièrement toxique pour la santé humaine. Cette toxicité est renforcée par un phénomène d'assimilation et de concentration dans l'organisme qu'on appelle la bioaccumulation. Ce métal est à l'origine du saturnisme, terme qui désigne l'ensemble des manifestations de l'intoxication par le plomb. Le plomb affecte le système nerveux, les reins et le sang. Les enfants y sont particulièrement sensibles et peuvent développer des troubles neurologiques tels que : diminution de l'activité motrice, irritabilité, troubles du sommeil, modifications du comportement, stagnation du développement intellectuel, voire baisse du quotient intellectuel.

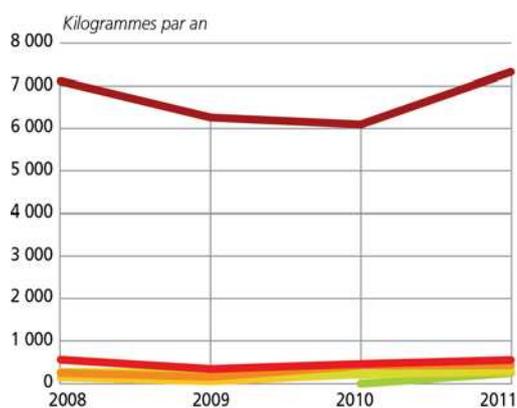
De nombreux textes du ministère chargé de l'environnement ont renforcé les normes d'émission de différents types d'industries (arrêté du 5 février 2000 pour le secteur de la métallurgie, arrêté du 20 septembre 2002 relatif à l'incinération des déchets, arrêté du 13 mars 2003 relatif à l'industrie du verre, etc.) et ont conduit à diminuer les rejets de plomb dans l'atmosphère.

### Le plomb

#### Les principaux rejets industriels de plomb de la région en 2011 et leur évolution

Dans le Nord - Pas-de-Calais, les rejets de plomb déclarés par les établissements industriels (435 entreprises) sont évalués à 10 190 kg en 2011, contre 8 365 kg en 2010, soit une forte hausse de 21,8 % des volumes déclarés.

Dans le tableau suivant figurent les six entreprises dont le volume cumulé des émissions représente 90 % du total déclaré en région ; compte tenu de la très forte concentration des volumes sur peu d'émetteurs, sont citées les entreprises dont les émissions annuelles sont supérieures à 250 kg. Pour les principaux émetteurs de plomb, le volume émis a augmenté de 20 % entre 2010 et 2011. Parmi ces entreprises, à noter que le site d'Arcelor-Mittal à Dunkerque contribue pour plus de la moitié à cette hausse.



Évolution des principaux rejets industriels de plomb en Nord - Pas-de-Calais

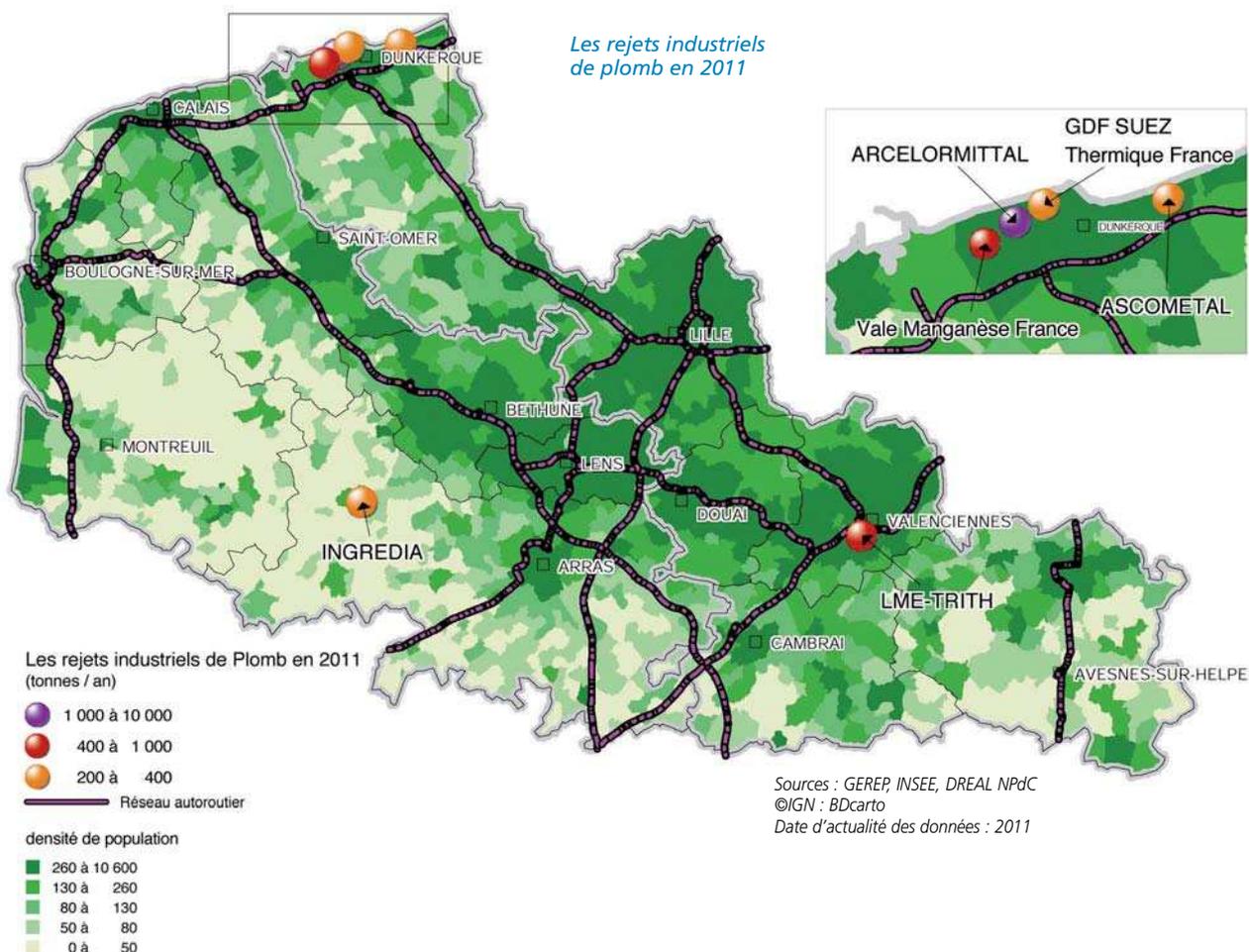


Établissements	Commune	Plomb en kilogrammes par an				Évolution 2009-2010
		2008	2009	2010	2011	
ArcelorMittal Atlantique et Lorraine	Dunkerque	7 112	6 261	6 097	<b>7 326</b>	↗↗
LME Acérie de Trith	Trith-Saint-Léger	568	349	467	<b>561</b>	↗↗
Vale Manganèse France	Grande-Synthe	258	161	425	<b>440</b>	→
GDF Suez Thermique France, DK6	Dunkerque	282	262	210	<b>348</b>	↗↗
Ascometal	Leffrinckoucke	152	60	227	<b>290</b>	↗↗
Ingredia	Saint-Pol-sur-Ternoise	-	-	-	<b>252</b>	↗↗
<b>TOTAL</b>		<b>8 372</b>	<b>7 093</b>	<b>7 426</b>	<b>9 218</b>	↗↗

Établissements représentant 90 % des rejets industriels de plomb en Nord - Pas-de-Calais en 2011 et leur évolution passée

Source : déclaration des 435 industriels à la DREAL Nord - Pas-de-Calais, au 30 avril 2012.  
Traitement : DREAL Nord - Pas-de-Calais.

- ↗↗ Hausse supérieure à 20 %
- ↗ Hausse comprise entre 5 et 20 %
- Évolution inférieure à 5 % à la hausse ou à la baisse
- ↘ Baisse comprise entre 5 et 20 %
- ↘↘ Baisse supérieure à 20 %



## ■ Les dioxines

### Les principaux rejets industriels de la région en 2011 et leur évolution

Les établissements ont l'obligation de déclarer annuellement leurs rejets en dioxines quand ceux-ci sont supérieurs à 0,001 g par an.

Dans le Nord - Pas-de-Calais, les rejets de dioxines déclarés par les établissements industriels (435 entreprises) sont évalués à 10,95 g en 2011, contre 8,60 g en 2010, soit une forte hausse de 27,4 % des volumes déclarés.

La hausse est due essentiellement à l'établissement *Arcelor Mittal* à Dunkerque dont les rejets en dioxines représentent 95 % des rejets régionaux. En 2011, une augmentation des rejets de dioxines sur la chaîne n° 3 de l'établissement a été constatée, liée à la mise au point d'un procédé d'injection de charbon actif. L'augmentation des rejets en dioxines est corrélée à la hausse des émissions de poussières pour cet établissement qui a vu le recyclage sur son site augmenter en 2011.

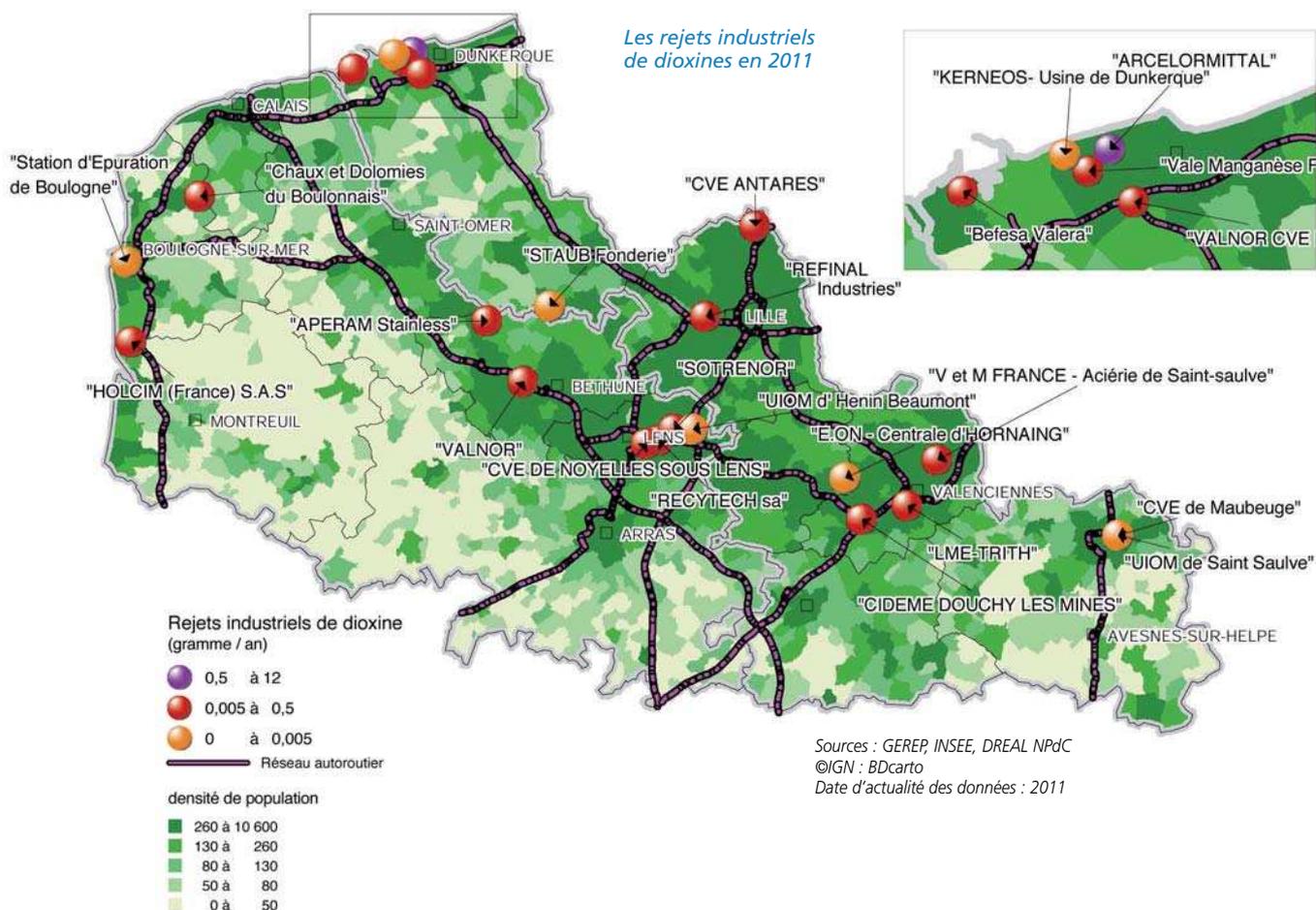
Dans le tableau de la page suivante figurent les 24 entreprises dont le volume cumulé des émissions représente 99,98 % du total déclaré en région.

### Origines et effets des dioxines

Par le terme « dioxines », on désigne les polychlorodibenzo-p-dioxines (PCDD) et les polychlorodibenzofuranes (PCDF), qui sont des composés tricycliques chlorés. Il existe un grand nombre de combinaisons différentes, liées au nombre d'atomes de chlore présents et aux positions qu'ils occupent. On compte ainsi 75 PCDD et 135 PCDF. Cependant, seuls 17 d'entre eux sont toxiques.

Les dioxines sont des substances qui résultent de toute combustion : des incinérateurs de déchets, fonderie, métallurgie, sidérurgie, blanchiment de la pâte à papier, fabrication d'herbicides et de pesticides. Elles peuvent également résulter d'événements naturels comme les éruptions volcaniques et les feux de forêt. Les émissions nationales ont enregistré une baisse importante depuis 1990, suite à des progrès importants grâce aux actions initiées par l'Administration. Globalement, les émissions sont passées de 1 768 g ITEQ (équivalent toxique international) en 1990 à 524 g ITEQ en 2000 puis à 125 g ITEQ en 2007 en France.

Les dioxines se retrouvent dans tous les milieux de l'environnement (air, sol, eau, sédiments) et sont susceptibles de contaminer les plantes et les animaux. La source principale de contamination chez l'Homme est alimentaire. L'exposition, sur plusieurs années, peut entraîner des perturbations du système immunitaire et du développement du système nerveux, des troubles du système endocrinien ou de la fonction de reproduction. Une exposition à court terme (lors d'un accident industriel par exemple), à des teneurs élevées en dioxines, peut être à l'origine de lésions cutanées, de formation de tâches sombres sur la peau, voire d'une altération de la fonction hépatique.

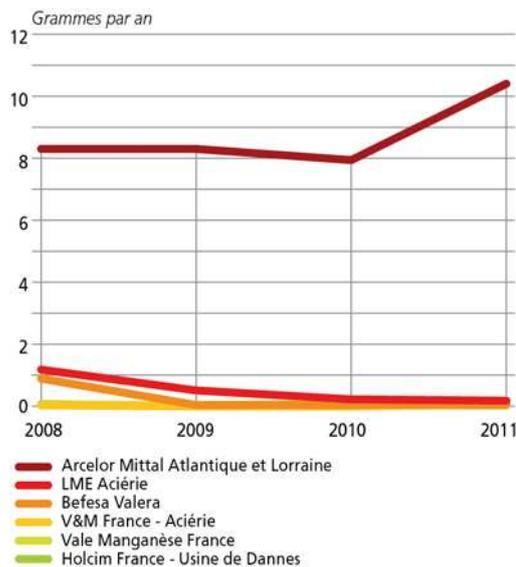


### Les principaux rejets industriels de dioxines en Nord - Pas-de-Calais en 2011 et leur évolution passée (> 1 mg/an)

La hausse des rejets en dioxines en 2011 est due presque exclusivement à la hausse des émissions d'Arcelor Mittal à Dunkerque..

Source : déclaration des 435 industriels à la DREAL Nord - Pas-de-Calais, au 30 avril 2012.  
Traitement : DREAL Nord - Pas-de-Calais.

- ↗↗ Hausse supérieure à 20 %
- ↗ Hausse comprise entre 5 et 20 %
- ↔ Évolution inférieure à 5 % à la hausse ou à la baisse
- ↘ Baisse comprise entre 5 et 20 %
- ↘↘ Baisse supérieure à 20 %



Évolution des principaux rejets industriels de dioxines en Nord - Pas-de-Calais

Établissements	Commune	Dioxines en grammes par an (ITEQ)				Évolution 2010-2011
		2008	2009	2010	2011	
Arcelor Mittal Atlantique et Lorraine	Grande-Synthe	8,3	8,3	7,94	<b>10,4</b>	↗↗
LME Acérie	Trith-Saint-Léger	1,19	0,52	0,234	<b>0,19</b>	↘
Befesa Valera	Gravelines	0,0397	0,0026	0,0016	<b>0,0672</b>	↗↗
V&M France - Acérie	Saint-Saulve	0,9	0,0493	0,0526	<b>0,0601</b>	↗
Vale Manganèse France	Grande-Synthe	0,058	0,041	0,095	<b>0,06</b>	↘↘
Holcim France - Usine de Dannes	Dannes	0,0796	0,0184	0,0387	<b>0,0378</b>	↔
Valnor CVE	Dunkerque	0,0158	0,022	0,0248	<b>0,0234</b>	↘
Holcim France - Cimenterie de Lumbres	Lumbres	0,0245	0,0112	0,0156	<b>0,0182</b>	↗
Chaux et Dolomies du Boulonnais	Rety	0,021	0,0262	0,024	<b>0,017</b>	↘↘
Recytech	Fouquières-les-Lens	0,0323	0,0358	0,0038	<b>0,0096</b>	↗↗
Aperam Stainless France	Isbergues	0,0048	0,0024	0,03	<b>0,0091</b>	↘↘
CVE Antares	Halluin	0,0204	0,0105	0,0325	<b>0,009</b>	↘↘
CVE Noyelles-sous-Lens	Noyelles-sous-Lens	0,0151	0,0077	0,0075	<b>0,0076</b>	↔
Valnor	Labeuvrière	0,0023	0,0015	0,0016	<b>0,0075</b>	↗↗
Refinal Industrie	Sequedin	0,0149	0,1	0,02	<b>0,0074</b>	↘↘
Sotrenor	Courrières	0,0286	-	-	<b>0,0060</b>	-
Cideme	Douchy-les-Mines	0,0022	0,0053	0,0088	<b>0,0052</b>	↘↘
CVE de Maubeuge	Maubeuge	0,0013	0,0065	0,003	<b>0,004</b>	↗↗
Staub Fonderie	Merville	-	-	0,0016	<b>0,0033</b>	↗↗
UIOM Saint-Saulve	Saint Saulve	0,0027	0,0032	0,0024	<b>0,0030</b>	↗↗
UIOM Hénin-Beaumont	Hénin-Beaumont	0,0066	0,0015	0,0043	<b>0,0018</b>	↘↘
E.ON - Centrale d'Hornaing	Hornaing	-	-	-	<b>0,0016</b>	-
Station d'épuration de Boulogne	Boulogne sur Mer	-	0,005	0,003	<b>0,001</b>	↘↘
Kernéos - Usine de Dunkerque	Dunkerque	0,0042	0,0048	0,0013	<b>0,001</b>	↘↘
<b>TOTAL</b>		<b>10,76</b>	<b>9,18</b>	<b>8,55</b>	<b>10,95</b>	↗↗

## Les contrôles inopinés des rejets dans l'air

Les conditions dans lesquelles les sites industriels peuvent fonctionner sont définies par le préfet sur proposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant doit justifier du respect de ces conditions notamment par l'autosurveillance. Afin de vérifier la représentativité des mesures faites par l'industriel, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et d'analyses par un organisme indépendant. Les contrôles inopinés sont réalisés à la demande directe de l'inspection des installations classées et aux frais de l'exploitant.

Dans une même année, il peut y avoir plusieurs contrôles inopinés chez le même exploitant. Chaque contrôle porte sur plusieurs paramètres : en général, le débit des fumées en m<sup>3</sup>/h, la vitesse d'éjection des effluents en m/s, les concentrations des polluants en mg/m<sup>3</sup> et les flux des polluants en g/h. Pour 2011, le bilan des contrôles inopinés est le suivant :

- 150 contrôles inopinés ont été effectués chez 131 exploitants d'installations classées ;
- 78 contrôles inopinés sont conformes (pour 150 contrôles inopinés) soit 52 % ;
- 72 contrôles inopinés montrent un ou plusieurs dépassement(s) soit 48 % (44 % en 2010, 34 % en 2009, 41 % en 2008, 48 % en 2007, 39 % en 2006 et 62 % en 2005) ;
- 39 contrôles inopinés, soit 26 %, ont un ou plusieurs dépassement(s) de plus de 100 % d'une valeur limite d'émission autorisée (25 % en 2010, 19 % en 2009, 23 % en 2008, 27 % en 2007, 20,4 % en 2006 et 42,7 % en 2005).

Les 110 « gros » dépassements en vitesse, débit et flux concernent :

- les teneurs en plomb (16 dépassements sur 2 établissements) ;
- les teneurs en COVnm (12 dépassements) ;
- les teneurs en poussières (11 dépassements) ;
- les teneurs en dioxyde de carbone (9 dépassements) ;
- les teneurs en acides et métaux – acide chlorhydrique, acide fluorhydrique, dichlorométhane [CCH<sub>2</sub>Cl<sub>2</sub>] (6 dépassements) ;
- les teneurs en dioxyde d'azote (5 dépassements).

Le nombre de contrôles effectués en 2011 fait apparaître une stabilité du nombre de contrôles conformes (52 % contre 54 % en 2010).

Figurent en annexe de l'IRE 2011 les établissements pour lesquels, pour au moins un polluant, a été constaté un dépassement d'au moins 100 % par rapport à la valeur réglementaire lors d'un contrôle en 2011.

→ Voir <http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr>

Les établissements où sont observés des dépassements lors des contrôles inopinés sont généralement ceux où les résultats de l'autosurveillance mise en place par les industriels montrent des dépassements des valeurs limites. Lorsque ces dépassements sont constatés, l'inspection demande à l'exploitant de l'informer des causes de ces écarts et de proposer un échéancier d'actions pour y remédier. En cas de dépassements répétés ou significatifs, l'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les valeurs limites réglementaires et peut dresser un procès verbal.

## La légionellose

### Qu'est-ce que la légionellose ?

La légionellose est une infection respiratoire provoquée par des bactéries vivant dans l'eau douce appelées légionelles, qui prolifèrent entre 20 °C et 48 °C.

Les infections qui peuvent être occasionnées par les légionelles sont de deux formes :

- une infection à caractère bénin appelée « fièvre de Pontiac », guérissant sans traitement en deux à cinq jours. Le diagnostic de légionellose est rarement porté dans ces cas qui passent généralement inaperçus ;
- une infection pulmonaire grave, entraînant le décès dans un peu plus de 15 % des cas, appelée « maladie du légionnaire ».

Dans ces deux formes, la transmission se fait par inhalation de fines gouttelettes d'eau ou aérosols (taille < 5 µm) contenant des légionelles. Les principales sources de légionelles sont : les réseaux d'eau chaude sanitaire (douches, bains à remous, fontaines décoratives, etc.) et les systèmes de refroidissement par voie humide (tours aéro-réfrigérantes).

Selon l'Institut de veille sanitaire (InVS), 1 170 cas de légionellose ont été déclarés en France en 2011, soit une diminution de 24 % par rapport à l'année 2010. Ce nombre est également inférieur à celui de 2009, ce qui équivaut à une diminution de 3 % des cas déclarés entre 2009 et 2011.

Le bilan des 1 170 cas de légionellose survenus en France en 2011 montre que la tendance à la baisse observée depuis 2005 se poursuit, malgré l'augmentation ponctuelle du nombre de cas en 2010 : 1 527 cas déclarés en 2005, 1 443 cas en 2006, 1 428 cas en 2007, 1 244 cas en 2008, 1 206 cas en 2009 et 1 540 cas en 2010.

En 2011, comme les deux années précédentes, aucune épidémie (dix cas et plus) suggérant une source commune de contamination n'a été identifiée en France.

En 2011, pour la région Nord - Pas-de-Calais, 75 cas considérés comme isolés ont été déclarés, dont 61 cas de personnes domiciliées dans la région. La distinction entre Nord et

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Nord</b>	40	46	37	37	24	45	-
<b>Pas-de-Calais</b>	34	23	37	22	22	35	-
<b>Région</b>	<b>74</b>	<b>69</b>	<b>74</b>	<b>59</b>	<b>46</b>	<b>80</b>	<b>75</b>

#### L'évolution du nombre de cas de légionellose

Depuis l'épidémie de légionellose dans le Pas-de-Calais, de novembre 2003 à janvier 2004, qui avait entraîné 18 décès parmi les 86 cas recensés, 9 cas groupés de légionellose ont été constatés dans le Pas-de-Calais, d'août à septembre 2007. Depuis lors, aucun cas groupé n'a été constaté en région.

Données Agence régionale de santé Nord - Pas-de-Calais

Pas-de-Calais n'est désormais plus possible, la gestion des cas de légionellose étant entièrement régionalisée à partir de 2011. La région suit ainsi la tendance observée à l'échelle nationale, même si la diminution entre 2010 et 2011 (- 6 %) est moins marquée que celle des cas de légionelloses en France (- 24 %).

#### Bilan des actions menées afin de réduire le risque de prolifération ou de dispersion de légionelles par des installations classées

En dehors du suivi régulier de l'état du parc des tours aéro-réfrigérantes (TAR) humides et de la réalisation d'actions de communication auprès des exploitants, la DREAL Nord - Pas-de-Calais a poursuivi en 2011 ses actions de contrôle des exploitants de TAR par le suivi et la vérification de l'autosurveillance.

La réalisation des contrôles inopinés et le suivi de l'autosurveillance menée par les exploitants de TAR ont mis en évidence en 2011 des dépassements du seuil de 100 000 ufc/l (unités formant colonies par litre) sur certaines installations, conduisant systématiquement à l'arrêt de fonctionnement pour vidange, nettoyage et désinfection du circuit. En Nord - Pas-de-Calais, 288 exploitants sont ainsi référencés (170 dans le Nord et 115 dans le Pas-de-Calais), pour 744 circuits et 992 TAR. En 2011, la DREAL a lancé une nouvelle campagne de contrôles inopinés décrite comme suit :

- 224 contrôles inopinés ont été effectués sur 241 contrôles programmés initialement chez 214 exploitants de TAR ;

#### Qu'est-ce qu'une tour aéro-réfrigérante ?

Les tours aéro-réfrigérantes (TAR) sont des équipements présents dans les installations de climatisation mais également dans certains procédés industriels (installations de combustion, sucreries, chimie, etc.).

Une tour aéro-réfrigérante par voie humide est un échangeur de chaleur « air/eau », dans lequel l'eau à refroidir est en contact direct avec l'air ambiant. Le refroidissement s'effectue principalement par évaporation de l'eau. L'efficacité du système est liée à la conception et à l'entretien de la tour aéro-réfrigérante ainsi qu'aux conditions atmosphériques (température et humidité). Parmi les tours aéro-réfrigérantes, seules les tours humides sont concernées par le risque légionellose.

Les tours à voie sèche ne sont pas concernées par le risque légionellose. Elles ne contribuent en effet pas à la formation d'aérosols, puisque l'eau n'est pas en contact direct avec l'air. Ce type de tour est en général moins haut que les tours aéro-réfrigérantes à voie humide.

- 605 prélèvements ont été effectués.

Le bilan de ces contrôles inopinés est le suivant :

- 98 % des résultats de prélèvements (soit 592) étaient inférieurs au seuil cible de 1 000 ufc/l en *Legionella* specie ;
- 14 prélèvements montrent la présence d'une flore interférente ou la présence non quantifiable de légionelles ;
- 13 contrôles inopinés chez 10 exploitants de TAR ont révélé un ou plusieurs dépassements de légionelles compris entre 1 000 et 100 000 ufc/l ;
- aucun contrôle inopiné n'a mis en évidence un dépassement supérieur à 100 000 ufc/l. Par contre, 6 dépassements importants ont été communiqués à la DREAL courant 2011 dans le cadre de l'autosurveillance exercée par les exploitants de TAR.

Lors des contrôles inopinés, 32 visites des exploitants de TAR ont été conjointement effectuées par les inspecteurs des installations classées et un laboratoire agréé (soit 13 % en 2011 contre 12,3 % en 2010 et 16,1 % en 2009).

*Les établissements ayant connu un (ou des) dépassement(s) du seuil de 100 000 ufc/l lors des contrôles inopinés ou dans le cadre de l'autosurveillance.*

Établissement	Commune	Date de prélèvement	Type de contrôle	Nombre d'analyses > 100 000 ufc/l
Marine Harvest	62 Boulogne-sur-Mer	28 juillet et 27 octobre 2011	Autosurveillance	2
Flandria Aluminium	59 Warneton	15 septembre 2011	Autosurveillance	1
Toyota Boshoku	59 Somain	20 octobre 2011	Autosurveillance	1
Ingredia	62 Saint-Pol-sur-Ternoise	20 octobre 2011	Autosurveillance	1
Forges Dembiermont	59 Hautmont	21 décembre 2011	Autosurveillance	1

Le nombre de dépassements du seuil des 100.000 ufc/l est comparable à celui de l'année dernière. En 2011, 5 établissements et 6 dépassements, contre 5 établissements et 5 dépassements en 2010.

Source : DREAL Nord - Pas-de-Calais, au 31 décembre 2011.

## Air – Gros dépassements relevés lors de contrôles inopinés

Etablissement	Commune	Nature des gros dépassements	Observations
SI GROUPE BETHUNE (Ex Schenectady)	BETHUNE	Cc COV	
BEFESA VALERA	GRAVELINES	Cc et flux, Pb, Cc PCDD/PCDF	La cheminée coulée n'existe plus. Cheminée manutention non mesurée car à l'arrêt pour travaux.
AJINOMOTO	GRAVELINES	Cc et flux Hcl +HF	
ASCOMETAL	DUNKERQUE	Métaux	
SOTRENOR	COURRIERES	Mercuré en concentration	
I.G.A	HENIN-BEAUMONT	COV totaux	Accès au point à l'aide d'une nacelle
LWB REFRACTAIRES	VALENCIENNES	Poussières en concentration et en flux horaire et CO en concentration	Prélèvement non iso 250°C et 1 seul axe exploitable car une sonde de mesure sur le deuxième axe.
TREMOIS	LE CATEAU	COV concentration	
SIB (Société d'Impression du Boulonnais)	SAINT-LEONARD	[CO]épuration Sunday	
GRAFTECH	CALAIS	[SO2]b	
KERNEOS (Ex Lafarge Aluminate)	LOON-PLAGE	[HCL]brute + [HCL]c + [HF]brute + [HF]c	
ARCELOR Dunkerque (Aciérie)	DUNKERQUE	SO2	Organisation complexe compte tenu des spécificités du site : sécurité, accès, commande préalable, arrêt programmé...
ARCELOR Mardyck	GRANDE-SYNTHE	Flux et CC HCl	Un conduit à l'arrêt lors de la prestation - remise en cause de la méthode de prélèvement normalisée pour HCl sur un des conduits par ARCELOR -> application de la méthode normalisée par KALIAIR NF EN 1911
CAPELLE PIGMENTS	HALLUIN	Poussières Vitesse	Le broyeur n'est plus en fonctionnement
D'HAUSSY IMPRIMEUR	LINSELLES	Flux COVNM	Incohérence de l'arrêt entre les valeurs de COV concentration / débit et le flux imposé 1 installation en maintenance lors des prélèvements
EXIDE TECHNOLOGIES	LILLE	Plomb Poussières	Les rejets 76 NV et 86 NV sont sur la même conduite
BRIQUETERIES DU NORD	LOMME	HF gaz et CO	1 Dépoussiéreur à l'arrêt
BRIQUETERIES DU NORD	TEMPLEUVE	HF et SO2	
SICA Pulpes	BOIRY-SAINTE-RICTRUD	Cc COVnm	Conditions de travail difficiles
SPECITUBES	SAMER	COVnm et Dichloromethane	Conduits avec aucun accès pour les mesures
SPECITUBES	SAMER	Débit, C et flux COVnm, 2 C CH2Cl2 et 3 C COVnm	Conduits avec aucun accès pour les mesures
CALAIS ENERGIE	CALAIS	C et flux en CO	RAS
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BOULONNAIS	BOULOGNE-SUR-MER	Flux et C en poussières	RAS
SRD	DUNKERQUE	Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	
UIOM SAINT-SAULVE (CIDEME TIRU)	SAINT-SAULVE	Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	
UIOM SAINT-SAULVE (CIDEME TIRU)	SAINT-SAULVE	Nox	
ACIERIES ET FONDERIE DE LA HAUTE SAMBRE	BERLAIMONT	C en métaux et dioxines furanes CC et flux Poussières -Nox- flux et C en HF-flux en HCL-f et C COT; vitesse et débit	
SURSCHISTE	HORNAING	Poussières	
UGINE & ALZ Groupe ARCELOR	ISBERGUES	Métaux atelier recyco + mercure	Déplacement réalisé 3 fois
GTS INDUSTRIE	GRANDE-SYNTHE	Nox	Mesures non réalisées sur Four poussant 2 - four mis en veille
VALLOUREC MANNESMANN OIL AND GAS France	AULNOYE-AYMERIES	COV nM	Déplacement réalisé 3 fois
MAXAM	MAZINGARBE	Vitesse d'éjection	
NYRSTAR	AUBY	Concentration et flux en SO3+H2SO4	Potence à changer - non fonctionnelle
SAMBRE ET MEUSE	FEIGNIES	Flux en poussières, flux en pb, flux en Sb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V+Zn, flux en phénol+formaldéhyde	Contrôle à réaliser au plus vite en 2011. Contrôle non réalisé en 2010 -Problème d'accès au point de mesure, nacelle client non adaptés
SAINT-GOBAIN GLASS France	EMERCHICOURT	Flux en As+Co+Ni+Se	
ALPHAGLASS	ARQUES	Concentration NOx	
OUTREAU TECHNOLOGIE	OUTREAU	Flux COV / Concentration COV Concentration HF Flux HF	Accès par nacelle sur décochage
STAUB FONDERIE	MERVILLE	Concentration/Flux : CO Concentration/Flux: Dioxines	
PRODUITS CHIMIQUES DE LOOS (PC LOOS)	LOOS	Dé bromation : Concentration HCl/CL2	Accès échafaudage sur atelier Sulfate
FLANDRIA ALUMINIUM	WARNETON	Flux en NOx et HCl	Four SA démantelé

Numero S3IC	Secteur	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVM	Poussières	
070.02546	IAA	Roquette frères	amidonnerie	B2	620648,47 t	49,71 t	335,65 t		0,16 t	1) Emissions liées à la combustion : a) Protoxyde d'azote (N2O) : quantité émise en 2011 équivalente à 2010. b) Poussières totales émises (TSP) : diminution de 25% env en 2011 liée à une consommation plus faible de fuel domestique pour les chaudières. c) Oxydes de soufre (SOx) : augmentation en 2011 liée à une production de biogaz plus élevée qu'en 2010 d) HFC : moins d'émission constatée en 2011 pour ce type de HFC (R134A) e) Oxydes d'azote (NOx) : quantité émise en 2011 équivalente à 2010. 2) Emissions liés au procédé : a) environ 400 tonnes de poussières sèches et 140 tonnes de poussières collantes et humides (estimation faites sur les matériels existants). Impact négligeable du nouvel atelier biopolymères démarré mi-2011. Ces émissions représentent 0,02% du mouvement annuel de produits secs sur site (céréales + produits finis et co-produits) b) environ 60 tonnes de SO2 pour 2011 [15/2/2012 19:12]
070.00936	IAA	TEREOS	SUCRERIE DISTILLERIE	B2	217876,46 t	838,5 t	428,95 t		67,39 t	
070.00658	IAA	TEREOS Sucrerie d'Escaudoeuves	Fabrication de sucre	V1	132824,29 t	651,46 t	147,74 t		6,73 t	
070.00656	IAA	Sucrerie de BOIRY	SUCRERIE	B1	89668,6 t	1,62 t	109,58 t			
070.00938	IAA	TEREOS- Etablissement d'ATTIN	Sucreries/Déshydratation de pulpes	G4	63853,2 t	167,99 t	147,04 t		12,44 t	
070.01045	IAA	Cargill Haubourdin SAS	AMIDONNERIE	L4	59029,38 t	15,16 t	63,25 t		165,71 t	
070.01051	IAA	SICA PULPE DE BOIRY	Déshydratation de pulpes de betteraves	B1	51072,84 t	88,47 t	54,82 t		57,26 t	
070.01176	IAA	Société Industrielle Lesaffre	Fabrication de levure	L4	42582,29 t	6,58 t	21,48 t		0,04 t	Diminution des TSP et Nox par rapport à 2010 due à la diminution de la consommation de fuel Sox : la valeur relevée à la station d'épuration lors du contrôle annuel est significativement plus élevée que les 2 dernières années , le taux d'utilisation du biogaz est de 90% [14/2/2012 12:30]
070.00973	IAA	SODECA	Deshydratation de pulpes de betteraves	V1	38123,28 t	157,84 t	45,42 t		34,12 t	
070.00846	IAA	McCain Alimentaire	Production de frites surgelées	B1	31438,06 t	19,11 t	25,03 t		0,15 t	HCFC: 310kg (fuite vannes à clapet > remplacées) HFC: 50kg (micro fuite sur tuyauterie > remplacement tuyauterie) ; 20 kg (microfuite évaporateur 1 stockage 1&2 > réparation) Oxydes de soufre : baisse des rejets suite au remplacement d'un condenseur chaudière [13/2/2012 18:16] [14/2/2012 13:51]
070.01046	IAA	LESIEUR Coudekerque-Branche	huiles alimentaires	G1	26597,03 t	0,23 t	28 t	3,02 t		
070.03322	IAA	RYSSSEN ALCOOLS S.A.S.	alcools agricoles	G1	24420,6 t	0,2 t	25,7 t	31,97 t		
070.00661	IAA	BEAUMARAIS SAS	TRANSFORMATION DE LA PDT	B1	24143,83 t		26,47 t			
070.00866	IAA	LEROUX	DESHYDRATATION DE CHICOREE	G4	17148,46 t	61,9 t	29,26 t		5,1 t	
070.00742	IAA	DAUDRUY VAN CAUWENBERGHE et Fils	huiles	G1	15292,67 t	0,67 t	16,77 t			
070.00646	IAA	Bonduelle Conserve International - Usine de Renscure	Transformation de légumes en conserve et surgelés	G2	14270,93 t		16,95 t			les paramètres TSP, méthane, protoxydes d'azotes et oxyde de soufre ne font pas partie de notre autosurveillance. En effet, la chaudière utilise du gaz naturel combustible, avec des rejets non significatifs pour ces polluants. [14/2/2012 17:36] [14/2/2012 18:0]
070.01409	IAA	SOCIETE CANELIA PETIT-FAYT BEURRE	fabrication de produits laitiers	V1	14132 t					
070.00540	IAA	Blédina	Produits de diététique infantile	G2	13585,27 t		0,01 t			variations 2010 et 2011 ammoniac 2011 changement d'un compresseur HFC 2011 mise en place d'une nouvelle climatisation et remplacement du R22 [10/2/2012 15:41]
070.00757	IAA	INGREDIA	Transformation de lait	B1	12524,84 t	7,4 t	36,91 t	0,22 t	27,27 t	
070.00436	IAA	Brasserie HEINEKEN de Mons	brasserie	L4	11060,37 t	5,39 t	13,93 t		0,07 t	
070.01919	IAA	LEROUX	RAFFINERIE DE CHICOREE	V4	9865,48 t		10,32 t			
070.01789	IAA	NOVANDIE	Fabrication de produits laitiers frais	G3	9842,06 t	65,61 t	24,02 t		4,49 t	
070.00590	IAA	MOY PARK France	Industrie Agroalimentaire	B1	8888,69 t		0,58 t	2,06 t		
070.00991	IAA	Herta Saint-Pol-Sur-Temoise	CHARCUTERIE INDUSTRIELLE	B1	8279,4 t	0,07 t	8,78 t			
070.00582	IAA	Brasserie de Saint-Omer	Fabrication et conditionnement de bières et limonades	G4	6116,09 t	1,02 t	6,67 t			
070.00855	IAA	BCI- usine de Vaulx-Vraucourt	CONSERVE DE LEGUMES	B1	5599,83 t	0,05 t	5,89 t			
070.01146	IAA	Continental Nutrition	aliments pour animaux de compagnie	G3	4920 t		5,2 t			
070.00797	IAA	Société Industrielle des Oléagineux	Transformation de matières grasses végétales	B1	4469,64 t					
070.00585	IAA	P. BRABANT S.A.	alcools	L2	3442,23 t	0,29 t	4,11 t	11,77 t		
070.00666	IAA	ARDO VIOLAINES SAS	Surgélation de légumes	B1	1622,58 t					
070.01555	IAA	Crusta C	cuisson et conditionnement de crustacés	G3	1363,31 t					
070.00437	IAA	HAAGEN DAZS	Fabrication de desserts glacés	B1	1307 t		1,43 t			
070.00904	IAA	HJ Heinz France SAS	Fabrication de condiments	L4	1193 t	0,02 t	1,28 t			

Numero S3IC	Secteur	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	Poussières	
070.00758	IAA	PROMERAC	THERMOLAQUAGE	V4	326,83 t		0,31 t			On constate que les émissions des polluants atmosphériques sont vraiment stables par rapport à 2010, sauf au niveau des poussières totales (TSP) qui est fonction aussi de l'état du conteneur présent dans le four de brûlage lors des mesures. [28/2/2012 11:53]
070.01125	IAA	CHARCUTERIE DES FLANDRES LOCKS	Charcuterie Industrielle	G2	50,1 t					
070.01157	IAA	NESTLE PURINA PETCARE Usine de MARCONNELLE	Fabrication de croquettes pour animaux domestiques	G4	12,57 t		13,71 t			
070.01787	IAA	LESIEUR GENERALE CONDIMENTAIRE	Fabrication et conditionnement de Produits Condimentaires	G2	1,39 t	0,01 t	1,47 t			
070.00446	IAA	G.I.E. les Chaudières	additifs alimentaires							
070.00627	IAA	LIONOR SA	abattoir volailles et lapins							23 mai, suppression du à une rupture d'approvisionnement eau de ville 7 juillet, fuite sur station de vanne d'une chambre froide. [13/3/2012 12:7]
070.00744	IAA	DANONE Usine de BAILLEUL	Production de produits laitiers	G2						
070.01044	IAA	LNUF Marques - usine de Cuincy	Production de Yaourts et Desserts	V1						
070.01087	IAA	Le Petit Cuisinier	industrie agro alimentaire	B1						
070.01124	IAA	Coca-Cola Production	entreprise de bergues	G2						Pas de rechargement de HCFC: plus d'équipement en contenant. Rechargement d'équipements contenant des HFC: R410, R404A, R134A et R407C. Une fuite de 23.8 kg de R407C sur un groupe froid de Souffleuse suite à une problème de pièce remplacée non adaptée. L'équipement est remis en conformité. Les autres fuites concernent une pompe à chaleur et 2 groupes froid. [15/2/2012 17:49] [15/2/2012 17:51] [15/3/2012 11:51]
070.01147	IAA	GELMER	Transformation de poisson surgelé	G3				1,37 t		
070.01174	IAA	GRAIN D'OR GEL	boulangerie viennoiserie industrielle surgelées							
070.01188	IAA	LUTTI	Chocolaterie Confiserie	L4			5,08 t			
070.01205	IAA	RICARD	Fabrication, embouteillage et distribution de spiritueux	L4				10,03 t		
070.01228	IAA	EMIG (Ex Cedillac Candia)	CONDITIONNEMENT DE LIQUIDES ALIMENTAIRES	V1						
070.01240	IAA	SABE	amiment du bétail	G1			0,1 t			
070.01553	IAA	CROUSTIFRANCE Artoipôle	Boulangerie Industrielle	B1						
070.01558	IAA	CUCCHIARO	applicateur de peinture	B3				25,41 t		
070.01721	IAA	EUROROL	fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche.	B1						
070.01881	IAA	Comptoir Europeen de la Confiserie	confiserie	L4						
070.01966	IAA	CRUSTA d'Oc (SA)-(ex MAREYEURS Boul.)		G3						
070.02523	IAA	BRIOCHE PASQUIER AUBIGNY	VIENNOISERIE PRE-EMBALLÉE	B1			1,6 t			
070.02986	IAA	FRUIDOR Flandres Artois	Mûrisserie							
284.00114	IAA	PIDY Production	Fabrication de peintures	L4						
070.01142	IAA	FINDUS France S.A.S.	Production de Produits de la Pêche Surgelés	G3			1,24 t			

Numero S3IC	Secteur	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	Poussières	
070.00794	CHM	Polimeri Europa France SAS (route des dunes)	Pétrochimie	G1	590034,39 t	527,31 t	615,1 t	937,1 t	15,94 t	L'augmentation des rejets de poussières/SOx/NOx et NO2 en 2011 par rapport à 2010 s'explique par le fait que 2010 a été marqué par le grand arrêt technique du site. Pour les COVNM, l'augmentation résulte également du démarrage de la nouvelle ligne L51 et de l'accident du 21/10/2011 sur le système de captation des COV. La baisse des émissions de CH4 résulte des opérations de maintenance suite aux campagnes de mesures des COV fugitifs.  [13/2/2012 11:46]
070.00588	CHM	SRD - Société de la Raffinerie de Dunkerque	huiles lubrifiantes, de fuel et bitumes	G1	229810,8 t	1313,28 t	155,29 t		183,93 t	Diminution des rejets SO2/NOx/poussières, car utilisation des fuels TBTS et BTS en 2011, par rapport à 2010, quand on a utilisé des fuels HTS, BTS et TBTS. [9/2/2012 17:0] Réduction des rejets d'ammoniac, par rapport à 2010, car mise en place des projets d'optimisation des compresseurs d'ammoniac  [9/2/2012 17:16]
070.00918	CHM	Etablissement des Flandres	Raffinage de Pétrole	G1	88181,32 t	350,33 t	112,71 t	52,86 t	16,18 t	
070.00922	CHM	TIOXIDE EUROPE S.A.S	oxyde de titane	G2	47807,51 t	409,14 t	50,69 t		2,07 t	
070.00620	CHM	INEOS ChlorVinyls France	Production de PVC	B2	34807,23 t	0,41 t	49,14 t	6,65 t	1,67 t	
070.00481	CHM	AJINOMOTO SWEETENERS EUROPE	aspartame	G2	29305,29 t	0,65 t	22,83 t	3,06 t	0,03 t	<p>Polluant : Cuivre et ses composés (Cu) Commentaire déclarant : Valeur de l'année 2011 établie sur 2 contrôles des rejets atmosphériques à comparer à une mesure l'année précédente. Les concentrations varient d'un facteur 1 à 4,5 entre les deux contrôles dans des conditions de fonctionnement comparable. L'écart entre 2010 et 2011 est donc à relativiser, l'ordre de grandeur est identique.</p> <p>Polluant : Plomb et ses composés (Pb) Commentaire déclarant : Valeur de l'année 2011 établie sur 2 contrôles des rejets atmosphériques à comparer à une mesure l'année précédente. Les concentrations varient d'un facteur 1 à 2,33 entre les deux contrôles dans des conditions de fonctionnement comparable.</p> <p>Polluant : Zinc et ses composés (Zn) Commentaire déclarant : ce composé n'est plus à suivre dans l'AP du 06 avril 2010.</p> <p>Polluant : Nickel et ses composés (Ni) Commentaire déclarant : Valeur de l'année 2011 établie sur 2 contrôles des rejets atmosphériques à comparer à une mesure l'année précédente. Les concentrations des deux contrôles sont identiques, la valeur de 2011 semble donc plus représentative de la réalité.</p> <p>Polluant : Fluor et composés inorganiques (HF) Commentaire déclarant : Valeur de l'année 2011 établie sur 4 contrôles des rejets atmosphériques. Les concentrations varient d'un facteur 1 à 11. Une analyse des intrants démontre l'absence de dérivés fluorés dans l'alimentation liquide. La quantité déclarée en 2011 est une valeur calculée à partir des données en notre possession mais dont l'exactitude est à démontrer.</p> <p>Polluant : Poussières totales (TSP) Commentaire déclarant : L'amélioration du procédé de production mise en place courant 2010 est totalement effective en 2011. Cette amélioration porte sur la réduction des poussières et des NOx (-500 kg/an environ sortie cheminée l'incinérateur).</p> <p>Polluant : Méthane (CH4) Commentaire déclarant : l'item CH4 n'avait pas été mesuré en 2010 (voir rapport Anomalies de la déclaration de 2010).</p> <p>Polluant : Chlore et composés inorganiques (HCl) Commentaire déclarant : La valeur 2011 est établie sur 4 mesures réalisées en 2011 contre une en 2010. De janvier à Juin les concentrations en HCl sont très faibles pour augmenter en fin d'année, une étude est en cours, les bonnes performances du premier semestre impactent le résultat 2011.</p> <p>Polluant : Chrome et ses composés (Cr) Commentaire déclarant : Valeur de l'année 2011 établie sur 2 contrôles des rejets atmosphériques à comparer à une mesure l'année précédente. Les concentrations des deux contrôles sont identiques, la valeur de 2011 semble donc plus représentative de la réalité.</p> <p>Polluant : Arsenic et ses composés (As) Commentaire déclarant : l'item Arsenic et ses composés n'avait pas été mesuré en 2010 (voir rapport Anomalies de la déclaration de 2010).</p> <p>Polluant : Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) Commentaire déclarant : La réduction des émissions de COV NM est due aux meilleures performances du laveur HCl (suite à des modifications process) même si les concentrations en COV NM sortie laveur HCl sont encore trop élevées par rapport à l'attendu.  [26/1/2012 8:5]</p>
070.00534	CHM	CALAIRES CHIMIE	Chimie fine à destination du marché pharmaceutique	G1	23223,52 t	0,13 t	27,21 t	1,41 t	0,05 t	

Numero S3IC	Secteur	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	Poussières	
070.00483	CHM	CECA Usine de Feuchy	AMINES GRASSES ET DERIVES	B2	18246,02 t	4,53 t	20,29 t	115,48 t		<p>Les quantités de COV indiquées se font par calcul. Donc pour acrylonitrile, ammoniac, COVNM, les rejets sont proportionnels aux quantités de produits finis fabriqués sur 2011.</p> <p>Les valeurs pour l'oxyde d'éthylène et l'oxyde de propylène sont en diminution par rapport aux années précédentes car on a installé un laveur sur ces rejets, opérationnel à partir de septembre. (comme nous n'avons pas les résultats d'analyse des rejets par notre laboratoire prestataire, les calculs ont été faits en considérant que les spécifications du laveur étaient tout juste respectées).</p> <p>La quantité d'oxyde de soufre dépend essentiellement de la quantité de fuel lourd consommée, donc du taux de marche de la chaudière d'appoint SEUM. Celle-ci a moins tourné en 2011 par rapport à 2010, année de l'arrêt décennal de notre chaudière principale CITTIC.</p> <p>Nous n'avons plus de fluide frigorigène à base de HCFC. Par contre nous avons du HFC, pour lequel les pertes sont aléatoires.</p> <p>[14/2/2012 18:6]</p>
070.00589	CHM	STYROLUTION FRANCE SAS	Producteur de PS	B2	16409,07 t	0,2 t	18,62 t	135,2 t		Emissions accidentelles provenant d'une fuite de garniture du groupe froid 206 de l'EPS [16/2/2012 17:5]
070.00987	CHM	HOLLIDAY PIGMENTS SAS	Fabrication de pigments minéraux	L2	12052,35 t	88,59 t	11,56 t			
070.00778	CHM	MAXAM TAN	ammonium	B2	10927,47 t	0,12 t	70,95 t		6,84 t	
070.04733	CHM	MINAKEM DUNKERQUE	Fabrication de produits pharmaceutiques de base	G1	9176,9 t	0,09 t	10,71 t	4,64 t		Pas de déclaration du méthanol pour l'année 2011 car inclus dans la déclaration des COVNM. [8/2/2012 17:9]
070.00789	CHM	CCP COMPOSITES	Fabrication de résines polyester insaturés	B2	8938,07 t	1,18 t	9,54 t			
070.01065	CHM	AGFA GEVAERT	Fabrication de produits photographiques	L4	6680,29 t	0,06 t	7,03 t			
070.02325	CHM	GSKBIO	Production de vaccins humains	V2	5489,38 t		5,77 t			
070.00762	CHM	PPG France Manufacturing SAS	Fabrication Résines et peintures	V1	4961,29 t	45,73 t	5,49 t	155,46 t		
070.02548	CHM	SI Group Bethune SAS	fabrication de résines synthétiques	B2	3986,92 t	0,08 t	4,94 t	25,6 t		
070.00499	CHM	PPG AC FRANCE	fabrication de peintures	B2	3806,64 t			68,2 t		
070.00979	CHM	INTEROR	intermédiaires de synthèse de chimie organique	G1	3654,49 t	0,04 t	4,27 t	0,31 t		Les variations entre l'année précédente et l'année courante résultent des quantités de certains solvants de fabrication employés dont les quantités à l'usage au diminuées ou augmentées [1/2/2012 16:18]
070.02893	CHM	DELPHARM LILLE	LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE DE FACONNAGE	L2	3192 t		3,1 t			
070.00859	CHM	MERCK SANTE	Fabrication de produits pharmaceutiques de base	G2	3053,18 t		3,27 t	46,73 t		<p>Les pertes de solvants organiques dues à des réactions physiques ou chimiques ne sont pas évaluées.</p> <p>Les laveurs de gaz (eau et soude) permettent d'absorber de l'anhydride sulfureux, de l'acide chlorhydrique et bromhydrique. La performance de ses laveurs n'est pas mesurée. Ils permettent également de limiter les rejets de solvants alcooliques par solubilité dans l'eau.</p> <p>Les condenseurs alimentées en eau glycolée (-15°C) permettent de limiter les rejets atmosphériques de solvants de synthèse. [27/6/2012 12:52]</p>
070.00766	CHM	POLYCHIM INDUSTRIE	Production de granulés de Polypropylène	G1	2637,99 t			42,06 t	0,6 t	
070.01026	CHM	S.N.C.Z	Chimie minérale	V2	2574,26 t	0,03 t	2,78 t		1,18 t	
070.02239	CHM	SICOS	fabrication et conditionnement de cosmétiques	V1	2520,75 t			0,61 t		
070.00985	CHM	CRODA CHOCQUES SAS	oléfines	B2	1834 t	0,02 t	2,04 t		0,07 t	
070.01286	CHM	AKEBONO ARRAS	Fabrication de plaquettes de frein	B1	1738,81 t	0,06 t	1,71 t	0,05 t	0,11 t	
070.01872	CHM	KNAUF INDUSTRIES	emballages en polystyrène expansé	G2	1732,18 t		1,33 t	40,87 t		
070.02113	CHM	PPG france Business Support	Recherche et développement	V2	1520,33 t	0,01 t	1,68 t	2,11 t		
070.01844	CHM	IMPERATOR	conception, fabrication et ventes de lubrifiants spéciaux	L4	1116,34 t	0,42 t	1,2 t			
070.02178	CHM	S.I.P.C.	AGRO-PHARMACEUTIQUE	V1	1095,15 t					
070.00519	CHM	3M France	adhésifs, matières en verre et produits rétro réfléchissants.	V1	741,2 t	1,51 t	7,22 t	26,82 t	12,8 t	
070.02336	CHM	TT PLAST	Fabrication et impression de sacs plastiques	B3	652,09 t			59,99 t		
070.01211	CHM	BOSTIK	Adhésifs et colles	L2	470,86 t	0,29 t	0,64 t	22,2 t	0,07 t	
070.01673	CHM	DURAND PRODUCTION	Fabrication de lubrifiants, antigels et lave-glaces	B3	423 t					
283.00059	CHM	NORD-ESTER	Production de Bio carburant	G1	236,91 t	4,25 t	29,61 t		3,3 t	
070.02073	CHM	PEINTURES CHIMIE PRODUCTION	Fabrication de peintures et produits de traitement	V1	229 t		0,56 t	3,23 t		
281.00084	CHM	EUROSTYLE SYSTEMS VALENCIENNES	Transformation de matières plastiques	V2	183,15 t		0,19 t			
070.02077	CHM	PALCHEM	Chimie Organique de Synthèse	B2	93,1 t					
070.00968	CHM	AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE - SITE DE WAZIERS	hydrogène	V1	52,84 t	0,1 t	0,07 t			
070.00434	CHM	ISOCAB FRANCE	fabrication panneaux en mousse polyuréthane	G2				0,94 t		
070.00473	CHM	BRIDGESTONE	Pneumatiques	B3				132,5 t		
070.00507	CHM	ANTARGAZ	Conditionnement et distribution de GPL					30,73 t		
070.00532	CHM	CAPPELLE PIGMENTS	chimie minérale	L2					0,07 t	

Numero S3IC	Secteur	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	Poussières	
070.00581	CHM	AstraZeneca Dunkerque Production	fabrication de produits pharmaceutiques	G2				5,24 t		Le calcul des émissions totales de COVNM est le résultat du bilan masse (éthanol exprimé en poids et à 100%), correspondant à la différence entre les quantités mises en oeuvre (I1) et les quantités éliminées en déchets (O6), soit équivalent à O5 + O7 + O8, avec : O5 = quantité adsorbée sur filtre à cartouche au charbon actif (non quantifiée) O7 = 0 (pas de solvant vendu) O8 = 0 (pas de récupération en vue d'une réutilisation) et ; O1 = non déterminé O2 = 0 (pas d'émission en rejets aqueux) O3 = 0 (pas d'impuretés dans le produit fini) O4 = non déterminé O9 = 0 L'équation se résume à : I1 - O5 - O6 = O1 + O4 [3/2/2012 9:28]
070.00593	CHM	Chemityl	Fabrication, vente et cession de chimie fine					0,39 t		L'analyse des émissions atmosphériques a relevé des taux faibles pour la majorité des composés. [27/3/2012 21:6]
070.00607	CHM	AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE	conditionnement H2 et fabrication N2O	V1						
070.00618	CHM	WIPAK GRYSPEERT	emballage alimentaire	L2				10,35 t		
070.00672	CHM	Dépôt Unican	Entreposage non frigorifique	G1				21,43 t		Prise en compte de la respiration des réservoirs selon l'arrêté du 03/10/2010 [27/3/2012 16:35] [27/3/2012 16:38]
070.00678	CHM	APPONTEMENTS PETROLIERS DES FLANDRES	STOCKAGE HYDROCARBURES	G1				9,98 t		
070.00704	CHM	MINAKEM BEUVRY LA FORET	Chimie fine	V1				345 t		
070.00706	CHM	SCORA	engrais foliaire	G2		0,15 t	7,17 t		2,43 t	
070.00759	CHM	PRIMAGAZ	Stockage et conditionnement de Gaz de pétrole Liquifié					18,95 t		
070.00770	CHM	Entrepôt Pétrolier de Valenciennes	Stockage hydrocarbures	V1				5,07 t		Diminution des émissions grâce à la mise en conformité peinture bac et la maintenance renforcée sur Unité Récupération des Vapeurs. [5/3/2012 11:0]
070.00771	CHM	Dépôts de Pétrole Côtiers	hydrocarbures liquides	G1				12,54 t		
070.00772	CHM	DYNEA RESINS FRANCE SAS	PRODUCTION DE RESINES FORMOPHENOLIQUES EN POUUDRE	B2						
070.00773	CHM	PENNEL et FLIPO	PRODUCTION DE RESINES FORMOPHENOLIQUES EN POUUDRE	L2						
070.00776	CHM	Produits Chimiques de Loos	Fabrication et vente de chimie minérale	L2		0,72 t	37,42 t		0,7 t	Les différences d'émissions atmosphériques sont dues à une activité très contrastée des fours sulfates pour l'année 2011. De plus les mesures sont effectuées par un nouveau prestataire et sont plus représentatives de l'année entière. [22/3/2012 18:54] [22/3/2012 19:0]
070.00782	CHM	ArcelorMittal Construction France	Fabrication de panneaux sandwichs à âme polyuréthane	V2				0,92 t		
070.00838	CHM	CADENCE INDUSTRIE	Transformation des matières plastiques	B3			0,19 t			
070.00882	CHM	SYNTHEXIM	intermédiaires pharmaceutiques	G1			0,48 t	24,03 t		
070.00917	CHM	TOTALGAZ	stockage de GPL et emplissage de bouteilles					30,32 t		
070.01060	CHM	FAURECIA(ex ALLIBERT MARLES)	transformation matière plastique et application peinture pour pièces automobile	B3				20,18 t		
070.01097	CHM	Faurecia	industrie automobile	B3				6,98 t		
070.01117	CHM	BASF Agri-Production	formulation et conditionnement de produits phytosanitaires	G1				0,3 t	0,02 t	
070.01184	CHM	Ideal Fibers & Fabrics Comines	Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	L4			0,02 t	0,51 t		L'ensemble des rejets atmosphériques ont fait l'objet de nouvelles mesures en 2011 par Socotec. Les résultats obtenus sont le résultat du produit des flux de polluants mesurés lors de celles-ci pour les durée de fonctionnement des installations correspondantes. [13/3/2012 18:1]
070.01610	CHM	GUY DEMARLE	Fabrication de moules alimentaires	L2			0,67 t	54,05 t		
070.01642	CHM	QUARON	Distribution de commodités chimiques	L2				11,51 t		
070.02056	CHM	NORTENE TECHNOLOGIES	fabrication grilles plastiques extrudés	L2				0,04 t		
070.02326	CHM	Polimeri Europa France.sas (route du fortelet)	hydrocarbures et de LPG					115,5 t		En 2011, les émissions de COVNM du site de stockage sont revenues à un niveau normal (en 2010 740 tonnes de COV ont été émises lors du grand arrêt technique (arrêt de la reliquification des bacs cryogéniques pour maintenance)). [13/2/2012 9:46]
070.02457	CHM	SAS RICHARD Colorants	FABRICATION DE COLORANTS	L2				0,97 t		
070.02459	CHM	SICAD FRANCE SAS (depuis le 01-01-07) ex sofira	articles en film plastique				0,74 t	16,07 t		
070.02460	CHM	NALCO FRANCE	articles en film plastique							
070.02479	CHM	IGA Grupo Antolin	Fabrication garnitures intérieures automobile	B3				23,49 t		

Numero S3IC	Secteur	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	Poussières	
070.02503	CHM	GOSELIN	Transformation de matières plastiques	G2				0,35 t	0,53 t	Question : les augmentations des rejets acétaldéhyde, TSP, COVNMOM sont-elles liées à une modification du procédé ou au passage d'une estimation E en 2010 à une mesure M en 2011 ? Réponse : Les augmentations de rejets ne sont pas liées à une modification du procédé mais aux résultats des analyses réalisées en octobre 2011. [23/3/2012 17:29]
070.02695	CHM	SUNDIS PRODUCTION	Fabrication et stockage de produits plastiques ménagers	V2						Nous ne sommes pas concernés par ce thème (voir notre dossier de demande d'autorisation d'exploiter [10/1/2012 9:26])
070.03107	CHM	DOURDIN SA	marquage industriel	L2				5,7 t		
070.03162	CHM	TREMOIS	équipementier automobile	V1				19,86 t		
070.03251	CHM	ONDUCLAIR	éclairage en PLR, PVC et PC	L2				0,01 t		Pour la fiche "bilan solvant" le solvant est l'acétone; pour le calcul nous avons pris le composé méthane avec comme coefficient de conversion 1 tonne de CH4=2.2 * tonne d'acétone; Pour la fiche "Bilan COV Styrène" le solvant est le styrène : pour le calcul nous avons pris le CH4 avec comme coefficient de conversion 1 tonne de CH4= 1.23 * tonne de Styrène Pour la fiche chaudière les concentrations moyennes des polluants à l'émission sont exprimés en ppm et non pas en Kg/Nm3; Pour la fiche incinérateur les COVNM sont exprimés en mgC/Nm3 et non pas en Kg [3/2/2012 14:9]
070.03600	CHM	PLASTIC OMNIUM	fabrication de pièces techniques en matière plastique	B1				13,59 t		

Numero S3IC	Secteur	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	Poussières	
070.02401	DEC	CVE ANTARES	Incinération et valorisation énergétique des déchets ménagers	L3	147844 t	30,6 t	120,25 t	1,55 t	1,34 t	
070.01004	DEC	CVE DE NOYELLES SOUS LENS	UIOM		58855 t	1,9 t	82,06 t	1,2 t	0,61 t	LES VALEURS VARIENT PAR LE FAIT DE L'EXPLOITATION DES DEUX FOURS EN EXPLOITATION NORMALE [15/3/2012 10:58]
070.00750	DEC	RECYTECH sa	Valorisation de déchets industriels	B3	56751 t	86,47 t	11,96 t	130,38 t	2,43 t	Commentaires sur les variations 2010-2011: - SO2: une hausse importante des émissions de SO2 est observée. Les facteurs expliquant cette hausse sont: utilisation d'un coke plus soufre, baisse des envois de chaux qui captaient du S mais polluaient notre produit fini et paramètres de réglages du four différents (moins de S dans la scorie mais plus dans les gaz). Nos émissions restent bien inférieures aux limites imposées. NOx: idem So2 - COVNM: Flux annuel en hausse, respect des émissions en flux horaires. Des mesures complémentaires en 2012 doivent nous permettre de comprendre en détail le phénomène mais il semble probable que le changement d'absorbant pour améliorer la captation de Hg en 2010 à un effet négatif sur les performances de captation des COVNM. De plus une valeur mesurée est plus élevée que les autres augmentant ainsi la moyenne annuelle. -Dioxines: en légère hausse du fait d'une valeur mesurée ponctuelle plus importante que d'habitude - Poussières: baisse importante suite aux améliorations des qualités de manches (changement des manches du 2ème filtre en 2011) - Pb et Zn: baisse en lien avec la baisse des poussières - Hg: Poursuite de la baisse entamée en 2010 avec le nouvel absorbant et l'optimisation de la conduite du filtre. - CO2: En hausse en lien avec l'augmentation de production. Notre inscription au PNAQ 2013-2020 s'est faite sur un calcul des émissions historiques de CO2 par bilan massique carbone. Par cette méthode en 2011, on trouve 63982 tonnes. Nous avons laissé l'enregistrement sur base de la mesure dans Gerep pour être comparable aux années antérieures. [28/2/2012 8:25] [28/2/2012 8:29] [28/2/2012 8:40]
070.01053	DEC	UIOM de Saint Saulve	UIOM	V2	49795,44 t	16,35 t	104,05 t	0,78 t	1,33 t	
070.02235	DEC	CIDEME DOUCHY LES MINES	ordures ménagères	V2	38540,81 t	0,92 t	61,66 t		0,64 t	
070.00699	DEC	VALNOR	Incinération des ordures ménagères	B3	32307,55 t	10,86 t	80,6 t	0,29 t	0,51 t	
070.00554	DEC	CVE de Maubeuge	UIOM	V2	30492 t	2,27 t	58,24 t	0,18 t	1,05 t	
070.03941	DEC	VALNOR CVE DUNKERQUE	Incinération et valorisation énergétique des déchets ménagers	G4	28902 t	1,59 t	27,32 t		0,38 t	
070.00999	DEC	UIOM d' Henin Beaumont	Incineration des OM	B3	21694,18 t	4,5 t	48,5 t	0,62 t	1 t	Les commentaires justifiant les écarts observés par rapport à l'année dernière seront renseignés à la fin du mois [26/3/2012 18:2]
070.00538	DEC	ETS BUCHEZ	TRAITEMENT DES CO PRODUITS ANIMAUX		5497,82 t					[8/2/2012 14:46]
070.00662	DEC	BAUDELET SAS	Centre de valorisation multifilières de déchets	G4	3022,86 t	0,58 t	1,85 t		0,16 t	
070.00622	DEC	SAVE	negoce matériaux		1825,74 t		1,94 t		0,52 t	
070.00843	DEC	MALQUIN SAS	Centre de stockage	V2	0,22 t	1,24 t	0,56 t			
070.01904	DEC	LECOUFFE DARRAS	TRAITEMENT DE SURFACE	L3	0,02 t	0,02 t			0,03 t	
070.00458	DEC	Centre de stockage de déchets de noyelles sur escaut	Stockage de déchets							
070.00460	DEC	CET La Caloterie	Stockage de déchets non dangereux	G4						
070.00461	DEC	Installation de Stockage de déchets de Lewarde	stockage de déchets non dangereux	V2						Les rejets émis (à l'exception du CH4 et CO2) ne dépassent pas les seuils fixés par l'arrêté du 31/01/08 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (calcul selon méthode ADEME/centre de stockage). [28/2/2012 13:5]
070.00463	DEC	Installation de stockage de déchets d'HERSIN COUIGNY	Stockage de déchets non dangereux	B3						Les rejets émis (à l'exception du CH4 et CO2) ne dépassent pas les seuils fixés par l'arrêté du 31/01/08 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (calcul selon méthode ADEME/centre de stockage). [13/3/2012 11:44]
070.00580	DEC	LES MOULINS DU LITTORAL	broyage valorisation de laitiers			1,38 t	4,3 t		2,39 t	
070.00697	DEC	Centre de Stockage de déchets de Curgies	stockage de déchets non dangereux	V2						Les rejets émis (à l'exception du CH4) ne dépassent pas les seuils fixés par l'arrêté du 31/01/08 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (calcul selon méthode ADEME/centre de stockage). L'augmentation des émissions en CH4 par rapport à 2010 s'explique par la mise en service de l'extension du site en octobre 2010 et donc une augmentation des surfaces avec une couverture semi imperméable. [13/3/2012 14:37] [13/3/2012 14:39]

Numero S3IC	Secteur	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	Poussières	
070.00705	DEC	SCORI Hersin	Prétraitement déchets dangereux	B3		0,48 t	0,63 t	7,71 t	0,6 t	On observe pour l'année 2011 et pour des durées de fonctionnement des dispositifs d'épuration sensiblement identiques à celles constatées lors de l'exercice précédent, une réduction significative des émissions de CO <sub>2</sub> , de COVNM et de Nox. La réduction du flux global de COVNM émis résultant du traitement par adsorption sur charbon actif des effluents issus de l'unité COMBSU et par oxydation thermique pour ceux provenant de l'unité COVADIS, est due aux performances de ces deux outils d'épuration. On constate cependant une augmentation des flux en poussières et HCl. Pour mémoire ces flux sont calculés à partir du débit annuel et d'une seule mesure à l'émission, ces paramètres ne faisant pas l'objet d'une surveillance en continu. Par conséquent le résultat obtenu est entaché d'une incertitude non négligeable. [29/3/2012 12:20] [29/3/2012 12:22]
070.00818	DEC	RECYLEX	Recyclage de batteries usagées au plomb	V3						
070.00945	DEC	CET de Lapugny	stockage de déchets non dangereux site fermé	B2						
070.00951	DEC	SOTRENOR	Valorisation et traitement de déchets dangereux	B3		1,33 t	13,54 t		0,47 t	
070.01070	DEC	MAUSER France (ex GALLAY C & S)		V2		0,12 t	1,31 t			La concentration de la plupart des polluants atmosphériques est en deça des limites de mesures : HF : <0.31 kg/j SOx : <0.34 kg/j NOx : <3.5 kg/j Acide cyanhydrique (mesuré en CN) : <0.02 kg/j [9/3/2012 15:31] Certains composés sont maintenant mesurés alors qu'ils ne l'étaient pas auparavant. [9/3/2012 15:32]
070.01116	DEC	SOLARCA FRANCE	nettoyage chimique industriel	G1						
070.01153	DEC	Centre de Stockage de déchets de Dannes	stockage de déchets non dangereux	G4						Les rejets émis (à l'exception du CH <sub>4</sub> ) ne dépassent pas les seuils fixés par l'arrêté du 31/01/08 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (calcul selon méthode ADEME/centre de stockage). [1/3/2012 16:11]
070.01187	DEC	SA GALLOO FRANCE	Recupération de métaux ferreux et non ferreux	L3					0,61 t	
070.01447	DEC	CED	fabrication de produits laitiers							
070.01579	DEC	VALNOR	Ancien centre de stockage de déchets non dangereux	B3						
070.02024	DEC	Installation de Stockage de déchets de Villers Sire Nicole	stockage de déchets non dangereux	V2						Les rejets émis (à l'exception du CH <sub>4</sub> ) ne dépassent pas les seuils fixés par l'arrêté du 31/01/08 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (calcul selon méthode ADEME/centre de stockage). [11/3/2012 17:24]
070.02223	DEC	ARTOIS COMPOST	Unité de compostage	B3						
070.02328	DEC	STRAP (SA)	Recyclage Métaux / Ferrailles	G3					0,07 t	Rejet broyeur : 0.02 kg / h mesure réalisée 1 fois par an par APAVE (date rapport 09/04/2011 - n° 11 203 200). Temps de travail moyen : 70 h / semaine Rejet annuel : 0.02 * 52 * 70 = 73 kg/an [13/3/2012 16:49] [13/3/2012 17:23] [26/3/2012 13:28]
070.02413	DEC	Centre de Stockage de la Bistade	Traitement de déchets	G4		14,12 t	14,96 t	0,66 t	0,1 t	
070.02958	DEC	Arthélyse	traitement de déchets	B3						
070.03161	DEC	Station d'Epuration de Boulogne	eau	G4		0,04 t	0,04 t			
070.03356	DEC	LUMIVEROPTIM	Station de transit de Deee et traitement de tubes fluorescents							
070.03386	DEC	CARBIOLANE	Traitement de déchets organiques	L3						
070.03398	DEC	HYDROPALE	Valorisation / Traitement déchets Industriels	G4			0,18 t			Mesure ponctuelle et conforme aux normes réglementaires [23/2/2012 15:30]
070.03529	DEC	IKOS ENVIRONNEMENT	Traitement des déchets	G4						Pour le CH <sub>4</sub> , méthode d'évaluation par l'outil de calcul de l'ADEME des émissions pour les installations de stockage des déchets ménagers. [13/3/2012 12:12]
070.04044	DEC	GARM	RECUPERATION DE FER ET METAUX	V4					0,38 t	
070.04071	DEC	STRAP	Recyclage métaux et ferrailles	V4					0,66 t	Rejet broyeur : 0.18 kg / h (moyenne selon mesures réalisées par l'APAVE en 2011). Temps de travail : 3640 h : rejet annuel : 0.18 * 3640 = 655 kg / an [27/3/2012 9:21] [27/3/2012 9:24]
070.04253	DEC	Cibié Recyclages SA	achat/vente ferreux et non ferreux	L3					0,23 t	
070.04361	DEC	OCTEVA	Biométhanisation	G4		2,06 t	1,81 t	1,61 t	0,67 t	
070.04422	DEC	FONDERIE DE MARLY	Fonderie de métaux ferreux						0,13 t	

Numero S3IC	Secteur	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	Poussières	
070.01279	ENR	GDF SUEZ Thermique France - Centrale DK6	électricité	G1	783252 t	805,75 t	841,2 t	11,76 t	56,92 t	- Les émissions de poussières ont été extrapolées suite aux problèmes de fiabilisation des opacimètres. Il s'agit des mesures ponctuelles trimestrielles extrapolées au nombre d'heure de fonctionnement des installations. Un projet de remplacement des opacimètres actuels par des opacimètres de technologie différente (opacimètres à rétrodiffusion) est un objectif prioritaire pour l'année 2012 à venir. - A noter que les émissions de CO2 liées aux gaz sidérurgiques ne sont pas comptabilisées par DK6 mais par Arcelor Mittal Dunkerque. - Les paramètres N2O, CH4 ne sont pas mesurés et quantifiés par GSTF DK6 [24/1/2012 16:47] [27/1/2012 17:52] [14/2/2012 14:15]
281.00042	ENR	POWEO PONT SUR SAMBRE PRODUCTION	électricité	V4	695104,89 t	5,92 t	234,69 t			
070.00663	ENR	E.ON - Centrale d'HORNAING	électricité	V4	251636,42 t	974,31 t	506,22 t		109,06 t	Les organismes intervenant pour les mesures ponctuelles ou pour contrôler les QAL2 - AST des AMS sont accrédités NF EN ISO/CEI 17025:2005. La mesure d'oxygène utilisée pour ramener les mesures dans les conditions normales est effectuée selon la NF EN 14789:2006. Le mesurage du débit-volume des courants gazeux est effectué selon l'ISO 10780:1994 - Le mesurage en continu du débit de fumées est corrélé avec la puissance électrique nette avec un facteur calé sur les mesures ponctuelles. Les émissions de CH4, N2O et dioxines sont évaluées par Facteurs d'Emissions basés sur l'énergie consommée, sources Euroelectric et IPCC 2006 [15/2/2012 14:36]
070.00504	ENR	Centre de Production Thermique EDF de BOUCHAIN	électricité	V4	227562,61 t	780,59 t	660,9 t	0,98 t	109,3 t	
070.01696	ENR	ENERSOL	Production de chaleur	G2	146016,38 t	1,43 t	91,72 t		2,59 t	
070.01779	ENR	Station de compression de Taisnières-sur-Hon	Compression de gaz naturel	V1	119825,2 t	1,13 t	58,15 t	33,29 t		
070.01214	ENR	Centrale thermique du Mont de Terre - Resonor	Production de chaleur	L3	100785,13 t	30,65 t	75,55 t		0,05 t	
070.02805	ENR	Flandres Energies - Unité de cogénération de l'usine Ceresstar	Production de chaleur	L3	89096,7 t		51,14 t			
283.00009	ENR	DALKIA FRANCE	Production de chaleur	G4	50134,42 t		20,15 t			
070.02309	ENR	Station de compression de PITGAM	Compression de gaz naturel	G2	45797,88 t	0,44 t	27,44 t	21,63 t		
070.01495	ENR	Artois Energie	Production de chaleur		33917,62 t		19,58 t			
070.01170	ENR	Cogé Santé - Centrale thermique du CHRU de Lille	Production de chaleur	L3	33314,96 t	0,35 t	23,74 t		0,1 t	
070.02964	ENR	Boralx Blendecques SAS	cogénération		32300,69 t	0,28 t	13,02 t			
070.01494	ENR	Centrale de cogénération du réseau de chaleur d'Arras	Production de chaleur		19021,72 t	0,16 t	27,74 t			
070.01005	ENR	Chaufferie de la Zup de Lens	Production de chaleur		17194,19 t	0,11 t	18,15 t		0,03 t	
070.00753	ENR	R-Energies - Chaufferie de Beaufort	Production de chaleur		16696 t	3,01 t	18,26 t		0,18 t	
070.01213	ENR	Mons Energie	Production de chaleur	L3	15335 t	0,02 t	15,58 t			
070.00976	ENR	Calais Energie	Production de chaleur		15171,33 t	0,13 t	16,99 t		1,76 t	
070.00814	ENR	Station d'Avion HP	Extraction/Compression de gaz de mine		12257 t	0,16 t	8,14 t			
070.00574	ENR	R-Energies Chaufferie de L'Alma	Production de chaleur		11466,05 t	5,4 t	21,48 t		4,4 t	
070.01007	ENR	Chaufferie de la Zup du "Blanc Riez"	Production de chaleur		9147,03 t	0,37 t	13,65 t		0,08 t	
070.00853	ENR	CONTINENTALE NUTRITION	Chaufferie		9048,83 t	0,08 t	9,53 t			
070.00752	ENR	SRTN - Chaufferie de Beaulieu	Production de chaleur		8712,98 t	0,28 t	9,23 t		0,01 t	
070.01008	ENR	Chaufferie de Longchamp	Production de chaleur		7897,95 t	0,02 t	7,96 t			
070.01022	ENR	Chaufferie de la ZAC "Les Epis" de Sin-Le-Noble	Production de chaleur		7490,44 t	0,21 t	3,53 t		0,01 t	
070.00990	ENR	Chaufferie de la Résidence "Les Cédres"	Production de chaleur		7235,95 t	0,02 t	7,34 t		0,01 t	
070.02396	ENR	Chaufferie de la Cité Scientifique (DUSVA)	Enseignement supérieur, formation et recherche		7212,51 t	0,06 t	5,69 t			
070.01564	ENR	Chaufferie de la Zup d'Avion	Production de chaleur		7019,86 t	0,01 t	7,39 t			
070.00998	ENR	Chaufferie de la Zup Grande Résidence de Béthune	Production de chaleur		6166,24 t	1,35 t	6,64 t		0,27 t	
070.01023	ENR	ENERGIE GRAND LITTORAL	Production de chaleur		5597,62 t	29,85 t	12,2 t		1,08 t	
070.01118	ENR	Gasco AS	Transport de gaz naturel	G1	5219,18 t	0,02 t	2,73 t			Les émissions de CH4 à l'atmosphère sont liées à des dégazages et donc au nombre d'arrêt qui ont lieu dans l'année; ce chiffre n'est pas lié à la production. [13/2/2012 10:28]
070.01215	ENR	Chaufferie des Beaux Arts	Production de chaleur		5207,29 t		5,48 t			
070.00994	ENR	Chaufferie de la Blanchisserie du CHR	Production de chaleur		2153,93 t	0,03 t	2,28 t		0,01 t	
070.01778	ENR	Station de compression d'Arleux-en-Gohèlle	Compression de gaz naturel		461,64 t		0,8 t	1,05 t		[13/2/2012 15:36]
070.01019	ENR	Chaufferie de Lille-Hellemmes	Production de chaleur		83,88 t	0,98 t	12,48 t		0,14 t	
699.04001	ENR	EDF - CNPE de Gravelines	électricité							

Numero S3IC	Secteur	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	Poussières	
070.00982	IMP	IMPRIMERIE NATIONALE SA	Imprimerie	V4	1667,67 t	10,94 t		17,75 t	1,33 t	Les variations importantes sur le CO2, le SO2 et le NO2 sont dues à une diminution significative de la consommation de gaz sur le site du fait des conditions climatiques favorables et d'une meilleure maîtrise des paramètres de régulation des installations de climatisation. La consommation de gaz est revenue à une valeur proche de ce que nous avions en 2009. Pour les COV, nous assistons également à une meilleure maîtrise des phases de nettoyage. [2/3/2012 15:56] [8/3/2012 10:31]
070.01101	IMP	Imprimerie Léonce DEPRez	imprimerie					6,1 t		
070.01400	IMP	SAS CACHE	IMPRIMERIE					0,6 t		
070.01916	IMP	LENGLLET Caudry	Imprimerie			0,01 t	2,2 t	0,09 t	0,01 t	
070.02879	IMP	LENGLLET Raillencourt	IMPRIMERIE	V1		0,04 t	8,36 t	27,44 t		
282.00020	IMP	Imprimerie Léonce Deprez	Imprimerie sur rotatives					2,18 t		
070.00825	DIV	GRAFTECH FRANCE S.N.C	Fabrication de graphite artificiel	G3	38579 t	389,4 t	25,9 t	5,55 t	11,4 t	
070.00854	DIV	BALL PACKAGING EUROPE Bierné SAS	emballage acier (boite-boisson)	G2	11515,21 t	0,09 t	10,5 t	384,19 t		
070.01050	DIV	Centre hospitalier de Valenciennes	Activité de soins	V2	5130,13 t	0,06 t	4,05 t			
070.00728	DIV	AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE - Site de Dunkerque	air	G1	3572,14 t	0,14 t	2,4 t			
070.01926	DIV	LFB Biomédicaments	Production de médicaments dérivés du plasma	L2	2897,47 t	0,04 t	3,05 t	0,2 t		
070.02953	DIV	Usine de Douvrin	vente de préformes et de fibres optiques monomodes et spécialités	B2	2516 t	8,67 t	410,29 t		32,44 t	- Voie Sèche 1: 83665Kg de NOx selon le contrôle annuel, avec une concentration de 379mg/Nm3 (seuil Arr. Préf. à 500mg/Nm3) - Voie Sèche 2: 67742Kg de NOx selon le contrôle annuel, avec une concentration de 519mg/Nm3 (seuil Arr. Préf. à 500mg/Nm3) - Voie Sèche 3: 102682Kg de NOx selon le contrôle annuel, avec une concentration de 467mg/Nm3 (seuil Arr. Préf. à 500mg/Nm3) - Voie Sèche 4: 153601Kg de NOx selon le contrôle annuel, avec une concentration de 312mg/Nm3 (seuil Arr. Préf. à 500mg/Nm3) - Voie Humide 2: 0Kg de NOx selon le contrôle annuel, avec une concentration de 0mg/Nm3 (seuil Arr. Préf. à 100mg/Nm3) - Voie Humide 3: 0Kg de NOx selon le contrôle annuel, avec une concentration de 0mg/Nm3 (seuil Arr. Préf. à 100mg/Nm3) - Chaudières et groupes froids Gaz : Réduction des flux annuels rejetés de -18,75% (Nox) ; -15,38% (N2O) ; -17,70% (CO2) ; -14,29% (CH4), par rapport à l'année 2010. ->> Soit un total de 410290 kg/an de Nox selon le contrôle annuel, avec une masse accidentelle de 2480 kg pour la VS2, (respect de l'Arrêté Préfectoral pour les autres installations). - Voie Humide 2: 23728 Kg de poussières selon le contrôle annuel, avec une concentr. de 158,4mg/Nm3 (seuil Arr. Préf. à 40mg/Nm3), d'où une masse accidentelle VH2: 17736Kg pour l'année 2011. - Voie Sèche 2: 2924 Kg de poussières selon le contrôle annuel, avec une concentr. de 22,4mg/Nm3 (seuil Arr. Préf. à 5mg/Nm3). - Voie Sèche 4: 4283 Kg de poussières selon le contrôle annuel, avec une concentr. de 8,7mg/Nm3 (seuil Arr. Préf. à 5mg/Nm3). ->> Soit un total de 32436 kg/an de poussières selon le contrôle annuel, avec une masse accidentelle de 2271 kg pour la VS2, une masse accidentelle de 1822 kg pour la VS4 et de 17736 kg pour la VH2, (respect de l'Arrêté Préfectoral pour les autres installations). - Voie Sèche 4: 2922 Kg de HF selon le contrôle annuel, avec une concentr. de 5,935mg/Nm3 (seuil Arr. Préf. à 1mg/Nm3), d'où une masse accidentelle VS4: 2430 Kg pour l'année 2011. Respect de l'Arrêté Préfectoral pour les autres installations. Actions correctives mises en œuvre suite à ces Non-Conformités: - VS2 : dépassement de 3,8% des NOx > Rééquilibrage des VS - VH2 : Remise en état du 3ème étage de lavage des gaz - VS2, VS4 : incident ponctuel corrigé > remplacement des manches filtrantes - VS4 : injection insuffisante de chaux > remplacement de la vis d'injection [16/3/2012 15:37]
070.00726	DIV	ROLAND EMBALLAGES	Impression et transformation Emballages	V1	821,42 t	0,44 t	3,58 t	330 t		
090.00031	DIV	Base Aérienne 103 "CDT René MOUCHOTTE"	aéronautique		659,64 t	1,34 t	8,02 t			
070.01848	DIV	LILLE HEALTHCARE	INCONTINENCE	L4	1,68 t	0,01 t	1,19 t		1,54 t	
070.01095	DIV	ontex health care france	production							
070.01559	DIV	CUNO FILTRATION SAS	applicateur de peinture	G3						
070.01730	DIV	FM LOGISTIC	transport et logistique							
070.01762	DIV	FRANCE-MANCHE	Gestion et exploitation du lien fixe	G3						
070.01849	DIV	NIDAPLAST	Extrusion de polypropylène	G2				0,02 t	0,07 t	Les 2 machines rejetant des COVNM et des poussières totales (TSP) ont fonctionné respectivement 42H et 398H en 2011 (201H et 409H en 2010), occasionnant une baisse de 26% en COVNM et de 16% en TSP par rapport à 2010 [18/1/2012 18:34]
070.03191	DIV	VAM DRILLING FRANCE	emploi							
070.03320	DIV	MANORGA INDUSTRIE LYS	Fabrication de rayonnage			0,01 t	0,24 t	0,1 t	0,01 t	

## Air – Mécanique et traitement de surfaces

Numero S3IC	Secteur	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	Poussières	
070.00632	MEC	VALLOUREC & MANNESMANN FRANCE Tuberie de Saint Saulve	Fabrication de tubes en acier sans soudure	V2	57631,01 t		60,66 t	3,13 t	28,08 t	Les augmentations constatées sont la conséquence de l'augmentation de notre production par rapport à l'année 2010 (+36%).  [29/2/2012 14:43]
070.00955	MEC	ARCELORMITTAL ATLANTIQUE et LORRAINE MARDYCK	laminage à froid	G2	56622,1 t	6,28 t	85,92 t	4,8 t	6,21 t	
070.01833	MEC	TATA STEEL MAUBEUGE SAS	Production tôles revêtues (galvanisation, peinture)	V3	39267,73 t	0,95 t	54,83 t	270,94 t	2,18 t	
070.00727	MEC	Renault Douai - Usine Georges Besse	Construction automobiles véhicules de tourisme	V2	33627,56 t	0,29 t	39,82 t	490,07 t		Le remplissage de climatisation est de 480 à 510 g/m <sup>2</sup> +/- 35g de R134A. Le remplissage de climatisation véh est réalisé avec une perte à la charge de 23g/charge. Le volume déclaré ici est l'estimation de perte/Qté moyenne par type de clim (soit 4075kg de perte à la charge calculé et 1666kg en volume de fuite estimé de part la consommation avec le remplissage théorique avec une tolérance de +/-35g/véh et la perte à la charge / 177161 véh).  10,42 kg des émissions HFC sont issus des interventions de nos frigoristes sur les climatisation de process et locaux (déclaration relative à notre attestation de capacité) [26/1/2012 16:22]
070.00832	MEC	MCA	Construction Automobile	V2	25092,8 t	0,23 t	26,55 t	572,95 t		
070.01055	MEC	SEVELNORD	Construction automobile	V2	19341,54 t	0,19 t	20,36 t	328,42 t		
070.00688	MEC	FORGITAL-DEMBIERMONT SAS	Forgeage et laminage de couronnes.	V3	13371,57 t	0,12 t	14,07 t			
070.00829	MEC	FRANCAISE DE MECANIQUE	Fabrication de moteurs automobiles	B2	12636,47 t	0,09 t	11,02 t	0,04 t		L'importante diminution des rejets est dû aux conditions climatiques élémentaires de la fin d'année 2011. [16/2/2012 9:27]
070.02731	MEC	Toyota Motor Manufacturing France	Construction automobile	V2	11873 t	4,63 t	18,87 t	297,22 t	11,32 t	
070.00638	MEC	Valdunes	Fabrication de matériel ferroviaire roulant	V2	6552,58 t	0,07 t	14,51 t			Le calcul global des émissions des polluants atmosphériques prend en compte les émissions issues du procédé de fabrication de roues en acier (fours) et celles issues du chauffage (chaudières). Nous avons eu une augmentation du tonnage de roues traitées au traitement thermique mais une baisse des consommations pour le chauffage grâce à un hiver plus doux. De ce fait au final par rapport à 2010 les émissions des polluants sont en légère baisse. A noter qu'il y a 2 lignes pour le dioxyde de carbone car je n'ai pas réussi à supprimer celle à 0. Merci de ne pas en tenir compte.  [29/2/2012 17:5] [1/3/2012 11:2] [8/3/2012 16:48] [14/3/2012 9:8]
070.00830	MEC	PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES SA VALENCIENNES	Fabrication de boîtes de vitesses mécaniques, automatiques et semi-automatiques	V2	6445,05 t	0,16 t	7,22 t	4,55 t	2,17 t	Emission des polluants atmosphériques (F) :  -Peu de conso de fuel domestique en 2001 : Impact favorable. -Changement de produit phosphatation à Octobre 2010 : impact potentiel sur émissions NH3 ? - (Ajout HFC-407c : 121.06 Kg pour 1 installation)  [15/3/2012 17:11] [15/3/2012 17:21]
070.01034	MEC	TECHNICENTRE SNCF D'HELLEMMES	Maintenance de matériel ferroviaire	L4	5379,65 t	0,06 t	6,23 t	8,24 t	0,02 t	COV : données issues du PGS de 2010. Le PGS de 2011 sera consolidé pour la fin mars. --> dérogation validée par Mme OUCHIAR le 27 janvier 2012 [9/2/2012 10:58]
070.00681	MEC	BOMBARDIER TRANSPORT France SA SITE DE CRESPIN	fabrication de matériel ferroviaire		5063 t		5,3 t	48 t		
070.00454	MEC	GALVANISATION DU CAMBRESIS	TRAITEMENT ET REVETEMENT DES METAUX	V1	1923 t					
070.00584	MEC	Schaeffler Chain Drive Systems	automobile	G3	1627,27 t		2 t		0,07 t	
070.01062	MEC	ALCATEL-LUCENT SUBMARINE NETWORKS	Fabrication de câbles télécommunication à fibres optiques	G2	1423,06 t		2,05 t	1,11 t		Le rejet CO2 et NOx provient de nos chaudières consommation de 10 143 MWh en 2011 avec 1MWh = 0,1403 t CO2 équivalent émis et 1 MWh x 0,00000324 (conversion MWh en GJ) x 62,5 (facteur d'émission NOx) [7/3/2012 17:1]
070.00623	MEC	Teinturerie LA LYS	FAÇON DE TEINTURE SUR FIL		692,75 t	1,17 t	0,92 t			
070.01179	MEC	La Voix du Nord	Imprimerie de Presse	L2	570,32 t					
070.00684	MEC	GRISS	Usinage et montage de soupapes de sûreté	L4	374,83 t		0,33 t			Les estimations sont réalisées à partir de mesures effectuées par un organisme extérieur sur les rejets atmosphériques des chaînes de passivation manuelle et automatique. Pour HCN, Cr et HF, les teneurs détectées sont inférieures aux limites de mesures de l'appareil utilisé. [15/3/2012 11:10]
070.02377	MEC	ThyssenKrupp Electrical Steel UGO S.A.S.	Fabrication et expédition de bobines et bobineaux de tôles magnétiques en acier à grains orientés, réalisés à partir de coils à chaud et destinés à la construction de circuits magnétiques	B2	23,57 t	0,42 t	13,85 t	1,29 t	0,79 t	
070.00451	MEC	GEA ERGE SPIRALE ET SORAMAT - Siège Social & Bureaux	Récupération et tri de déchets	B3						
070.00453	MEC	GALVANISATION DE L'ARTOIS	GALVANISATION A CHAUD PAR IMMERSION	B3			0,53 t		0,83 t	
070.00488	MEC	CNH France S.A.	Fabrication de cabines de tracteurs	L4				6,99 t		

Numero S3IC	Secteur	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes				Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	
070.00520	MEC	FLINT GROUP FRANCE SAS	Fabrication de préparations pigmentaires					20,79 t	
070.00522	MEC	ALSTOM Unité de Valenciennes	Fabrication matériel ferroviaire	V2				9,94 t	Fortes réductions des émissions de COV qui s'expliquent par une baisse des commandes et notamment des commandes fortement génératrices de COV telle que la SNCB [21/2/2012 15:38]
070.00523	MEC	EXIDE TECHNOLOGIES SAS	accumulateurs au plomb	L2				0,6 t	
070.00524	MEC	DUWIC	fabrication de rayonnages métalliques	B1					
070.00597	MEC	H2DLYS	Imprimerie	G2				207,86 t	
070.00601	MEC	QUANTUM	Imprimerie	V2					
070.00619	MEC	AGRATI Fourmies SAS	automobile	V3	0,01 t	2,14 t		0,02 t	
070.00630	MEC	Agrati Vieux condé	Fabrication visserie	V2					
070.00636	MEC	VALEO EEM	alternateurs	G2				58,31 t	
070.00654	MEC	BENALU	développement et fabrication de semi remorques en aluminium	B3				14,53 t	
070.00676	MEC	TITAGARH WAGONS AFR	CONSTRUCTION DE MATERIEL FERROVIAIRE ROULANT	V4				6,88 t	0,04 t
070.00708	MEC	JSPM	construction nucléaire	V3	0,01 t	0,16 t	1,89 t	0,01 t	
070.00711	MEC	S A S A	fabrication de supports de cuisson pour la boulangerie	V1	0,02 t	2,35 t	10,62 t	0,01 t	
070.00743	MEC	DASSAULT AVIATION	fabrication de pièces mécaniques	L4					Calcul réalisé selon des coefficients normés en 2010 selon la même méthode de calcul: 2177kg de CO2 [29/2/2012 17:17]
070.00747	MEC	ALLEVARD REJINA AUTOSUSPENSIONS site de DOUAI	Equipementier Automobile	V4		4,23 t	14,99 t	0,7 t	
070.00783	MEC	OUTINORD	unité de fabrication de coffrage		0,05 t		49,04 t		
070.00787	MEC	FIVES Industries	Construction Mécanique			2,5 t	3,7 t	0,4 t	
070.00793	MEC	MÄDER COLORS - ETABLISSEMENT DE MAROEUIL	Fabrication de peintures et vernis				18 t		
070.00798	MEC	ENERSYS SARL (ex HAWKER SARL)	accumulateurs au plomb/acide	B4				1,36 t	
070.00809	MEC	REXAM Beverage Can	Production de boîtes boisson en acier	G2					
070.00869	MEC	Crown Food France Outreau	emballage métallique	G2				15,04 t	
070.00870	MEC	NORD CHROME	Traitement de surface	G2					
070.00884	MEC	BETA FENCE	Travail des métaux	G2				0,05 t	Variation pour la pollution en air ( tableau F ) : La nette amélioration générale est liée à une amélioration des conditions de nettoyage ( balayuse aspirante 2 fois par semaine ) et par des conditions favorables le jour des mesures en comparaison à 2010. Ces résultats sont issus d'une mesure annuelle multiplié par un nombre d'heure de fonctionnement. [7/2/2012 15:19]
070.00923	MEC	TIM	Fabrication de cabines pour tracteurs et pour engins de travaux publics	G2		0,16 t	25,23 t		
070.00949	MEC	Specitubes Samer	aéronautique	G2				178,48 t	
070.00958	MEC	ArcelorMittal Allantique et Lorraine.	Galvanisation	G2	4,39 t	9,94 t		0,72 t	Les variations portent sur de faibles valeurs et paraissent donc importantes [14/3/2012 10:39]
070.00960	MEC	LASSARAT	préparation de surface et application de revêtement anticorrosion	L2				11,41 t	0,04 t
070.00992	MEC	H2D	CHARCUTERIE INDUSTRIELLE	L2					
070.01025	MEC	SKF AEROENGINE FRANCE	FABRICATION DE ROULEMENT DE HAUTE PRECISION						
070.01061	MEC	CLOVAL	Traitement et revêtement des métaux	V2	0,06 t	0,1 t		0,14 t	
070.01092	MEC	SOPRARIL PLASTIENVASE FRANCOIA	Impression sur film alimentaire	B4				89 t	
070.01173	MEC	VG GOOSSENS	Production de chaleur	L2					
070.01614	MEC	DEMEYERE Perenchies	Fabrication Industrielle de Meubles en Kit	L3	1,23 t	7,45 t	0,35 t	0,7 t	Cumul des CO et COVNM de chaufferie et Décor [12/3/2012 11:23]
070.01676	MEC	DURISOTTI	Fabrication de lubrifiants, antigels et lave-glaces	B3					
070.01731	MEC	FAURECIA INDUSTRIES	Fabrication planches de bord					5,44 t	
070.01814	MEC	HAGHEBAERT ET FREMAUX	fabrication de peintures					13,03 t	0,01 t
070.02000	MEC	Mordacq Arnaud Imprimerie	Imprimerie de Labeur	G2				3,66 t	Cette augmentation du diffus est directement liée à une Qte plus importante utilisée de produit K60, pour l'impression en Machine Feuilles. Cette évolution est liée à notre augmentation de Production en 2011. [8/3/2012 11:46]
070.02243	MEC	SIENOR	FABRICATION DE SIEGE POUR AUTOMOBILE		0,07 t	0,96 t			
070.02443	MEC	YKK FRANCE	FABRICATION DE PETITS ARTICLES DE LITERIE	L4					
070.02480	MEC	ROLL-GOM	Fabrication de roues de manutention extérieure à base de poudre de caoutchouc recyclée des pneumatiques usagés non recyclables		0,2 t		3,7 t	0,24 t	
070.02553	MEC	MANORGA INDUSTRIE LEERS	Fabrication de rayonnage et de matériel de stockage			0,17 t	0,04 t		

Numero S3IC	Secteur	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	Poussières	
070.02697	MEC	AJP	Transformation de supports papiers et plastiques				0,95 t	0,4 t		<p>Extrapolation à partir d'un flux moyen sur trois prélèvements lors d'un contrôle inopiné.  Résultat du calcul flux moyen (kg/h) x Nombre d'heures machines avec utilisation de solvants sur l'année 2011 (h).</p> <p>Ces résultats sont basés sur un contrôle qui a eu lieu en 2010. Ils sont élevés car notre poste combusteur ne fonctionnait plus correctement. Un nouveau poste combusteur va être installé ce mois ci. Des mesures seront effectuées dans les deux mois suivant l'installation.</p> <p>[1/3/2012 13:24]</p>
070.02702	MEC	LIFE PLASTIC	TRANSFORMATION PLASTIQUE							
070.02772	MEC	Plastic Omnium Composites	Transformation de matières plastiques	V4						<p>La déclaration GEREPE de 2010 intègre les mesures réalisées en février 2011. Nous n'avons pas réalisé d'autres mesures sur 2011.  [6/3/2012 19:14]</p>
070.02795	MEC	TUBOSCOPE VETCO FRANCE	Revêtement tubulaire				51,53 t			
070.02853	MEC	IMPRIMERIE DU CENTRE	imprimerie de labeur	L2			96 t			
070.03171	MEC	ARCELOR MITTAL HAUTMONT	FABRICATION DE TUBES SOUDES	V3	0,02 t	3,86 t	1,47 t	0,64 t		
070.03193	MEC	SIB IMPRIMERIE	IMPRIMERIE OFFSET	G2		1,88 t	6,66 t			
070.03257	MEC	CETA	EXTRUSION PE ET IMPRESSION FLEXO				146,08 t			
070.03347	MEC	EUPEC FRANCE (site de Sollac)	Revetement anti-corrosion	G1		1,34 t	5,27 t	0,62 t		
070.03489	MEC	STYRIA RESSORTS	fabrication de barres stabilisatrices pour véhicules industriels		0,03 t	0,52 t	0,01 t	0,01 t		<p>Changement de process en cours 2010 (process peinture : suppression des cov, ajout de nouveaux fours de cuisson peinture), 2011 est la première année complète, première campagne de mesure faite en 2011  [22/3/2012 11:33]</p>
070.03522	MEC	TOYOTOMI Europe	Découpage, Emboutissage	V2	0,05 t	1,25 t	0,04 t	0,02 t		
070.03771	MEC	TOLLENS PRODUCTION NORD	Fabrication de peintures en phase aqueuse							
070.04217	MEC	JEUMONT Electric	Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	V3		0,09 t	7,34 t	0,4 t		
284.00003	MEC	WTX Automotive group	automobile	L4						

Numero S3IC	Secte	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	Poussières	
070.00956	MET	ARCELOMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE SITE DE DUNKERQUE	acier	G1	10869112,51 t	6812 t	6027 t	503,37 t	2853 t	<p>Commentaire sur l'évolution des résultats 2011 versus résultats 2010 RESUME AIR</p> <p>Poussières : +7% "Ratio spécifique en kg/t est stable Augmentation des émissions canalisées due au fonctionnement des agglomérations (augmentation durecyclage)</p> <p>SO2 : -4% "Diminution liée : - Utilisation des mesures d'autosurveillance sur la chaîne d'agglomération 3 - Baisse de la teneur en H2S du gaz de cokerie de plus de 10% - Diminution des entrées soufre sur les chaînes d'agglomération de plus de 10% en partie compensée par le fonctionnement du four de destruction des buées ammoniacales à la cokerie (lors de la maintenance périodique de la désulfuration)"</p> <p>NOx : +24% "L'augmentation des rejets s'explique par la prise en compte d'émissions de NOx de la chaîne d'agglomération 3 en équivalent NO2 au lieu de NO. Augmentation en partie compensée par le changement de méthode de détermination des émissions à la cokerie (utilisation des résultats d'autosurveillance) et aux HFX (utilisation des contrôles réglementaires pour les coppers) "</p> <p>Dioxines et furannes : +30%</p> <p>"Résultat stable sur la chaîne d'agglomération 2. L'augmentation sur la chaîne 3 est corrélée aux émissions de poussières plus élevées et à la phase de mise au point du procédé d'injection de charbon actif"</p> <p>COVnm : stable (+4%) CH4 : -17% Très forte baisse à la cokerie liée au changement de méthode d'estimation des émissions (utilisation des contrôles réglementaires au lieu d'un ratio)</p> <p>HAP : stable (-3%) Emissions canalisées = 47 kg. Emissions diffuses (estimées) = 244,6 kg. D'ou émissions totales de benzène = 292 kg. Les émissions diffuses de HAP ont été estimées lors d'une étude permettant la hiérarchisation des sources potentielles de la cokerie.</p> <p>Benzène C6H6 : stable (-6%) Emissions canalisées = 30565 kg. Emissions diffuses (estimées) = 19312 kg. D'ou émissions totales de benzène = 49877 kg. Les émissions diffuses de benzène ont été estimées lors d'une étude permettant la hiérarchisation des sources potentielles de la cokerie.</p> <p>NH3 : - 63% La baisse est due à l'arrêt de l'injection d'urée à l'aggl03 en septembre 2010</p> <p>HCl : +444% Fortes variabilités des mesures sans explication process</p> <p>N2O : 4% CO : +32% Changement de périmètre: déclaration des émissions de la cokerie, des HFX, de l'aciérie, du TCC et des chaudières.</p> <p>HFC : +10% - HCFC : -28%</p> <p>Afin de se mettre conformité avec le règlement CE N°2037/2000 pour 2015, nous avons entrepris depuis 2006 un remplacement de nos installations contenant des fluides de seconde génération (HFC) par des installations contenant des fluides de troisième génération</p> <p>METAUX Variabilité des résultats importante. Les rejets dépendent de la qualité des minerais approvisionnés.</p> <p>Plomb : +20% Les émissions de plomb sont en majorité sous forme particulaire et dépendent des résultats des poussières canalisées des agglomérations</p> <p>[15/2/2012 9:26] [15/2/2012 9:53] [15/2/2012 10:23] [22/5/2012 16:29] [22/5/2012 16:31]</p>
070.00683	MET	Aluminium Dunkerque	Aluminium	G1	411922,49 t	2293,77 t			208,86 t	
070.00720	MET	Vale Manganèse France	alliages de manganese	G1	250524,61 t	231,52 t	340,02 t	21,2 t	45,73 t	
070.00508	MET	COMILOG DUNKERQUE	Fabrication de silicomanganèse	G1	94387 t				8,48 t	vu les polluants supérieurs aux seuils de déclaration: les variations sont assez faibles à la hausse dues à une activité 2011 plus soutenue. pas d'anomalies notoire sur les systèmes de filtration [20/2/2012 10:51]
070.00673	MET	ASCOMETAL	Acierie-Laminoir	G2	92192,46 t	49,97 t	128,27 t		45,29 t	
070.00851	MET	LME-TRITH	Sidérurgie	V2	89317 t	31,09 t	90,2 t	25,69 t	50,33 t	
070.00438	MET	GTS Industries	Laminage tôles fortes	G1	77377,21 t	53,77 t	85,06 t	2,23 t	15 t	Les évolutions d'émissions de polluants sont liées aux facteurs suivants : - rénovation au début 2011 du four continu et transformation du gaz utilisé. Le four continu utilisait anciennement du gaz sidérurgique (gaz de haut fourneau et d'aciérie essentiellement) très émetteur de CO2. Il utilise désormais du gaz naturel, ce qui génère une baisse d'émissions de CO2. - l'indice de production de l'atelier grenailage peinture a augmenté fortement entre 2010 et 2011 (environ 65%), entraînant une augmentation du même ordre en émissions de COV (augmentation de 64%). [13/3/2012 16:20]
070.02398	MET	V et M FRANCE - Acierie de Saint-saulve	Sidérurgie	V2	64234,57 t	0,27 t	30,47 t	7,75 t	32,03 t	

Numero S3IC	Secte	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	Poussières	
070.00635	MET	Befesa Valera	revalorisation de DIS	G1	35052,75 t	0,2 t	14,59 t	2,37 t	7,44 t	Le fait de n'avoir eu que 2 périodes d'arrêt en 2011 nous a permis de mieux optimiser les "arrêt-marche" du four. Les modifications effectuées sur les systèmes d'aspiration, surtout aux fours et à la coulée, semblent porter leurs fruits car nous sommes en constante diminution sur nos rejets. La quantité de CO2 émise est quant à elle en relation directe avec la quantité de matières à revaloriser enfournées (réaction de réduction métallique) celle-ci est en augmentation en 2011 par rapport en 2010. (2011 : 39529,44 t de résidus traités pour 2010 : 33553 t)  Dissociation des rejets diffus fours en rejet diffus fours et rejets diffus coulées pour plus de précision dans la détermination. [12/3/2012 12:39] [12/3/2012 12:44]
070.00633	MET	V&M FRANCE Tuberie d'Aulnoye	Fonderie et travail des métaux	V3	21365,75 t	0,04 t	1,37 t	0,11 t	2,65 t	Résultat meilleurs sur l'année 2011 par rapport à l'année 2010 [29/3/2012 17:49]
070.00821	MET	NYRSTAR France	Métallurgie de Zinc	V1	13490,97 t	540 t	44,66 t			Zinc : aéroréfrigérantes de la halle d'électrolyse : Suite à un problème informatique, les données des mesures trimestrielles de 2011 ont été perdues. Nous avons donc repris le chiffre de 2010 pour ne pas pénaliser la valeur Zinc.  Cd : toutes les valeurs mesurées inférieures au seuil de détection.  [15/2/2012 15:54] [27/2/2012 9:32]
070.00824	MET	APERAM Stainless France - Site d'Ibergues	Metalurgie	B2	12506,04 t	0,17 t	38,14 t	0,94 t	2,64 t	dans le tableau général, la fiche de calcul tôle ne n'a pas été comptabilisée (sauf pour le NH3): problème de logiciel ?? [14/3/2012 16:8]
070.00637	MET	VALDUNES	Fabrication de matériel ferroviaire roulant	G2	11399,67 t	0,12 t	10,37 t			
070.00749	MET	REFINAL Industries	aluminium	L3	10861,44 t	0,1 t	12,86 t	0,76 t	0,27 t	
070.00873	MET	fonderie PHILIPPE	inserts de cheminées	B4	5468,87 t	3,19 t	0,18 t	22,96 t	1,13 t	
070.00471	MET	flandria ALUMINIUM	Extrusion de profils en aluminium	L3	4236,99 t		3,06 t		0,04 t	
070.01047	MET	CEREC	emboutissage	V3	3945 t		4,17 t			
070.00887	MET	SOCIETE DE TRANSMISSIONS AUTOMATIQUES	mécanique automobile	B2	3369,45 t	0,03 t	3,85 t			
070.00715	MET	Sambre et Meuse	acier	V3	1934,38 t					
070.00980	MET	Interfit	Forge de raccords tubulaires en acier		986 t		1 t			
070.00474	MET	FINIMETAL	fabrication de radiateurs		908,02 t	0,35 t	1,11 t	0,85 t	0,1 t	Suite à la réimplantation de la ligne poudrage couleurs début 2011, réalisation d'une campagne de mesure de rejets. [13/3/2012 11:37]
070.01225	MET	ACIERIE ET FONDERIE DE LA HAUTE SAMBRE	Acierie et fonderie de métaux ferreux		783,34 t	0,01 t	0,85 t	1,97 t	1,59 t	Il convient de préciser que les flux annuels sont obtenus par extrapolation à partir de deux campagnes de prélèvements et d'analyses dans l'année (ceci constitue de fait une limite dans l'interprétation des résultats et réclame une certaine réserve au regard du niveau de précision et des comparaisons à établir avec les rejets des années antérieures). Les données sont globalement cohérentes avec celles de 2010. La sensible augmentation des flux est à mettre en relation avec une reprise de l'activité (retour à un temps de fonctionnement normal) [28/3/2012 12:3]
070.00510	MET	CMP Dunkerque	autres réservoirs, citernes et conteneurs métalliques		365,95 t	0,05 t	0,56 t			
070.00464	MET	LSI AUTOMOTIVE Former	écrous par frappe à froid							
070.00467	MET	FONDERIE DE LA SCARPE	FONDERIE DE FONTE						0,05 t	
070.00469	MET	FAD	FONDERIE	V3		2,04 t	6,03 t	0,05 t	4,02 t	
070.00480	MET	Europipe	Fabrication de tubes en acier	G1			0,11 t			
070.00511	MET	ECL (Electrification Charpente Levage)	aluminium						6,78 t	
070.00535	MET	NEXANS FRANCE Atelier Coulée	Production commercialisation et ventes de fil machine cuivre obtenue par coulée et laminage en continu	B4		3,49 t	17,68 t	8,24 t	3,75 t	Les rejets SOx de 2011 sont supérieurs à ceux de 2010 du fait de l'augmentation des concentrations mesurées lors des autocontrôles sur les installations Asarco et Maerz, mais qui restent très inférieures à la valeur seuil (50 mg/Nm3 max) : Asarco : 7 mg/Nm3 soit 14% de la valeur limite Maerz : 9,6 mg/Nm3 soit 19% de la valeur limite [17/4/2012 10:51]
070.00631	MET	VMOGF	FILETAGE DE TUBES PETROLE	V3		0,05 t	2,57 t	91,56 t	0,37 t	
070.00837	MET	OUTREAU TECHNOLOGIES	acier	G2				3,72 t	1,23 t	
070.00895	MET	DELACHAUX S.A. Division Métaux	Métallurgie des autres métaux non ferreux	V2					0,34 t	
070.01067	MET	AKERS France Usine de Berlaimont	Usinage et Traitement thermique de cylindres de laminoirs	V3		0,04 t	4,54 t			
070.01068	MET	Atelier de Construction et de Galvanisation de Rosult (ACGR)	métallurgie							
070.02134	MET	RAILTECH	SIDERURGIE						1,74 t	
070.02417	MET	VANYWADE	Fonderie de bronze	G2						
070.02497	MET	NEXANS France Atelier Tréfilerie	Tréfilage de fil cuivre	B3						Suite au départ en retraite de Mr Leroux, je ne peux pas comparer la méthode de calcul 2011 à celle qu'il a utilisé en 2012 -> les chiffres 2011 correspondent aux valeurs mesurées au point de rejet (Bureau Véritas - débit et concentration) étendus au volume horaire d'ouverture des machines. [15/3/2012 17:38]
070.02670	MET	SOMETOM	ensemble complet mécano-soudés	V1					0,96 t	
070.03219	MET	STAUB Fonderie	Production de poterie culinaire et appareil de chauffage individuel.	G2		7,07 t	1,04 t	1,29 t	0,12 t	
070.03839	MET	UMICORE Building Products France	Métallurgie du zinc	V1		0,29 t	1,91 t		0,15 t	

## Air – Papeterie

Numero S3IC	Secteur	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	Poussières	
070.00492	PAP	CARTONNERIES de GONDARDENNES	ondulé	G4	65001,46 t	0,62 t	72,56 t			
070.00940	PAP	STORA ENSO CORBEHEM	production de papier	B1	55428,54 t	0,55 t	64,31 t		0,5 t	pour les émissions CO2, SOx, NOx, N2O, CH4 les calculs sont effectués à partir des consommations et des caractéristiques journalières du gaz. Pour les émissions de poussières les calculs sont effectués à partir des mesures en continu sortie centrale 3 [21/2/2012 13:27] [21/2/2012 13:28]
070.00490	PAP	RDM BLENDÉCQUES	fabrication de carton plat	G4	40389,69 t	0,36 t	36,53 t			Moindre fonctionnement des turbines à gaz [13/2/2012 19:18]
070.00915	PAP	WEPA LILLE (exDALLE HYGIENE PRODUCTION)	Fabrication de papier	L4	25352,3 t	0,01 t	13,92 t	0,39 t	11,99 t	
070.00489	PAP	NorPaper Avot Vallée	Papeterie	G4	22663,86 t		6,94 t			
070.00745	PAP	AHLSTROM SPECIALTIES	Fabrication et commercialisation de papier sulfurisé	L4	20382,03 t		2,14 t			
070.01030	PAP	SICAL	Papier- Carton-Plastique	G4	17070,38 t		16,07 t			
070.01304	PAP	Arjo Wiggins	Fabrication de papier	G4	8547,95 t	0,06 t	9,36 t			
070.02269	PAP	SMURFIT KAPPA	fabrication de carton ondulé	L4	67,96 t		0,07 t			
070.00786	PAP	ONDULYS Lille	Fabrication et transformation de carton ondulé			0,05 t	1,74 t			
070.01538	PAP	BERRY DECOR	impregnation de papier							
070.02823	PAP	POCHECO	enveloppes, pochettes et sacs à soufflets	L2			0,01 t			
070.02832	PAP	COREX FRANCE (ex DAVRAIN)	transformation papier carton				0,26 t			
070.03029	PAP	CPC VALENCIENNES	Fabrication de cartonnage					0,06 t		

## Air – Textile

Numero S3IC	Secteu	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	Poussières	
070.00800	TXT	MERYL FIBER	Fabrication de fils et polymères polyamide	B1	18492,3 t	0,37 t	19,54 t		0,01 t	
070.00803	TXT	NORDLYS	Fabrication de nontissés	G3	7171,45 t	0,13 t	7,64 t	17,03 t	0,21 t	Consommation moindre d'ammoniac et donc émission moindre d'ammoniac suite à programme de réduction des émissions [15/3/2012 14:27]
070.00929	TXT	VELYSAM COLOREDO	TEINTURERIE	V1	4660 t					
070.00725	TXT	ROQUETTE TEXTILES	Ennoblement textiles	L4	3146,03 t	12,83 t	5,86 t		0,4 t	
070.03180	TXT	Desseilles Colour Center	teinture et apprêts	G3	2333,41 t		2,46 t			
070.00575	TXT	DICKSON CONSTANT	Tissus Techniques	L4			1,7 t			
070.00576	TXT	INTISSEL S.A.S.	ENTOILAGE THERMOLIE	L4						
070.00578	TXT	DOUNOR	Fabrication de voile nontissé	L4				7,21 t	0,58 t	
070.00655	TXT	Ets BELLIER et Cie	developement et fabrication de semi remorques en aluminium	G3						
070.00664	TXT	VALLYS SARL SILVA	électricité	B2						
070.00740	TXT	DECOSTER CAULLIEZ	Ennoblement textile	G3			2,77 t			
070.00933	TXT	TARNORD	Ennoblement sur fils en bobines, toutes matières							
070.01104	TXT	LA VITROCELLE NOUVELLE	transformation de films plastique					56,73 t		
070.02729	TXT	TEINTURERIE BLANCHISSERIE NOUVELLE	TRANSFORMATION PLASTIQUE	V1						

Numero S3IC	Secteur	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	Poussières	
070.00874	VMA	Chaux et Dolomies du Boulonnais	Production de chaux	G4	676292 t	6,39 t	440,63 t	4,43 t		
070.00785	VMA	HOLCIM (France) S.A.S - Cimenterie de Lumbres	Fabrication de ciment	G4	608893,01 t	421,67 t	1209,38 t	9,76 t	23,98 t	
070.00621	VMA	ARC INTERNATIONAL FRANCE - Site industriel d'Arques	Verrerie	G1	255831,38 t	170,67 t	948,62 t		57,33 t	
070.00761	VMA	AGC FRANCE SAS BOUSSOIS	FABRICATION DE VERRE PLAT	V3	241490,75 t	1378,02 t	659,83 t	0,33 t	24,34 t	
070.00190	VMA	HOLCIM (France) S.A.S - Usine de Dannes	Fabrication de ciment	G4	235501,21 t	104,81 t	410,73 t	7,83 t	11,17 t	
070.00962	VMA	KERNEOS- Usine de Dunkerque	aluminates de calcium	G4	148444,98 t	262,68 t	216,96 t	1,82 t	5,41 t	
070.00442	VMA	SAINT GOBAIN GLASS France	Fabrication de verre plat	V3	134746,85 t	806 t	535,5 t	0,55 t	6,35 t	
070.00648	VMA	BOCAHUT SAS	fours à chaux	V3	104990 t	0,12 t	11,95 t	1,96 t	0,07 t	
070.04138	VMA	ALPHAGLASS	Fabrication mécanique de verre creux	G1	49964,57 t	39,28 t	249,48 t		5,58 t	
070.02425	VMA	VERRERIES DE MASNIERES	Fabrication de verre creux	V3	46091,24 t	177,8 t	69,86 t		0,43 t	
070.01335	VMA	O-I Manufacturing	Fabrication de verre creux	B4	45916,65 t	279,44 t	151,55 t		1,58 t	
070.02576	VMA	WIENERBERGER SAS	fabrication de briques	B1	25415,94 t	79,9 t	18,56 t	4,2 t	5,1 t	
070.01630	VMA	Usine de Sous Le Bois	fabrication de carrelages de sol en céramique	V3	22934 t	0,2 t	25,1 t			
070.00861	VMA	MAGNESITA Refractories SCS	Fabrication de produits réfractaires	V2	15424,76 t	5,09 t	25,62 t	2,28 t	2,78 t	
070.02969	VMA	IMERYS TOITURE Site de WARDRECQUES	Fabrication de tuiles en terre cuite	G4	10827,22 t	24,67 t	9,26 t	1,76 t	2,65 t	
070.02960	VMA	SURSCHESTE Unité de séchage	EN-450-1		5454,28 t					
070.01209	VMA	IMERYS TC - SITE DE PHALEMPIN	Fabrication de tuiles en terre cuite	L3	5289 t	58,7 t	9,89 t	2,43 t	2,89 t	
070.00034	VMA	WIENERBERGER SAS	Fabrication de briques et produits dérivés en terre cuite	V3	4936,18 t	52,79 t	1,7 t		0,75 t	
070.02530	VMA	briqueteries du nord	fabrication brique terre cuite	L3	3694,41 t					
070.01381	VMA	briqueteries du nord	fabrication brique terre cuite	L3	3577,39 t					
070.02230	VMA	SEVE	enrobés		2957 t		3,25 t	0,13 t	0,18 t	
070.01815	VMA	HAINAUT ENROBES	Fabrication et vente de matériaux routiers		2685 t		2,83 t	1,17 t	0,02 t	
070.02176	VMA	SDME	enrobés		2511 t	0,41 t	2,65 t	2,94 t	0,18 t	
070.01231	VMA	Usine de Landrecies	fabrication de carrelages et accessoires en céramique	V3	2192 t					
070.00674	VMA	Artois enrobés	Fabrication et vente de matériaux enrobés		2158 t	0,35 t	2,27 t	0,44 t	0,02 t	
070.01875	VMA	L M E N	enrobés à chaud	B3	2039 t		2,24 t	2,39 t	0,09 t	
070.03507	VMA	WIENERBERGER SAS	fabrication de briques	B1	1725,57 t	4,83 t	0,74 t			
070.00501	VMA	LITTORAL ENROBES (SARL)	Fabrication et vente de matériaux enrobés		1210 t	5,34 t	1,27 t	1,67 t	0,24 t	
070.02452	VMA	AGC automotive Niche Plant	industrie automobile	V3	946,18 t	0,01 t	0,86 t	10,31 t		
281.00061	VMA	REFRACOL	Conception et fabrication de produits réfractaires	V2	463,42 t		0,5 t		0,08 t	
070.01235	VMA	MAGNESITA Refractories Usine de Flaumont	Production de produits réfractaires basiques		1,15 t	13,14 t	1,96 t		3,01 t	Les émissions d'oxydes d'azote sont inférieure à l'année précédente dues au fait qu'une grosse maintenance à été faite sur le four. [12/3/2012 13:35]
070.00056	VMA	CBS SAS.	extraction de roches calcaires	V3					0,04 t	
070.00472	VMA	FLANDRES ENROBES	fabrication de matériaux routiers				2,97 t		0,5 t	
070.00649	VMA	BOCAHUT SAS	Exploitation de carrière, concassage criblage de granulats calcaires	V3					0,11 t	
070.00703	VMA	GAGNERAUD CONSTRUCTION SAS.	Fabrication et commercialisation de granulats	V3					0,34 t	
070.00833	VMA	SBME (Sté Boulonnaise Matériaux Enrobés)	enrobés						0,01 t	
070.00878	VMA	MARQUISE (Les Enrobés de)	enrobage	G3			0,01 t			
070.01152	VMA	DESVRES Usine de Longfossé	Fabrication de carrelages						21,9 t	
070.01180	VMA	WINCKELMANS	fabrication de gres cerame	L3			1,15 t		0,01 t	
070.01236	VMA	Arc International France - Site de Blaringhem	verrerie	G1						
070.01726	VMA	PAS DE CALAIS ENROBES	fabrication d enrobés				1,26 t	2,18 t	0,01 t	
070.01991	VMA	Minerval	ardoise - 0811Z						21,9 t	
070.02198	VMA	Sambre Enrobés	enrobés routier							
070.02258	VMA	SLME	enrobage à chaud						0,13 t	
070.02451	VMA	Saint Gobain Sekurit	industrie automobile	V3						
070.02803	VMA	NORD ASPHALTE	Fabrication transport application asphaltés coulés bât. et TP	L3					0,04 t	Nous avons changé intégralement notre installation de dépoussiérage par une neuve. [14/3/2012 18:17]
070.03195	VMA	HOLCIM FRANCE	Broyage laitier						2,8 t	
070.03627	VMA	LORBAN TP	Travaux publics recyclage	V3						

Numero S3IC	Secteur	Etablissement	Libellé activité	UT	Quantité en tonnes					Commentaires
					CO2	SO2	Nox	COVNM	Poussières	
070.03929	VMA	Bétons bitumineux de l'avesnois	enrobés à chaud	V3						<p>Monsieur, Madame,  Pour l'année 2011 nous n'avons malheureusement pas de mesures à produire cela pour deux raisons.</p> <p>1) L'opacimètre installé sur la centrale est en panne depuis plus d'un an. La société BENNINGHOVEN à durant ce laps de temps procédé à plusieurs réparations et essais de calibrages sur site, sans résultats.</p> <p>Suite à nos relances les techniciens de BENNINGHOVEN ont démonté, fin janvier, l'opacimètre défectueux pour l'envoyer en expertise chez le fournisseur "SICK MAHAK" en Allemagne.</p> <p>Nous n'avons à ce jour aucun retour.</p> <p>2) Pour 2011 une campagne de mesure des rejets atmosphériques avait été programmé.</p> <p>Mais la production discontinue du poste d'enrobage avec des temps de fabrications inférieur aux recommandations n'a pas permis la réalisation des mesures.</p> <p>En effet les modalités techniques pour la représentativité des mesures impose un temps de fonctionnement supérieur ou égal à 4 heures.</p> <p>Nous effectuerons une campagne de mesure dès que les conditions de production le permettrons.</p> <p>Cordialement.</p> <p>[12/3/2012 11:26]  [12/3/2012 11:48]  [12/3/2012 15:36]</p>

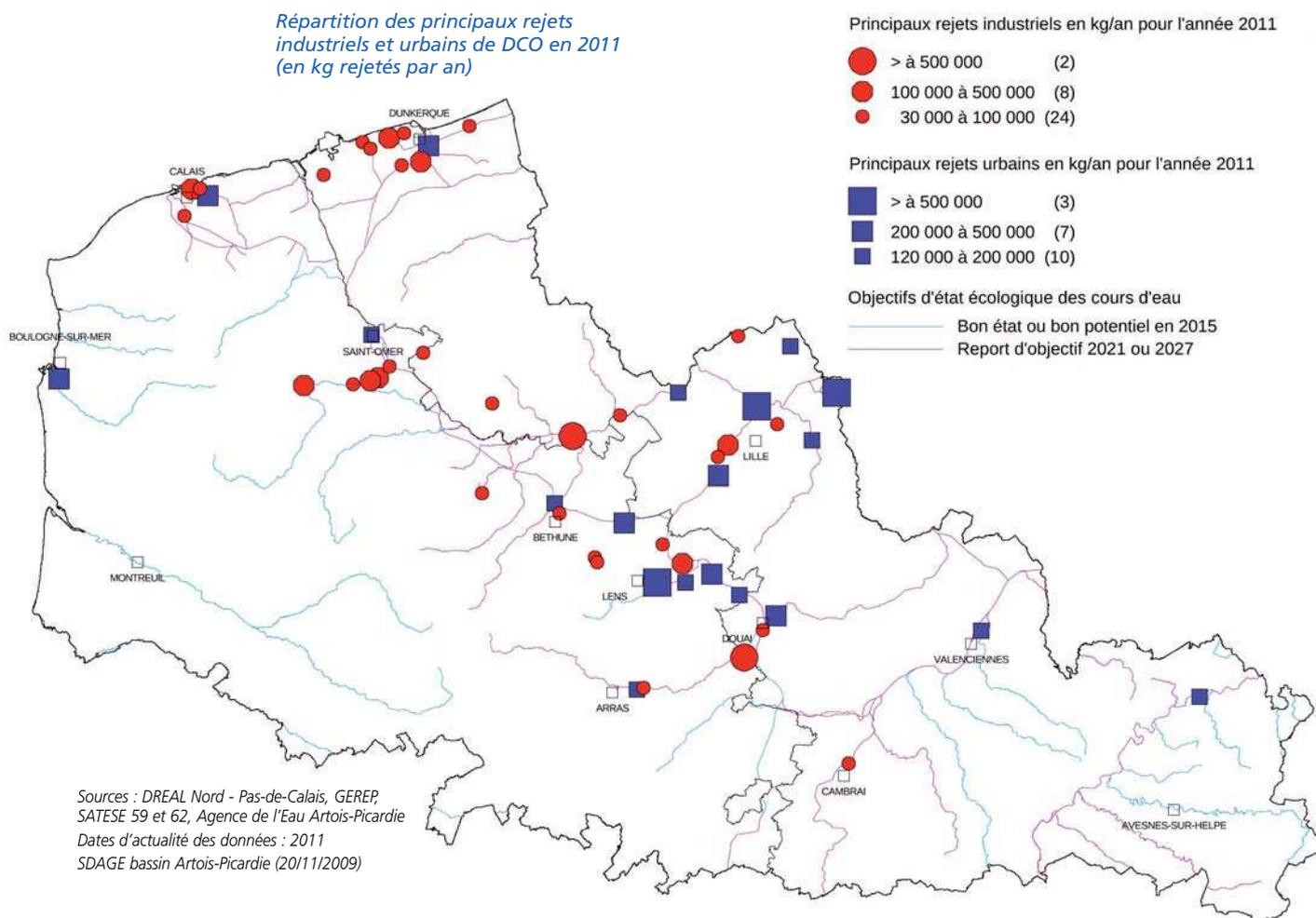
# Les rejets dans l'eau

En 2011, les émissions d'origine industrielle dans l'eau déclarées par 411 exploitants ont diminué par rapport à 2010 de 3,1 % pour le paramètre DCO (demande chimique en oxygène), de 4,8 % pour le paramètre MES (matières en suspension) et de 11,7 % pour le paramètre NGL (azote global). Ainsi, après la hausse ponctuelle de 2010, on observe un retour à la baisse des rejets industriels dans l'eau. Sur la dernière décennie, les paramètres sont de fait fortement orientés à la baisse avec des gains depuis 2001 avoisinant les 60 %.

La baisse des émissions en 2011 est un peu moins marquée quand on considère les 320 établissements ayant déclaré leurs émissions à la fois en 2010 et en 2011. En comparant à « périmètre constant », on relève ainsi des baisses de 1,8 % pour la DCO, de 4,2 % pour les MES et de 10,9 % pour le NGL par rapport à 2010.

Le nombre de contrôles réalisés de manière inopinée à la demande de la DREAL Nord - Pas-de-Calais au titre de l'inspection des installations classées est en hausse de 9 % en 2011 par rapport à 2010, tandis que le nombre de résultats dépassant les valeurs limites autorisées est stable.

Répartition des principaux rejets industriels et urbains de DCO en 2011 (en kg rejetés par an)



## Les chiffres clés de la région Nord - Pas-de-Calais

Le bilan « Eau 2011 » se base sur un recensement établi auprès des 411 entreprises qui ont communiqué leur bilan annuel. À noter que les piscicultures ne figurent pas parmi les déclarants depuis l'année 2009 incluse.

Pour conforter la pertinence de l'analyse des évolutions entre 2010 et 2011, la DREAL a comparé les totaux des émissions régionales des **320 entreprises ayant répondu à la fois pour 2010 et 2011**. L'échantillon d'établissements déclarant à la fois en 2011 et en 2010 est représentatif puisqu'on retrouve d'une année sur l'autre la quasi-totalité des principaux émetteurs dans l'eau. Après la hausse ponctuelle très marquée en 2010, la baisse des émissions est à nouveau généralisée en 2011 : -1,8 % pour la DCO (demande chimique en oxygène), -4,2 % pour les MES (matières en suspension) et surtout -10,9 % pour le NGL (azote global).

### Quelques repères en matière de pollution de l'eau

On appelle pollution de l'eau toute modification de la composition de l'eau ayant un caractère gênant ou nuisible pour les usages humains, la faune ou la flore. Cette modification peut apparaître dans les fossés, les rivières, les fleuves, les canaux, les marais, les lacs, la mer, les eaux souterraines.

Les trois sources principales de la pollution de l'eau sont :

- **les rejets urbains** résultant de la collecte et du traitement éventuel des eaux usées des ménages, des locaux recevant du public, des commerces, ainsi que du ruissellement des eaux pluviales dans les zones urbaines ;
- **les rejets agricoles** résultant de la percolation des eaux de pluies dans les sols, de l'épandage de produits chimiques sur les sols, des activités maraîchères et d'élevage ;
- **les rejets industriels**.

Les conséquences de cette pollution peuvent être classées en trois catégories principales :

- **les conséquences sanitaires** ont trait à la santé de la population humaine et peuvent être liées à l'ingestion d'eau, de poissons, etc., mais aussi au simple contact avec le milieu aquatique ;
- **les conséquences écologiques** concernent la dégradation du milieu biologique. Elles se mesurent en comparant l'état du milieu pollué par rapport à ce qu'il aurait été sans pollution ;
- **les conséquences esthétiques** sont, par définition, les plus perceptibles, et ce sont donc celles dont les riverains et le grand public auront, en premier, conscience.

Les phénomènes de pollution se traduisent généralement par des modifications des caractéristiques physico-chimiques du milieu récepteur.

### Évolution des principaux paramètres de pollution en Nord-Pas-de-Calais de 2005 à 2011

[Attention : cette évolution n'est pas faite à « périmètre constant » ; elle concerne donc un nombre annuel de déclarants qui est variable].

Le total des émissions industrielles en région Nord - Pas-de-Calais a de nouveau diminué après la nette hausse de 2010. La baisse est la plus marquée pour l'azote (-11,7 %), suivi des MES (-4,8 %) et de la DCO (-3,1 %).

Recensement DREAL IRE Nord-Pas-de-Calais, sur la base de la totalité des déclarations des exploitants [en tonnes par an]							
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Pollution organique (DCO)</b>	9 179	7 252	6 857	6 848	5 435*	5 812	5 633
<b>Pollution solide (MES)</b>	3 550	3 957	3 783	2 750	2 256*	2 665	2 537
<b>Pollution azotée (NGL)</b>	1 643	1 262	1 273	973	723*	850	751

\* Total hors émissions dans l'eau des établissements de piscicultures depuis 2009 inclus. En tenant compte des rejets de piscicultures, les rejets en 2009 sont respectivement estimés à 5 435 t pour la DCO, 3 162 t pour les MES et 860 t pour les NGL

Sur un plus long terme, les émissions d'origine industrielle déclarées ont très fortement baissé au cours de cette décennie pour les paramètres de pollution classique : entre 2001 et 2011, -62 % pour la DCO, -43 % pour les MES et -67 % pour le NGL.

## Les émissions industrielles de polluants organiques dans l'eau

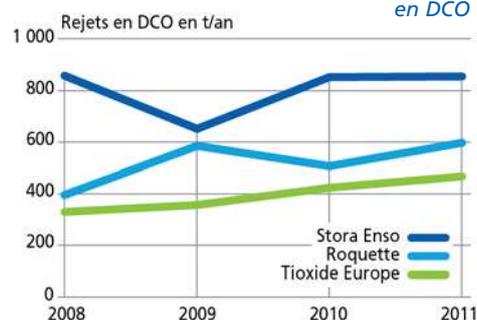
### ■ Un retour à la baisse des rejets en DCO en 2011 après la forte reprise de 2010

En 2011, le volume global de DCO déclaré par 411 exploitants industriels a représenté 5 633 tonnes, soit une baisse de 3,1 % par rapport au volume de DCO déclaré pour l'année 2010, qui représentait 5 812 tonnes pour 431 déclarants.

À « périmètre constant », c'est-à-dire en comparant les rejets des 320 établissements ayant déclaré à la fois en 2010 et en 2011, la baisse des rejets est moins marquée puisque les 5 607 tonnes de DCO représentent une simple diminution de 1,8 % par rapport à 2010.

Cette relative amélioration des émissions de DCO en 2011 trouve des explications dans les efforts réalisés en matière de traitement des effluents par certains industriels. La portée de ces efforts peut cependant être réduite du fait de plusieurs incidents de fonctionnement courant 2011 sur des unités d'épuration internes.

### Évolution des plus importants rejets industriels en DCO



Les 34 établissements représentant 80 % des rejets industriels de DCO en Nord - Pas-de-Calais en 2011 et leur évolution sur trois ans.

-  Hausse supérieure à 20 %
-  Hausse comprise entre 5 et 20 %
-  Évolution inférieure à 5 % à la hausse ou à la baisse
-  Baisse comprise entre 5 et 20 %
-  Baisse supérieure à 20 %

### Quelques repères en matière de pollution organique

Les rejets renfermant des substances organiques sont à l'origine d'une consommation de l'oxygène présent dans le milieu aquatique qui les reçoit. Ils peuvent, s'ils sont trop abondants, tuer le poisson par asphyxie. Une pollution par les matières organiques peut se caractériser par différents paramètres dont principalement :

- **la demande chimique en oxygène ou DCO**: elle représente la quantité d'oxygène consommée, exprimée en milligrammes par litre, par les matières oxydables chimiquement contenues dans un effluent. Selon la méthode normalisée, il s'agit de l'oxydation par un excès de dichromate de potassium ( $K_2Cr_2O_7$ ) en milieu acide, des matières oxydables contenues dans l'effluent. La DCO constitue un précieux indicateur de la présence de polluants dans les eaux résiduaires. Elle est représentative de la majeure partie des composés organiques mais également de sels minéraux oxydables (sulfures, chlorures, etc.). Les eaux résiduaires industrielles peuvent fréquemment atteindre des valeurs de plusieurs grammes par litre en demande chimique en oxygène. Les flux de DCO peuvent s'exprimer en équivalent habitant (rejet moyen de 135 glj par habitant);

- **la demande biologique en oxygène au bout de cinq jours ou DBO5**: elle exprime la quantité d'oxygène nécessaire à la destruction ou à la dégradation des matières organiques d'une eau par les micro-organismes du milieu. Pour une eau naturelle superficielle (rivière, étang, etc.), ce paramètre traduit la consommation d'oxygène relative au phénomène d'auto-épuration. Le dosage de la DBO5, qui traduit l'effet des transformations biochimiques relatives à la majeure partie des composés carbonés, est réalisé par comparaison entre la teneur initiale en oxygène dissous et la teneur résiduelle dans l'effluent après incubation à l'obscurité pendant cinq jours à 20°C. Les valeurs de DBO5 mesurées dans l'industrie peuvent être très faibles pour des eaux résiduaires peu biodégradables et aller jusqu'à plusieurs grammes par litre dans des secteurs comme l'agro-alimentaire;

- **le rapport DCO/DBO5**: ce rapport donne une indication sur la biodégradabilité des effluents. Pour un rapport inférieur à 3, l'effluent est facilement biodégradable; au delà de 5, l'effluent est difficilement biodégradable.

Établissement	Commune	Rejet direct de DCO au milieu (en kg par an)				Évolution 2010-2011
		2008	2009	2010	2011	
STORA ENSO CORBEHEM	BREBIERES	858 000	651 413	852 895	855 278	→
ROQUETTE FRERES	LESTREM	395 728	584 965	506 447	596 885	↗
TIOXIDE EUROPE S.A.S	CALAIS	330 000	357 000	424 000	468 000	↗
ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE - DUNKERQUE	DUNKERQUE	317 596	289 635	291 555	292 344	→
MC CAIN ALIMENTAIRE	HARNES	90 784	88 842	129 485	266 787	↗
SICAL	LUMBRES	52 792	91 851	251 055	209 500	↘
LESIEUR COUDEKERQUE-BRANCHE	COUDEKERQUE-BRANCHE	246 598	179 819	141 601	158 770	↗
PRODUITS CHIMIQUES DE LOOS	LOOS	111 233	116 000	143 080	145 270	→
NORPAPER AVOT VALLÉE (ex-NORAMPAC)	SAINT-OMER	107 934	204 429	162 560	122 323	↘
RDM BLENDÉCQUES	SAINT-OMER	375 641	140 121	180 312	108 194	↘
HOLLIDAY PIGMENTS SAS	COMINES	69 349	63 362	80 336	89 423	↗
TEREOS SUCRERIE D'ESCAUDŒUVRES	ESCAUDŒUVRES	67 060	81 145	98 586	84 456	↘
INEOS CHLORVINYLIS FRANCE (ex-Artésienne de Vinyle)	MAZINGARBE	63 318	55 599	72 246	79 208	↗
CECA USINE DE FEUCHY	SAINT-LAURENT-BLANGY	60 916	75 894	90 790	74 123	↘
INTEROR	CALAIS	91 480	79 321	64 057	69 409	↗
MAXAM TAN (EX-GPN)	MAZINGARBE	70 060	51 798	69 365	68 022	→
POLIMERI EUROPA FRANCE SAS (ROUTE DES DUNES)	LOON-PLAGE	82 572	43 872	81 406	67 898	↘
CARGILL HAUBOURDIN SAS	HAUBOURDIN	43 793	1 915	69 854	65 982	↘
SRD - SOCIÉTÉ DE LA RAFFINERIE DE DUNKERQUE	DUNKERQUE	105 561	87 518	115 543	65 932	↘
BEAUMARAIS SAS	BETHUNE	49 989	34 028	62 546	65 017	→
TEREOS	LILLERS	93 203	99 212	74 923	63 868	↘
BRASSERIE HEINEKEN DE MONS	MONS-EN-BARŒUL	50 193	1 477	49 439	50 827	→
DAUDRUY VAN CAUWENBERGHE ET FILS	DUNKERQUE	78 700	67 018	45 116	44 147	→
BONDUELLE CONSERVE INTERNATIONAL - RENESCURE	RENESCURE	50 963	40 769	41 087	43 033	→
ETABLISSEMENT DES FLANDRES	LOON-PLAGE	120 274	127 673	55 651	40 501	↘
AJINOMOTO SWEETENERS EUROPE	GRAVELINES	2 259	24 744	41 616	39 779	→
ARC INTERNATIONAL FRANCE - SITE INDUSTRIEL D'ARQUES	ARQUES	54 387	34 968	41 341	38 699	↘
STYROLUTION FRANCE SAS (ex-INEOS NOVA)	WINGLES	51 465	51 501	51 027	37 960	↘
VALDUNES	DUNKERQUE	41 439	39 023	32 938	36 950	↗
LIONOR SA	STEENBECQUE		17 253	19 260	34 847	↗
RENAULT DOUAI - USINE GEORGES BESSE	DOUAI			32 280	33 510	→
ARJO WIGGINS	WIZERNES	26 897	17 383	34 082	32 839	→
FEUTRIE SAS	SAILLY-SUR-LA-LYS	59 134	45 122	48 814	32 471	↘
CALAIRE CHIMIE	CALAIS	91 352	4 611	30 647	32 224	↗
<b>TOTAL</b>		<b>4 310 670</b>	<b>3 849 280</b>	<b>4 485 940</b>	<b>4 514 475</b>	→

Le volume des principaux rejets industriels en DCO en 2011 est comparable à celui de 2010. À noter l'augmentation sensible des émissions de l'établissement Mc Cain Alimentaire à Harnes liée à la réduction de 25 % de sa capacité d'aération en raison d'une panne mécanique en juin 2011.

## Les principaux rejets industriels en DCO de la région en 2011 et leur évolution

Il s'agit des flux nets annuels, rejetés au milieu naturel après traitement en station d'épuration interne ou collective. Les valeurs de performance des stations d'épuration externes considérées sont celles de l'année 2011, sauf pour environ 20 % des cas pour lesquels la valeur de performance disponible est celle de 2010.

Dans le tableau de la page précédente figurent les 34 entreprises dont le volume cumulé des émissions représente 80 % du total déclaré de DCO. Pour ces principaux émetteurs, le volume de DCO émis est stable à + 0,6 % entre 2010 et 2011.

On peut apprécier l'amélioration de la qualité des eaux rejetées par la réalisation d'investissements (*Styrolution France* à Wingles, papeteries *RDM* et *Norpaper Avot Vallée* à Saint-Omer, *Sical* à Lumbres). Ces améliorations sont parfois la conséquence de retours à la normale après des incidents de fonctionnement des unités d'épuration en 2010 (*Polimeri Europa France* à Loon-Plage, *SRD* à Dunkerque).

## Les rejets en DCO des stations d'épuration urbaines en 2011

Les stations d'épuration urbaines traitent non seulement les effluents des collectivités mais également certains effluents industriels (après prétraitement ou non). En région Nord - Pas-de-Calais, sur les 411 rejets provenant d'installations classées recensés dans le présent document, 177 rejets rejoignent et sont traités dans une station d'épuration urbaine.

Pour le paramètre DCO, quelques chiffres figurant ci-contre en haut sont calculés à partir des moyennes journalières sur la base de 365 jours. Le rendement global moyen en DCO donne en particulier une indication sur le niveau d'abattement de la pollution en DCO par les stations d'épuration urbaines (SEU). Les données de rejets 2011 considérées sont fournies par le service d'assistance technique et d'étude aux stations d'épuration (Satese) du Nord et du Pas-de-Calais, puis validées par les services départementaux de police de l'eau en Directions départementales des territoires et de la mer (DDTM 59 et 62).

## Les principaux rejets DCO des stations d'épuration urbaines en 2011

Les 20 rejets les plus importants parmi les stations d'épurations urbaines sont détaillés ci-contre (chiffres annuels calculés à partir de la moyenne journalière). En 2011, ils représentent 68,3 % des flux totaux rejetés DCO par l'ensemble des stations d'épuration urbaines au milieu naturel.

	Nord	Pas-de-Calais	Région	
Nombre de SEU > 2 000 EH en 2011	116	76	192	
Flux totaux reçus DCO en 2011 (en T/an)	92 217	54 478	146 695	
% des flux totaux DCO provenant d'ICPE recensées dans l'IRE en 2011	6,5 %	8,6 %	7,3 %	
Flux totaux éliminés DCO en 2011 (en T/an)	85 519	50 296	135 815	
Flux totaux DCO rejetés au milieu naturel en 2011 (en T/an)	6 698	4 182	10 880	
Évolution des flux totaux DCO rejetés au milieu naturel (flux en T/an et variation)	2008 / 2011	9 164	3 993	13 157
		- 36,8 %	+ 4,5 %	- 20,9 %
	2009 / 2011	8 541	3 824	12 365
	- 21,6 %	+ 4 %	- 17 %	
	2010 / 2011	7 957	3 090	11 047
	- 19 %	+ 16,3 %	- 2,5 %	
Rendement global moyen DCO en 2011	92,7 %	92,3 %	92,6 %	

## Les rejets en DCO des stations d'épurations urbaines supérieures à 2 000 EH en 2011

Les SEU inférieures à 2 000 équivalents-habitants (EH) ne figurent pas dans les données de SEU reprises ici pour 2011. Toutefois, leur volume DCO rejeté représente moins de 4 % des rejets globaux des SEU. On observe que la baisse des rejets en DCO des SEU se poursuit, même si la tendance est moins affirmée en 2011.

Station d'épuration	Dép.	Débit moyen journalier (en m <sup>3</sup> )	Rendement DCO moyen annuel (en %)	Flux total annuel DCO rejeté en T/an
MARQUETTE-LEZ-LILLE	59	107 010	87	2 216
WATTRELOS	59	86 377	95	803
LENS (LOISON-SOUS-LENS)	62	20 055	90	505
HENIN-BEAUMONT	62	14 491	83	491
BOULOGNE (OUTREAU)	62	20 155	92	442
AUCHY (HAISNES)	62	2 334	47	392
HOUPLIN-ANCOISNE	59	16 458	91	298
CALAIS (MONOD)	62	10 236	94	286
DOUAI	59	19 636	96	234
COUDEKERQUE-BRANCHE	59	14 797	94	200
COURCELLES	62	4 888	68	196
VALENCIENNES	59	12 659	95	179
FOUQUIERES-LENS (HARNES)	62	16 077	93	178
NEUVILLE-EN-FERRAIN	59	14 906	91	160
MAUBEUGE	59	12 322	93	152
ARMENTIERES (PLOEGSTEERT)	59	24 064	94	148
ARRAS (SAINT-LAURENT-BLANGY)	62	15 725	97	146
BETHUNE	62	11 721	93	143
SAINT-OMER	62	7 312	94	136
VILLENEUVE-D'ASCQ	59	18 466	97	124

## Les principaux rejets en DCO des stations d'épuration urbaines en 2011

### Quelques repères en matière de pollution par les matières en suspension

L'importance des matières en suspension dans l'eau réduit la luminosité et abaisse la productivité du milieu récepteur du fait, en particulier, d'une chute de l'oxygène dissous consécutive à une réduction des phénomènes de photosynthèse et est préjudiciable à la vie aquatique. Les effets mécaniques des matières en suspension sont également importants.

Les matières en suspension sont de nature à engendrer des maladies chez le poisson et même l'asphyxie par colmatage des branchies. Par ailleurs, les matières décantables sédimentent dans les zones de frayes et réduisent les possibilités de développement des végétaux et des invertébrés de fond (agissant ainsi sur l'équilibre global de la chaîne alimentaire du système aquatique), posant ainsi un problème d'entretien des cours d'eau. Les matières en suspension sont mesurées par pesée après filtration ou centrifugation et séchage à 105 °C. Les procédés de séparation par filtration font appel à des disques en fibres de verre dont la mise en œuvre fait partie intégrante du mode opératoire. La méthode par centrifugation est plus particulièrement réservée au cas où les méthodes par filtration ne sont pas applicables par suite d'un risque élevé de colmatage des filtres.

Les MES comprennent :

- **les matières décantables** : elles correspondent aux MES qui se déposent au repos pendant une durée fixée conventionnellement à deux heures. Elles sont mesurées par lecture directe du volume occupé au fond d'un cône de décantation que constitue le décantat;
- **les matières colloïdales** : elles représentent la différence entre les MES et les matières décantables.

Les matières en suspension sont aussi constituées de matières minérales et de matières organiques, ou matières volatiles en suspension (MVS). Les flux de MES peuvent s'exprimer en équivalent habitant (flux moyen de 90 gj par habitant).

### Les matières en suspension : retour à la baisse des émissions industrielles en 2011

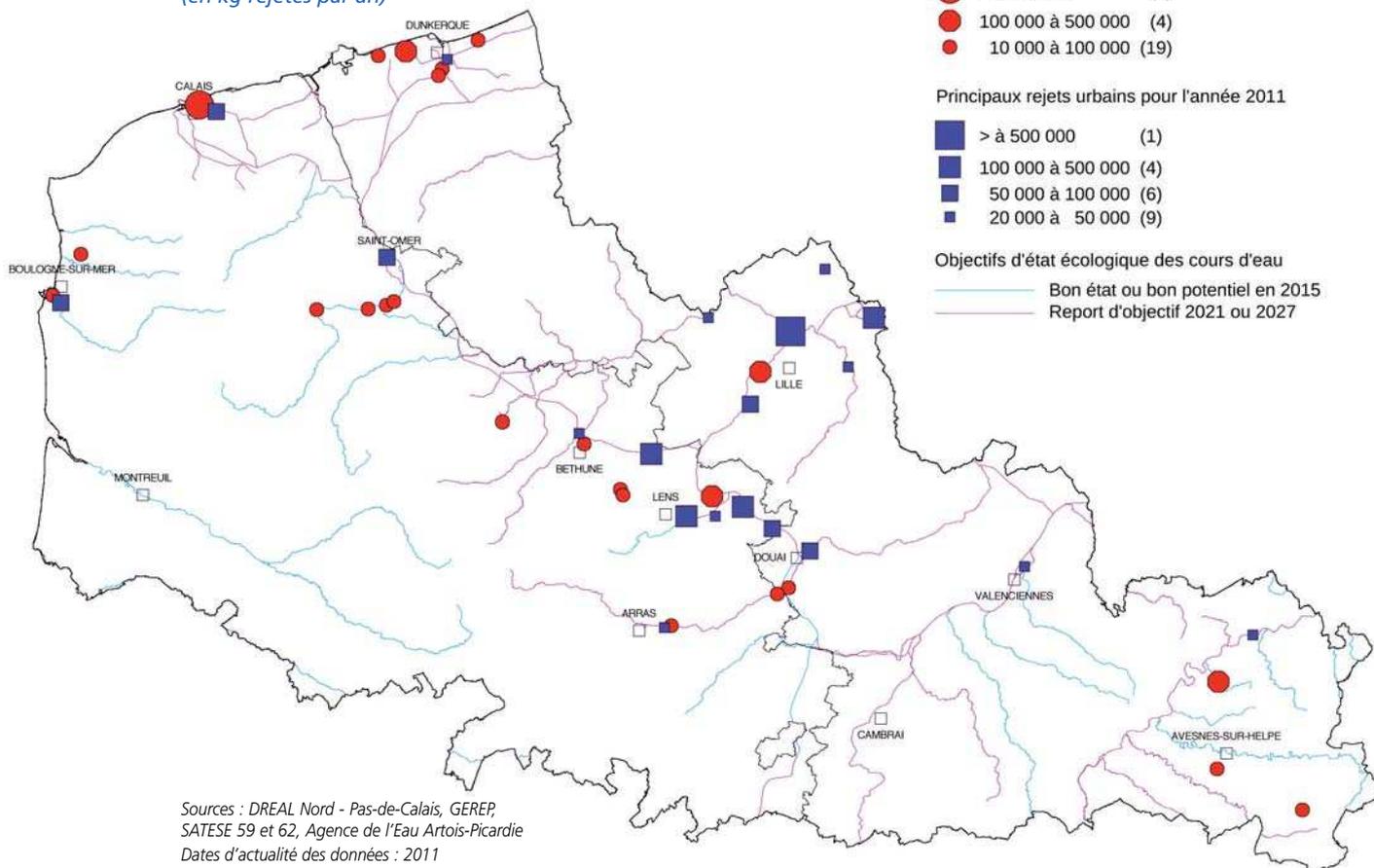
En 2011, le volume global de MES déclaré par 411 exploitants industriels a représenté 2 537 tonnes, soit une baisse de 4,8 % par rapport au volume de MES déclaré (hors piscicultures) pour l'année 2010, qui représentait 2 665 tonnes pour 431 déclarants.

À « périmètre constant », c'est-à-dire en comparant les rejets des 320 établissements ayant déclaré à la fois en 2010 et en 2011, la baisse des rejets en 2011 par rapport à 2010 est assez comparable à celle du total déclaré puisque le tonnage de 2 533 tonnes de MES représente une diminution de 4,2 %.

À noter que les valeurs de performance des stations d'épuration externes considérées sont celles de l'année 2011, sauf pour environ 20 % des cas pour lesquels la valeur de performance disponible est celle de 2010.

Parmi les améliorations constatées en 2011, on peut citer l'établissement *Stora Enso* à Brebières qui réduit ses émissions de MES en 2011 par rapport à 2009 (année 2010 non

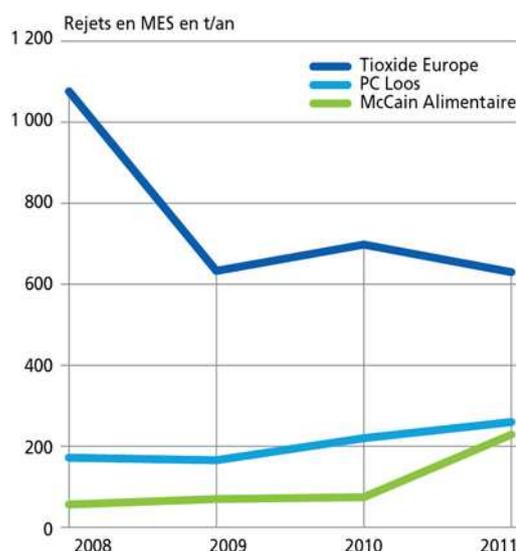
Répartition des principaux rejets industriels et urbains de MES en 2011 (en kg rejetés par an)



considérée en raison de problèmes sur la station d'épuration) malgré une augmentation de sa production de 7,5 %. A contrario, la panne rencontrée en été 2011 par l'établissement *Mc Cain* à Harnes a entraîné des rejets de MES en forte hausse.

### Les principaux rejets industriels de MES de la région en 2011 et leur évolution

Dans le tableau ci-dessous figurent les 24 entreprises dont le volume cumulé des émissions représente 80 % du total déclaré de MES. Pour ces principaux émetteurs, le volume de MES émis est stable à -0,5 % entre 2010 et 2011.



Evolution des plus importants rejets industriels en matières en suspension (MES)

Les 24 établissements représentant 80 % des rejets industriels de MES en Nord - Pas-de-Calais en 2011 et leur évolution sur trois ans.

La baisse des rejets industriels de MES en 2011 est modeste. L'augmentation des émissions de l'établissement *Mc Cain Alimentaire* à Harnes, qui a vu sa capacité d'aération réduite de 25% en juin 2011 en raison d'une panne mécanique, a freiné cette baisse.

- ↗↗ Hausse supérieure à 20 %
- ↗ Hausse comprise entre 5 et 20 %
- ↔ Évolution inférieure à 5 % à la hausse ou à la baisse
- ↘ Baisse comprise entre 5 et 20 %
- ↘↘ Baisse supérieure à 20 %

Nom de l'établissement	Commune	Rejet direct de MES au milieu (en kg par an)				Évolution 2010-2011
		2008	2009	2010	2011	
TIOXIDE EUROPE SAS	CALAIS	1 076 000	633 000	698 000	630 000	↘
PRODUITS CHIMIQUES DE LOOS	LOOS	171 915	165 680	220 095	259 880	↗
MC CAIN ALIMENTAIRE	HARNES	56 402	69 913	74 509	228 823	↗↗
ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE - DUNKERQUE	DUNKERQUE	117 468	107 160	135 721	163 116	↗↗
CBS SAS	LIMONT-FONTAINE		45 000	76 000	100 437	↗↗
BEAUMARAIS SAS	BETHUNE	22 463	19 118	102 684	99 447	↔
ASCOMETAL	LEFFRINCKOUCKE	12 420	8 008	35 344	54 514	↗↗
AXTER COURCHELETTES	COURCHELETTES	11 178	36 472	66 632	43 915	↘↘
GELMER (ex-Icelandic)	WIMILLE	198 400		74 546	42 324	↘↘
STORA ENSO CORBEHEM	BREBIERES	60 682	54 923	147 243	38 189	↘↘
INEOS CHLORVINYLS FRANCE (ex-Artésienne de Vinyle)	MAZINGARBE	35 791	27 825	28 288	38 118	↗↗
SOFRANOR	BOULOGNE-SUR-MER		27 692	8 513	33 127	↗↗
BOCAHUT SAS	GLAGEON		35 148	22 921	31 889	↗↗
BOCAHUT SAS	HAUT-LIEU		55 045	19 395	31 783	↗↗
SICAL	LUMBRES	11 021	23 660	32 555	30 100	↘
POLIMERI EUROPA FRANCE SAS (ROUTE DES DUNES)	LOON-PLAGE	13 782	19 826	28 934	29 298	↔
BORAX FRANÇAIS	COUDEKERQUE-BRANCHE	16 564	9 084	18 917	25 091	↗↗
RDM BLENDÉCQUES	SAINT-OMER	56 182	18 253	30 823	24 632	↘↘
LESIEUR COUDEKERQUE-BRANCHE	COUDEKERQUE-BRANCHE	42 797	34 591	12 919	24 463	↗↗
MAXAM TAN (ex-GPN)	MAZINGARBE	38 042	35 178	22 665	24 018	↗
NORPAPER AVOT VALLÉE (ex-Norampac)	SAINT-OMER	21 314	40 766	36 230	23 649	↘↘
ARJO WIGGINS	WIZERNES	18 023	15 278	91 478	23 433	↘↘
TEREOS	LILLERS	22 014	29 245	28 694	21 455	↘↘
CECA USINE DE FEUCHY	SAINT-LAURENT-BLANGY	18 400	26 898	37 830	19 458	↘↘
<b>TOTAL</b>		<b>2 020 858</b>	<b>1 537 763</b>	<b>2 050 936</b>	<b>2 041 159</b>	↔

	Nord	Pas-de-Calais	Région	
Nombre de SEU > 2 000 EH en 2011	116	76	192	
Flux totaux reçus MES en 2011 (en T/an)	48 030	27 211	75 241	
% des flux totaux MES provenant d'ICPE recensées dans l'IRE en 2011	3 %	3,8 %	3,3 %	
Flux totaux éliminés MES en 2011 (en T/an)	46 135	25 878	72 013	
Flux totaux MES rejetés au milieu naturel en 2011 (en T/an)	1 895	1 333	3 228	
Évolution des flux totaux MES rejetés au milieu naturel (flux en T/an et variation)	2008 / 2011	2 621	1 337	3 958
		-38,3 %	0 %	-22,6 %
	2009 / 2011	2 389	1 201	3 590
	-26,1 %	+9,9 %	-11,2 %	
	2 129	735	2 864	
	-12 %	+44,9 %	+11,3 %	
Rendement global moyen MES en 2011	96,1 %	95,1 %	95,7 %	

#### Les rejets en MES des stations d'épurations urbaines supérieures à 2 000 EH en 2011

Les SEU inférieures à 2 000 équivalents-habitants (EH) ne figurent pas dans les données de SEU reprises ici pour 2011. Toutefois, leur volume MES rejeté ne représente que de 6,5 % à 9,5 % des rejets globaux des SEU. On note une reprise des rejets finaux en MES des SEU en 2011, alimentée par les SEU du Pas-de-Calais.

Station d'épuration	Dép.	Débit moyen journalier (en m <sup>3</sup> )	Rendement MES moyen annuel (en %)	Flux total annuel MES rejeté en T/an
MARQUETTE-LEZ-LILLE	59	107 010	92	725
WATTRELOS	59	86 377	96	356
AUCHY (HAISNES)	62	2 334	41	243
HENIN-BEAUMONT	62	14 491	83	215
LENS (LOISON-SOUS-LENS)	62	20 055	91	179
COURCELLES	62	4 888	71	95
BOULOGNE (OUTREAU)	62	20 155	98	82
SAINT-OMER	62	7 312	94	68
CALAIS (MONOD)	62	10 236	98	55
DOUAI	59	19 636	98	52
HOUPLIN-ANCOISNE	59	16 458	97	51
FOQUIERES-LENS (HARNES)	62	16 077	97	47
NEUVILLE-EN-FERRAIN	59	14 906	95	46
MAUBEUGE	59	12 322	97	40
ARMENTIERES (PLOEGSTEERT)	59	24 064	97	35
COUDEKERQUE-BRANCHE	59	14 797	98	35
ARRAS (SAINT-LAURENT-BLANGY)	62	15 725	99	34
VILLENEUVE-D'ASCQ	59	18 466	99	30
BETHUNE	62	11 721	97	25
VALENCIENNES	59	12 659	99	22

#### Les principaux rejets en MES des stations d'épuration urbaines en 2011

#### Les rejets en MES des stations d'épuration urbaines en 2011

Les stations d'épuration urbaines traitent non seulement les effluents des collectivités mais également certains effluents industriels (après prétraitement ou non). En région Nord - Pas-de-Calais, sur les 411 rejets provenant d'installations classées recensés dans le présent document, 177 rejets rejoignent et sont traités dans une station d'épuration urbaine.

Pour le paramètre MES, quelques chiffres figurant ci-contre sont calculés à partir des moyennes journalières sur la base de 365 jours. Le rendement global moyen en MES donne en particulier une indication sur le niveau d'abattement de la pollution en MES par les stations d'épuration urbaines (SEU). Les données de rejets 2011 considérées sont fournies par le service d'assistance technique et d'étude aux stations d'épuration (Satese) du Nord et du Pas-de-Calais, puis validées par les services départementaux de police de l'eau en Directions départementales des territoires et de la mer (DDTM 59 et 62).

#### Les principaux rejets en MES des stations d'épuration urbaines en 2011

Les 20 rejets les plus importants parmi les stations d'épuration urbaines sont détaillés ci-contre (chiffres annuels calculés à partir de la moyenne journalière). En 2011, ils représentent 75,5 % des flux totaux de MES rejetés par l'ensemble des stations d'épuration urbaines au milieu naturel.

#### ■ La pollution azotée : nette baisse des émissions industrielles en 2011

En 2011, le volume total des émissions d'azote global (NGL) déclarées par 411 industriels représente 753 tonnes, soit une baisse de 11,7 % par rapport au volume de NGL déclaré (hors piscicultures) pour l'année 2010, qui représentait 850 tonnes pour 431 déclarants.

À « périmètre constant », c'est à dire en comparant les rejets des 320 établissements ayant déclaré à la fois en 2010 et en 2011, les 751 tonnes de NGL rejetées représentent une diminution de 10,9 % par rapport aux rejets de 2010.

Les valeurs de performance des stations d'épuration externes considérées sont celles de l'année 2011, sauf pour environ 20 % des cas pour lesquels la valeur de performance disponible est celle de 2010.

## Quelques repères en matière de pollution azotée

L'azote peut se trouver dans les eaux industrielles sous quatre formes, dont la somme constitue l'azote global (NGL):

- **l'azote organique** ( $R-NH_2$ ): il peut avoir comme origine la décomposition des déchets organiques (protéines, polypeptides, acides aminés), les rejets organiques d'origine humaine ou animale (urée), les rejets industriels, et notamment ceux de l'industrie des engrais azotés, ou les adjuvants de certains détergents;

- **l'azote ammoniacal**: selon les conditions du pH, il se trouve dans les eaux sous forme ionisée ( $NH_4^+$ ), peu néfaste vis-à-vis de la faune aquatique, ou sous forme hydratée ( $NH_3$ ) qui, en revanche, peut entraîner de graves conséquences sur les milieux récepteurs du fait de sa toxicité. L'ammoniaque provoque, même à de faibles concentrations, des lésions branchiales chez les poissons, qui limitent les échanges entre le sang et le milieu extérieur. Dans la plupart des eaux superficielles, dont le pH est compris entre 6,5 et 8,5, la plus grande partie de l'azote ammoniacal se trouve sous forme ionisée, donc peu toxique;

- **les nitrites**: ils peuvent être présents dans l'eau sous forme non ionisée d'acide nitreux ( $HNO_2$ ) ou ionisée ( $NO_2^-$ ). La première forme, qui apparaît dans certaines conditions de température et de pH, est la plus toxique pour les organismes vivants. Dans le sang, les nitrites ont la faculté de se fixer sur l'hémoglobine et de

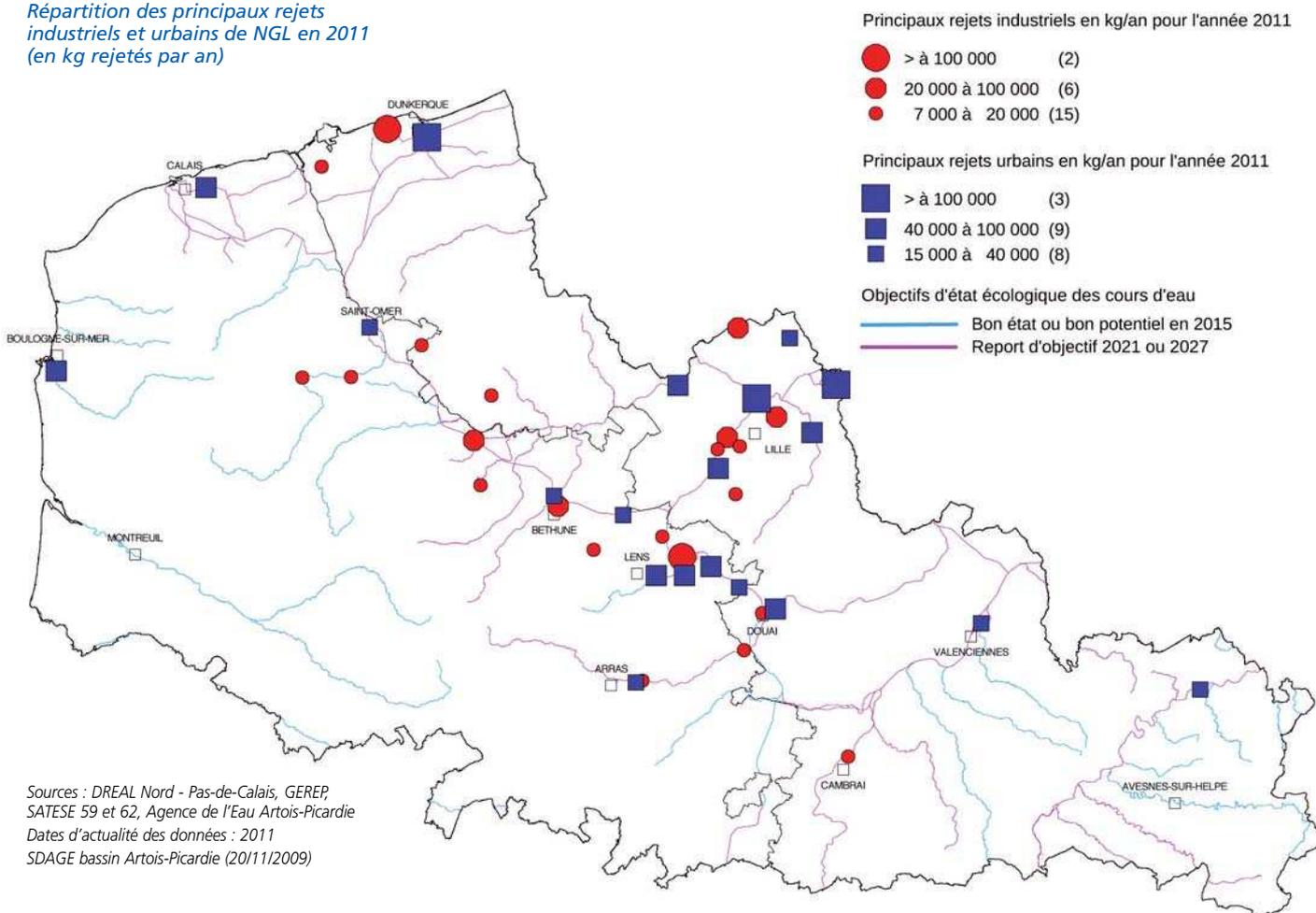
bloquer l'échange en oxygène (méthémoglobine). Les nitroamines (issues de la combinaison des nitrites et des protéines dans le tube digestif) sont soupçonnées d'être cancérogènes ;

- **les nitrates** ( $NO_3^-$ ): en eux-mêmes, ils semblent peu toxiques vis-à-vis de la faune aquatique. L'azote des nitrates avec, dans une moindre mesure, celui des nitrites et de l'ammoniac, est l'un des éléments nutritifs majeurs des végétaux, dans lesquels il est métabolisé pour fournir essentiellement des protéines, des acides nucléiques et les polymères des parois cellulaires. Les nitrates constituent un facteur d'eutrophisation qui se traduit par une croissance excessive des algues et des plantes et une consommation supplémentaire de l'oxygène dissous, entraînant une dégradation du milieu aquatique. Les nitrates (dont la concentration maximale admissible dans l'eau potable est de 50 mg/l) sont susceptibles d'être réduits en nitrites dans le tube digestif.

Outre sa toxicité intrinsèque, l'azote ammoniacal se transforme en nitrites, puis nitrates (cycle de l'azote) et consomme de l'oxygène. Il contribue donc à des situations d'anoxie ou de sous-oxygénation des milieux aquatiques.

Les flux d'azote réduit NR (NR = azote organique + azote ammoniacal) peuvent s'exprimer en équivalent habitant (flux moyen de 15 gNR par jour et par habitant).

### Répartition des principaux rejets industriels et urbains de NGL en 2011 (en kg rejetés par an)



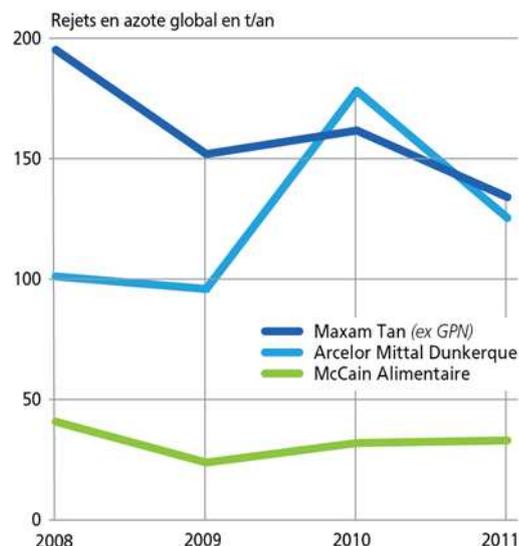
Sources : DREAL Nord - Pas-de-Calais, GEREP, SATESE 59 et 62, Agence de l'Eau Artois-Picardie  
Dates d'actualité des données : 2011  
SDAGE bassin Artois-Picardie (20/11/2009)

À noter que sur dix ans, les efforts de réduction des émissions industrielles d'azote global (NGL) dans la région Nord - Pas-de-Calais font état d'une baisse totale de 63 %, essentiellement générée par la réduction à la source des quantités de produits azotés utilisés par les industriels ainsi que par les améliorations des traitements épuratoires.

### Les principaux rejets industriels de NGL de la région en 2011 et leur évolution

Dans le tableau ci-dessous figurent les 23 entreprises dont le volume cumulé des émissions représente 80 % du total déclaré de NGL. Pour ces principaux émetteurs, le volume de NGL émis a diminué de 10 % entre 2010 et 2011.

Les 23 établissements représentant 80 % des rejets industriels d'azote en Nord - Pas-de-Calais en 2010 et leur évolution sur trois ans.



Les principaux rejets industriels en azote global et leur évolution

et leur évolution sur trois ans.

Nom de l'établissement	Commune	Rejet direct d'azote au milieu (en kg par an)				Évolution 2010-2011
		2008	2009	2010	2011	
MAXAM TAN (ex-GPN)	MAZINGARBE	195 169	151 918	161 693	134 035	↓
ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE - DUNKERQUE	DUNKERQUE	101 102	95 903	178 160	125 423	↘↘
MC CAIN ALIMENTAIRE	HARNES	40 787	23 836	31 948	33 002	→
HOLLIDAY PIGMENTS SAS	COMINES	10 062	8 461	15 335	31 264	↗↗
APERAM STAINLESS FRANCE - SITE D'ISBERGUES	ISBERGUES	165 214	59 911	43 217	25 693	↘↘
BEAUMARAIS SAS	BETHUNE	15 970	16 055	15 928	23 178	↗↗
PRODUITS CHIMIQUES DE LOOS	LOOS	6 167	4 706	20 428	22 302	↗
BRASSERIE HEINEKEN DE MONS	MONS-EN-BARCEUL	19 013	1	18 446	20 004	↗
LIONOR SA	STEENBECQUE		685	7 436	18 949	↗↗
CECA USINE DE FEUCHY	SAINT-LAURENT-BLANGY	25 837	18 283	16 070	18 716	↗
RENAULT DOUAI - USINE GEORGES BESSE	DOUAI			16 370	15 360	↓
ARJO WIGGINS	WIZERNES	2 681	11 549	17 426	15 335	↓
TEREOS SUCRERIE D'ESCAUDOEUVRES	ESCAUDOEUVRES	18 705	11 749	18 502	15 324	↓
STORA ENSO CORBEHEM	BREBIERES	19 195	27 312	14 546	14 484	→
AJINOMOTO SWEETENERS EUROPE	GRAVELINES	524	8 427	18 991	13 609	↘↘
STYROLUTION FRANCE SAS (ex-INEOS NOVA)	WINGLES	15 016	13 165	12 921	13 268	→
SICAL	LUMBRES	7 765	12 059	10 440	10 547	→
CHRU DE LILLE	LILLE	19 997	21	12 403	10 122	↓
INEOS CHLORVINYLS FRANCE (ex-Artésienne de Vinyle)	MAZINGARBE	9 314	9 873	10 223	9 049	↓
BONDUELLE CONSERVE INTERNATIONAL - RENESCURE	RENESCURE	10 392	10 941	8 811	9 023	→
TEREOS	LILLERS	8 916	8 454	7 233	8 256	↗
CARGILL HAUBOURDIN SAS	HAUBOURDIN	4 160	534	8 255	7 868	→
DSM FOOD SPECIALTIES	SECLIN	4 419	339	3 553	7 183	↗↗
		700 405	494 183	668 335	601 992	↓

- ↗↗ Hausse supérieure à 20 %
- ↗ Hausse comprise entre 5 et 20 %
- Évolution inférieure à 5 % à la hausse ou à la baisse
- ↘ Baisse comprise entre 5 et 20 %
- ↘↘ Baisse supérieure à 20 %

### Les rejets en azote global (NGL) des stations d'épuration urbaines en 2011

Les stations d'épuration urbaines traitent non seulement les effluents des collectivités mais également certains effluents industriels (après prétraitement ou non). En région Nord - Pas-de-Calais, sur les 411 rejets provenant d'installations classées recensés dans le présent document, 177 rejets rejoignent et sont traités dans une station d'épuration urbaine.

Pour le paramètre NGL, quelques chiffres figurant ci-contre sont calculés à partir des moyennes journalières sur la base de 365 jours. Le rendement global moyen en NGL donne en particulier une indication sur le niveau d'abattement de la pollution en NGL par les stations d'épuration urbaines (SEU). Les données de rejets 2011 considérées sont fournies par le service d'assistance technique et d'étude aux stations d'épuration (Satese) du Nord et du Pas-de-Calais, puis validées par les services départementaux de police de l'eau en Directions départementales des territoires et de la mer (DDTM 59 et 62).

### Les principaux rejets en NGL des stations d'épuration urbaines en 2011

Les 20 rejets les plus importants parmi les stations d'épuration urbaines sont détaillés ci-contre (chiffres annuels calculés à partir de la moyenne journalière). En 2011, ils représentent 75 % des flux totaux de NGL rejetés par l'ensemble des stations d'épuration urbaines au milieu naturel.

	Nord	Pas-de-Calais	Région	
Nombre de SEU > 2 000 EH en 2011	116	76	192	
Flux totaux reçus NGL en 2011 (en T/an)	9 101	6 439	15 540	
% des flux totaux NGL provenant d'ICPE recensées dans l'IRE en 2011	3,9 %	5,4 %	4,5 %	
Flux totaux éliminés NGL en 2011 (en T/an)	6 694	5 716	12 410	
Flux totaux NGL rejetés au milieu naturel en 2011 (en T/an)	2 407	723	3 130	
Évolution des flux totaux NGL rejetés au milieu naturel (flux en T/an et variation)	2008 / 2011	nd	nd	nd
		nd	nd	nd
	2009 / 2011	nd	nd	nd
	nd	nd	nd	
2010 / 2011	2 790	743	3 533	
	- 15,9 %	- 2,8 %	- 12,9 %	
Rendement global moyen NGL en 2011	73,6 %	88,9 %	79,9 %	

### Les rejets en NGL des stations d'épurations urbaines supérieures à 2 000 EH en 2011

Les données 2008 et 2009 ne sont pas disponibles. Les SEU inférieures à 2 000 équivalents-habitants (EH) ne figurent pas dans les données de SEU reprises ici pour 2010 et 2011 car elles ne sont pas soumises à autosurveillance. La baisse des rejets finaux d'azote global des SEU se poursuit en 2011.

Station d'épuration	Dép.	Débit moyen journalier (en m <sup>3</sup> )	Rendement NGL moyen annuel (en %)	Flux total annuel NGL rejeté en T/an
MARQUETTE LEZ LILLE	59	107 010	35	1 216
COUDEKERQUE-BRANCHE	59	14 797	92	211
WATTRELOS	59	86 377	86	192
LENS (LOISON-SOUS-LENS)	62	20 055	83	90
FOQUIERES-LENS (HARNES)	62	16 077	75	61
BOULOGNE (OUTREAU)	62	20 155	87	60
ARMENTIERES (PLOEGSTEERT)	59	24 064	76	59
HENIN-BEAUMONT	62	14 491	96	54
DOUAI	59	19 636	87	51
CALAIS (MONOD)	62	10 236	92	46
HOUPLIN-ANCOISNE	59	16 458	89	42
VILLENEUVE-D'ASCQ	59	18 466	89	40
VALENCIENNES	59	12 659	89	36
AUCHY-HAISNES	62	2 334	51	33
NEUVILLE-EN-FERRAIN	59	14 906	85	30
ARRAS (SAINT-LAURENT-BLANGY)	62	15 725	92	30
SAINT-OMER	62	7 312	86	30
MAUBEUGE	59	12 322	87	28
BETHUNE	62	11 721	89	22
COURCELLES	62	4 888	73	17

### Les principaux rejets en NGL des stations d'épuration urbaines en 2011

## Les contrôles inopinés

L'inspection des installations classées doit connaître précisément les émissions des industriels. Pour cela, les exploitants doivent mesurer leurs rejets avec une fréquence qui dépend de l'importance des flux rejetés et qui peut être annuelle, trimestrielle, mensuelle, hebdomadaire, quotidienne, ou en continu pour les rejets très importants : c'est l'autosurveillance. Afin de vérifier la représentativité des mesures faites par l'industriel, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et d'analyses par un organisme indépendant. Les contrôles inopinés sont réalisés à la demande directe de l'inspection des installations classées et aux frais de l'exploitant.

Le bilan statistique des contrôles inopinés en 2011 est le suivant :

- 278 contrôles inopinés ont été effectués chez 237 exploitants d'installations classées, soit environ 7300 paramètres contrôlés ;

*Évolution du nombre de contrôles inopinés et résultats comparés de 2006 à 2011*



	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Nombre total de contrôles effectués	280	308	296	276	255	278
Contrôles conformes	88	111	95	114	100	106
Dépassement des VLE sur au moins un paramètre	168	171	157	162	155	172
Dépassement(s) de plus de 100% d'une VLE autorisée	99	109	79	154	82	91

- 106 contrôles inopinés sont conformes (pour 278 contrôles inopinés) soit 38 % (39 % en 2010) ;

- 172 contrôles inopinés montrent un dépassement des VLE (valeurs limites d'émission) sur au moins 1 paramètre, soit 62 % (61 % en 2010) ; cela représente 593 paramètres non conformes (débit, température, pH, concentrations, flux).

Parmi ces 172 contrôles non conformes :

- 81 contrôles inopinés ont mis en évidence des dépassements inférieurs à 100 % d'une VLE autorisée, ce qui représente 356 paramètres non conformes ;

- 74 contrôles inopinés ont mis en évidence des dépassements à la fois inférieurs et supérieurs à 100 % d'une VLE autorisée (suivant les paramètres mesurés) ;

- 91 contrôles inopinés, soit 53 %, ont mis en évidence un ou plusieurs dépassement(s) de plus de 100 % d'une VLE autorisée (32 % en 2010) ; cela représente 237 paramètres non conformes.

Les « gros » dépassements parmi ces 237 paramètres non conformes concernent :

- les MES (30 dépassements),
- la DCO (28 dépassements),
- la DBO5 (24 dépassements),
- le phosphore et l'azote (14 dépassements),
- les teneurs en chlorures (11 dépassements)
- les teneurs en métaux – aluminium et fer (6 dépassements).

Une annexe consultable sur le site Internet de la DREAL Nord - Pas-de-Calais ([www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr](http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr)) fournit la liste des établissements pour lesquels a été constaté un dépassement d'au moins 100 % par rapport à la valeur réglementaire lors du contrôle inopiné en 2011, sur au moins un polluant. Ces dépassements ne sont généralement pas remis en cause par l'autosurveillance mise en place par les industriels.

## Contrôles inopinés 2011 – Eau – Dépassements de plus de 100% d'une valeur limite d'émission autorisée

Etablissements	COMMUNE	Nature des gros dépassements	Causes des dépassements et actions engagées par l'exploitant et l'inspection
DELIFRANCE S A	LABELVRIERE	P	
LIOT (ex OVONOR)	ANNEZIN	DBO5 et flux	
LIOT (ex OVONOR)	ANNEZIN	DBO5 et flux	
HAAGEN DAZS	TILLOY LES MOFFLAINES	SEC	
BEAUMARAIS	BETHUNE	MATIERES GRASSES	Erreur d'analyse du laboratoire. Une contre-analyse réalisée par un autre laboratoire sur le même échantillon indique le respect des valeurs réglementaires
TEREOS	LILLERS	DCO	
SI GROUP	BETHUNE	Formol	L'UT 62 a envoyé un mail de complément à l'exploitant. En réponse, l'exploitant a indiqué avoir mené des recherches. Les causes possibles sont un état biologique de la STEP aléatoire, et une baisse des teneurs en phénols (consommateur de formol) en entrée de STEP. Les actions engagées : - Injection d'urée en STEP ; - création d'un 2ème bassin tampon pour stabiliser le fonctionnement de la STEP ; - lancement d'un projet plus global visant à réduire les teneurs de formol en sortie de STEP.
H & G Barbry	SAILLY-SUR-LA-LYS	MES, DBO5	
HAUTS DE FRANCE LAVAGE	LILLERS	Débit en m3/h	
DURAND PRODUCTION	HARNES	MES DCO	
ARCELOR Dunkerque	GRANDE SYNTHÉ	[AOX] et flux	Modification AP en cours rapport d'avril 2012
DELFI NORD CACAO	GRAVELINES	NGL	Demande faite par courrier DREAL du 25/06/12
CALAIRE chimie	CALAIS	MES AOX	Les dépassements en organochlorés relèvent principalement d'interférences analytiques lors de la mesure de ce paramètre selon la norme NF EN ISO 9562. Actions : quantification à partir des schémas réactionnels de la présence d'AOX pour chaque production.
CALAIRE chimie	CALAIS	MES AOX	idem
SRD	DUNKERQUE	Phénols	Plan d'actions engagé par l'exploitant afin d'identifier les sources d'émission de phénols dans le process
SYNTHEXIM	CALAIS	DCO DBO	Exploitant en contentieux avec le fournisseur de la STEP. Attente de l'avis d'expert et de la décision du tribunal.
Vale Manganese France (ex RDME)	GRANDE SYNTHÉ	CN	Demande faite par courrier DREAL du 25/06/12
Vale Manganese France (ex RDME)	GRANDE SYNTHÉ	CN Fe	Demande faite par courrier DREAL du 25/06/12
DAUDRY VAN.	DUNKERQUE	Potat P04 S04	Une ETE a été demandée à l'exploitant suite aux différents dépassements. Celle-ci est en cours d'instruction par la DREAL
DAUDRY VAN.	DUNKERQUE	MES P P04 S04	
LESIEUR	COUDEKERQUE BRANCHE	Sulfates	Plan d'investissements engagé par l'exploitant afin d'améliorer les performances de la station d'épuration. Ce plan d'un montant de l'ordre de 1,2 million d'euros comportera le remplacement du clarificateur et rajout d'un bassin biologique
LESIEUR	COUDEKERQUE BRANCHE	Cl	idem
BLADINA	STEENVOORDE	MeS	En 2011, l'inspection a imposé 2 contrôles inopinés du fait de dépassements réguliers observés au niveau de l'autosurveillance. L'exploitant a contesté les résultats par un courrier du 23 décembre 2011, sur la base des éléments fournis par son prestataire (VEOLIA) qui assure la gestion de leur station d'épuration 2 contrôles inopinés seront également réalisés en 2012. Depuis le début d'année, des dépassements ont encore été observés en DCO, MES et NGL en février suite à un déversement accidentel de lait concentré et un problème de gel de canalisation. Le second contrôle inopiné BLEADINA est prévu le 10 et 11 septembre – voir pour planifier une inspection sur le sujet
LESIEUR GENERALE CONDIMENTAIRE	GRANDE SYNTHÉ	DCO, DBO, MEX	Afin de remédier à ces problèmes de dépassement, LESIEUR a contracté fin 2011 début 2012 une unité de traitement biologique venant compléter l'unité de traitement physico-chimique actuelle. Lors de la visite d'inspection d'avril 2012, l'exploitant a informé de la mise en route de cette unité courant avril.
ARCELOR ATLANTIQUE ET LORRAINE	DESVRES	MES	Le contrôle inopiné réalisé par SGS Multilab les 21 et 22 mars 2012 n'a révélé aucune non conformité. Pas d'action proposée en attente des résultats du second Contrôle inopiné 23012
ASCOMETAL	DUNKERQUE	DCO HC MES FER ZINC	L'exploitant a pris conscience du problème; une réunion ou une inspection eau sera organisée au second semestre 2012
SPECITUBES	SAMER	Cr hexavalent	L'exploitant a mis à l'étude le remplacement de la station d'épuration actuelle; projet qui pourrait aboutir à zéro rejet – réunion du 03 09 2012. L'inspection ira au contrôle inopiné eau du 29 10 2012, perspective d'APMED si des dépassements sup.
SPECITUBES	SAMER	NGL	L'exploitant a mis à l'étude le remplacement de la station d'épuration actuelle; projet qui pourrait aboutir à zéro rejet – réunion du 03 09 2012. L'inspection ira au contrôle inopiné eau du 29 10 2012, perspectives d'APMED.
STAUB FONDERIE	MERVILLE	MES	Résultats prélèvement 2012 satisfaisants, un léger dépassement en pH a été relevé. Pas d'action, attente résultats du second contrôle
STAUB FONDERIE	MERVILLE	MES Ni Mn Cd Fe Al	Résultats prélèvement 2012 satisfaisants, un léger dépassement en pH a été relevé. Pas d'action, attente résultats du second contrôle
VALDUNES	DUNKERQUE	[fer]	inspection eau le 1/06/2012 ==> cartographie de l'abattement du fer dans les eaux résiduaires
VALDUNES	DUNKERQUE	[fer]	inspection eau le 1/06/2012 ==> cartographie de l'abattement du fer dans les eaux résiduaires
BALL PACKAGING	BIERNE	DT non-ioniques	Le laboratoire MAPE n'a pas utilisé une méthode normalisée pour la détermination de ce polluant, mais une méthode interne ; l'exploitant conteste la valeur relevée. Les détergents sont apportés par un produit qui n'a pas été modifié ou remplacé depuis de nombreuses années et les mesures effectuées trimestriellement dans le cadre de l'autosurveillance ces trois dernières années montrent le respect des VLE. Par ailleurs l'exploitant note, avec les valeurs mises en évidence lors du contrôle, que le ratio détergents anioniques / détergents non ioniques ainsi calculé n'est pas réaliste.
MARINE HARVEST APPETMARINE	DUNKERQUE	[Cl] et flux	APC (codat janv 2012) modifiant le seuil de concentration chlorures selon convention de rejet de la STEP du Courghain
DECOSTER CAULIEZ	LA GORGUE	0 / Mix et flux	
DELPIERRE MER ET TRADITIONS	HESDIN L'ABBE	MES DCO DBO NGL MEX	
DELPIERRE MER ET TRADITIONS	HESDIN L'ABBE	Azote global	
France Glace Findus	BOULOGNE-SUR-MER	DCO	
syndival	HESDIN L'ABBE	NTK	
cornue desselle	BOULOGNE-SUR-MER	dco dbo ngl	
marcel Basy	BOULOGNE-SUR-MER	Chlorures	Déjà mis en demeure sur la qualité du rejet aqueux
NOVANDIE	VIEIL MOUTIER	DCO	Contestation de l'analyse faite par Flandres analyses de la part de l'exploitant (courrier du 09/11/2011). Le résultat de l'analyse faite par l'exploitant en parallèle est correcte. Aucun dépassement sur l'année dans l'autosurveillance (méthodes d'analyses contrôlées chaque mois aux méthodes d'un labo Cofrac). Probable erreur du labo Flandres analyses.
syndival	HESDIN L'ABBE	NTK	Travaux d'amélioration de la station prévu et DDAE en cours
COPALIS	LE PORTEL	azote global	L'exploitant travaille sur le sujet et a un délai jusque 2013 pour régler le problème d'azote
Crusta C (ex CRUSTA D'OC)	BOULOGNE-SUR-MER	DBO5 DCO	Projet de mise en oeuvre d'un traitement supplémentaire avec un dépôt de dossier pour une nouvelle chambre froide à venir + DDAE en projet)
Moy Park	Marquise	Débit ]	Réunion à venir avec l'exploitant
BAUDELET	BLARINGHEM	0 (24h) / MeS, DCO*2, DBO5*2, Phosphore, Pb (déboureur)	
MALTEUROP	AIRE S LA LYS	DBO5, DBO5 flux, DCO	
CASTEL FRERES (2ème CI)	SAINTE MARTIN AU LAERT	DBO5	
ALLIANCE ELABORES	BERCK S MER	DBO5	
SIGAL	LUMBRES	MES DCO DBO	
EXIDE TECHNOLOGIES (ex CEAC)	LILLE	Pb Total/Pb Soluble	
PRODUITS CHIMIQUES DE LOOS	LOOS	AOX x3; P tot;	
DELPHARM	LYS LES LANNOY	DBO5	
DELPHARM	LYS LES LANNOY	DCO, DBO5, azote global	
ALURAL (2ème CI)	SALOME	Nitrites	
CNH France	CROIX	mes + Ptotal +Al+Fer+Zinc	Courrier de l'exploitant du 07/12/2011 intitulé Traitement des écarts enregistrés lors du CI du 11/10/2011. Voir suites lors du CI 2012. CI mai 2012 : écarts traités sauf pour le fer
TEINTURERIE DE LA JUSTICE	ROUBAIX	Température	Lié à la nature de l'effluent qui se rejette dans le réseau communautaire
TRAITEMENTS LAMBIN	LOMME	NO2; Zinc	AP signé le 28/09/2011 : Ne définit pas de VLE sur le paramètre NO2 et autorise un flux Zn 0,15 kg/jr (mesuré à 0,02 kg) lors du CI)
TEINTURERIE DELALYS (1er CI)	HOULINES	MES, AOX, PCB, HCT	Action ICPE : APMD du 25/07/2011 pour non respect des VLE eau et présence de PCB  Action exploitant : Curage de toutes les canalisations de collecte des eaux industrielles et du bassin d'homogénéisation.
TEINTURERIE DELALYS (2ème CI)	HOULINES	débit	Actions ICPE : * Visite d'inspection le 05 décembre 2012 pour vérification APMD * Constats : Concentrations de PCB inférieures à la limite de quantification Dépassement en concentration pour le paramètre DBO5 * PV pour non respect APMD (dépassement DBO5)
AUCHAN FRANCE	ENGLOS	DCO	
BRASSERIE HEINEKEN	MONS EN BAROEUL	MES	
CABY	SAINT ANDRE	Hydrocarbures	
NEUHAUSER_2	MAUBEUGE	DBO5, DBO5 en flux, DCO en flux, P, P en flux, SEC, SEC en flux	La révision de la convention de rejet est en cours avec la station d'épuration de Maubeuge. Un AP de consignation a été signé correspondant à des mesures d'autosurveillance
NEUHAUSER_2	MAUBEUGE	DBO5, DBO5 flux, phosphore total, phosphore total flux, SEC et SEC flux	La révision de la convention de rejet est en cours avec la station d'épuration de Maubeuge. Un AP de consignation a été signé correspondant à des mesures d'autosurveillance
SPAC	CAUDRY	SEH (Conc. + Flux)	Les dépassements sont dus à des pratiques inappropriées du personnel d'exploitation. Un rappel des exigences a permis de retrouver des valeurs conformes de rejet à l'arrêt d'autorisation.
VELYSAM COLOREDO	CAUDRY	MES (Conc. + Flux) + Indice Phénol (Conc + Flux) + Aluminium (Flux)	Les valeurs limites de l'arrêté ne sont plus adaptées au site. La convention de rejet est en révision.
VELYSAM COLOREDO	CAUDRY	MES (Conc. + Flux) + Indice Phénol (Conc + Flux) + Aluminium et fer (Flux)	Les valeurs limites de l'arrêté ne sont plus adaptées au site. La convention de rejet est en révision.
BRACQ IMPRESSION	AVESNES LES AUBERT	Hydrocarbures totaux	L'exploitant recherche les causes d'un taux élevé en hydrocarbures. Nouvelle procédure de nettoyage de la sonde pour le débitmètre
CAMBRAI CHROME	CAMBRAI	Chrome	Site fermé
SOCIETE APPLI. SILICONES ALM (SASA)	LE CATEAU	Ngébal (C+H), Nitrites (C+H), Al et métaux toxaux (Conc)	Problème au niveau de la gestion de la station. Donc maintenant, un opérateur unique et dédié est en charge de la station. Des besoins en formation ont été identifiés et la société OZATIS va continuer à accompagner SASA. Mais cette même société a bien confirmé que si la station bénéficiait d'un régime de maintenance adapté et que les drives habituelles étaient supprimées, alors elle était capable de traiter les effluents de SASA efficacement.
MAISON MENISSEZ	FEIGNIES	débit	
MINAKEM rejet station	BEUVRY LA FORET	AOX	

Etablissements	COMMUNE	Nature des gros dépassements	Causes des dépassements et actions engagées par l'exploitant et l'inspection
SNT	RUMEGIES	Nitrates - Nitrites - Chlorures - Chrome total - Flux (Nitrites + Nitrates)	
SNT	RUMEGIES	Chlorures (flux)	Nouvelles mesures programmées
ARF	ST REMY DU NORD	METAUX TOTAUX	CI, VI du 25/01/2012 travaux en cours
RECYDEM	LOURCHES	métaux totaux	Station déconnectée du réseau, circuit fermé, confirmation écrite CERECO après CI
RECYDEM	LOURCHES	métaux totaux	Station déconnectée du réseau, circuit fermé, confirmation écrite CERECO après CI
SATEL RENTEX	WALLERS	HYDROCARBURES	Courrier transmis le 22/06/2012
CLOVAL (ex ALCOLOR)	QUIEVRECHAIN	Chlorures	nouvel AP en cours
CLOVAL (ex ALCOLOR)	QUIEVRECHAIN	Chlorures	nouvel AP en cours
MAUSER France	SAINT AMAND LES EAUX	DCO,NGL	VI programmée 12/07/12 (recollement APMD sur dépassements rejets aqueux : problématique DCO dure, prétraitement actuel inadapté)
MAUSER France	SAINT AMAND LES EAUX	MES,DCO,NGL	VI programmée 12/07/12 (recollement APMD sur dépassements rejets aqueux : problématique DCO dure, prétraitement actuel inadapté)
MYRIAD	LOUVROIL	Flux Azote Global	
AGRATI ex ACUMENT (ex Textron Fasting System )	FOURMIES	DCO, Zn, cyanures totaux,NO2 et NO2 flux pour rejet R3	
CCM SARL	WALLERS EN FAGNE	DCO	Présence de polluants non déterminés en amont hydraulique du pompage de l'eau d'exhaure
SAPROTEC	DOUAI	NTK,Zinc	PV du 07 novembre 2011
WAGON MANUFACTURING (ex OXFORD AUTOMOTIVE 2)	SIN LE NOBLE	P	Courrier demandant des explications sur les dépassements, 2 CI organisés en 2012
ALLEVARD REJINA AUTOSUSPENSIONS	DOUAI	fluorures	Réflexion menée par l'exploitant pour diminuer la teneur en fluorures
LEROUX	ORCHES	DCO	Demande de modification de la VLE DCO faite par l'exploitant depuis 2002. Effluent épandu en TTCR.

Eau - Chimie

Numero S3C Secteur	Etablissement	Commentaire	Libellé activité	UT	Nom de la station	Chiffres RE 2012 en sortie d'eau						Chiffres RE 2012 au milieu						Commentaires
						doc_m3	doc_m3	max_m3	ngt_m3	p_m3	doc_m3	doc_m3	max_m3	ngt_m3	p_m3			
070.00473	CHM BRIDGESTONE	BETHUNE	Pneumatiques	B3		6 313	667	1 157	460	0	6 313	667	1 157	460	0			
070.00481	CHM AJUNOMOTO SWEETENERS EUROPE	GRAVELINES	aspartame	G2		39 779	3 027	16 121	13 809	301	39 779	3 027	16 121	13 809	301	Tableau D2 Commentaires détaillés : Le phosphore est ajouté volontairement sous forme acide phosphorique par l'épandeur pour améliorer l'activité biologique. Les quantités sont constantes. L'échant 2012 et 2011 ont environ 90 kg sur un lit qui correspond à une diminution de volume 275g par jour. Polluant : Azote Total (N) : la concentration est constante. Le fonctionnement moyen en azote dans les eaux régionales 2011 est de 25,1 mg à compter de 4-6 mg. Une amélioration des conditions de nettoyage/maintenance régulière et un bon fonctionnement de la station en général. Polluants : Feul Margarine/Benzène/Arsenic/Chlore/10-hydroxyl, observés lors de contrôles annuels réalisés en octobre 2011. Estimation par rapport au débit de la station en kg/an. (15/2012 17.59)		
070.00483	CHM CECA Ultra de Fleury	SANT-LAURENT-BLANCY	AMNES GRASSES ET DERIVES	B2		74 123	4 776	19 458	18 716	0	74 123	4 776	19 458	18 716	0	ACE : Mesures réalisées dans le cadre de 2007 mis en place par PFC. Dans le même cadre, les analyses démontrent qu'il n'y a pas de matières robotiques au P2. Pour MES et azote total, les quantités relatives en 2011 sont de l'ordre de grandeur de 2008. C'est donc la variabilité de notre fonctionnement. De plus, pour le paramètre MES, l'ordre est très dépendante de la qualité de l'eau de la Scarpe. Pour les calculs j'ai pris une concentration en MES de la Scarpe de 1mg/l, mais on ne la mesure pas explicitement. Pour la DCO, j'ai appliqué ce que l'on a fait dans le cadre de la RSCE quand le volume était annoncé inférieur à 100 l (ce qui est le cas de nos jours) par exemple. Pour le chlore, j'ai appliqué le volume de chlore annoncé en principe. L'azote total est un résultat en rapport à 2008. Pour les autres paramètres, j'ai appliqué les valeurs de la station en kg/an. (15/2012 17.59)		
070.00489	CHM FPG AC FRANCE	RUITZ	fabrication de peintures	B2	BRILEY LA BUISSIERE SE	5 552	0	596	0	0	295	0	13	0	0			
070.00519	CHM 3M France	TILLOY-LEZ-CAMBRAI	adhésifs, matières en verre et produits hydrofuges/antiréflex	V1	CAMBRAI (NEUVILLE ST REMY) SE	3 088	540	1 494	838	43	135	10	18	37	3			
070.00534	CHM CALAIS CHIMIE	CALAIS	Chimie fine à destination du marché pharmaceutique	G1	CALAIS MOND SE	480 348	176 959	500 369	25 011	147	32 224	3 539	4 015	1 275	31			
070.00588	CHM SIRD - Société de Raffinerie de Dunkerque	DUNKERQUE	huiles lubrifiantes, de fuel et bitumes	G1		65 932	0	18 644	981	0	65 932	0	18 644	981	0			
070.00589	CHM STYROLUX FRANCE SAS	WINGLES	Production de PS	B2		37 960	7 462	5 219	13 268	0	37 960	7 462	5 219	13 268	0	actions d'amélioration de la qualité des eaux (15/2012 16.56) (15/2012 17.6) (15/2012 17.7) (15/2012 17.8)		
070.00607	CHM AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE	DOUAI	conditionnement H2 et fabrication N2O	V1		1 515	81	374	1 843	0	1 515	81	374	1 843	0			
070.00620	CHM INEOCS ChimieViva France	MAZINGARBE	Production de PVC	B2		79 208	14 107	38 118	9 049	754	79 208	14 107	38 118	9 049	754			
070.00643	CHM BIORAF France	COULDERQUE-BRANCHE	Production de produits Borax	G2		0	0	25 091	0	0	0	0	25 091	0	0			
070.00676	CHM APPORTEMENTS PETROLIERS DES FLANDRES	GRAVELINES	STOCKAGE HYDROCARBURES	G1		1 466	0	0	0	0	1 466	0	0	0	0			
070.00704	CHM MINAKEM BEUVRY LA FORET	BEUVRY-LAF ORET	Chimie fine	V1		23 905	1 373	183	1 624	964	23 905	1 373	183	1 624	964	DO 2007 mise en place DCO la baisse de flux annuel de rejet DCO-résulte d'une baisse de charge polluante brute liée à notre activité sur l'année. Le rendement global moyen annuel de notre unité d'épuration reste constant sur les 2 années (environ 95% d'élimination DCO) (15/2012 11.56) (15/2012 11.57)		
070.00706	CHM SCORPA	CAPPRES	engrais foliaire	G2		1 427	359	1 003	1 645	0	1 427	359	1 003	1 645	0			
070.00728	CHM AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE - Site de Dunkerque	GRANDE-SYNTHIE	air	G1		11 729	645	14 662	1 585	294	11 729	645	14 662	1 585	294			
070.00742	CHM FPG France Manufacturing SAS	SALLIANT	Fabrication Résines et peintures	V1		6 734	1 318	600	122	0	6 734	1 318	600	122	0			
070.00786	CHM POLYCHIM INDUSTRIE	LOON-PLAGE	Production de granules de Polypropylène	G1		395	20	170	15	0	0	0	0	0	0			
070.00770	CHM Citrafil Pétrole de Valenciennes	PROUY	Stockage hydrocarbures	V1		399	102	240	0	0	399	102	240	0	0			
070.00771	CHM Nalco de France Chimie	SANT-POL-BURMER	hydrocarbures liquides	G1		3 515	367	223	50	0	3 515	367	223	50	0			
070.00776	CHM Produits Chimiques de Loos	LOOS	Fabrication et vente de chimie minérale	L2		145 276	0	259 980	22 302	803	145 276	0	259 980	22 302	803	Mise en place d'un compo et rejet flué en 2011. Juste à présent, les volumes de rejet étaient variables. (15/2012 10.7) (Les rejets ont été réduits, même chimie. (15/2012 10.44)		
070.00778	CHM MAXAM TAI	MAZINGARBE	ammoniac	B2		68 022	12 802	24 016	134 035	1 205	68 022	12 802	24 016	134 035	1 205			
070.00789	CHM CCP COMPTES	DROUOIRT	Fabrication de résines polymères insolubles	B2	HENRI BEAUMONT SE	28 380	700	1 320	660	97	4 389	16	220	27	8			
070.00794	CHM Palmint Europa France SAS (route des dunes)	LOON-PLAGE	Pétrole	G1		67 898	4 946	29 298	2 662	0	67 898	4 946	29 298	2 662	0	En 2010, l'embl technique de site avait entraîné un flux important de pollution et le dysfonctionnement de la station de traitement des eaux traitement durant le mois de mai des incidents. En 2011, la station n'a pas eu de problèmes majeurs ce qui explique la baisse importante des rejets pour les paramètres hydrocarbures et phénols. Les données pour le 2011 et le 2010 sont basées sur les données hebdomadaires demandées dans notre AP du 21/09/2010. (15/2012 11.48)		
070.00838	CHM CADENCE INDUSTRIE	NOEUX-LES-MINES	Transformation des matières plastiques	B3	NEOEX LE MINES (NELES) SE	684	91	91	91	13	26	1	1	4	1			
070.00859	CHM MERCK SANTE	CALAIS	Fabrication de produits pharmaceutiques de base	G2	CALAIS MOND SE	11 729	758	1 676	7 385	115	960	15	67	369	24			
070.00862	CHM SINTHEXIM	CALAIS	intermédiaires pharmaceutiques	G1		22 500	5 524	281	187	18	22 500	5 524	281	187	18			
070.00918	CHM Edilimont des Flandres	LOON-PLAGE	Raffinage de Pétaole	G1		40 501	4 599	8 400	2 065	0	40 501	4 599	8 400	2 065	0			
070.00922	CHM HEMBE EUROPS (S.A.S)	CALAIS	saole de base	G2		488 950	0	600 000	0	4 124	488 950	0	600 000	0	4 124			
070.00968	CHM AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE - SITE DE WAZIERES	WAZIERES	hydrogène	V1	DOUAI SE	917	33	193	24	0	25	1	4	3	0			
070.00979	CHM INTERCOR	CALAIS	intermédiaires de synthèse de chimie organique	G1		69 409	5 021	10 485	2 195	126	69 409	5 021	10 485	2 195	126	Les variations entre l'année coteuse et l'année précédente sont dues aux fluctuations des campagnes de fabrication et au fonctionnement des installations d'épuration biologiques des eaux résiduaires avant rejet. (15/2012 16.12)		
070.00986	CHM CROCO CHOCOLATES SAS	CHOCQUES	confitures	B2		12 885	1 040	1 421	1 242	0	12 885	1 040	1 421	1 242	0			
070.00987	CHM HOLIDAY PIGMENTS SAS	COMINES	Fabrication de pigments minéraux	L2		89 423	26 931	2 177	31 264	5 931	89 423	26 931	2 177	31 264	5 931			
070.01026	CHM S.N.C.Z	BOUCHAIN	Chimie minérale	V2		15 407	7 398	5 704	275	188	15 407	7 398	5 704	275	188			
070.01066	CHM AIGA GEVAERT	PONT-A-MARCQ	Fabrication de produits photographiques	L4	PONT-A-MARCQ (SNEVELIN) SE	4 796	379	2 174	1 233	123	224	6	54	246	35			
070.01080	CHM AXTER Couches/taies	COURCHELLETES	étanchéité	V4		27 036	1 628	43 915	1 084	0	27 036	1 628	43 915	1 084	0			
070.01099	CHM JOKEY FRANCE	LABOURSE	Plastique	B1	NEOEX LE MINES (NELES) SE	2 480	781	434	341	18	95	11	5	74	1			
070.01117	CHM BASF Agri-Production	GRAVELINES	formulation et conditionnement de produits phytosanitaires	G1		14	1	11	11	0	14	1	11	11	0	La mise en oeuvre récente de formules composées de matières actives non compatibles avec notre station d'épuration explique la diminution de volume par rapport aux années précédentes. (15/2012 15.5) Réforme production : 2011. Les résultats d'un an ont été réalisés pour le 2011 et le 2010 sont basés sur les données hebdomadaires demandées dans notre AP du 21/09/2010. (15/2012 10.44)		
070.01164	CHM ANIOL-LABORATOIRES	LILLE	Fabrication de détergents et désinfectants	L2	MARQUETTE LEZ LILLE "OULU" SE	9 381	3 522	232	108	7	1 180	288	18	70	3			
070.01184	CHM Amel Fibres & Papiers Composites	COMINES	Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques	L4		22 457	8 805	4 967	1 486	0	22 457	8 805	4 967	1 486	0			
070.01842	CHM QUARON	HAUBOURDIN	Distribution de corniches chimiques	L2		466	161	491	37	0	466	161	491	37	0			
070.01873	CHM DURAND PRODUCTION	HARNES	Fabrication de lubrifiants, antiréplis et lubrifiants	B3		14 265	5 809	376	34	7	14 265	5 809	376	34	7			
070.01884	CHM APOSTROP	SABSEUX	conception, fabrication et vente de lubrifiants spécialisés	L4		1 358	239	239	0	0	1 358	239	239	0	0			
070.02058	CHM NORTHE TECHNOLOGIES	LILLE	fabrication grille plastiques extrudés	L2	MARQUETTE LEZ LILLE "OULU" SE	1 471	231	136	109	9	185	19	9	70	3			
070.02118	CHM FPG France Business Support	MARLY	Stockage et conditionnement	V1		36	14	77	33	0	36	14	77	33	0			
070.02176	CHM F.I.P.C	COURCHELLETES	AGRO-PHARMACEUTIQUE	V1	DOUAI SE	427	0	69	0	0	18	0	2	0	0			
070.02204	CHM BIOPAD	STEENVOORDE	INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE	G2	STEENVOORDE SE	5 346	1 904	1 797	1 058	0	352	33	37	285	0			
070.02239	CHM BICOLS	CAUDRY	fabrication et conditionnement de conditionneurs	V1	BEAUVAIS EN CAMBRESIS SE	210 969	70 857	66 415	2 121	304	10 853	955	1 493	409	77			
070.02325	CHM OSIRIO	SANT-AMAND-LES-EAUX	Production de vacins humains	V2	LECELLES SAINT AMAND LES EAUX	0	0	3 303	1 048	173	0	0	72	154	17			
070.02467	CHM SAS RICHARD COCHET	LOMBE	FABRICATION DE COLORANTS	L2	MARQUETTE LEZ LILLE "OULU" SE	713	244	88	18	1	90	20	5	8	0			
070.02493	CHM NOOSBLEN	HAZEBROUCK	Transformation de matières plastiques	G2		0	0	8	0	0	0	0	8	0	0			
070.02548	CHM St-Gilles Refractive SAS	BETHUNE	laboratoire de résines synthétiques	B2		9 745	287	659	890	37	3 743	267	659	890	37			
070.02893	CHM DELPHAMON	LYS-LEZ-LANNOY	LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE DE FABRICATION	L2		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
070.03107	CHM SOUDON SA	SANT-ANDRE-LEZ-LILLE	hydrogène industriel	L2	MARQUETTE LEZ LILLE "OULU" SE	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0			
070.03211	CHM SIMENS PNEUMATICS	ORNAND	Injection Plastique	V2	ORNAND SE	115	5	8	4	0	9	0	0	1	0			
070.04133	CHM MINAKEM DUNKERQUE	DUNKERQUE	Fabrication de produits pharmaceutiques de base	G1	GRANDE-SYNTHIE SE	365	0	4	0	1	42	0	0	0	0	Polluant : MES et hydrocarbures totaux : Pas de changement sur site permettant d'expliquer la réduction des émissions par rapport à l'année précédente. (15/2012 15.55)		
263.00059	CHM MICRO-ESTON	DUNKERQUE	Production de Bio-carbant	G1		3 020	465	744	209	27	3 020	465	744	209	27	L'optimisation du traitement de nos effluents a permis de nous concentrer dans le recyclage et le refroidissement. Le volume rejeté est diminué de 18% en volume. (15/2012 11.55)		



Eau - Energie

Numero EDC	Secteur	Etablissement	Commune	Libelle activite	DT	Nom de la station	Chiffres IRE 2012 en sortie d'usine					Chiffres IRE 2012 au milieu					Commentaires
							dc0_m	dc05_m	max_m	ng1_m	p_m	dc0_m	dc05_m	max_m	ng1_m	p_m	
070.0063	ENR	E.ON - Centrale d'HORWANG	HORWANG	electricite	VA		8 729	1 272	4 468	1 353	47	8 729	1 272	4 468	1 353	47	Chaleur regulee soustraite sur la periode avril-décembre avec un NTP de 0,029 MTAQWH sur la production électrique nette de la branche charbon [14/2012 18.7]
070.0118	ENR	Gasico AS	LOON-PLAGE	Transport de gaz naturel	G1		1 368	0	26	0	0	1 368	0	26	0	0	Deux paramètres influencent l'augmentation du volume d'eau réglée au milieu naturel : plusieurs paramètres observés en 2011 (taux de stockage des eaux souterraines (à cause d'un problème de DCO très élevée lié à une forte pollution atmosphérique de la zone industrielle voisine par le plus), une modification de système de contrôle du volume d'eau réglée (installation de 2 compteurs en 2011 auparavant, le volume était calculé sur la base de nombre d'heures de fonctionnement de pompes de relevage) (12502012 826) et la quantité annuelle de DCO réglée sur 2011 a été fortement augmentée par rapport à 2010 (1172 kg). Cette augmentation est due : - d'une part à l'augmentation du volume d'eau pluviales réglé (+175%) (les règlement aux nouveaux rejets des bassins... à une très forte augmentation de la concentration en DCO dans le bassin entre août et décembre 2011 en raison d'un problème lié à des épisodes de pollution atmosphérique au niveau de la zone industrielle (les pollutions sont liées par la pluie et se retrouvent dans le site pluviale de site. Les valeurs de concentrations maximales en DCO ont atteint des valeurs comprises entre 55 et 81 mg/L entre août et décembre alors que les valeurs attendues habituellement sont à 40 mg/L (11502012 9 2). En ce qui concerne les hydrocarbures totaux, la quantité réglée a doublé par rapport à 2010, ceci est lié à l'augmentation du volume d'eau pluviales réglées en 2011. Toutefois, la quantité réglée reste très faible. (13/2012 9.7)
070.0279	ENR	EDF SUEZ Thermique France - Centrale DR	DUMERJOLLE	electricite	G1		5 391	439	1 198	1 048	85	5 391	439	1 198	1 048	85	
01.0042	ENR	POWERED PONT SUR SAMBRE PRODUCTION	PONT-SUR-SAMBRE	electricite	VA		5 418	627	949	3 835	937	5 418	627	949	3 835	937	



Numero SIRET	Secteur	Etablissement	Commune	Libellé activité	UT	Nom de la station	Chiffres RE 2012 en unités d'équivalent				Chiffres RE 2012 en milliers				Commentaires		
							dir_m	dir5_m	res_m	res5_m	dir_m	dir5_m	res_m	res5_m			
07020131	IAA	ETS BOCCOLET	SANT-AMAND-LES-EAUX	Préparation produits carnés	V2	LÉCELLE/SANT AMAND LES EAUX	2 898	1 420	765	110	17	144	25	17	16	2	
07020198	IAA	BOLEDO	RAILLENCOURT-SAINTE-DULLE	épicerie	V1	CABRIAL/NEUVILLE ST REMY/SE	22 424	7 801	6 444	1 800	155	893	144	70	105	8	
07020206	IAA	MONSIEUR MANNE SERVICE	BOUEN	Déjeuner - Régime de viande	18	DOUAR SE	365	88	128	9	3	15	2	3	1	0	
07020322	IAA	RYSEN ALCOOL S.A.S.	LOON-PLAGE	alcool agricoles	G1		6 243	972	1 465	328	173	8 243	972	1 465	328	173	
07020328	IAA	CONTINENTALE NUTRITION - SITE Marengo 8	BOULOGNE-SUR-MER	Aliments pour Animaux	G3	BOULOGNE OUTHREAU/SE	50 105	19 822	6 900	2 323	348	2 408	556	238	163	21	
07020365	IAA	VERQUIN CONFISER	TOURCOING	Fabrication de produits de confiserie	L4	WATTRELOS SE	0	20 270	0	0	0	0	453	0	0	0	
07020394	IAA	FISICUT	MONCHY-LE-PREUX	conditionnement de produits de la mer	B1	ARRAS ET LAURENT BLANCHET/SE	17 167	7 924	3 584	992	143	570	144	52	75	14	
07020911	IAA	SIMON DUTRAUX	VENDIN-LE-VIEUX	SALISSERIE MARITIME	B1	WINKLES/NOUVELLE/SE	32 250	24 770	12 336	2 945	527	1 783	480	190	177	18	

Eau - Imprimerie et Divers

SIRET	Etablissement	Commune	Libellé activité	UT	Nom de la station	Chiffres IRE 2012 en sortie d'usine					Chiffres IRE 2012 au millieu					Commentaires
						q_c_m3	db_c_mg	mes_m3	ng_mg	p_mg	q_c_m3	db_c_mg	mes_m3	ng_mg	p_mg	
070.0092	IMP IMPRIMERIE NATIONALE SA	FLERS-EN-ESCREBIEUX	Imprimerie	V4	DOUAI SE	8 293	2 055	2 025	002	819	265	32	89	78	56	
070.0179	IMP La Vie de Nord	MARCO EN BARDEUX	Imprimerie de Presse	L2	MARQUETTE LEZ LILLE "CUL" SE	4 628	871	635	200	34	608	71	80	167	13	
070.02679	IMP LENGLET Hallencourt	RAULENECOURT-SAINTE-OLLE	IMPRIMERIE	V4	SAMBRE (RECVILLE ST REMY) SE	61	0	23	0	0	3	0	0	0	0	
070.03193	IMP SIB IMPRIMERIE	SANT-LEONARD	IMPRIMERIE OFFSET	G2	BOULOGNE (OUTREAU) SE	1 042	168	169	0	58	83	5	7	0	3	
070.0595	DIV GRAFTECH FRANCE S.N.C	CALAIS	Fabrication de graphite artificiel	G3		1 414	40	0	541	0	1 414	40	0	541	0	
070.0864	DIV BALL PACKAGING EUROPE Bienna SAS	BIERNE	emballage acier (boite-boisson)	G2	BIERNE SE	56 191	14 001	4 103	2 094	140	1 886	280	1 190	330	52	Le contrôle AOC est délégué au 20/08/2011 suite à modification de notre analyse préliminaire complémentaire datant du 18/08/2011 (20/02/12-15-43)
070.01068	DIV CHRU de Lille	LILLE	Etablissement de Santé	L2	MARQUETTE LEZ LILLE "CUL" SE	132 450	67 640	19 226	15 866	2 314	16 666	5 538	1 508	10 122	835	
070.01650	DIV Centre hospitalier de Valenciennes	VALENCIENNES	Activité de soins	V2	VALENCIENNES SE	14 100	5 513	2 447	261	64	780	80	33	29	12	224849 m3 d'eau consommée par le centre Hospitalier de Valenciennes dont 19750 par le blanchissage (19/2/2012 14:48)
070.01762	DIV FRANCE-MANCHE	COQUELLES	Gestion et exploitation du lieu Spa	G3	SANGATTE SE	94	27	0	0	0	8	1	0	0	0	
070.01908	DIV LFB Biomatériaux	LILLE	Production de médicaments dérivés du plasma	L2	MARQUETTE LEZ LILLE "CUL" SE	62 230	24 935	14 898	0	0	7 838	2 041	1 188	0	0	
070.02963	DIV Usine de Douvin	BILLY-BERCLAU	verre de préformes et de fibres optiques monomodes et applications	B2	DOUVIN SE	4 181	495	1 212	1 510	42	378	35	48	91	16	Nous avons légèrement réduit nos rejets d'eau usée de 0,33% (15/02/12 9:51) # Ensemble des paramètres liés aux polluants à des rejets: Un projet "Omnibus" est envisagé pour réduire les émissions de Chlorures (14/3/2012 17:48)
070.02897	DIV Centre hospitalier de DOUAI	DOUAI	activités hospitalières	V4	SIN LE NOBLE	42 308	0	0	0	0	3 184	0	0	0	0	
070.0352	DIV TOYOTOM Europe	ONNANG	Développement Embouteillage	V2		1 226	413	129	134	3	1 226	413	129	134	3	
090.00031	DIV Base Aéroline 101 "CDT René MOUCHOTTE"	HAYNECOURT	aéronautique			1 260	219	197	417	0	1 260	219	197	417	0	Le volume annuel rejeté ne concerne que les rejets de la station d'épuration. Etant donné qu'il n'existe aucun moyen de mesurer la quantité d'eau rejetée dans l'aérodrôme, cette valeur est obtenue par une extrapolation d'un mesurage de débit effectués sur 24h. Une campagne de mesure a eu lieu le 21 décembre 2010: 60 m3 ont été rejetés sur 24h. Ce pour tout 96% du personnel était présent. On observe ainsi 360g x 1,5 x 40 m3/s = 21000 m3/an. Il existe en outre, appartenant à des sociétés agréées pour la base, des installations pour le personnel mais sans compteur de débit et qui ne se amènent dans nos rejets. Cette méthode de calcul est appliquée aussi pour donner les quantités de polluants dans l'eau (Quantité sur 24h x 1,5 x 365). (20/02/12 9:48)



Eau - Métallurgie

Année	Etablissement	Commune	Libellé activité	GT	Nom de la station	Chiffres IRE 2012 en sortie d'usine					Chiffres IRE 2012 au millieu					Commentaires
						eq_s_jr	eq_s_m	max_jr	ng_jr	p_jr	eq_s_jr	eq_s_m	max_jr	ng_jr	p_jr	
070.0240	MET Europe	GRANDE-SYNTHE	Fabrication de tubes en acier	G1		2 488	571	304	304	12	0	0	0	0	0	
070.0209	MET COMALCO DUNKERQUE	GRANVELINES	Fabrication de électrographites	G1		652	50	207	4	0	652	50	207	4	0	Absence de rejets eaux industrielles - déclaration établie par le suite des rejets sanitaires et pluviaux conformément à l'arrêté préfectoral (2002/012 9 48)
070.0523	MET ENDE TECHNOLOGIES SAS	LILLE	accumulateurs au plomb	L2	MARQUETTE-LEZ-LILLE "CUL" SE	0	0	401	0	0	0	0	31	0	0	
070.0535	MET NEXANS FRANCE Atelier Coulée	LENS	Production commercialisation et ventes de fil machine cuivre obtenue par coulée et laminage en continu	S4		18 108	3 589	1 299	709	0	18 108	3 589	1 299	709	0	
070.0633	MET USM FRANCE Tables d'Acrotye	ALIMYOYE-AYMERIES	Fonderie et travail des métaux	V5		4 553	922	1 787	0	1 357	4 553	922	1 787	0	1 357	Pas de remarque - moins de rejets (29/9/2012 17 45) #Résultats plus ou moins identiques aux années précédentes selon les paramètres. Valeurs de concentration conformes à notre arrêté préfectoral (20/3/2012 17 48)
070.0673	MET ASCOMETAL	LEFFRINCKOUCKE	Acier-Laminé	G2		9 078	0	54 514	0	590	9 078	0	54 514	0	590	
070.0725	MET Vale Mécanique France	GRANDE-SYNTHE	alliage de manganèse	G1		23 259	928	8 858	3 180	270	23 259	928	8 858	3 180	270	
070.0821	MET NYRSTAR France	AUBY	Métallurgie de Zinc	V1		173	0	9 803	6 956	133	173	0	9 803	6 956	133	
070.0824	MET APERAM Sidérurgie France - Site d'Abbeques	IBBERGUES	Métallurgie	B2		11 881	1 783	3 823	25 693	0	11 881	1 783	3 823	25 693	0	
070.0837	MET OUTREAU TECHNOLOGIES	OUTREAU	acier	G2		3 586	715	1 398	684	39	3 586	715	1 398	684	39	
070.0895	MET DELACHAUX S.A. Division Métaux	MARLY	Métallurgie des autres métaux non ferreux	V2		211	50	106	0	0	211	50	106	0	0	Chiffres Normalisés annuels selon NF T80-043:1998 (14/3/2012 12:23) DCC analyse selon NF T90-101:2001 (14/3/2012 12:28)
070.0556	MET AISLORMITAL ATLANTIQUE ET LORRAINE SITE DE DUNKERQUE	DUNKERQUE	acier	G1		292 344	54 045	163 116	125 423	839	292 344	54 045	163 116	125 423	839	Commentaires sur Résultats 2011 versus résultats 2010 RESUME EAU Le volume d'eau rejeté dans le bassin maritime est en baisse de 5% par rapport à 2010. "Pas de recyclage de l'eau D20 (20% en 2011 vs 25% en 2010) principalement moins importante sur le site (800 mm en 2011 vs 800 mm en 2010) principalement eau de pluie. Prévisions positives des concentrations agricoles de nitrate (notamment en 2011) à noter. MES: Spéc. "Augmentation liée à l'arrivée exceptionnelle de nitrate des basses et des problèmes à la station d'épuration en début d'année." Fiable valeur analytique aux entrées de la limite de détection, dans l'incertitude de mesure. Résultat influencé par le coefficient multiplicateur (débit d'eau rejeté) Au, Cl, Cr, Hg, Ni. Chlorures, Cu, AlOX, DCO, Mn, Phosphore. Le principal paramètre influant les résultats au rejet de l'usine est le tonnage de l'élément considéré en entrée usine. 20% Pluages des circuits de refroidissement des circuits continus à partir notamment pour éviter la précipitation de fluorure de calcium) Nickel, Phénols, Hydrocarbures, Pb, Zn. Fiable valeur analytique. Résultat influencé par le coefficient multiplicateur (débit d'eau rejeté) (15/3/2012 9:18)
070.0208	MET VMI FRANCE - Acier de Saint-Eustache	SAINTE-SALVE	Siderurgie	V2		11 558	1 301	5 730	4 914	87	11 558	1 301	5 730	4 914	87	
070.0247	MET VANNYAEDE	CAPPELLE-LA-GRANDE	Fonderie de bronze	G2		150	39	86	6	1	150	39	86	6	1	
070.0249	MET NEXANS France Atelier Triflerie	LENS	Triflage de fil cuivre	B3	LENS (LOISON SOUS LENS) SE	223	15	144	79	13	22	1	13	14	2	
070.0519	MET STAUB Fontaine	MERVILLE	Production de poterie culinaire et appareil de chauffage individuel	G2		198	27	229	35	149	198	27	229	35	149	



## Eau - Plastiques

Numero SIC	Sector	Etablissement	Commune	Libellé activité	UT	Nom de la station	Chiffres IRE 2012 en sortie d'usine					Chiffres IRE 2012 au millier					Commentaires
							dco_m	dbco_m	msa_m	ngf_m	p_m	dco_m	dbco_m	msa_m	ngf_m	p_m	
070.01060	PLS	FAURECIA (ex ALBERT MARLES)	MARLES-LES-MINES	Transformation matière plastique et application peinture pour pièces automobiles	B3	LAPUONNOY SE	39 380	8 414	14 087	1 671	266	1 943	113	225	151	9	
070.01123	PLS	DISTRIPLAST FLANDRE	DUNKERQUE	PLASTURIE	G2	GRANDE EYNTHE SE	58	16	12	15	3	3	0	0	1	0	Suite aux dernières analyses de novembre 2011, la concentration en azote N était de 59mg/L, celle en phosphore de 10,8mg/L (26/2/2012 17:15). Les mesures de février 2011 indiquent pour l'azote 30,48mg/L et pour le phosphore 6,47mg/L. (26/2/2012 17:16)
070.01872	PLS	KNAUF INDUSTRIES	BOULOGNE-SUR-MER	emballage en polyéthylène expansé	G2	BOULOGNE (OUTREAU) SE	1 862	413	745	11	25	133	12	30	1	2	
070.02479	PLS	IGA Group Ardénais	HENNIN-BEAUMONT	Fabrication gaines en polyéthylène automobile	B3	HENNIN BEAUMONT SE	5 959	2 018	1 785	2 281	128	991	40	298	91	11	
070.02695	PLS	SUNDIS PRODUCTION	SARS-ET-ROBIERES	Fabrication et stockage de produits plastiques mixés	V2	BEUVRY LA FORET SE	11	1	8	0	0	3	0	4	0	1	Aucun rejet de type industriel n'a été effectué. Seules les eaux sanitaires transitent par ce point de rejet. Il est envisagé de ne plus passer par une unité station d'épuration autonome et de mettre en place un système de traitement des eaux sur un lit planté de roseaux. (suite au litge opposant Sundis au maître d'ouvrage à ce sujet, l'appel judiciaire n'est à accorder ce principe. Il reste au tribunal à statuer. (6/12/2012 16:44)
070.02162	PLS	TREMIS	CATEAU-CAMBRESIS	équipement automobile	V1	LE CATEAU SE	57	6	8	19	0	2	0	0	0	0	
070.03600	PLS	PLASTIC OMINIUM	RUITZ	fabrication de pièces techniques en matière plastique	B1		820	83	134	39	1	820	83	134	39	1	

## Eau - Traitement de surfaces

Numero SDC	Dossier	Etablissement	Commune	Légitimité activité	UT	Nom de la station	Chiffres IRE 2012 en sortie d'usine				Chiffres IRE 2012 au milieu				Commentaires		
							ctoc_m3	ctoc_m3	mes_m3	ngl_m3	p_m3	ctoc_m3	mes_m3	ngl_m3		p_m3	
070.00654	TTS	BENALI	LIEVIN	développement et fabrication de semi-conducteurs en silicium	B3	LENS (LOSON SOUS LENS) SE	0	0	19	0	1	0	0	2	0	0	
070.00756	TTS	PROMERAC	DOUAI	TRENKLAJAGE	V4	DOUAI SE	518	0	8	0	7	22	0	0	0	0	
070.00884	TTS	BETAFENCE	BOURBOURG	Travail des métaux	G2		6 599	0	773	0	1	6 599	0	773	0	1	Variation pour la pollution des eaux (tableau G2), le forçage produit et le volume d'eau réglé sont proches de l'année 2011. Les valeurs constatées sont celles des laboratoires agréés mais restent toujours inférieures aux seuils définis par notre arrêté préfectoral d'autorisation. Certains paramètres ne sont pas mesurés, car inférieurs au seuil de mesure de la loi (ex: < 0.01 mg/l) la différence est uniquement liée au volume d'eau réglé. [7/2012 15-18]
070.00916	TTS	VERBRUGGE	LILLE	traitement et revêtement des métaux	L4	MARQUETTE LEZ LILLE "OUI" "SE	215	0	7	280	4	27	0	1	181	2	le volume est en augmentation car il représente le cumul de la fusion Verbrugge nickel et Verbrugge Chrome. [20/2012 16-17] [20/2012 16-20] en concentration et en augmentation car fusion des sociétés(Verbrugge Nickel et Verbrugge Chrome). [20/2012 16-55] [20/2012 16-35]
070.01052	TTS	SZO	RAISMES	TRAITEMENT DE SURFACE	V2	BEVRAGES SE	259	0	3	0	0	16	0	0	0	0	Balises de charges de l'activité de dégraissage. [15/2012 10-5]
070.02377	TTS	ThyssenKrupp Electrical Steel UKO S.A.S.	ISBERQUES	Fabrication et expédition de bobines et bobineaux de lames magnétiques en acier à grains orientés, destinés à être traités à chaud et destinés à la construction de circuits magnétiques	B2		91 033	0	97 796	0	10 487	0	0	0	0	0	
070.03347	TTS	EUEPC FRANCE (site de Solbec)	GRANDE-SYNTHÉ	Revêtement anticorrosion	G1		0	195	285	71	0	0	0	0	0	0	

Eau - Textile

Nomenclature SIRE/Code	Etablissement	Commune	Libellé activité	UT	Nom de la station	Chiffres IRE 2012 en tonne d'eau					Chiffres IRE 2012 en m³ eau					Commentaires
						dec_12	dec_11	nov_12	nov_11	p_12	dec_12	dec_11	nov_12	nov_11	p_12	
070.00475	TXT FEUTRE SAS	SALLY-SUR-LA-LYS	Enrobement textile	B2		32 471	2 559	8 717	0	0	32 471	2 569	8 717	0	0	
070.00553	TXT Verhaeghe Industrie	BONDUES	laine sur fil	L4	WATTRELOS SE	12 783	523	341	187	87	878	7	13	28	5	
070.00575	TXT DIOSION CONSTANT	WASQUEHAL	Taies Techniques	L4	MARQUETTE LEZ LILLE "COCU" SE	34 549	11 543	3 388	630	234	4 347	945	288	342	84	
070.00725	TXT ROQUETTE TEXTILES	WASQUEHAL	Enrobement textile	L4	MARQUETTE LEZ LILLE "COCU" SE	112 045	40 034	21 483	6 492	0	14 988	3 277	1 883	4 194	0	SEU MARQUETTE (10/2012 11/30)
070.00737	TXT TENTURERIE DELALYS SN	HOUPLINES	laineuse	L4	ANNENBERG (PLOGOISFEERT) SE	46 783	14 831	10 788	980	0	2 516	273	330	231	0	
070.00740	TXT DEOSTER CALLEZ	GORGUE	Enrobement textile	G3	LA GORGUE	15 031	455	2 575	0	0	740	5	34	0	0	
070.00775	TXT SCA HYGIENE PRODUCTS SUPPLY	LINSELLES	hygiène (coches bébé et mouchoirs adhés)	L4	NEUVILLE EN FERRAIN SE	423	155	208	81	6	38	5	11	12	1	
070.00800	TXT MERYL FBER	SANT-LAURENT-BLANDY	Fabrication de fil et polymères polyamide	B1		27 849	13 580	3 958	1 720	110	27 849	13 580	3 958	1 720	110	Rapport vers CJA montrant du fait de la baisse d'activité (31/10/2012 10/30) différence dans la partie ajoutée entre les valeurs déclarées dans l'Indiqueur et les valeurs indiquées pour l'année 2010 (19/02/2012 9/58)
070.00800	TXT MERYL FBER	SANT-LAURENT-BLANDY	Fabrication de fil et polymères polyamide	B1	ARRAS ET LAURENT-BLANDY SE	277 478	140 893	9 359	18 852	0						
070.00803	TXT NORELYS	BALLEUL	Fabrication de non-tissés	G3	BALLEUL SE	13 710	4 878	1 556	269	12	916	117	30	36	3	les écarts constatés sur 4 paramètres(CRO2, Azote total, HC totaux, Aluminium) s'expliquent par la moindre limite de mesure. Révisés sur l'impact de ces 4 paramètres, ce qui donne des résultats en hausse et d'autres en baisse par rapport à l'an passé, alors même que la production n'a que très peu évolué. ESSET en 2011 pour SEET en 2010 (20/02/2012 17/28)
070.00812	TXT MONTPELLIER	LILLE	TENTURERIE	L4	MARQUETTE LEZ LILLE "COCU" SE	44 123	18 448	5 202	780	186	5 552	1 510	408	504	80	
070.00821	TXT Sissel International	NEUVILLE-EN-FERRAIN	fabrication formes synthétiques	L4		2 204	80	744	215	0	2 204	80	744	215	0	(17/02/2012 16/98)
070.00829	TXT VELYSAM COLOREDO	CAUDRY	TENTURERIE	V1	BEAUVILLE EN CAMBRESIS SE	113 021	35 485	11 463	3 238	0	5 812	498	257	824	0	
070.00830	TXT TENTURERIE DE LA JUSTICE	ROUBAIX	Enrobement sur fil en laine/laine/laine mélangée	L4	WATTRELOS SE	28 030	0	1 796	0	0	1 485	0	66	0	0	
070.01074	TXT SANS SOCIETE NOUVELLE BETA	CAITAIL-CAMBRESIS	Tenture et apprêt	V1	LE CAITAIL SE	8 971	3 861	3 041	178	19	592	88	51	26	2	
070.01075	TXT BRACO INDUSTRIES	AVINÈS-LES-ALBERT	IMPRESSION TEXTILE	V1	REUX EN CAMBRESIS SE	846	127	152	0	0	48	2	3	0	0	
070.01689	TXT ELIS LOCALINGE CALAIS	COULONGE	LOCATION ET BLANCHISSAGE DE LINSE	L4	CALAIS MONDO SE	73 788	38 742	17 461	987	224	5 165	775	698	49	47	
070.01813	TXT H & G BARBRY	SALLY-SUR-LA-LYS	ENROBISSEMENT	B2		11 153	1 530	3 453	0	0	11 153	1 530	3 453	0	0	
070.02145	TXT Remy LENFANT Tenturerie	HEM	TENTURES ET APPRETS	L4	VILLENEUVE D ASCQ SE	15 831	5 317	2 030	0	0	495	47	25	0	0	
070.02221	TXT SDEZ	BONDUES	blanchisserie industrielle	L4	WATTRELOS SE	12 253	5 619	3 025	268	49	649	128	112	38	5	
070.02281	TXT TRATEX	MERVILLE	Blanchiment Tenture et Impression	G3	MERVILLE SE	37 683	12 120	1 712	0	0	3 177	249	46	0	0	
070.02811	TXT BLANCHISSERIE CENTRALE DU CHRU de LIL	LILLE	Blanchisserie lavage de linge	L2	MARQUETTE LEZ LILLE "COCU" SE	27 964	12 461	1 361	291	138	3 511	1 020	102	188	48	
070.03033	TXT SAS BATEL	WALLERS	location entretien du linge	V2	PEQUENCOURT SE	28 705	13 557	3 221	315	99	1 998	340	136	48	52	augmentation du tonnage traité en 2011 de 23% par rapport à 2010 (24/10/2012 17/28) Baisse des hydrocarbures de 21% par rapport à 2010. Baisse du phosphore T de 18% par rapport à 2010. (24/10/2012 17/30) (24/10/2012 17/32)
070.03180	TXT Desaltes Colour Center (Color-Steatch)	CALAIS	laineuse et apprêt	G3	CALAIS MONDO SE	87 174	25 799	19 072	4 448	2 550	6 102	516	783	222	538	
700.01889	TXT RLST	MARCO-EN-BAROEILL	entretien-location de linge		MARQUETTE LEZ LILLE "COCU" SE	0	0	15 135	0	0	0	0	1 187	0	0	

Eau – Verre et matériaux

Numero S3C Secteur	Etablissement	Commune	Libellé activité	UT	Nom de la station	Chiffres REE 2012 en sortie d'usine					Chiffres REE 2012 au réseau					Commentaires	
						dec_12	dec_11	max_12	ngl_12	p_12	dec_12	dec_11	max_12	ngl_12	p_12		
070.0024	VMA	Société des Carrières de Compiègne	DOMPPIERRE-SUR-HELPE	EXPLORATION DE CARRIÈRES DE CALCAIRE	V3		0	0	8 241	0	0	0	0	8 241	0	0	
070.0025	VMA	CARRIÈRE D'HAENAUT	FUMES-LES-RACHES	apès et après et remplissage de déchets inertes	V3		0	0	9 360	0	0	0	0	9 360	0	0	
070.0045	VMA	BOCAUT SAS	HAUT-LEU	Exploitation de carrière, concassage, criblage de granulats calcinés et/ou	V3		0	0	31 783	0	0	0	0	31 783	0	0	
070.0052	VMA	CARRIÈRES D'HOUDAN	HOUDAN-LEZ-BAVAY	Carrière	V3		0	0	1 100	0	0	0	0	1 100	0	0	
070.0056	VMA	CBS SAS	LE MONT-FONTAINE	extraction de roches calcaires	V3		0	0	100 437	0	0	0	0	100 437	0	0	
070.00106	VMA	CARRIÈRE FLUCHART	WALLERS	CARRIÈRE DE SABLE	V3		0	0	8 610	0	0	0	0	8 610	0	0	
070.00710	VMA	Compagnie des Carrières et Matériaux	WALLERS-BELON	CARRIÈRE	V3		0	0	3	0	0	0	0	3	0	0	
070.00790	VMA	HOLCIM France (S.A.S. - Usine de Denain)	DANNEE	Fabrication de ciment	G4		6 181	839	3 328	0	0	6 181	839	3 328	0	0	
070.00215	VMA	SAS Sivalat	FERQUES	Carrière de Calcaire	G3		664	0	1 546	0	0	664	0	1 546	0	0	
070.00442	VMA	SANT GOSMANN GLASS France	EMERCHICOURT	Fabrication de verre plat	V3		4 259	550	2 453	552	87	438	44	182	131	13	
070.00421	VMA	ARC INTERNATIONAL FRANCE - Site industriel d'Arques	ARQUES	Verre	G1		38 699	14 773	11 165	4 621	0	38 699	14 773	11 165	4 621	0	
070.00449	VMA	BOCAUT SAS	GLAGEON	Exploitation de carrière, concassage criblage de granulats calcinés	V3		0	0	31 880	0	0	0	0	31 880	0	0	
070.00703	VMA	GAIGNERAUD CONSTRUCTION SAS	BELLEGONES	Fabrication et commercialisation de granulat	V3		0	0	2 209	0	0	0	0	2 209	0	0	
070.00781	VMA	AGC FRANCE SAS BOUSSOIS	BOUSSOIS	FABRICATION DE VERRE PLAT	V3		18 158	2 899	14 103	1 582	278	18 159	2 899	14 103	1 582	278	
070.00874	VMA	Chaux et Ciments du Boulonnais	RETY	Production de chaux	G4		257	0	170	0	0	257	0	170	0	0	
070.00878	VMA	MARQUISE (Les Embais de)	MARQUISE	emballage	G3		280	20	270	0	0	280	20	270	0	0	
070.01180	VMA	WINCHELMAING	LILLE	fabrication de gros caenne	L3		45	15	35	0	0	45	15	35	0	0	
070.01216	VMA	ARC International France - Site de Balinghem	BALINGHEM	verre	G1		1 204	558	1 100	969	0	1 204	558	1 100	969	0	
070.01335	VMA	OU Manufacturing	WINGLES	Fabrication de verre creux	B4		3 362	512	1 063	73	37	3 362	512	1 063	73	37	
070.01875	VMA	L M E N	ANNAY	emballés à chaud	B3		14	0	0	0	0	14	0	0	0	0	
070.02425	VMA	VERRIÈRES DE MANDRÈRES	MANDRÈRES	Fabrication de verre creux	V3		2 124	240	463	0	0	2 124	240	463	0	0	
070.02427	VMA	VERZYLUS France	FERQUES	FABRICATION DE PRODUITS CÉRAMIQUES REFRACTAIRES	V3		4 368	0	38 070	0	0	4 368	0	38 070	0	0	
070.02451	VMA	Saint Gobain Sivalat	ANICHE	industrie automobile	V3		51	4	5	0	0	51	4	5	0	0	
070.02452	VMA	AGC automobile Aniche Plant	ANICHE	industrie automobile	V3		7 862	3 244	4 574	2 801	172	7 772	283	340	732	28	
070.02689	VMA	MEYNS TOUTURE - Site de WANDRECOQUES	WANDRECOQUES	Fabrication de tubes en terre cuite	G4		0	0	7	0	0	0	0	0	0	0	
070.04138	VMA	ALPHA GLASS	ARQUES	Fabrication mécanique de verre creux	G1		2 138	155	2 841	0	0	2 138	155	2 841	0	0	
301.00081	VMA	REFRACTO	MARLY	Conception et fabrication de produits réfractaires	V3		34	12	43	1	0	34	12	43	1	0	

Depuis septembre 2011, il n'y a plus de réaj. d'eau dans le milieu naturel. L'eau industrielle est stockée dans notre bassin de rétention puis réutilisée à 100% en interne. (7/10/2012 14.8)

Le volume annuel réaj. est calculé à partir des données enregistrées mensuellement par ce système agréé. (7/20/12 17:17) Les masses des différents paramètres sont calculées à partir des 12 autocontrôles réalisés par ce système agréé au cours de l'année 2011 (7/30/2012 15:8)

(6/30/10 10:33 # 6/30/2012 10:30)

# Les déchets

**La production régionale de déchets industriels déclarés en 2011 a augmenté d'environ 16,4 % par rapport à 2010. Cette comparaison est faite à « périmètre constant », c'est-à-dire en considérant les installations qui ont déclaré leur production de déchets industriels à la fois en 2010 et en 2011, et en ne prenant pas en compte les laitiers issus de la sidérurgie. Cette hausse ne traduit pas une augmentation d'activité. Elle est en fait la conséquence de déclarations plus exhaustives, en application de la directive européenne du 19 novembre 2008 relative aux déchets (évoquée ci-dessous). Le taux de valorisation global des déchets industriels traités en région est stable en 2011 à 73,1 % pour un tonnage déclaré en baisse de 2,7 %.**

**L'année 2010 avait été marquée par la transposition de la directive européenne n° 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets dans la partie législative du Code de l'environnement. L'année 2011 voit cette fois la transposition de la partie réglementaire de cette directive dans le Code de l'environnement. Cela traduit d'abord la nécessité pour la France de rendre compte au niveau européen de la production et du traitement des déchets. Enfin, cela doit permettre à la région Nord - Pas-de-Calais de se comparer aux autres régions mais aussi à nos voisins européens du point de vue de la production et du traitement des déchets.**

## Les chiffres clé de la région Nord - Pas-de-Calais

En 2011, 654 établissements industriels sont pris en compte pour évaluer la production de déchets industriels dans le Nord - Pas-de-Calais. C'est 5 % d'établissements supplémentaires par rapport à ceux qui ont déclaré leurs rejets 2010. Il s'agit des établissements ayant émis une déclaration pour l'année 2011, en tant qu'installations soumises à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

La production totale de déchets industriels déclarée par les 654 exploitants en 2011 s'élève à 6 863 880 tonnes, laitiers sidérurgiques inclus.

Le volume global de déchets industriels produit en 2011, hors laitiers issus de la sidérurgie, s'élève à 4 015 013 tonnes, réparties en 628 335 tonnes de déchets dangereux et 3 386 378 tonnes de déchets non dangereux.

Les déchets collectés par le service public (déchets ménagers et assimilés) ainsi que les déchets issus du secteur du bâtiment et des travaux publics ne sont pas comptabilisés. À noter cependant que ces chiffres globaux de production de déchets industriels intègrent aussi les sites relevant du secteur des déchets (installations de traitements). En effet, les installations de traitement de déchets génèrent elles-même des déchets (268 265 tonnes de déchets dangereux et 1 353 541 tonnes de déchets non dangereux) qui sont soit valorisés, soit éliminés.

En 2010, c'étaient 625 entreprises qui déclaraient une production de déchets industriels de 3 388 546 tonnes, hors laitiers issus de la sidérurgie (dont 537 237 tonnes de déchets dangereux et 2 851 309 tonnes de déchets non dangereux). Les laitiers issus de la sidérurgie, non comptabilisés au volume global de déchets industriels produits représentent un volume de 2 848 868 tonnes en 2011.

On observe ainsi une nette augmentation de 18,5% de la production de déchets industriels déclarée en 2011 par rapport au volume 2010. Pour mieux apprécier la tendance, il faut comparer les mêmes entreprises ayant déclaré en 2011 et en 2010 leur production de déchets industriels.

### Quelques notions de base sur les déchets

La directive européenne n° 2008/98/CE retient les définitions suivantes :

- est considéré comme « déchet » toute substance ou tout objet dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se débarrasser ;
- est considéré comme « déchets dangereux » tout déchet qui présente une ou plusieurs des propriétés dangereuses énumérées à l'annexe III de ladite directive.

Le Code de l'environnement (article L.541-1), définit le déchet comme « tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon ».

Il ajoute par ailleurs : « Est ultime au sens du présent chapitre un déchet, résultant ou non du traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux ». Il n'y a que les déchets ultimes qui peuvent être éliminés en décharge.

Les définitions de la directive européenne et celles du Code de l'environnement ne sont pas incompatibles.

## Déchets dangereux et déchets non dangereux

Dans le Code de l'environnement à l'article R.541-8, une distinction réglementaire est établie entre :

- **les déchets dangereux (DD)** : caractérisés par une ou plusieurs des propriétés énumérées à l'annexe I de l'article R541-8 et signalés par un astérisque « \* » dans la liste des déchets de l'annexe II du même article,
- **les déchets non dangereux (DND)** : tout déchet qui ne présente aucune des propriétés qui rendent un déchet dangereux.

L'ensemble des déchets dangereux et non dangereux est regroupé en vingt familles de base à l'annexe II de l'article R541-8.

Tout producteur de déchets (industriel, artisan, distributeur, prestataire de service, particulier, collectivité, service public, etc.) est susceptible de produire des déchets dangereux et des déchets non dangereux. Les principaux textes réglementaires de base relatifs au contrôle de la production et de l'élimination des déchets (suivi des circuits d'élimination, activités de traitement, de stockage, etc.) établissent des prescriptions distinctes et adaptées selon qu'il s'agit de déchets dangereux ou de déchets non dangereux, qui déterminent la structuration des filières d'élimination.

Ainsi, « à périmètre constant », c'est-à-dire en considérant les installations ayant déclaré leur production de déchets à la fois en 2010 et en 2011, 604 exploitants ont déclaré en 2011, hors laitiers issus de la sidérurgie, un volume global de 3 814 150 tonnes (dont 621 075 tonnes de déchets dangereux et 3 193 075 tonnes de déchets non dangereux) contre 3 277 711 tonnes en 2010 (dont 531 926 tonnes de déchets dangereux et 2 745 785 tonnes de déchets non dangereux).

Cette comparaison à « périmètre constant » permet de constater une hausse de 16,4 % de la production régionale de déchets industriels en 2011 par rapport à 2010.

Cette augmentation n'est pas liée directement à la production de déchets mais aux premiers effets de l'application depuis fin 2010 de la directive européenne du 19 novembre 2008 relative aux déchets. Ainsi, certains établissements considéraient jusqu'en 2010 qu'une partie de leur production ne relevait pas des déchets. Ils ont rectifié leur déclaration en 2011 en appliquant le statut de déchet à l'ensemble de leur volume de déchets produits.

On peut aussi expliquer cette augmentation par le fait que le nombre d'établissements considérés « à périmètre constant » en 2011,

soit 604, est plus important que celui qui était pris en compte pour comparer 2010 à 2009, soit 561.

## Les déchets industriels dangereux

La production de déchets dangereux des installations ayant procédé à une déclaration pour l'année 2011 en région, hors secteur d'activité relatif aux déchets, s'élève à 360 054 tonnes, en baisse de 1,6 % par rapport à 2010. L'examen plus détaillé de la production des différents secteurs industriels fait ressortir l'importance du secteur de la sidérurgie-métallurgie-fonderie (210 522 tonnes), de la chimie-parachimie-pétrole (73 221 tonnes) et de la mécanique-traitement de surfaces (48 248 tonnes). À eux seuls, ces trois secteurs représentent plus de 92 % de la production régionale de déchets dangereux.

175 325 tonnes de ces déchets dangereux sont valorisés, soit une proportion de 48,7 % en hausse de 5 points par rapport à 2010 (43,6 %). Pour les trois secteurs d'activités précités, les taux de valorisation atteignent respectivement 39,1 %, 68,2 % et 63,5 %.

Le secteur d'activité des déchets, spécifique, n'est pas inclus dans ce total mais on peut souligner qu'il génère 268 280 tonnes de déchets dangereux, valorisés à près de 40 %.

### Les principaux producteurs de déchets dangereux en 2011 en région Nord - Pas-de-Calais

Le tableau de la page suivante recense les 33 établissements industriels de la région dont la production cumulée de déchets dangereux représente 80 % du volume global déclaré en région, hors le secteur du traitement des déchets. Le total de déchets dangereux de ces principaux producteurs représente 289 609 tonnes en 2011, soit une augmentation de 2,8 % par rapport à 2010.

*Évolution 2008-2011 de la répartition des destinations des déchets dangereux produits par le secteur industriel régional ayant effectué sa déclaration (hors secteur d'activité relatif aux déchets)*

Secteur	Déchets dangereux produits											
	Élimination				Valorisation				Total général			
	2008	2009	2010	2011	2008	2009	2010	2011	2008	2009	2010	2011
Divers et services	1 442	1 991	3 365	2 880	1 795	3 017	3 976	4 173	3 237	5 008	7 341	7 054
Chimie, parachimie, pétrole	49 665	32 734	21 585	24 540	42 239	33 350	42 759	48 681	91 904	66 084	64 344	73 221
Énergie	1 164	929	2 212	1 272	258	3 180	502	534	1 422	4 109	2 713	1 806
Agroalimentaire et boissons	4 046	2 992	4 395	3 343	2 401	3 114	4 647	6 142	6 447	6 106	9 042	9 486
Mécanique, traitem. de surfaces	20 749	15 425	18 349	17 600	72 785	26 925	28 190	30 648	93 534	42 350	46 538	48 248
Sidérurgie, métallurgie, fonderie	81 464	130 592	132 154	128 246	118 440	91 320	72 693	82 276	199 904	221 912	204 847	210 522
Papeterie, bois, carton	330	708	934	922	463	774	5 103	947	793	1 482	6 037	1 870
Textile, cuir et peaux	1 004	640	709	280	45	15	219	530	1 049	655	928	810
Verre, matériaux, ind. minérales	1 310	1 634	22 755	5 645	3 741	846	1 200	1 393	5 051	2 480	23 955	7 038
<b>Total</b>	<b>159 732</b>	<b>185 654</b>	<b>206 456</b>	<b>184 729</b>	<b>240 372</b>	<b>159 524</b>	<b>159 290</b>	<b>175 325</b>	<b>403 341</b>	<b>350 186</b>	<b>365 746</b>	<b>360 054</b>

Nom de l'établissement	Secteur d'activité	Quantité 2010	Quantité 2011	Évolution 2010-2011
NYRSTAR FRANCE	MET	77 260	79 164	→
ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE - SITE DE DUNKERQUE	MET	39 939	41 381	→
LME-TRITH	MET	12 561	16 253	↗
APERAM STAINLESS FRANCE - SITE D'ISBERGUES	MET	13 718	12 261	↘
ALUMINIUM DUNKERQUE	MET	15 055	12 161	↘
V ET M FRANCE - ACIÉRIE DE SAINT-SAULVE	MET	9 323	10 229	↗
SI GROUP BETHUNE SAS	CHM	1 056	9 409	↗
ACIERIE ET FONDERIE DE LA HAUTE SAMBRE	MET	8 288	9 386	↗
VALE MANGANÈSE FRANCE	MET	11 630	7 676	↘
ASCOMETAL	MET	5 365	7 252	↗
MINAKEM DUNKERQUE	CHM	6 841	6 986	→
CALAIRE CHIMIE	CHM	6 046	6 765	↗
ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE MARDYCK	MEC	3 807	5 823	↗
FRANCAISE DE MECANIQUE	MEC	4 897	5 035	→
P. BRABANT S.A.	IAA	4 680	4 843	→
ENERSYS SARL (ex Hawker SARL)	MEC	4 652	4 139	↘
PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES SA VALENCIENNES	MEC	5 720	3 668	↘
CECA USINE DE FEUCHY	CHM	2 675	3 547	↗
SYNTHEXIM	CHM	2 448	3 520	↗
LMEN	VMA	17 215	3 494	↘
GTS INDUSTRIES	MET	1 331	3 396	↗
PRODUITS CHIMIQUES DE LOOS	CHM	3 111	3 319	↗
AJINOMOTO SWEETENERS EUROPE	CHM	2 354	3 207	↗
MINAKEM BEUVRY LA FORET	CHM	2 688	2 992	↗
POLIMERI EUROPA FRANCE SAS (ROUTE DES DUNES)	CHM	2 381	2 829	↗
ROQUETTE FRÈRES	IAA	2 114	2 730	↗
USINE DE DOUVRIEN	DIV	2 638	2 686	→
TATA STEEL MAUBEUGE SAS	MEC	2 296	2 676	↗
VALLOUREC & MANNESMANN FRANCE TUBERIE DE SAINT-SAULVE	MEC	2 022	2 650	↗
CCP COMPOSITES	CHM	2 296	2 613	↗
BASF AGRI-PRODUCTION	CHM	2 132	2 594	↗
PPG FRANCE MANUFACTURING SAS	CHM	0	2 551	↗
CRODA CHOCQUES SAS	CHM	3 158	2 374	↘
<b>TOTAL</b>		<b>281 697</b>	<b>289 609</b>	<b>→</b>

Les 33 établissements représentant 80 % des déchets dangereux produits en région en 2011

On observe en 2011 une stabilité globale du volume de déchets dangereux produits par les principaux établissements industriels en région. Une spécificité s'affiche pour quatre établissements : SI Group à Béthune et LME à Trith-Saint-Léger contribuent largement à l'augmentation globale. À l'inverse, LMEN à Annay et Vale Manganèse France à Grande-Synthe atténuent nettement cette légère tendance à la hausse.

- ↗ Hausse supérieure à 20 %
- ↗ Hausse comprise entre 5 et 20 %
- Évolution inférieure à 5 % à la hausse ou à la baisse
- ↘ Baisse comprise entre 5 et 20 %
- ↘ Baisse supérieure à 20 %

#### Secteur d'activité

- CHM Chimie, parachimie, pétrole
- ENR Énergie
- IAA Agroalimentaire et boissons
- MEC Mécanique
- MET Sidérurgie, métallurgie, fonderie
- PAP Papeterie, bois, carton
- VMA Verre, matériaux, ind. minérales
- IMP Imprimerie

## ■ Les déchets industriels non dangereux

La production de déchets industriels non dangereux des installations ayant procédé à une déclaration pour l'année 2011 en région s'élève à 6 235 546 tonnes, dont 2 848 868 tonnes de laitiers sidérurgiques.

La production régionale de déchets industriels non dangereux déclarée en 2011, hors secteur du traitement des déchets et hors laitiers issus de la sidérurgie s'élève à 2 024 501 tonnes, en hausse de 8,6 % par rapport à 2010 (1 864 059 tonnes).

Le secteur du traitement des déchets, spécifique, n'est pas inclus dans ce total mais on peut souligner qu'il génère 1 370 127 tonnes de déchets non dangereux.

L'examen plus détaillé par secteurs d'activité fait ressortir l'importance du secteur de l'agroalimentaire-boissons (532 042 tonnes),

de la sidérurgie-métallurgie-coke (446 811 tonnes) et de l'énergie (312 639 tonnes). À eux seuls, ces trois secteurs représentent 63,8 % de la production régionale de déchets non dangereux, hors secteur du traitement des déchets et hors laitiers sidérurgiques.

La grande majorité des déchets non dangereux produits en 2011, hors secteur d'activité propre aux déchets industriels et hors laitiers sidérurgiques sont valorisés puisque 86,8 % des 2 024 501 tonnes produites suivent cette filière.

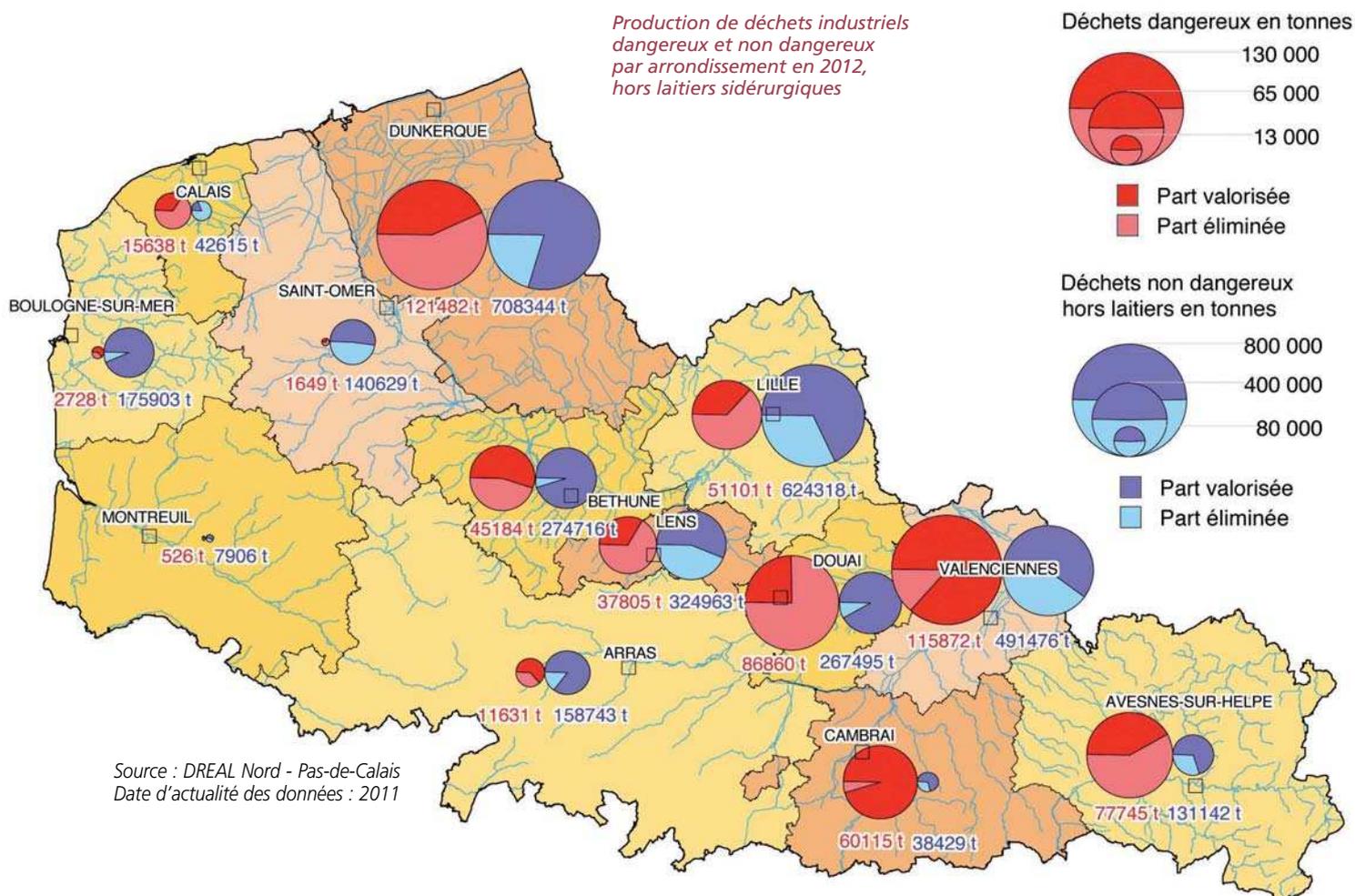
Pour les trois secteurs d'activité identifiés ci-dessus, les taux de valorisation sont respectivement de 94,5 %, 87,3 % (hors laitiers) et 99,7 %.

Secteur	Déchets non dangereux produits											
	Élimination				Valorisation				Total général			
	2008	2009	2010	2011	2008	2009	2010	2011	2008	2009	2010	2011
Divers et services	2 478	6 637	8 728	8 221	1 866	19 190	18 873	24 201	4 344	25 827	27 601	33 422
Chimie, parachimie, pétrole	12 012	38 723	43 749	34 272	18 339	56 142	37 753	43 436	30 351	94 865	81 502	78 008
Énergie	12 740	2 020	1 973	1 038	333 648	282 229	288 985	311 601	346 388	284 249	290 958	312 639
Agroalimentaire et boissons	28 981	40 838	46 652	29 294	301 938	417 685	382 908	502 748	330 919	458 523	429 560	532 042
Mécanique, trait. de surfaces	3 886	16 925	18 585	22 916	64 789	175 550	168 874	191 592	68 675	192 475	187 459	214 508
Sidérurgie, métall., fonderie	153 811	136 954	96 841	56 844	430 701	1 319 578	344 103	389 968	584 512	1 456 532	440 944	446 811*
Papeterie, bois, carton	50 110	46 804	53 110	61 691	107 314	106 932	156 048	142 684	157 424	153 736	209 158	204 375
Textile, cuir et peaux	6 070	4 240	5 170	4 303	3 665	6 202	5 974	3 847	9 735	10 442	11 142	8 150
Verre, matériaux, ind. min.	6 640	53 020	59 469	46 974	16 533	167 311	126 267	148 573	23 173	220 331	185 736	195 547
<b>Total</b>	<b>276 728</b>	<b>346 161</b>	<b>334 275</b>	<b>265 852</b>	<b>1 278 793</b>	<b>2 550 819</b>	<b>1 529 784</b>	<b>1 758 649</b>	<b>1 555 521</b>	<b>2 896 980</b>	<b>1 864 059</b>	<b>2 024 501</b>

*Évolution 2008-2011 de la répartition des destinations des déchets non dangereux produits par le secteur industriel régional ayant effectué sa déclaration, hors secteur d'activité relatif aux déchets (et hors laitiers sidérurgiques depuis 2010)*

Le total de déchets non dangereux produits en 2011, hors secteur d'activité des déchets et hors laitiers de la sidérurgie, est en hausse de 8,6 % par rapport à 2010.

\* Les volumes 2011 et 2010 produits par le secteur de la sidérurgie-métallurgie-fonderie n'intègrent pas les laitiers de hauts-fourneaux et d'aciéries déclarés qui, en 2011, représentent 2 832 282 tonnes et 99,4% des laitiers déclarés.



## Les principaux producteurs de déchets non dangereux en région Nord - Pas-de-Calais en 2011

Le tableau ci-dessous recense les 40 établissements industriels de la région dont la production cumulée de déchets non dangereux représente 80 % du volume global déclaré en région, hors laitiers sidérurgiques et secteur

du traitement des déchets. Le total de déchets non dangereux de ces principaux producteurs représente 1 626 310 tonnes en 2011, soit une production un peu supérieure à celle de 2010 (1 556 091 tonnes).

Nom de l'établissement	Secteur d'activité	Quantité 2010	Quantité 2011	Évolution 2010-2011
ARCELORMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE - SITE DE DUNKERQUE	MET	326 839	<b>310 281</b>	↘
E.ON - CENTRALE D'HORNAING	ENR	235 808	<b>218 538</b>	↘
MCCAIN ALIMENTAIRE	IAA	145 876	<b>129 189</b>	↘
LORBAN TP	VMA	104 642	<b>119 909</b>	↗
ROQUETTE FRÈRES	IAA	95 852	<b>102 546</b>	↗
CENTRE DE PRODUCTION THERMIQUE EDF DE BOUCHAIN	ENR	50 023	<b>90 404</b>	↗↗
BRASSERIE HEINEKEN DE MONS	IAA	45 710	<b>55 054</b>	↗↗
BEAUMARAIS SAS	IAA	45 586	<b>50 144</b>	↗
MCA	MEC	33 601	<b>46 299</b>	↗↗
NORPAPER AVOT VALLÉE	PAP	38 114	<b>43 958</b>	↗
RDM BLENDÉCQUES	PAP	45 273	<b>41 504</b>	↘
STORA ENSO CORBEHEM	PAP	34 298	<b>31 402</b>	↘
FRANCAISE DE MECANIQUE	MEC	25 625	<b>28 105</b>	↗
TOYOTA MOTOR MANUFACTURING FRANCE	MEC	25 983	<b>27 534</b>	↗
TEREOS	IAA	8 180	<b>26 397</b>	↗↗
PEUGEOT CITROEN AUTOMOBILES SA VALENCIENNES	MEC	17 193	<b>18 534</b>	↗
BONDUELLE CONSERVE INTERNATIONAL - USINE DE RENESCURE	IAA	14 227	<b>16 338</b>	↗
ARC INTERNATIONAL FRANCE - SITE INDUSTRIEL D'ARQUES	VMA	21 625	<b>15 260</b>	↘↘
GTS INDUSTRIES	MET	14 908	<b>15 221</b>	↔
SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES DE DOMPIERRE	VMA	26 806	<b>15 014</b>	↘↘
TIOXIDE EUROPE S.A.S	CHM	21 889	<b>14 941</b>	↘↘
UM CORPORATION	MET	0	<b>14 867</b>	
DSM FOOD SPECIALTIES	IAA	14 635	<b>13 463</b>	↘
BALL PACKAGING EUROPE BIERNE SAS	DIV	13 714	<b>13 278</b>	↔
V ET M FRANCE - ACIÉRIE DE SAINT-SAULVE	MET	12 491	<b>13 068</b>	↔
ARDO VIOLAINES SAS	IAA	8 548	<b>12 876</b>	↗↗
LESIEUR COUDEKERQUE-BRANCHE	IAA	20 385	<b>12 459</b>	↘↘
VALDUNES	MEC	11 535	<b>12 290</b>	↗
CARTONNERIES DE GONDARDENNES	PAP	11 434	<b>12 051</b>	↗
ARJO WIGGINS	PAP	10 399	<b>11 689</b>	↗
WEPA LILLE (ex DALLE HYGIENE PRODUCTION)	PAP	5 071	<b>10 966</b>	↗↗
DELACHAUX S.A. DIVISION MÉTAUX	MET	11 176	<b>10 879</b>	↔
LME-TRITH	MET	8 453	<b>10 843</b>	↗↗
ASCOMETAL	MET	12 184	<b>10 608</b>	↘
VALLOUREC & MANNESMANN FRANCE TUBERIE DE SAINT-SAULVE	MEC	5 893	<b>9 669</b>	↗↗
FONDERIE PHILIPPE	MET	8 670	<b>9 099</b>	↔
SIB IMPRIMERIE	IMP	8 275	<b>8 769</b>	↗
VALDUNES	MEC	7 672	<b>8 382</b>	↗
NOVANDIE	IAA	7 496	<b>7 279</b>	↔
SOTRAVEER	VMA	0	<b>7 200</b>	
<b>TOTAL</b>		<b>1 556 091</b>	<b>1 626 310</b>	↗

Les 40 établissements représentant 80% des déchets non dangereux produits en région en 2011

- ↗↗ Hausse supérieure à 20 %
- ↗ Hausse comprise entre 5 et 20 %
- ↔ Évolution inférieure à 5 % à la hausse ou à la baisse
- ↘ Baisse comprise entre 5 et 20 %
- ↘↘ Baisse supérieure à 20 %

- Secteur d'activité
- CHM Chimie, parachimie, pétrole
  - ENR Énergie
  - IAA Agroalimentaire et boissons
  - MEC Mécanique
  - MET Sidérurgie, métallurgie, fonderie
  - PAP Papeterie, bois, carton
  - VMA Verre, matériaux, ind. minérales
  - IMP Imprimerie

## Augmenter et faciliter le recyclage de tous les déchets valorisables pour préserver la ressource

### ■ 132 sites, 6,6 millions de tonnes

En Nord - Pas-de-Calais, 132 sites de traitements de déchets sont déclarés en 2011, contre 174 en 2010, 143 en 2009, 67 en 2008 et 33 en 2007.

Ces industriels traitent à la fois des déchets issus de la région Nord - Pas-de-Calais mais également des déchets d'autres départements, voire de l'étranger.

Il faut également souligner que sont comptabilisés ici l'ensemble des déchets traités par les installations soumises à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 (registre des émissions polluantes et des déchets) de la région : il s'agit des sites de traitement des déchets produits par les industriels ainsi que des déchets ménagers et assimilés collectés par le service public. Les déchets issus du secteur du bâtiment et des travaux publics ne sont pas comptabilisés.

Cela représente un tonnage global déclaré de 6 637 832 tonnes en 2011.

Il faut préciser que parmi les déchets déclarés, les volumes de déchets dangereux comptabilisés sont ceux qui sont effectivement « traités » dans les sites régionaux, alors que les volumes de déchets non dangereux considérés correspondent aux quantités « admises » dans les sites, pas toujours intégralement traitées suite à des refus de tri. Le total des déchets non dangereux admis en région, toutes origines confondues, représente ainsi 7 375 366 tonnes, ce qui est supérieur d'un peu plus de 10 % par rapport aux tonnages effectivement déclarés (6 637 832 tonnes).

Sur cette base, on observe que les 7 375 366 tonnes de déchets admis se répartissent en 875 271 tonnes de déchets dangereux et 6 500 096 tonnes de déchets non dangereux.

En 2010, le volume de déchets admis en sites de traitement était de 7 581 165 tonnes, dont 754 764 tonnes de déchets dangereux et 6 826 401 tonnes de déchets non dangereux.

À noter que le nombre d'établissements déclarant en 2011 est en baisse par rapport à 2010 puisque le total 2011 s'appuie sur 42 déclarations en moins. Toutefois, les 40 plus importants établissements de traitement de déchets ont bien déclaré leurs volumes traités en 2011.

On observe une baisse de 2,7 % des tonnages déclarés en 2011 par rapport à 2010.

Si l'on effectue la comparaison « à périmètre constant », c'est-à-dire en considérant les 112 installations de traitement ayant déclaré leur volume de déchets à la fois en 2010 et en 2011, hors laitiers issus de la sidérurgie, on note un volume global de déchets traités de 4 886 503 tonnes contre 5 089 854 tonnes en 2010. L'évolution constatée entre 2010 et 2011 à « périmètre constant » se traduit par une légère baisse de 4 %.

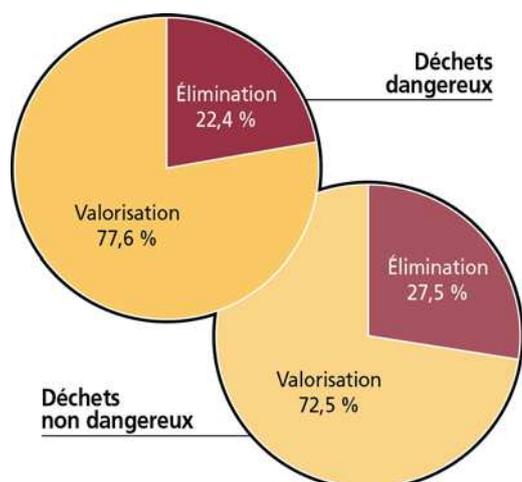
En 2011, on observe que 77,6 % des déchets dangereux (toutes origines géographiques et sources confondues) traités par les installations de traitement du Nord - Pas-de-Calais ont fait l'objet d'une valorisation, soit un taux en baisse de 3 points par rapport à 2010 mais équivalent à 2009. Par contre, 72,5 % des déchets non dangereux (toutes origines géographiques et sources de production confondues) ont été valorisés, contre 71,4 % en 2010 et 71 % en 2009 [graphique page suivante].

Le tableau ci-dessous reprend les tonnages de déchets traités, par les 132 installations régionales de traitement de déchets qui ont effectué leur déclaration en 2011.

#### Provenance des déchets traités en Nord-Pas-de-Calais en 2011 (en tonnes)

Source : registre des émissions polluantes et des déchets pour l'année 2011

Filière	Déchets dangereux				Déchets non dangereux				Total général
	Total	Région NPdC	Reste France	Étranger	Total	Région NPdC	Reste France	Étranger	
Décharge	32 997	32 378	619	0	1 359 009	857 207	501 802	0	1 392 006
Traitement biologique	50 877	39 883	10 995	0	26 543	25 994	550	0	77 421
Traitement physico-chimique	18 914	13 279	4 367	1 268	15 740	1 543	14 197	0	34 654
Traitement thermique	72 736	33 552	32 889	6 296	65 092	60 094	4 976	22	137 829
Transit-regroupement-prétrait. pour élimination	20 584	9 785	1 850	8 949	323 779	323 335	443	0	344 363
Transit-regroupement-prétrait. pour valorisation	85 585	45 581	39 794	210	1 370 925	1 349 788	21 137	0	1 456 510
Valorisation énergétique	192 119	56 589	79 791	55 739	1 152 698	1 100 316	42 023	10 359	1 344 818
Valorisation matière	401 458	110 385	145 850	145 223	2 186 309	1 785 293	347 234	53 782	2 587 767
<b>Total</b>	<b>875 270</b>	<b>341 433</b>	<b>316 155</b>	<b>217 683</b>	<b>6 500 096</b>	<b>5 503 571</b>	<b>932 361</b>	<b>64 164</b>	<b>7 375 366</b>



#### Le traitement des déchets réalisé en 2011 en Nord-Pas-de-Calais

Source : registre des émissions polluantes et des déchets pour l'année 2011

Ce sont ainsi près de 7,4 millions de tonnes de déchets dangereux et non dangereux qui sont traités dans les installations de traitement de déchets de la région Nord - Pas-de-Calais.

À noter qu'en 2011, 39 % du gisement de déchets dangereux traités sont issus de la région, contre un taux de 40,7 % en 2011, mais seulement de 34 % en 2010 et de 11 % en 2009.

En outre, 84,7 % du gisement de déchets non dangereux est traité dans le département du lieu d'implantation de l'établissement. Le taux important de déchets non dangereux traités dans la région tient au respect du principe de proximité dans le traitement de ces déchets, et notamment les déchets ménagers et assimilés.

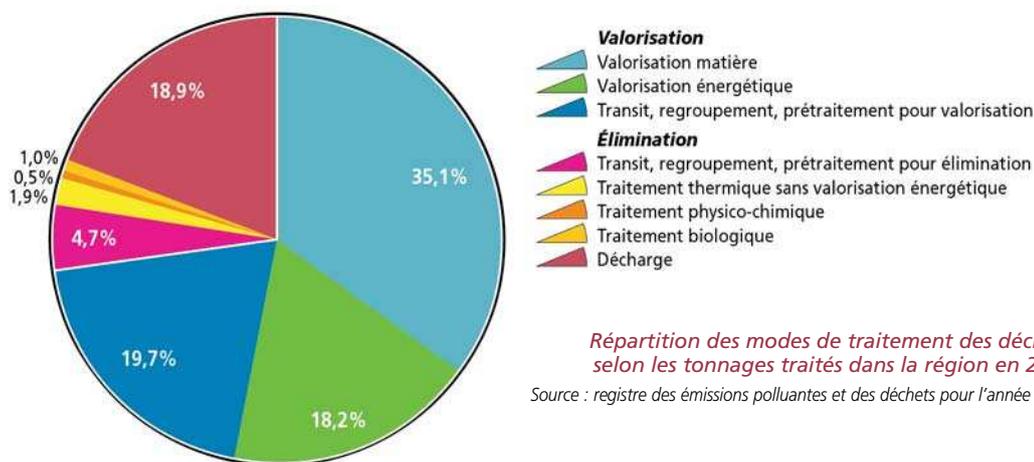
La répartition des modes de traitement des déchets traités dans la région (tous déchets confondus) en 2011 révèle que 35,1 % d'entre eux font l'objet d'une valorisation matière, 18,2 % l'objet d'une valorisation énergétique, 19,8 % l'objet d'un regroupement et prétraitement avant valorisation. Cela représente un taux de valorisation global des déchets de 73,1 %

Parmi les déchets traités dans la région (tous déchets confondus) en 2011, 18,8 % d'entre eux partent en décharge, 4,7 % font l'objet d'un regroupement et prétraitement avant élimination et 3,4 % font l'objet de traitements thermique, bactériologique ou physico-chimique. Cela représente un taux d'élimination global des déchets de 26,9 %.

Des marges de progrès sont donc encore possibles, notamment pour permettre d'atteindre l'objectif fixé par la loi « Grenelle 1 » qui impose une réduction de 15 % des quantités de déchets partant à l'incinération ou au stockage.

#### ■ Les principaux établissements de traitement de déchets en région Nord - Pas-de-Calais en 2011

Le tableau de la page suivante reprend les 27 principales installations de traitement de déchets qui ont émis une déclaration en 2011 au titre de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets pour chacune des filières de traitement. Les données par exploitant sont détaillées à l'annexe « Déchets » de l'IRE à partir du site Internet de la DREAL Nord - Pas-de-Calais : <http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr>.



#### Répartition des modes de traitement des déchets selon les tonnages traités dans la région en 2011

Source : registre des émissions polluantes et des déchets pour l'année 2011

Nom de l'établissement	Quantité 2010			Quantité 2011			Évolution 2010-2011
	DD	DND	Total	DD	DND	Total	
SGA - GRANDE-SYNTHÉ	0	760 712	760 712	0	806 123	806 123	↗
BAUDELET SAS	1 418	358 624	360 042	4 527	505 593	510 120	↗↗
HOLCIM FRANCE - DUNKERQUE	0	0	0	0	414 000	414 000	-
RECYDEM	6 711	451 302	458 013	13 285	398 819	412 104	↘
INSTALL. DE STOCKAGE DE DÉCHETS D'HERSIN-COUPIGNY	5 928	455 536	461 464	18 124	378 765	396 889	↘
CVE ANTARES	0	338 602	338 602	0	344 474	344 474	→
LES MOULINS DU LITTORAL	0	0	0	0	290 000	290 000	-
SITA AGORA	7 802	113 129	120 931	41 836	142 679	184 515	↗↗
PHOENIX SERVICES - DUNKERQUE	0	173 743	173 743	0	181 091	181 091	→
HOLCIM FRANCE - CIMENTERIE DE LUMBRES	102 296	38 477	140 773	113 549	39 651	153 200	↗
SOTRENOR	113 425	13 331	126 757	132 414	12 847	145 262	↗
UIOM DE SAINT SAULVE	0	138 209	138 209	0	138 224	138 224	→
INSATALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS DE LEWARDE	0	118 298	118 298	0	128 480	128 480	↗
RECYTECH SA	101 852	9 050	110 902	107 463	14 015	121 478	↗
ARTOIS COMPOST	0	109 890	109 890	0	120 856	120 856	↗
RECYCLAGE DES VALLEES	260	101 193	101 453	96	104 369	104 465	→
CVE DE NOYELLES-SOUS-LENS	2 309	59 403	61 712	2 470	97 393	99 863	↗↗
CIDEME DOUCHY-LES-MINES	5 957	87 870	93 827	5 604	88 753	94 357	→
VALNOR	0	91 961	91 961	0	89 160	89 160	→
VALNOR CVE DUNKERQUE	0	78 165	78 165	0	80 201	80 201	→
McCAIN ALIMENTAIRE	0	87 614	87 614	0	79 682	79 682	↘
CVE DE MAUBEUGE	0	78 261	78 261	0	79 659	79 659	→
CARBIOLANE	0	137 886	137 886	0	77 000	77 000	↘↘
AMBRE	0	66 681	66 681	0	68 483	68 483	→
CENTRE DE STOCKAGE DE LA BISTADE	0	69 723	69 723	0	66 956	66 956	→
CENTRE DE STOCKAGE DE DÉCHETS DE DANNES	0	70 946	70 946	0	66 440	66 440	↘
MALAQUIN SAS	0	55 329	55 329	0	61 912	61 912	↗
<b>TOTAL</b>	<b>347 958</b>	<b>4 063 935</b>	<b>4 411 893</b>	<b>439 369</b>	<b>4 875 626</b>	<b>5 314 994</b>	<b>↗↗</b>

*Les 27 installations représentant 80 % du volume global de déchets traités en région en 2011*

L'augmentation du volume de déchets traités des principaux établissements régionaux ne résulte pas d'une augmentation de l'activité, mais essentiellement d'une évolution des volumes déclarés en 2011 en application de la directive européenne du 19 novembre 2008 sur les déchets. Sans considérer les nouvelles déclarations en 2011, la hausse parmi les principaux établissements est limitée à 4,5 % par rapport au volume traité déclaré en 2010.

- ↗↗ Hausse supérieure à 20 %
- ↗ Hausse comprise entre 5 et 20 %
- Évolution inférieure à 5 % à la hausse ou à la baisse
- ↘ Baisse comprise entre 5 et 20 %
- ↘↘ Baisse supérieure à 20 %



## Déchets non dangereux et dangereux – Volumes traités en 2011 destinés à la valorisation énergétique (en tonnes)

Numero S3IC	Etablissement	Commune	Filiere	dnd_total	dnd_admis_dep_npdc	dnd_admis_hors_dep_npdc	dnd_admis_etranger	dd_total	dd_admis_npdc	dd_admis_reste_france	dd_admis_etranger	Total général
070.02401	CVE ANTARES	HALLUIN	Valorisation énergétique	347 493,00	347 493,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	347 493,00
070.01053	UICM de Saint Saulve	SAINT-SAULVE	Valorisation énergétique	137 529,98	113 051,08	17 095,08	7 383,82	0,00	0,00	0,00	0,00	137 529,98
070.00785	HOLCIM (France) S.A.S - Cimetière de Lambres	LUMBRES	Valorisation énergétique	13 317,44	2 234,02	9 442,72	1 640,70	95 742,60	23 662,77	38 118,98	33 960,85	109 060,04
070.01004	CVE DE NOYELLES SOUS LENS	NOYELLES-SOUS-LENS	Valorisation énergétique	97 393,00	97 393,00	0,00	0,00	2 470,00	2 470,00	0,00	0,00	99 863,00
070.00699	VALNOR	LABEURIERE	Valorisation énergétique	91 556,85	86 474,43	5 082,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 556,85
070.02235	CIDEME DOUCHY LES MINES	DOUCHY-LES-MINES	Valorisation énergétique	86 290,00	86 290,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 290,00
070.03941	VALNOR CVE DUNKERQUE	DUNKERQUE	Valorisation énergétique	86 000,00	86 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 000,00
070.04123	Archa Comm	RUTZ	Valorisation énergétique	81 000,00	81 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 000,00
070.00945	Mc Cain Alimentaire	HAINES	Valorisation énergétique	79 681,72	79 681,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 681,72
070.00554	CVE de Maubeuge	MAUBEUGE	Valorisation énergétique	79 559,41	78 052,30	285,40	1 318,71	0,00	0,00	0,00	0,00	79 559,41
070.00951	SOTRENOR	COURRIERES	Valorisation énergétique	5 588,12	0,00	5 588,92	16,20	48 633,28	21 629,39	17 070,19	9 833,70	54 119,40
070.02140	RECYCLAGE DES VALLEES	HAUTMONT	Valorisation énergétique	28 636,00	27 002,00	1 634,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 636,00
070.00190	HOLCIM (France) S.A.S - Usine de Dannes	DANNES	Valorisation énergétique	2 909,36	0,00	2 909,36	0,00	16 289,20	292,46	13 448,90	2 547,84	19 198,56
070.00874	Chaux et Déchets du Boulonnais	RETY	Valorisation énergétique	0,00	0,00	0,00	0,00	16 760,84	990,43	6 374,08	9 395,43	16 760,84
070.03161	Station d'Epuration de Boulogne	BOULOGNE-SUR-MER	Valorisation énergétique	15 587,00	15 587,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 587,00
070.00982	KERNEOS-Usine de Dunkerque	LOON-PLAGE	Valorisation énergétique	0,00	0,00	0,00	0,00	9 678,11	5 124,00	4 754,11	0,00	9 678,11
070.00589	STYROLUTION FRANCE SAS	WINGLES	Valorisation énergétique	0,00	0,00	0,00	0,00	1 452,00	1 452,00	0,00	0,00	1 452,00
070.03390	SITA Agora	NOYELLES-GODAULT	Valorisation énergétique	0,00	0,00	0,00	0,00	911,00	911,00	0,00	0,00	911,00
070.00482	CANDIA	AWOINGT	Valorisation énergétique	57,60	57,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57,60
070.01311	SARL ARTOIS METALX	SAINTE-LAURENT-BLANQY	Valorisation énergétique	0,00	0,00	0,00	0,00	40,16	40,16	0,00	0,00	40,16
070.04082	AUTO STOCK PIECES	DENAIN	Valorisation énergétique	0,00	0,00	0,00	0,00	2,60	2,60	0,00	0,00	2,60
070.01614	DEMEYERE Perenchies	PERENCHIES	Valorisation énergétique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,57	0,57	0,00	0,00	0,57

## Déchets non dangereux et dangereux – Volumes traités en 2011 en pré-traitement avant valorisation (en tonnes)

Numero S3IC	Etablissement	Commune	Filière	dnd_total	dnd_adms_dep_npdc	dnd_adms_hors_dep_npdc	dnd_adms_etranger	d1_total	d1_adms_npdc	d1_adms_reste_france	d1_adms_etranger	Total général
070.03496	SGA	GRANDE SYNTHE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	540 587,00	540 587,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	540 587,00
070.00580	LES MOULINS DU LITTORAL	DUNKERQUE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	375 000,00	375 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	375 000,00
070.00682	BAUDELET SAS	BLARINGHEM	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	150 787,92	150 787,92	0,00	0,00	179,98	179,98	0,00	0,00	150 967,90
070.01271	ANF	SAINTE-REMY-DU-NORD	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	7 986,72	1 931,31	6 055,41	0,00	49 765,34	17 979,15	31 576,54	209,65	57 732,06
070.01957	MALJOUIN SAS	SAINTE-AMAND-LES-EAUX	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	44 016,00	44 016,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 016,00
070.01941	SAS LAFLUTTE	DAINVILLE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	41 050,82	41 050,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 050,82
070.04285	TRISELEC Lifs	DUNKERQUE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	20 882,10	20 882,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 882,10
070.02234	SITA Nord Azin	ANZIN	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	20 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
070.01311	SARL ARTOIS METALUX	SAINTE-LAURENCE-BLANQUE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	18 000,00	18 000,00	0,00	0,00	1,70	1,70	0,00	0,00	18 001,70
070.02027	SITA Nord Grande-Synthe	GRANDE-SYNTHE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	15 249,00	15 249,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 249,00
070.04071	STRAP	SAINTE-SAULVE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	10 774,00	5 896,00	4 878,00	0,00	3 009,00	3 009,00	0,00	0,00	13 773,00
070.02038	NICOLAY Frères SARL	CALAIS	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	10 872,89	10 872,89	0,00	0,00	946,81	946,81	0,00	0,00	11 619,58
070.02302	SANNORD	PROUVY	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	1 901,48	233,83	1 667,57	0,00	7 881,85	5 480,17	2 381,68	0,00	9 763,25
070.01958	MALJOUIN SAS	ROSLIT	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	3 872,01	692,80	3 179,21	0,00	5 690,68	1 674,10	4 016,58	0,00	9 553,17
070.02328	STRAP (SA)	CONDETTE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	7 616,00	2 384,00	5 232,00	0,00	1 720,00	1 720,00	0,00	0,00	9 296,00
070.00571	RECYDEM	LOURCHES	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	7 754,72	7 713,97	40,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 754,72
070.03398	HYDROPALE	DUNKERQUE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	26,17	0,00	26,17	0,00	3 887,24	3 886,39	0,85	0,00	3 913,41
070.00455	GAGNERAUD Industries Agence de Saint-Sauve	SAINTE-SAULVE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	3 339,28	3 339,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 339,28
070.04046	CFR RECYCLING STRAP	HAUTMONT	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	1 610,00	1 610,00	0,00	0,00	1 610,00
070.00685	DESCAMPS ASSAINISSEMENT	ARMENIERES	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	1 588,54	525,42	1 273,12	0,00	1 588,54
070.04228	STRAP	SEQUEDIN	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	1 399,00	1 399,00	0,00	0,00	1 399,00
070.04371	LE FLOHIC	SAINTE-SAULVE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	1 379,00	1 379,00	0,00	0,00	1 379,00
070.04290	STRAP	SAINTE-POL-SUR-MER	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	1 353,00	1 353,00	0,00	0,00	1 353,00
070.04028	SOLVAL	ANICHE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	1 134,56	1 134,56	0,00	0,00	1 134,56
070.04110	STRAP	CAMBRAI	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	1 072,00	1 072,00	0,00	0,00	1 072,00
070.00956	INCELOMMITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE SITE DE DUNKERQUE	DUNKERQUE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	751,55	751,55	0,00	0,00	37,31	37,31	0,00	0,00	788,86
070.04092	SARL IBANEZ PERE ET FILS	HERIN	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	787,91	787,91	0,00	0,00	787,91
070.00951	SOTRENDON	COURRIERES	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	16,88	0,00	16,88	0,00	681,83	311,33	370,50	0,00	698,71
070.03356	LUMINEROPHM	SECLIN	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	565,00	565,00	0,00	0,00	565,00
070.04206	STRAP	HOUTKERQUE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	272,00	272,00	0,00	0,00	272,00
070.04064	DEWEZ	FOURMIES	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	151,54	151,54	0,00	0,00	151,54
070.04072	STR France Seers Group	CATEAU-CAMBRESIS	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	142,80	142,80	0,00	0,00	142,80
070.01614	DEMEVERE Perenchies	PERENCHIES	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	103,82	103,82	0,00	0,00	103,82
070.00055	P. BRABANT S.A.	TRESSIN	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	46,02	4,92	37,10	0,00	46,02
070.00877	SHL	GONDECOURT	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	35,20	21,16	14,04	0,00	35,20
070.01630	Usine de Sous Le Bois	MAUBEUGE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	8,97	8,97	0,00	0,00	8,97
070.04033	AUTO 2000	BOUSSOIS	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	6,00	6,00	0,00	0,00	6,00
070.04082	SARL CASSE DE DON	DON	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	4,37	4,37	0,00	0,00	4,37
070.01716	RECYCLE AUTOS	CALAIS	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	2,16	2,16	0,00	0,00	2,16
070.04082	AUTO STOCK PIECES	DENAIN	Transit-Regroupement-Prétraitement pour valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14	0,14	0,00	0,00	0,14

## Déchets non dangereux et dangereux – Volumes traités en 2011 regroupés avant élimination (en tonnes)

Numero S3K	Établissement	Commune	Filière	dnd_total	dnd_admis_dep_npdc	dnd_admis_hors_dep_npdc	dnd_admis_etranger	dd_total	dd_admis_npdc	dd_admis_resto_france	dd_admis_etranger	Total général
070.03490	SGA	GRANDE-SYNTHE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	275 065,00	275 065,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275 065,00
070.01311	SARL ARTOS METAUX	SAINT-LAURENT-BLANGY	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	18 000,00	18 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00
070.01957	MALAQUN SAS	SAINT-AMAND-LES-EAUX	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	17 896,00	17 896,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 896,00
070.00571	RECYDEM	LOURCHES	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	0,00	0,00	0,00	0,00	13 284,79	3 629,54	0,00	753,00	13 284,79
070.00662	BAUDELET SAS	BLARINGHEM	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	5 580,00	5 580,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 580,00
070.04285	TRISELEC Lille	DUNKERQUE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	4 152,64	4 152,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 152,64
070.02322	SANNORD	PROUVY	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	644,60	644,60	0,00	0,00	3 485,26	2 529,84	0,00	361,44	4 129,86
070.01102	Ramery environnement	HARNES	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	0,00	0,00	0,00	0,00	2 253,17	2 253,17	0,00	0,00	2 253,17
070.02038	NICOLAY Frères SARL	CALAIS	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	1 514,86	1 514,86	0,00	0,00	3,06	3,06	0,00	0,00	1 517,72
070.01956	MALAQUN SAS	ROSULT	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	463,25	38,05	425,20	0,00	1 025,30	1 006,46	18,84	0,00	1 488,55
070.01271	ARF	SAINT-REMY-DU-NORD	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	117,66	114,16	3,79	0,00	141,92	80,72	61,20	0,00	259,87
070.00950	ARCIS ORBITTAL ATLANTIQUE ET LORRAINE SITE DE DUNKERQUE	DUNKERQUE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	253,59	253,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253,59
070.01614	DEMEVERE Perenchies	PERENCHIES	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	0,00	0,00	0,00	0,00	153,18	153,18	0,00	0,00	153,18
070.01070	MAUSER France (ex GALLAY C & S)	SAINT-AMAND-LES-EAUX	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	0,00	0,00	0,00	0,00	91,57	32,24	12,73	46,60	91,57
070.00951	SOTRENOIR	COURRIERES	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	14,09	0,00	14,09	0,00	72,82	33,98	39,74	0,00	86,91
070.00585	P. BRABANT S.A.	TRESSIN	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	62,00	62,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62,00
070.00485	LES CHAMPS ASSAINISSEMENT	ARMENTIERES	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	0,00	0,00	0,00	0,00	40,54	40,54	0,00	0,00	40,54
070.03452	CANDA	AWOINGT	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	14,77	14,77	0,00	0,00	24,74	24,74	0,00	0,00	39,51
070.04367	GOSSELIN DURIEZ	DENAIN	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	0,00	0,00	0,00	0,00	3,38	3,38	0,00	0,00	3,38
070.03398	HYDROPALE	DUNKERQUE	Transit-Regroupement-Prétraitement pour élimination	0,04	0,00	0,04	0,00	0,67	0,67	0,00	0,00	0,71





# Les sols

## L'évolution des sites pollués en région Nord - Pas-de-Calais

Le nombre de sites BASOL (sites pollués suivis par l'État) évolue régulièrement d'année en année et traduit une action constante de la DREAL dans le traitement des sites et sols pollués des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) en région. La répartition géographique des sites BASOL ainsi que la répartition entre sites réutilisés / en activité / en friche reste similaire d'année en année. Le réservoir foncier que constituent les seules friches industrielles polluées ou potentiellement polluées est estimé à 3 203 hectares en région.

## Les faits marquants en matière de sites et sols pollués

L'année 2011 a été l'aboutissement d'une action de normalisation et de certification des métiers relatifs aux sites et sols pollués. L'approche multidisciplinaire des sites et sols pollués imposait cette normalisation qui a permis de donner un référentiel commun aux différents acteurs en fixant de nouvelles normes aux prestations de service réalisées sur les sites et sols pollués. Les premiers prestataires de service certifiés ont été présentés au salon Pollutec en décembre 2011.

En application de la loi du 30 juillet 2003, l'obligation de garanties financières doit être élargie aux installations classées présentant des risques importants de pollution ou d'accident. Il est prévu que les exploitants de telles installations soient obligés de constituer des garanties financières dès juillet 2012 ou 2017. Le décret et différents arrêtés d'application ont été examinés courant 2011. Ces textes visent à compléter le dispositif déjà applicable aux installations « Seveso », aux carrières, aux stockages de déchets et stockages souterrains de dioxyde de carbone.

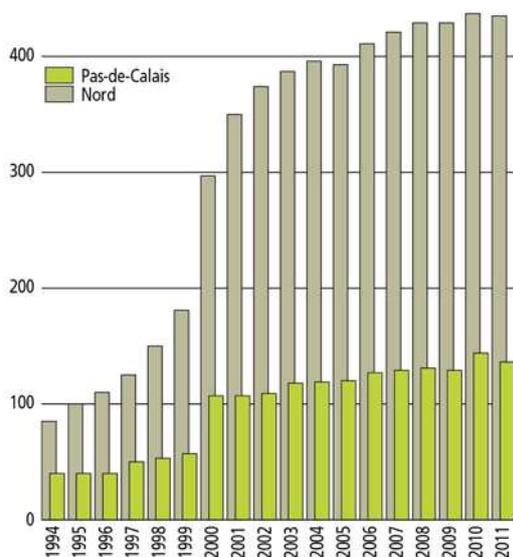
Un guide de gestion de terres excavées de chantiers de dépollution a été publié en octobre 2011 par le ministère chargé de l'écologie. Il permettra d'appliquer les circulaires de gestion des sites et sols pollués du 8 février 2007. Le guide détaille en particulier les mesures permettant de valoriser des terres polluées hors du site d'excavation sur des projets routiers ou d'aménagement. Une procédure de traçabilité de ces actions de valorisation sera assurée par le biais du site Internet « Terrass ».

The image displays three overlapping screenshots of the BASIAS (Basis of Sites and Activities Inventory) website. The top screenshot shows a detailed record for site NPC620402, including a map of France and a list of sites. The middle screenshot shows a map of France with a green dot indicating a site location, and a table of site data. The bottom screenshot shows a detailed data entry form for a site, including fields for 'Date début', 'Date fin', 'Code activité', 'Libellé de l'activité', 'Exploitant(s)', 'Date de début d'exploitation', 'Date de fin d'exploitation', 'Nom de l'exploitant ou raison sociale', 'Type', 'Projet de réaménagement', 'Métier implantation', 'Sélection des sites', and 'Sources d'information'.

Le site Internet BASIAS

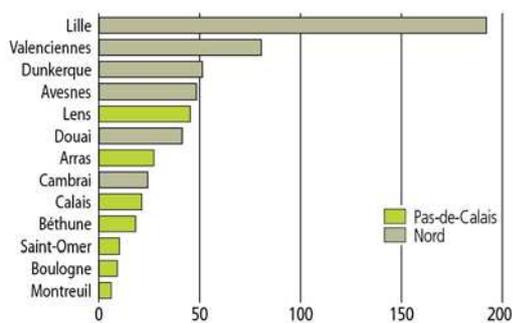
**L'évolution du nombre de sites dans BASOL**

L'augmentation considérable entre 1999 et 2000 est due à l'incorporation dans cet inventaire des 151 sites en activité faisant l'objet d'une étude de sols et des 34 sites du protocole signé entre le ministère en charge de l'Écologie et Gaz de France (GDF) dans lequel GDF s'était engagé sur des objectifs de réhabilitation de ses anciennes usines à gaz. Ce protocole est terminé depuis 2006.



**La répartition des sites BASOL par arrondissement**

La prépondérance des sites pollués dans les agglomérations de Lille et Valenciennes est en lien avec leur passé industriel.



**Les chiffres clés pour la région**

À l'échelle nationale, il existe deux inventaires des sites sur lesquels ont été exercées des activités potentiellement polluantes, inventaires déclinés à l'échelle régionale par :

- l'inventaire historique régional des sites industriels ou de service, en activité ou non, pollués ou non, inventaire qui a donné naissance à la base de données nationale **BASIAS** ;
- l'inventaire national des sites et sols pollués qui a donné naissance à la base de données **BASOL**.

L'examen de ces deux inventaires, montre que notre région est particulièrement concernée par les anciens sites industriels, dont certains sont pollués.

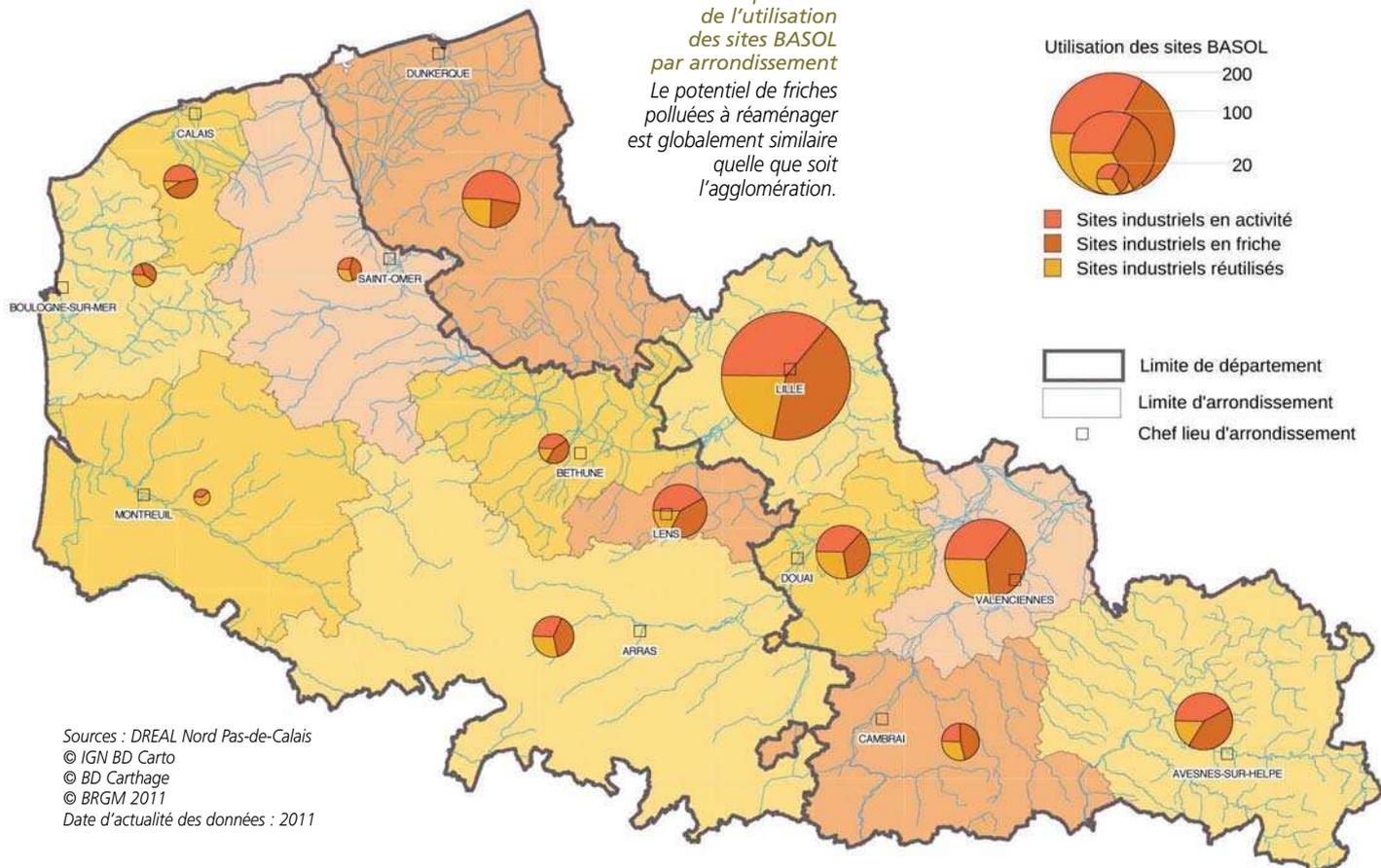
Ainsi à la fin de l'année 2011, 16 738 sites sont identifiés en région dans **BASIAS**, ce qui constitue 6,7 % des sites à l'échelle nationale.

En termes de sites pollués, la base de données **BASOL** recense 571 sites au 31 décembre 2011, à comparer aux 573 sites répertoriés fin 2010. Les sites **BASOL** pour la région Nord - Pas-de-Calais représentent 13 % des sites pollués nationaux, ce qui place notre région en seconde position, après Rhône-Alpes.

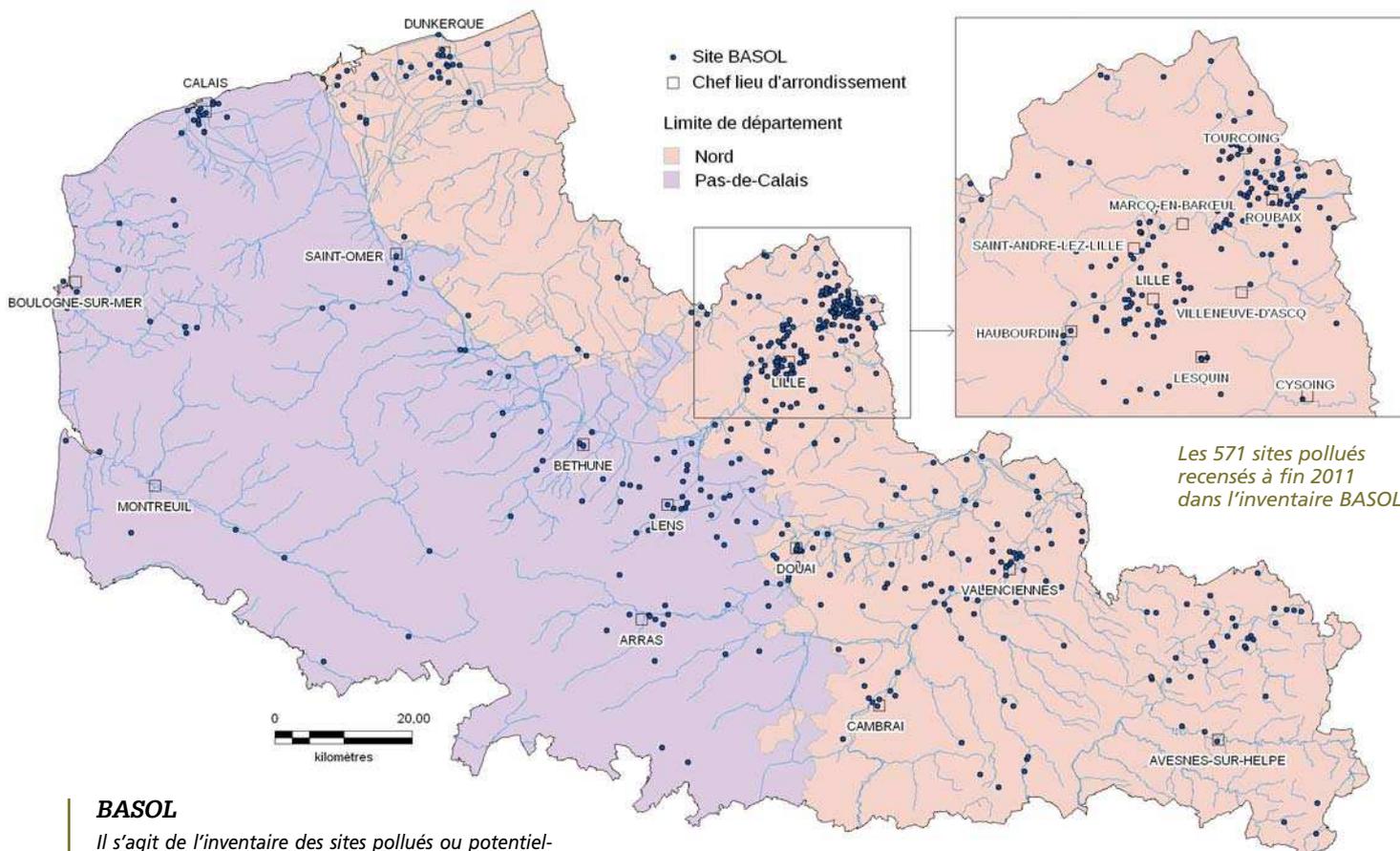
➔ Voir cartes pages suivantes

**La répartition de l'utilisation des sites BASOL par arrondissement**

Le potentiel de friches polluées à réaménager est globalement similaire quelle que soit l'agglomération.



Sources : DREAL Nord Pas-de-Calais  
 © IGN BD Carto  
 © BD Carthage  
 © BRGM 2011  
 Date d'actualité des données : 2011

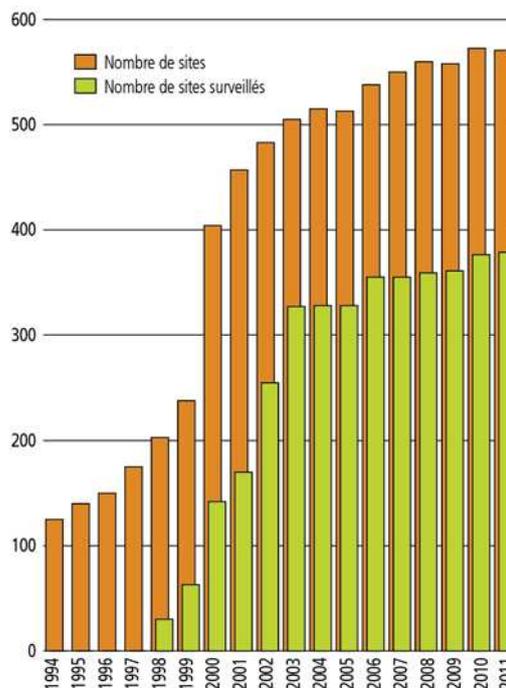


Les 571 sites pollués recensés à fin 2011 dans l'inventaire BASOL.

**BASOL**

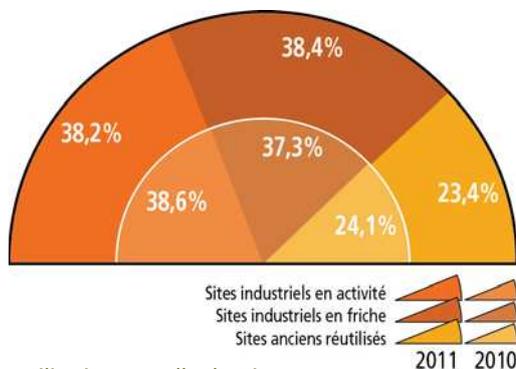
Il s'agit de l'inventaire des sites pollués ou potentiellement pollués et appelant une action des pouvoirs publics. Il a été mis en place dans le cadre de la politique de gestion des sites et sols pollués (circulaire du 10 décembre 1993). Cette base est disponible sur Internet à l'adresse suivante : <http://basol.environnement.gouv.fr>. Cet inventaire permet d'appréhender les actions menées par l'administration et par les responsables de ces sites pour prévenir les risques et les nuisances. Il s'efforce d'être le plus exhaustif possible et a pour vocation à être actualisé en continu. Il est géré par les DREAL, et plus particulièrement par l'Inspection des installations classées (IIC).

Sources : DREAL Nord - Pas-de-Calais / © IGN BD Carto / © BD Carthage / © BRGM 2009.



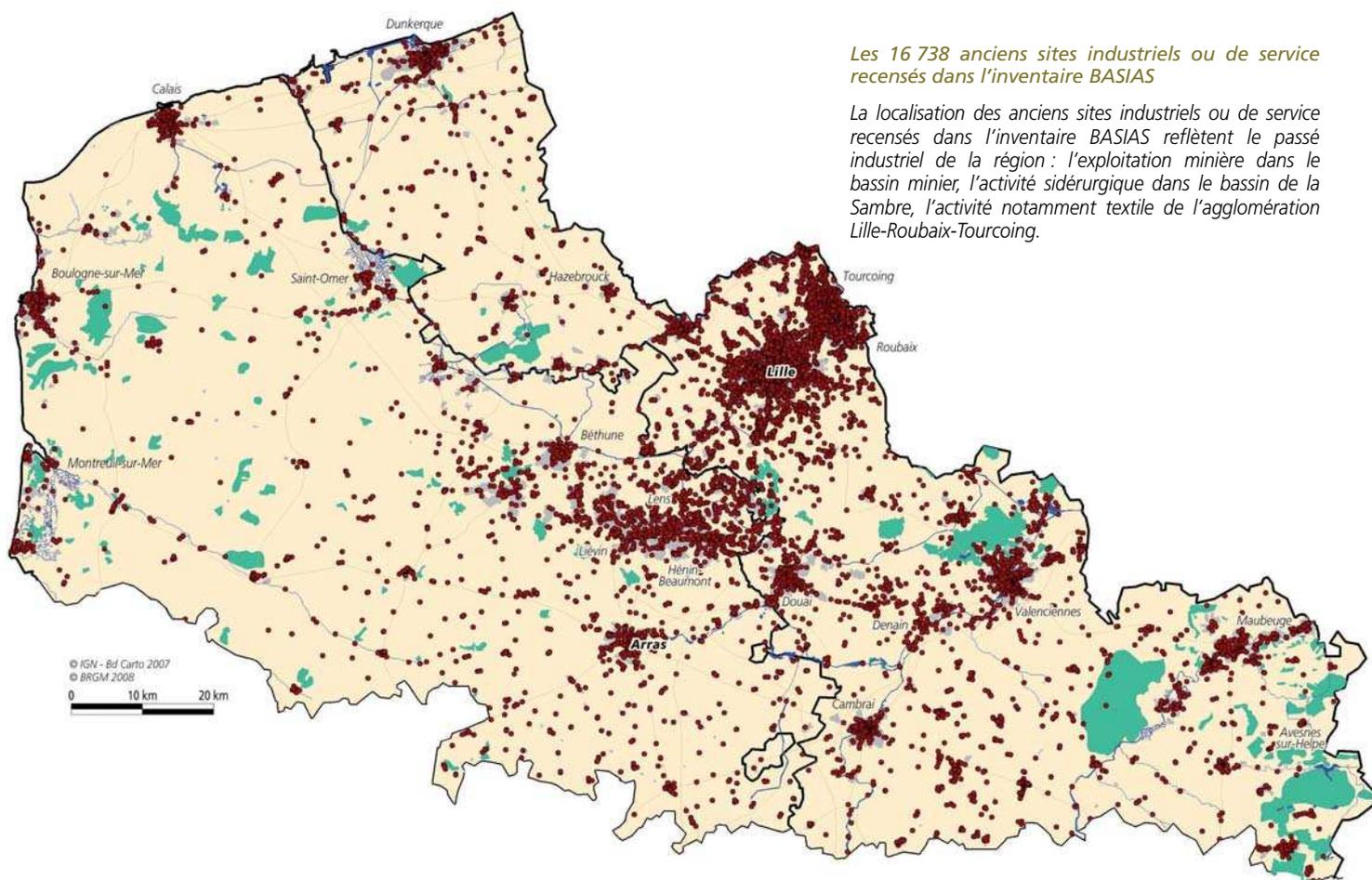
Les sites BASOL avec surveillance des eaux souterraines

La proportion de sites BASOL surveillés est passée de 64,1 % en 2008 à 66,4 % en 2011.



Utilisation actuelle des sites figurant dans l'inventaire BASOL

38,4% des sites BASOL en région sont aujourd'hui encore en friche : c'est un véritable réservoir foncier pour les communes... À noter que la proportion en baisse des sites anciens réutilisés vient du fait que des sites répertoriés en 2010 dans BASOL ont été transférés dans BASIAS. Par ailleurs, de nouveaux sites inscrits dans BASOL en 2011 font augmenter la proportion de sites en friche.



*Les 16 738 anciens sites industriels ou de service recensés dans l'inventaire BASIAS*

*La localisation des anciens sites industriels ou de service recensés dans l'inventaire BASIAS reflète le passé industriel de la région : l'exploitation minière dans le bassin minier, l'activité sidérurgique dans le bassin de la Sambre, l'activité notamment textile de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing.*

**BASIAS**

*L'inventaire BASIAS a pour objectif de reconstituer le passé industriel d'une région. Les informations des sites ayant accueilli, par le passé, des activités industrielles ou de service sont versées dans une base de données, mise en ligne sur Internet.*

*Sa réalisation, à partir de consultation des archives départementales, sur la période qui s'étend de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle à 1970, s'est achevée en 2002 pour la région Nord - Pas-de-Calais. L'inventaire a été actualisé aux sites de moins de trente ans pour les agglomérations de Lens (2005) et Lille (2007). Ce recensement permet de garder la trace du passé et ne préjuge pas d'une éventuelle pollution. La base de données est accessible à l'adresse <http://basias.brgm.fr>*

Département	Arrondissement	Nom du site	Commune	Responsable du site	Type d'activité	Surveillance de site	Site inscrit en fiche	Site inscrit en fiche	Site inscrit en fiche	Situation technique
62	ARRAS	BP - GERLAND	NOVELLES SOUS BELLONNE	société gérant	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés o	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	ARRAS	BP - GERLAND	DURY	société gérant	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés o	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	ARRAS	DECHARGE SANET	VIE EN ARTOIS	société gérant	K3 - Traitement de déchets industriels	OUI	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	ARRAS	CENTRE EDF / GDF	ARRAS	J1 - Co-facturation, usines à gaz	OUI	NON	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	ARRAS	Société de BIHUCOURT	BIHUCOURT	Société VERMANDOISE INDUSTRIE	B14 - Industrie du cuir	NON	NON	OUI	OUI	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
62	ARRAS	FONDERIE BRACO LAURENT	ADHOCOURT	J5 - Fonderie et travail des métaux	NON	NON	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	ARRAS	INSTALLATION TECHNIQUE DE GAZ DE FRANCE GDF	BAPALME	J1 - Co-facturation, usines à gaz	NON	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	ARRAS	Agence EDF / GDF	SAINTE POL SUR TERNOISE	EDF / GDF Gestionnaire du site	J1 - Co-facturation, usines à gaz	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	AVESNES-SUR-HELPE	FRIEHE COCKERILL	HAUTMONT	J2 - Sidérurgie, première transformation	OUI	NON	NON	OUI	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	AVESNES-SUR-HELPE	MAURELUE CERAMQUES	MAURELUE	Diverses (ex Douzille Carrelage)	D12 - Fabrication de produits céramiques	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	AVESNES-SUR-HELPE	SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES CHASSIS (SFC)	FERRINES	K22 - Regroupement d'OM, DIB	OUI	NON	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	AVESNES-SUR-HELPE	CENTRE EDF GDF DE MAURELUE	MAURELUE	Gaz de France	J1 - Co-facturation, usines à gaz	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	AVESNES-SUR-HELPE	LA NERVENNE	BAVAY	G24 - Produits à base d'amiante (fabrication)	NON	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	AVESNES-SUR-HELPE	CENTRE EDF GDF SERVICES HAINAUT-CAMBRÉSIS	AVESNES SUR HELPE	Gaz de France	J1 - Co-facturation, usines à gaz	NON	NON	NON	OUI	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	AVESNES-SUR-HELPE	FLD International	Wargnies le Grand	B1 - Industrie agro-alimentaire	NON	NON	NON	NON	OUI	Site à connaissance sommaire, diagnostic éventuellement nécessaire
59	AVESNES-SUR-HELPE	Inter Raffinor, anciennement "Fauve et amiante du Nord"	Bavay	H11 - Usinage	NON	OUI	NON	OUI	NC	
62	BETHUNE	FRIEHE CARBOLUX (COKEUR DE GOSNAY)	BRIJAY LA BUSSIÈRE	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	F11 - Houillères	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	BETHUNE	ANCIENS LAVORIS ET COKEUR DE NOELUX LES MINES	NOELUX LES MINES	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	F11 - Houillères	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	BETHUNE	EDF GDF AGENCE DE BETHUNE	BETHUNE	J1 - Co-facturation, usines à gaz	NON	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	BOULOGNE-SUR-MER	AFAM	MARQUISE	J5 - Fonderie et travail des métaux	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	BOULOGNE-SUR-MER	FRANCE DECHETS MENNEVILLE (SITA FD)	MENNEVILLE	FRANCE DECHETS	K36 - Mise en décharge	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	BOULOGNE-SUR-MER	ANCIENNE USINE A GAZ DE DESVRES	DESVRES	J1 - Co-facturation, usines à gaz	NON	NON	NON	NON	OUI	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
62	BOULOGNE-SUR-MER	EDF GDF SERVICES - CÔTE D'OPALE	BOALDENE SUR MER	J1 - Co-facturation, usines à gaz	NON	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	CALAIS	LU	CALAIS	Lu France	B17 - Autres industries agro-alimentaires	OUI	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	CALAIS	EDF GDF SERVICES - CÔTE D'OPALE - AGENCE COMMERCIALE DE CALAIS	CALAIS	J1 - Co-facturation, usines à gaz	NON	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	CAMBRAI	CET TABANCOURT	ABANCOURT	SITA NORD (ex NITREL et ex-tertia)	K - Déchets et traitements	OUI	NON	OUI	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	CAMBRAI	FRIEHE GILLET-THIEN	CAMBRAI	H16 - Piles électriques et accumulateurs	OUI	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	CAMBRAI	EDF GDF SERVICES	LE CATEAU CAMBRESIS	Gaz de France	J1 - Co-facturation, usines à gaz	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	CAMBRAI	EDF Centre de production thermique	Pont sur Sambre	EDF	H11 - Centrales électriques thermiques	OUI	NON	NON	OUI	NC
59	CAMBRAI	Traitement du Ferri	SAINT NIC	E13 - Broyement, séchage, impression	NON	NON	OUI	OUI	NC	
59	CAMBRAI	AGENCES CLIENTELE ET D'EXPLOITATION D'EDF / GDF	CAMBRAI	J1 - Co-facturation, usines à gaz	NON	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	CAMBRAI	AGENCE D'EXPLOITATION D'EDF / GDF	CAUDRY	GDF	J1 - Co-facturation, usines à gaz	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	ANCIENNE COKEURIE BM BAIL	MONCHECOURT	BAL INDUSTRIE	J1 - Sidérurgie, métallurgie, coke	OUI	NON	OUI	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	TREFILERIE DE MARCHENNES (BAL)	MARCHENNES	BAL INDUSTRIE	D32 - Première transformation de l'acier	OUI	NON	OUI	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	ANCIENNE RAFFINERIE BP	BOURGHELLETTES	BP France	D12 - Raffinage de pétrole, carburants et lu	OUI	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DOUAI	ANCIENNE USINE D'AGGLOMERATION DU FORT DE SCARPE - ANTHRACINE	DOUAI	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	F11 - Houillères	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	RIVAGE OYANT	DOUAI	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	F11 - Houillères	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	ANCIENNE USINE D'AGGLOMERATION DE SOMAN	SOMAN	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	F11 - Houillères	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	SARL DRT	SARL DRT	K52 - Dépôts de ferraille	OUI	NON	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DOUAI	COREDIS 59	DOUAI	BP France	L23 - Dépôt de carburants	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	ANCIENNE DECHARGE COMMUNALE	MONTIGNY EN OSTREVENT	K21 - Décharges d'ordures ménagères	OUI	NON	NON	OUI	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DOUAI	ANCIEN DÉPÔT PETROLER ALTY	WANDONNES HAMEAU	NICK SULLY	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés o	NON	NON	OUI	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DOUAI	ANCIENNE FABRIQUE DU MOULIN DES LOUPS	ORCHES	D12 - Fabrication de produits céramiques	NON	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	AGENCE EDF / GDF	GDF	J1 - Co-facturation, usines à gaz	NON	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DUNKERQUE	ANCIEN DÉPÔT CARON LUCOUR (Secteur Pta Synthé)	DUNKERQUE	DMS (ex MORY COMBUSTIBLES)	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés o	OUI	NON	OUI	OUI	Site traité avec surveillance, travaux réalisés, surveillance imposée par AP ou en cours (projet d'AP présenté au CDDERST)
59	DUNKERQUE	ANCIENNE MARE A HYDROCARBURES	COUDEKERQUE BRANCHE	société gérant et maître - groupe tp France	D12 - Raffinage de pétrole, carburants et lu	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DUNKERQUE	CENTRE AUTOURNERE COUDEKERQUE BRANCHE	COUDEKERQUE BRANCHE	RUBIS Thermal (ex Compagnie Parisisme du	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés o	OUI	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DUNKERQUE	ANCIENNE DECHARGE GRAVELINES PORTE AUX BOULES	GRAVELINES	MAREE DE GRAVELINES	K - Déchets et traitements	OUI	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DUNKERQUE	BP FRANCE	DUNKERQUE	BP FRANCE	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DUNKERQUE	Européenne de Développement Technique et Commercial (EDTC)	GRAVELINES	ONECTRA	H11 - Mécanique, électrique, traitement de t	OUI	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DUNKERQUE	CET BOIS DES FORTS	COUDEKERQUE	Communauté Urbaine de Dunkerque	OUI	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec surveillance, travaux réalisés, surveillance imposée par AP ou en cours (projet d'AP présenté au CDDERST)
59	DUNKERQUE	AGENCES CLIENTELE ET D'EXPLOITATION D'EDF / GDF	BALLEUX	NON	NON	NON	NON	NON	OUI	NC
59	DUNKERQUE	AGENCES CLIENTELE ET D'EXPLOITATION D'EDF / GDF	BERGUES	J1 - Co-facturation, usines à gaz	NON	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DUNKERQUE	AGENCES CLIENTELE ET D'EXPLOITATION D'EDF / GDF	COUDEKERQUE BRANCHE	J1 - Co-facturation, usines à gaz	NON	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DUNKERQUE	INSTALLATION TECHNIQUE DE GAZ DE FRANCE GDF	GRAVELINES	J1 - Co-facturation, usines à gaz	NON	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DUNKERQUE	USIM Pétro-Synthé	Dunkerque	K31 - Incinération	NON	NON	NON	NON	OUI	NC
62	LENS	COKEIS DE DROCOURT	ORCOURT	F11 - Houillères	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	FRIEHE DU CARBURIE (ATOFINA)	WINGLES	ELF ATOCHEM	D32 - Chimie minérale inorganique autre	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	ANCIENNE CENTRALE ELECTRIQUE DE COURRIERES	COURRIERES	CHARBONNAGES DE FRANCE	K - Déchets et traitements	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	FRIEHE SAGES	LEVIN	J53 - Travail des métaux, chaudronnerie, p	OUI	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	NEXANS (ex ALCATEL CABLE - LSA)	LENS	ALCATEL CABLE (SA) Division Aluminium	J1 - Sidérurgie, métallurgie, coke	OUI	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	LENS	ANCIENNE FORGE 4 DE LEVIN	AVION	off	F11 - Houillères	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	DEPOT DE CENDRES DE LA CENTRALE DE COURRIERES	COURRIERES	SURCHÊTES	F11 - Houillères	NON	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	LENS	AGENCE D'EXPLOITATION D'EDF / GDF	LENS	J1 - Co-facturation, usines à gaz	NON	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	ANCIENNE USINE KUHLMANN	WATTRELOS	POUK	D32 - Chimie minérale inorganique autre	OUI	NON	OUI	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	YANNES LEFEBVRE	LILLE	POMPE'S LEFEBVRE	J5 - Fonderie et travail des métaux	OUI	NON	OUI	OUI	Site en cours de traitement, objectifs de réhabilitation et choix techniques définis ou en cours de mise en oeuvre
59	LILLE	ANCIEN DÉPÔT ESSO	MARQUETTE LEZ LILLE	ESSO SAF	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés o	OUI	NON	OUI	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	PROMOFRANCE	LILLE	SCIROUJET DE LYBLE	E14 - Confédération de vêtements, bonneterie	OUI	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	FRIEHE RHONE POULENC	VILLENEUVE D'ASCO	société rhone pouleuc	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	ANCIENNE USINE SANDER	HAUBOURDN	E11 - Textile et habillement, teinture, impress	OUI	NON	NON	NON	OUI	Site en cours de traitement, objectifs de réhabilitation et choix techniques définis ou en cours de mise en oeuvre
59	LILLE	DECHARGE DU GRAND COTTONNES (JUVENEUX)	WASQUEHAL	K22 - Regroupement d'OM, DIB	OUI	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	SOCIÉTÉ NOUVELLE DE TEINTURERIE DE FRELINGHEN	FRELINGHEN	E11 - Textile et habillement, teinture, impress	OUI	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	STATION SERVICE AUCHAN RONCO	RONCO	AUCHAN FRANCE	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés o	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	PEUGEOT LILLE	LILLE	PEUGEOT	H15 - Assemblage, montage	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	LIBERTÉ EDITIONS	LILLE	LIBERTÉ EDITIONS (établissement en liquidation	H21 - Imprimerie, presse, édition	OUI	NON	NON	OUI	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	LILLE	ETS ALFRED DUPONT	TOURCOING	SA ETS ALFRED DUPONT	E12 - Filature, tissage, tissage, tricotage	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	UNIVAR EUROPE (ex LAMBERT RIVIERE)	SAINTE ANDRÉ LEZ LILLE	UNIVAR EUROPE	D32 - Chimie minérale inorganique autre	OUI	NON	NON	OUI	Site en cours de traitement, objectifs de réhabilitation et choix techniques définis ou en cours de mise en oeuvre
59	LILLE	ANCIENNE USINE A GAZ D'ARMENIÈRES	ARMENIÈRES	J1 - Co-facturation, usines à gaz	OUI	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	ANCIEN MAGASIN PRINSINC	LILLE	Prinsinc	I - Energie	OUI	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	PROFUTEX	ROUBAIX	K20 - Traitement physico-chimiques	OUI	NON	NON	OUI	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	WOREX	LA CHAPPELLE D'ARMENIÈRES	WOREX	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés o	OUI	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	BP station "Banquet"	ROUBAIX	BP FRANCE	L23 - Dépôt de carburants	OUI	NON	NON	OUI	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	LILLE	BP station "Gazon d'Eau"	ROUBAIX	BP FRANCE	L23 - Dépôt de carburants	OUI	NON	NON	OUI	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	LILLE	CHRU de Lille (ex-fiche Herbau)	HAUBOURDN	B17 - Autres industries agro-alimentaires	OUI	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	CHUCLAR (ex-STRATINOR)	CHUCLAR	Oncluar	OUI	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	PROTECTAL	LILLE	société protectal aluminium - disparue	H13 - Traitement de surface	OUI	OUI	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	SAC DE RAVENNES LES FRANCS	BONDOUES	K36 - Mise en décharge	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	TOPAZE (appartenant à Univer France)	HAUBOURDN	TOPAZE (filiale du Groupe Univer France)	D62 - Fabrication de oligophts	OUI	OUI	NON	OUI	Site traité avec surveillance, travaux réalisés, surveillance imposée par AP ou en cours (projet d'AP présenté au CDDERST)
59	LILLE	ANCIEN SITE MASSEY-FERGUSON SITE BOUVIERE	MARQUETTE LEZ LILLE	S A AGCO 6000 BEAUVAIS	J53 - Travail des métaux, chaudronnerie, p	OUI	OUI	NON	OUI	Site sous surveillance après diagnostic, pas de travaux complets de réhabilitation jusqu'à présent
59	LILLE	CHAUSSEY IMPRIMERIES	TOURCOING	CHAUSSEY IMPRIMERIES	E11 - Textile et habillement, teinture, impress	NON	NON	OUI	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	PJT INDUSTRIES	TOURCOING	E11 - Textile et habillement, teinture, impress	NON	NON	NON	OUI	OUI	Site en cours de traitement, objectifs de réhabilitation et choix techniques définis ou en cours de mise en oeuvre
59	LILLE	STATION SERVICE FINA LAMBERSART	LAMBERSART	FINA France	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés o	NON	NON	NON	OUI	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	LILLE	SARNEGIE - GWS SPORTS - GRILTEX	WATTRELOS	D72 - Transformation des matières plastiques	NON	NON	NON	NON	OUI	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	LILLE	AGENCE D'EXPLOITATION D'EDF / GDF	CYDONG	J1 - Co-fact						

Département	Arrondissement	Nom du site	Commune	Responsable du site	Type d'activité	Surveillance des eaux souterraines	Site industriel en activité	Site industriel en friche	Site ancien friche	Situation technique
59	LILLE	AGENCE EXPLOITATION GDF	LOOS		J1 - Co-caldation, usines à gaz	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	INSTALLATION TECHNIQUE D'EDF / GDF DE MARQUETTE LEZ LILLE	MARQUETTE LEZ LILLE		J1 - Co-caldation, usines à gaz	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	INSTALLATION TECHNIQUE DE GAZ DE FRANCE GDF	WATTRELOS		J1 - Co-caldation, usines à gaz	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	AGENCE COMMERCIALE EDF / GDF	ROUBAIX		J1 - Co-caldation, usines à gaz	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	HOPITAL LA CHARITE	LILLE	Conseil Régional	M0 - Santé	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec surveillance, travaux réalisés, surveillance imposée par AP ou en cours (projet d'AP présenté au CODERST)
59	LILLE	MALTEURIP	BAREUIL	MALTEURIP	B17 - Autres industries agro-alimentaires	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	GRUPE DISTILLERIE CLAEYSSENS	LOOS	GRUPE DISTILLERIE CLAEYSSENS	B21 - Distillation d'alcool et d'eau de vie	NON	NON	NON	OUI	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	LILLE	EDF CENTRE DE REGROUPEMENT DE TRANSFORMATEURS USAGES)	LA MADELEINE	Electricité de France	K35 - Regroupement, reconditionnement d	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	BP station "de la Macellerie"	CROIX	BP FRANCE	L23 - Détail de carburants	NON	NON	NON	OUI	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	LILLE	BP station "Jules Guesde"	LYS LEZ LANNOY	BP FRANCE	L23 - Détail de carburants	NON	NON	NON	OUI	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	LILLE	FLANDRE ALUMINIUM	LILLE		J32 - Métallurgie de l'aluminium	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	FCB, site de lyde technique	LILLE	COMPAGNE DE FIVES-LILLE	H - Mécanique, traitements des surfaces	NON	NON	NON	OUI	Site nécessitant des investigations supplémentaires
59	LILLE	Adresseau Sader	Lille		D44 - Fabrication de colles et mastics	NON	NON	NON	OUI	NC
62	MONTREUIL	AGENCE EDF GDF DHEISON	HESSON		J1 - Co-caldation, usines à gaz	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	MONTREUIL	EDF GDF SERVICES	LE TOUQUET PARS PLAGE		J1 - Co-caldation, usines à gaz	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	MONTREUIL	INTERNATIONAL PAPER - PAPIETERIE MARESCQUEL	MARESCQUEL		C2 - Industrie du papier et du carton	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	SANT-OMER	ANCIEN SITE EDF GDF DE SAINT-OMER	SANT-OMER		J1 - Co-caldation, usines à gaz	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	SANT-OMER	ROCADE FERPIERIQUE DE SAINT-OMER	SANT-OMER		K - Déchets et traitements	NON	NON	NON	OUI	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
62	SANT-OMER	AGENCE CLIENTELE ET D'EXPLOITATION D'EDF GDF	AIRE SUR LA LYS		J1 - Co-caldation, usines à gaz	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	FRICHE THIERS C&F	ESCAUPOUNT	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	F11 - Houillères	OUI	NON	OUI	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	ANCIENNES USINES ROUSSEAU	RAISMES	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	F11 - Houillères	OUI	NON	OUI	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	VERRERE DE BLANC-MISSERON	QUEVRECHAN	VERRERE DE BLANC-MISSERON EN LIQUIDA	M1 - Industries chimiques	OUI	NON	OUI	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, surveillance imposée par AP ou en cours (projet d'AP présenté au CODERST)
59	VALENCIENNES	TERRAINS SIMASTOCK - BAL	DOUCHY LES MINES	BAL INDUSTRIE	J2 - Sidérurgie, première transformation	OUI	NON	OUI	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	FORGEVAL	VALENCIENNES	J5 - Fonderie et travail des métaux	OUI	NON	OUI	OUI	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	Fives Cal Barbock (FCB)	DENAIN	FIVES CAL BARBOCK (FCB) ancien exploitat J	J5 - Fonderie et travail des métaux	OUI	OUI	OUI	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	FRICHE SAINT-VAAST CDF	VALENCIENNES	DELAITRE-LEWIVER - CHARBONNAGE DE FR	J - Sidérurgie, métallurgie, coke	OUI	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	CARRIERE DES PEULIERS BAL	ABBECON	BAL INDUSTRIE	K - Déchets et traitements	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	FONDERIE LAMOTIER	RAISMES	J5 - Fonderie et travail des métaux	OUI	NON	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	FRICHE USINOR BAL DE DENAIN-LOURCHES/ESCALDAN	DENAIN	ARCELORMITTAL (EX - BAL INDUSTRIE)	J2 - Sidérurgie, première transformation	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	FRICHE USINOR BAL ANZIN	ANZIN	BAL INDUSTRIE	J - Sidérurgie, métallurgie, coke	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	DMT	MARLY	ALSTOM TRANSPIRTEX EX DEC ALSTHOM	M - Divers et services	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	ANCIENNE USINE A GAZ DE SAINT-AMAND-LES-EAUX GDF	SANT-AMAND-LES-EAUX	Gas de France	J1 - Co-caldation, usines à gaz	OUI	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	CET de Wallers	WALLERS	STANORD (ex-NETREL)	K21 - Décharges d'ordures ménagères	OUI	NON	NON	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	ANCIEN CRASSIER USINOR - BAL	USINOR - LME	J2 - Sidérurgie, première transformation	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	DECHARGE DES PRES D'ANZAUX - BAL	LOURCHES	BAL INDUSTRIE	J21 - Production de fontes (haut fourneau)	OUI	OUI	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	USINOR (ex-IMETAL) BAL	TRITH SAINT-LEGER	BAL INDUSTRIE	J2 - Sidérurgie, première transformation	OUI	OUI	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	FRICHE DE LA CRAM	MORTAGNE DU NORD	Compagnie Royale Actinides des Mines	J35 - Autres métaux non ferreux (métallurgie)	NON	NON	OUI	OUI	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	ICI CORONA	VALENCIENNES	ICI CORONA	D42 - Fabrication de peintures	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	EDF - GDF Services Hainaut Cambésis	DENAIN	Gas de France	J1 - Co-caldation, usines à gaz	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	AGENCE EXPLOITATION D'EDF / GDF	VALENCIENNES		J1 - Co-caldation, usines à gaz	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	BP WATTEAU	VALENCIENNES	BP FRANCE	L2 - Transports, automobile, carburants	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	STATION-SERVICE MOBIL	VALENCIENNES	MOBEL OL FRANCE	L23 - Détail de carburants	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	STATION-SERVICE MARTENS	VALENCIENNES	Notre Seigneur Carburant	L2 - Transports, automobile, carburants	NON	NON	NON	OUI	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	ARRAS	BP - USINE GERLAND	CORBEHEM	sociétés perlant, coec, gaserant et nuttyds	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	ARRAS	BICARD (ERFN)	PREVENT	BICARD (ERFN)	H13 - Traitement de surface	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	ARRAS	DECHARGE BRICARD	PREVENT	BRICARD	K - Déchets et traitements	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	ARRAS	ARRAS MAXEI	ARRAS	ARRAS MAXEI	H16 - Piles électriques et accumulateurs d	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	ARRAS	ANCIENNE USINE A GOUUDONS	DANVILLE	Plan Départemental de l'Équipement 62	G22 - Centrales d'énergie	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	ARRAS	Acierne dimétrale de Bache Saint Vaast	BACHE SAINT-VAAST	Groupe d'élargissement	G11 - Fabrication de chaud, ciment, plâtre	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	ARRAS	USINE SOLLAC - BAL	BACHE SAINT-VAAST	société usinor	J - Sidérurgie, métallurgie, coke	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	ARRAS	Thyssen Krupp Sottel (AUBECCO ALUM BA)	AUDREUX CHATEAU	AUBECCO ALUM BA	H13 - Traitement de surface	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	ARRAS	CECA	SANT-LAURENT-BLANQY	CECA	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	ARRAS	HAWYER (ex OLDHAM)	ARRAS	HAWYER	H16 - Piles électriques et accumulateurs d	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	ARRAS	DYNEA Resins France SA (ex PERSTOP)	BREBIERES	DYNEA Resins France SA	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	ARRAS	PANCOFRANCE (ex PRIMAULT SARBOSCO)	ARRAS	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	OUI	NON	NON	NON	Site sous surveillance avant diagnostic
62	ARRAS	FAUVET-GIREL	SANT-LAURENT-BLANQY	ARSEL FAUVET-RAIL	J5 - Fonderie et travail des métaux	NON	NON	OUI	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
62	ARRAS	Fives Traitement de surface	ARRAS		H13 - Traitement de surface	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	ARRAS	STORA ENDO	CORBEHEM	STORA ENDO		NON	NON	OUI	NON	NC
62	ARRAS	STORA ENDO	BREBIERES			NON	NON	OUI	NON	NC
62	ARRAS	GRES DU TERNOIS	GRES DU TERNOIS	G1 - Céramique, verre, matériaux de construction	NON	OUI	NON	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	ARRAS	LINEAL (ex PROSTOCK)	MERCATEL	LINEAL	D3 - Chimie, phytosanitaires, pharmacie	NON	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	ARRAS	WILSTAR (ex FROIDE POULENCE)	SANT-LAURENT-BLANQY	WILSTAR (ex - FROIDE POULENCE)	D - Chimie, parachimie, pétrole	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	AVESNES-SUR-HELPE	DOUZES CARRELAGE	FEIGNES	DEYVES	K - Déchets et traitements	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	AVESNES-SUR-HELPE	DECHARGE DE LA FABRIQUE DE FER DE MAUBEUGE	LA LONGUEVILLE	HODOGNYEN MYRIAD	K22 - Regroupement d'OM, DIB	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	AVESNES-SUR-HELPE	SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU VAL DE SAMBRE (SVS)	MAUBEUGE		K3 - Traitement de déchets industriels	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	AVESNES-SUR-HELPE	FRICHE DAMETA BAL	VILLERS BIRE NICOLE		H13 - Traitement de surface	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	AVESNES-SUR-HELPE	STPS BAL	HAUTMONT	BAL INDUSTRIE	J2 - Sidérurgie, première transformation	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	AVESNES-SUR-HELPE	FRANCEL BAL)	HAUTMONT	BAL INDUSTRIE	J2 - Sidérurgie, première transformation	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	AVESNES-SUR-HELPE	CET DU DMONT	DMONT	SITA NORD - ex Société NETREL	J5 - Fonderie et travail des métaux	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	AVESNES-SUR-HELPE	MIROUX	MIROUX	J5 - Fonderie et travail des métaux	OUI	NON	OUI	NON	NON	Site sous surveillance après diagnostic, pas de travaux complets de réhabilitation dans l'immédiat
59	AVESNES-SUR-HELPE	COFFRADEC	LE QUEZINOVY	Maths SONNE	H21 - Imprimerie, presse, édition	OUI	NON	OUI	NON	Site en cours de traitement, objectifs de réhabilitation et choix techniques définis ou en cours de mise en oeuvre
59	AVESNES-SUR-HELPE	CET JOHAN	DRAN	SITA NORD - ex Société NETREL	OUI	NON	NON	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	AVESNES-SUR-HELPE	FORCAST - BAL	BERLAIMONT	BAL INDUSTRIE	K - Déchets et traitements	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	AVESNES-SUR-HELPE	LIOM DE MAUBEUGE	MAUBEUGE	VALNOR (ex ep)	K21 - Décharges d'ordures ménagères	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	AVESNES-SUR-HELPE	MANOR INDUSTRIE	FEIGNES	Manor Industrie	K - Déchets et traitements	OUI	OUI	NON	NON	Site en cours de traitement, objectifs de réhabilitation et choix techniques définis ou en cours de mise en oeuvre
59	AVESNES-SUR-HELPE	ACERIES ET Fonderies DE LA HAUTE SAMBRE	BERLAIMONT	AFHS	J51 - Fonderie des métaux ferreux	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	AVESNES-SUR-HELPE	LATIERE UCANEL	DOMPIERRE SUR HELPE	B12 - Industrie laitière	OUI	OUI	NON	NON	NON	Site sous surveillance après diagnostic, pas de travaux complets de réhabilitation dans l'immédiat
59	AVESNES-SUR-HELPE	EMME USINOR-OTS (BAL)	HAUTMONT	BAL INDUSTRIE	J2 - Sidérurgie, première transformation	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	AVESNES-SUR-HELPE	SARL VITRANT MANESSE	FERRIERE LA GRANDE	SARL VITRANT MANESSE	K1 - Récupération non ferreuse	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	AVESNES-SUR-HELPE	CENTRE DE TRI DU CVDS	MAUBEUGE	CVDS	K22 - Regroupement d'OM, DIB	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	AVESNES-SUR-HELPE	VALLOURG	ALLIENY XIMENES	VALLOURG	J - Sidérurgie, métallurgie, coke	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	AVESNES-SUR-HELPE	ACERIES DE SAMBRE ET MEUSE	ACERIES DE SAMBRE ET MEUSE	J51 - Fonderie des métaux ferreux	OUI	OUI	NON	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	AVESNES-SUR-HELPE	HEVANS FRANCE (ex ALCATEL CABLE FRANCE - ETAB. De JEUMONT)	JEUMONT	ALCATEL CABLE FRANCE - Etab. De Jeumont	H13 - Traitement de surface	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	AVESNES-SUR-HELPE	MYRIAD BA (ex MYRIAD)	MYRIAD	J - Sidérurgie, métallurgie, coke	OUI	OUI	NON	NON	NON	Site à connaissances sommaires, diagnostic éventuellement nécessaire
59	AVESNES-SUR-HELPE	MAUBEUGE CONSTRUCTION AUTOMOBILE MCA	MAUBEUGE	MAUBEUGE CONSTRUCTION AUTOMOBILE	H13 - Traitement de surface	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	AVESNES-SUR-HELPE	ASSAINISSEMENT REGION DE FOURMIES - ARF (ex ASSAINISSEMENT REGION SAINT REMY DU NORD	FOURMIES	ASSAINISSEMENT REGION DE FOURMIES	K1 - Stations d'épuration	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	AVESNES-SUR-HELPE	AKERS	BERLAIMONT	AKERS	J51 - Fonderie des métaux ferreux	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	AVESNES-SUR-HELPE	FONDERIE ROLLAND-LEBOIS	SACHANT		J5 - Fonderie et travail des métaux	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	AVESNES-SUR-HELPE	ANCIENNE RAFFINERIE OYOL	FOURMIES		D12 - Raffinage de pétrole, carburants et tu	NON	NON	OUI	NON	Site nécessitant des investigations supplémentaires
59	AVESNES-SUR-HELPE	FONDERIE RICHARD	FERRIERE LA GRANDE	Bonderie richard	K22 - Regroupement d'OM, DIB	NON	NON	OUI	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	AVESNES-SUR-HELPE	ANCIENNE FONDERIE HC PORTER	MARPEY		K3 - Traitement de déchets industriels	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	AVESNES-SUR-HELPE	COMPAGNE FRANCAISE DES FERRAILLES	RECOIGNIES	compagnie française des ferrailles CFF	J5 - Fonderie et travail des métaux	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	AVESNES-SUR-HELPE	LIOM DE SAINT-HILAIRE SUR HELPE	SANT-HILAIRE SUR HELPE	liom	K2 - Traitement de déchets urbains	NON	NON	OUI	NON	Site "habilité" (pour un usage donné), pas de contraintes particulières après diagnostic, en l'absence de plan de surveillance
59	AVESNES-SUR-HELPE	FONDERIE DE JEUMONT	JEUMONT	Fonderie de Jeumont - reprise par M6 Pein	J5 - Fonderie et travail des métaux	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	AVES									

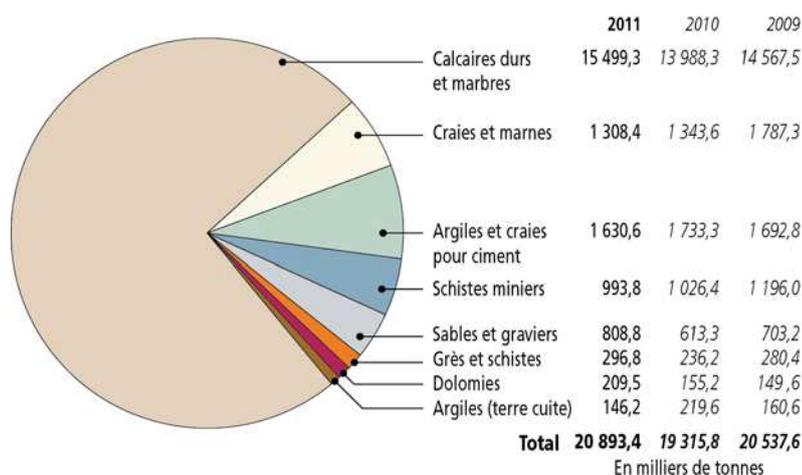
Département	Arrondissement	Nom du site	Commune	Responsable du site	Type d'activité	Surveillance des eaux souterraines	Site industriel en activité	Site industriel en friche	Site ancien	Situation technique
62	BETHUNE	LAMINE DE LA ZONE D'AUCHEL	BURBUR	SAPRAL ET SOCIETE AUCELAMNE	K36 - Mise en décharge	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	BETHUNE	CKERIE DE CHOQUEES	CHOQUEES	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	J1 - Cokéfaction, usines à gaz	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	BETHUNE	ANCIEN INCINERATEUR DE LALLERS-HUIRONVILLE	LILLERS	TREZI	K3 - Traitement de déchets industriels	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	BETHUNE	TERRIL 12	BRIJAY LA BUSSIÈRE	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	F11 - Houillères	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	BETHUNE	USINE DE TRAITEMENT ET DE COMPRESSION DE GAZ DE BRIJAY LA BUSSIÈRE	BRIJAY LA BUSSIÈRE	GDF	J1 - Cokéfaction, usines à gaz	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	BETHUNE	SCHENECTADY EUROPE SA	BETHUNE	SOCIETE SCHENECTADY EUROPE	H16 - Piles électriques et accumulateurs #	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	BETHUNE	BRIGESTONE FRESTONE FRANCE	BETHUNE	FRESTONE	D71 - Industrie du caoutchouc	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	BETHUNE	FRANCAISE DE MECANIQUE SNC	HAINES	FRANCAISE DE MECANIQUE	H13 - Traitement de surface	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	BETHUNE	ICI C et P France	CHOQUEES	ICI	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	BETHUNE	NITROCHIME (GROUPE EPC)	BILLY-BERCLAU	NITROCHIME	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	BETHUNE	USINE # ALZ	ISBERGUES	USINE	J - Sidérurgie, métallurgie, coke	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	BETHUNE	Suzaria Distillerie des Hauts de France	LEMBL	TEREGG	OUI	OUI	NON	NON	NON	Site sous surveillance avert diagnostic
62	BETHUNE	USIN DE GUARBEQUE	GUARBEQUE		K21 - Décharges d'ordures ménagères	NON	NON	OUI	NON	NC
62	BETHUNE	Emission Foulon	Bray la Buissière			NON	NON	NON	NON	NC
62	BOULOGNE-SUR-MER	DEPOT COREDIS	PERNES LES BOULOGNES	BP France	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	BOULOGNE-SUR-MER	E.G.E.F. Sêncoeur (Groupe Fordium)	WIRWIGNES	E.G.E.F. Sêncoeur (Groupe Fordium)	H11 - Mécanique, électrique, traitement de s	OUI	NON	OUI	NON	Site en cours de traitement, objectifs de réhabilitation et choix techniques définis en cours de mise en oeuvre
62	BOULOGNE-SUR-MER	COMLOG	COMLOG FRANCE	COMLOG FRANCE	J2 - Sidérurgie, première transformation	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	BOULOGNE-SUR-MER	MANOR INDUSTRIE (IMO)	OUTREAU	MANOR INDUSTRIE	J1 - Fonderie des métaux ferreux	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	BOULOGNE-SUR-MER	DESIVRES S.A	DESIVRES S.A.		D02 - Fabrication de produits céramiques	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	CALAIS	COMPFOR FRANCAIS DES PETROLES DU NORD (CFPN)	CALAIS		D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	CALAIS	UNIVERSAL MATTHEY PRODUCTS CHEMICALS (UMPC)	CALAIS	société usd france	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	NON	OUI	NON	Site sous surveillance après diagnostic, pas de travaux complets de réhabilitation après finalisation
62	CALAIS	COURTAULDS ANCIENNE DECHARGE ET USINE DE PRODUCTION	COQUELLES		M1 - Industries diverses	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	CALAIS	VANDAMME dépôt de ferraille	CALAIS		K32 - Dépôts de ferraille	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	CALAIS	DMS ex MORY COMBUSTIBLES	CALAIS	DCA MORY SHIP (ex MORY COMBUSTIBLES)	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	CALAIS	DCA Mary Ship (Ex Mary Combustibles)	CALAIS	DCA Mary Ship	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	CALAIS	Bulfer Ets (ancien site)	CALAIS	Bulfer Ets	E13 - Blanchiment, teinture, impression	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	CALAIS	Toxide Europe SA	CALAIS	HUNTSMAN TOXIDE EUROPE	D3 - Chimie, pharmaceutique, pharmacie	OUI	OUI	NON	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
62	CALAIS	CALARE CHIME	CALAIS	CALARE CHIME	D38 - Industrie pharmaceutique	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	CALAIS	INTEROR	CALAIS	INTEROR SA	D38 - Chimie, pharmaceutique, pharmacie	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	CALAIS	SYNTHEXIM	CALAIS	SYNTHEXIM	D3 - Chimie, pharmaceutique, pharmacie	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	CALAIS	Merck Santé (ex Lipha)	CALAIS	Merck Santé (ex Lipha)	D3 - Chimie, pharmaceutique, pharmacie	OUI	OUI	NON	NON	Site sous surveillance après diagnostic, pas de travaux complets de réhabilitation après finalisation
62	CALAIS	UMCORE (ex UNION MINIERE)	CALAIS	Unionore	J3 - Métallurgie des métaux non ferreux, af	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	CALAIS	Doppelmet Telex SA	CALAIS		C13 - Traitement du bois	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	CALAIS	Atom Cables France	CALAIS	Atom Cables France	H17 - Filles câbles électriques fabrication	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	CALAIS	AS 24	CALAIS	AS 24	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	CALAIS	GROUPE GAZIER NORD - USINE A GAZ DDF	COLOLDINE	GDF	J1 - Cokéfaction, usines à gaz	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	CALAIS	Traiteurs de Coqueilles	COQUELLES			NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	CALAIS	UCAR	CALAIS	UCAR	D3 - Chimie, pharmaceutique, pharmacie	NON	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	CAMBRAI	CET D'AWONGT	AWONGT	SITA - METALLEUR	K22 - Regroupement d'OM, DIS	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	CAMBRAI	CET DE THUN L'EVÈQUE	CET	SITA NORD (ex-NETREL et ex-activo)	K21 - Décharges d'ordures ménagères	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	CAMBRAI	NOUVELLE FORMULE AUTO SOPARAUTO	ESCAUDOUVELLES		K - Déchets et traitements	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	CAMBRAI	DCA LESAGE	LE CATEAU CAMBRESIS	DMS - DCA	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	CAMBRAI	CET DE SOMMANG SUR ECALLON	SOMMANG	SITA NORD	K3 - Traitement de déchets industriels	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	CAMBRAI	ANCIENNE DECHARGE METALLEUR D'AUBENCHEUL AU BAC	AUBENCHEUL AU BAC	METALLEUR	K22 - Regroupement d'OM, DIS	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	CAMBRAI	Tridua	BERRY	Emmanuel Matifaux	H - Mécanique, traitements des surfaces	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	CAMBRAI	TEN (vue des capucins)	CAMBRAI		K3 - Laveries, blanchisseries, pressing	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	CAMBRAI	CET DE SOLESMES (Centre d'Enfouissement Technique )	SOLESMES	SITA NORD		OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	CAMBRAI	CET Noyelles Sur Escaut Maroing	Noyelles Sur Escaut	SITA NORD		OUI	NON	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	CAMBRAI	GALVANISATION DU CAMBRAIS	HONNECHY	GALVANISATION DU CAMBRAIS	H13 - Traitement de surface	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	CAMBRAI	CAMBRAI CHROME	NEUVILLE SAINT REMY	CAMBRAI CHROME	H - Mécanique, traitements des surfaces	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	CAMBRAI	Metalburg Escaudouvelles	ESCAUDOUVELLES	Metalburg	K51 - Récupération non ferreux	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	CAMBRAI	AFIVAL site métallurgie	Lehennes	AFIVAL	J53 - Travaux des métaux, chaudronnerie, p	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec surveillance, travaux réalisés, surveillance imposée par AP ou accord (projet d'AP présenté au CODERST)
59	CAMBRAI	comat	Lehennes au sahel		K32 - Dépôts de ferraille	NON	NON	NON	NON	NC
59	CAMBRAI	SEA Société Exploitation Aérospatiale	LE CATEAU CAMBRESIS	SEA	C1 - Chimie, verre, matériaux de construction	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	CAMBRAI	IM France	Tilly-les-Cambrai		D44 - Fabrication de colles et mastics	NON	OUI	NON	NON	NC
59	DOUAI	ANCIENNE COKERE D'AUBY	AUBY	Charbonnages de France	F11 - Houillères	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DOUAI	ANCIENNE CIMENTERIE DE CANTIN	CANTIN	Chiments CALCIA	K22 - Regroupement d'OM, DIS	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	DECHARGE PREMIES	CUNCY		K36 - Mise en décharge	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	ANCIENNE USINE LEMPEUR	MONTROY EN OSTREVENT	Lafage Pointes	D42 - Fabrication de peintures	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	SARL COBMANNS PREMIS	ANICHE	cobmanns-rythem	J - Sidérurgie, métallurgie, coke	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DOUAI	GRANDE PAROISSE	WAZIERS	GRANDE PAROISSE	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	Grande Paroisse	DOUAI	Grande Paroisse	D38 - Fabrication des engrais	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	SARA INDUSTRIES SAS	BEUVRY-LA-FORÊT	B11 - Vitrerie, abat-jour, éclairage (indu)	OUI	NON	OUI	NON	NON	NC
59	DOUAI	UMCORE (ex union minière)	AUBY	unionore (ex union minière france)	J36 - Autres métaux non ferreux (métalurg)	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DOUAI	PROMERAC	FLERS EN ESCREBIEUX	promerac	H13 - Traitement de surface	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	ANCIENNE COKERE DE WAZIERS CDF	WAZIERS	Charbonnages de France	F11 - Houillères	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	ANCIENNES USINES DU PONT DE LA DELLE	FLERS EN ESCREBIEUX	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	F11 - Houillères	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DOUAI	SEAC	BEUVRY LA FORET	SEAC	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	OUI	NON	NON	Site sous surveillance après diagnostic, pas de travaux complets de réhabilitation après finalisation
59	DOUAI	BP CENTRE EMPULSEUR	COURCHELLETES	BP FRANCE	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	SFC	COURCHELLETES	SFC	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	RENAULT	CUNCY	RENAULT	H13 - Traitement de surface	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DOUAI	PROBLANC (ex BOCHLOR)	PROBLANC		D6 - Parachimie, produits soudeurs, déter	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	ARBEL FAUVEY RAIL (AFR)	DOUAI		H1 - Mécanique, électrique, traitement de s	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	BP FRANCE (Station service)	DOUAI	BP FRANCE	L23 - Dépot de carburants	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DOUAI	LA SNET Centrale Thermique d'Hornaing	HORNANG	LA SNET	H11 - Centrales électriques thermiques	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DOUAI	SANELEC	DOUAI	SONEPAR	J33 - Métallurgie du plomb et du zinc	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DOUAI	FRANCE CASSE AUTO	AUBY	monieur Pierre BOND	K5 - Récupération, dépôts de ferrailles	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DOUAI	DUHEM	ANICHE	SA DUHEM A BALLELU	D - Chimie, parachimie, pétrole	NON	NON	OUI	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	DOUAI	SITE DES NAVARRIS	ANICHE		G15 - Industrie du verre	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DOUAI	GALVA DOUAI SERVICE	DOUAI	GROUPE FRANCE GALVA		NON	NON	OUI	NON	NC
59	DOUAI	AXTER	COURCHELLETES	AXTER	D - Chimie, parachimie, pétrole	NON	NON	NON	NON	NC
59	DOUAI	SAPROTEC	DOUAI	SAPROTEC	J53 - Travaux des métaux, chaudronnerie, p	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DOUAI	OXFORD AUTOMOTIVE (ex BOMENOR)	DOUAI	OXFORD AUTOMOTIVE FRANCE	H13 - Traitement de surface	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DOUAI	OXFORD AUTOMOTIVE (ex BOMENOR-COPMETA)	DOUAI	OXFORD AUTOMOTIVE FRANCE	H13 - Traitement de surface	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DUNKERQUE	BORAX (ex SICI LE MANOR)	HERZELLES	BORAX	K36 - Mise en décharge	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DUNKERQUE	GRAVELINES DOUJE LEVEL	GRAVELINES		K - Déchets et traitements	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DUNKERQUE	CPT EDF DUNKERQUE	DUNKERQUE	CPT EDF DUNKERQUE	I11 - Centrales électriques thermiques	OUI	NON	OUI	NON	Site en cours de traitement, objectifs de réhabilitation et choix techniques définis en cours de mise en oeuvre
59	DUNKERQUE	ANCIENNE USINE D'INCINERATION	SIVOM des cantons de Bourbourg-Gravelines	K21 - Décharges d'ordures ménagères	OUI	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DUNKERQUE	Engrais Nord France	Merville	Coopérative agricole LINEAL	D38 - Fabrication des engrais	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DUNKERQUE	ARCELOR DUNKERQUE	GRANDE SYNTHÈ	solec	J - Sidérurgie, métallurgie, coke	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DUNKERQUE	ARCELOR ATLANTIQUE MARDYCK	GRANDE SYNTHÈ	SOLLAC	H1 - Mécanique, électrique, traitement de s	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DUNKERQUE	BUS VALERA	GRAVELINES	Société bus valera	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DUNKERQUE	ZONE 3	SANT POL SUR MER	COMLOG DE LA raffinerie BP et ELF	D12 - Raffinage de pétrole, carburants et lu	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DUNKERQUE	COMLOG DUNKERQUE (ex DEM)	GRAVELINES	COMLOG DUNKERQUE	J41 - Ferro-alliages, abrasifs (industriels) dest	OUI	OUI	NON	NON	Site à caractéristiques optimales, diagnostic d'entretien/entretien nécessaire
59	DUNKERQUE	Bakaat Fencing ex TREFLIERES DE BOURBOURG	BOURBOURG	TREFLIERES DE BOURBOURG	H11 - Mécanique, électrique, traitement de s	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DUNKERQUE	BORAX FRANCAIS	COUDEBROQUE BRANDE	BORAX-FRANCAIS	O52 - Chimie minière non ferreuse autre	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DUNKERQUE	DEPOT MOLE V - RUBIS TERMINAL	DUNKERQUE	RUBIS TERMINAL MOLE V	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DUNKERQUE	DEPOT UNICAN - RUBIS TERMINAL	DUNKERQUE	RUBIS TERMINAL UNICAN	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés	OUI	OUI	NON		

Département	Arrondissement	Nom du site	Commune	Responsable du site	Type d'activité	Surveillance des eaux souterraines	Site industriel en friche	Site industriel en friche	Site ancien partiel	Situation technique
59	DUNKERQUE	LESEUR - ancienne décharge interne	CAPPELLE LA GRANGE	LESEUR	B13 - Huiles et graisses animales ou végét	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DUNKERQUE	FONDERIE VANWYAEDE	CAPPELLE LA GRANGE	FONDERIE JEAN VANWYAEDE	J02 - Fonderie des métaux non ferreux	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DUNKERQUE	ASTRA ZENEA DUNKERQUE PRODUCTION	DUNKERQUE		D38 - Industrie pharmaceutique	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec surveillance, travaux réalisés, surveillance imposée par AP ou en cours (projet d'AP présenté au CODERST)
59	DUNKERQUE	NOROLYS	BALLELA	NOROLYS	E12 - Filature, Bature, tissage, tricotage	NON	NON	OUI	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	DUNKERQUE	CENTRE EMPLEUSEUR BP DE DUNKERQUE	DUNKERQUE	BP FRANCE	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DUNKERQUE	Ancien site NORMED - UF ACIERS	DUNKERQUE	UF ACIERS	J05 - Travail des métaux, chaudronnerie, pr	NON	NON	OUI	NON	Site en cours de traitement, objectifs de réhabilitation et choix techniques définis ou en cours de mise en oeuvre
59	DUNKERQUE	SEED Logistique	Bisma		L1 - Entrepôts, manutention, commerce	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	DUNKERQUE	usines CALON - rails les bains	Dunkerque		H1 - Mécanique, traitements des surfaces	NON	NON	OUI	NON	NC
59	DUNKERQUE	BRASSERIE BOUS	LOON PLAGE			NON	NON	NON	NON	NC
59	DUNKERQUE	DESFONTAINE	LOOSDREHE		H13 - Traitement de surface	NON	NON	NON	NON	NC
59	DUNKERQUE	DU Bateau Fleury	BOUSSISBOIS			NON	NON	NON	NON	NC
59	DUNKERQUE	FRANCE TELECOM	BERGUES	FRANCE TELECOM	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés	NON	OUI	NON	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	DUNKERQUE	ARC INTERNATIONAL	BLANQUINHEM	ARC INTERNATIONAL	G16 - Industrie de verre	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DUNKERQUE	Usine des Dunes VALDUNES	VALDUNES	Z23 - Première transformation de l'acier		NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DUNKERQUE	WOESTELANDT Tulus-Bardages-Terre Cuite	NEURLIEU		G11 - Céramique, verre, matériaux de construction	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DUNKERQUE	TULIERE DES FLANDRES	NEURLIEU		G11 - Céramique, verre, matériaux de construction	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	DUNKERQUE	SOME	Dunkerque	SOME	G22 - Centrales d'énergie	NON	OUI	NON	NON	NC
62	LENS	USINE ELF ATTOCHEM INSD NETA	VENON LE VIEL	NETA	G1 - Industrie pétrolière, gaz naturel	OUI	NON	OUI	NON	Site nécessitant des investigations complémentaires
62	LENS	CONCRE DE VENON LE VIEL	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF		F11 - Houillères	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	LENS	GARE D'EAU DE VENON LE VIEL / CDF	VENON LE VIEL		F11 - Houillères	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	ANCIENS LAVOIRS ET COKERE DE LEVIN CDF	LEVIN	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	F11 - Houillères	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	YARA (ex NORSKYDRO et ex HYDRO AGR FRANCE)	LEVIN	YARA (ex Hydro Agri France)	D38 - Fabrication des engrais	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	TERRI 205 CDF	HENN BEAUMONT	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	F11 - Houillères	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	LENS	Friche SANTE-HENRIE	HENN BEAUMONT	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	F11 - Houillères	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	ANCIENS LAVOIRS OIGNES CDF	OIGNES	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	F11 - Houillères	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	LENS	FRICHE LASSALLY (Adefa)	LIBERCOURT	RETA	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	USINE METALURURIE NORD	NOUVELLES DOUALT	société Metallurgie nord, représentée, ex quattr	J02 - Fonderie des métaux non ferreux	OUI	NON	OUI	NON	Site en cours de traitement, objectifs de réhabilitation et choix techniques définis ou en cours de mise en oeuvre
62	LENS	ANCIENNE COKERE D'HARNES CDF	HARNES	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	F11 - Houillères	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	ENCIHEM	MAZINGARBE	ENCIHEM	D38 - Fabrication de matières plastiques de	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	LENS	NORDO	HARNES	NORDO	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	LENS	SA VICAT	PONT A VENON	SA VICAT	G11 - Fabrication de ciment, ciment, béton	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	NEVANS	LENS	NEVANS	H1 - Mécanique, traitements des surfaces	OUI	NON	OUI	NON	NC
62	LENS	USINE GRANDE PAROISSE Mazingarbe	BULLY LES MINES	société grande parois	D38 - Fabrication des engrais	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	LENS	ANCIENS LAVOIRS ET COKERE DE MAZINGARBE	MAZINGARBE	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	F11 - Houillères	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	LENS	USINE CRAY VALLEY	GROUCOURT	SOCIETE CRAY VALLEY	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	SOCIETE WAULTIER FRERES	CARVIN	Société Waulther Frères / Europe services	K2 - Regroupement d'OM, DIB	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	LENS	NORD HELIO SERVICE	MAZINGARBE	société nord helio service	H13 - Traitement de surface	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	ARREMA (ex ATOPNA)	LOSON SOUS LENS	ARREMA	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	BP WINDLES SNC	WINDLES	BP CHEMICALS	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	LENS	CERCHAR	MAZINGARBE	CERCHAR	F11 - Houillères	OUI	OUI	NON	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
62	LENS	NORTANKING (ex DL TANKING FRANCE)	ANNAY	NORTANKING	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés	OUI	OUI	NON	NON	Site sous surveillance après diagnostic, pas de travaux complets de réhabilitation dans l'immédiat
62	LENS	RECYTECH	FOUQUENES LES LENS	RECYTECH	K3 - Traitement de déchets industriels	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	SAV	BULLY LES MINES	SAV	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	TREFLEUROPOL Ball	LOSON SOUS LENS	TREFLEUROPOL	J - Sidérurgie, métallurgie, coke	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	SILC-Société Lénisite du Cuivre	LENS	SILC	J02 - Fonderie des métaux non ferreux	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	LENS	PALCHEM	ANDRES	PALCHEM	G3 - Chimie, pharmaceutique, chimie	OUI	OUI	NON	NON	NC
62	LENS	SITA FD	HERBIN-COUPRYN	SITA FD	K21 - Déchets d'ordures ménagères	OUI	OUI	NON	NON	NC
62	LENS	SNCF Technicoire Nord Pas de Calais	Micourt		H1 - Mécanique, électrique, traitement de s	OUI	OUI	NON	NON	Site en cours de traitement, objectifs de réhabilitation et choix techniques définis ou en cours de mise en oeuvre
62	LENS	Laboratoire Mont Saint Eloi	AVION			NON	NON	OUI	NON	Site "historique" (pour un usage domo), pas de contraintes particulières après diagnostic, ne nécessite pas de surveillance
62	LENS	SVP	Loos en Gohelle		K51 - Régénération non ferreux	NON	NON	OUI	NON	Site en cours de traitement, objectifs de réhabilitation et choix techniques définis ou en cours de mise en oeuvre
62	LENS	SAH LOVEZ	LIBERCOURT	P. BOULET mais site en cessation d'activité depuis 31 octobre 2010		NON	NON	NON	NON	NC
62	LENS	OI BSN (ex BSN GLASS PACK)	WINDLES	BSN	G11 - Céramique, verre, matériaux de construction	NON	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	LENS	IGOL FLANDRES	CARVIN	IGOL FLANDRES	D13 - Dépôts de pétrole, carburants et lu	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	LENS	SA SPADO	ROUROUY	SPADO-LASSALLY	D - Chimie, parachimie, pétrole	NON	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	GRANDS MOULINS DE PARIS	MARQUETTE LEZ LILLE	grands moulins de paris	M - Divers et services	OUI	NON	OUI	NON	Site sous surveillance après diagnostic, pas de travaux complets de réhabilitation dans l'immédiat
59	LILLE	NF ANCIENNE DECARTEUSE DU CHEMIN DES BERRES	WASSILVAL	SOCIETE CADE NEW HOLLAND FRANCE (CN	K22 - Regroupement d'OM, DIB	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	DECHARGE DECOUPEE	FRELINGHEN		K3 - Traitement de déchets industriels	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	ETABLISSEMENTS BEUQUE	ROUBAIX	société Beuque représentée par Mathie MARTIN,	H15 - Assemblage, montage	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	SOLINOR	BASELUX	Imperator	D12 - Raffinage de pétrole, carburants et lu	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	DEPOTS RHONE POULEN (Friche POUK)	LEERS	société RHODIA	K - Déchets et traitements	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	ANCIENNE USINE TEINTURES ET IMPRESSIONS DU NORD	DON		E13 - Blanchiment, teinture, impression	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	SOCIETE DE FABRICATION ET DE DISTRIBUTION DE PRODUITS INDUSTRIELS	GONDECOURT	STPE	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	MICOPA	LILLE		E12 - Filature, Bature, tissage, tricotage	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	SOTRA 59 (THOLLAR)	WANDRILVAL	SOTRA 59 - représenté par Ma thevenin	G7 - Carrières et matériaux plastiques	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	AR TOTAL (TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION S.A.)	LESDUN	site raffinerie distribution	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés	OUI	NON	OUI	NON	Site nécessitant des investigations complémentaires
59	LILLE	BRENTNAG (anciens établissements DEBAUCHE)	WATTRELOS	BRENTNAG	K3 - Traitement de déchets industriels	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	DEPOT DE CENDRES EDF COMINES	COMINES	EDF	I11 - Centrales électriques thermiques	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	SODOCHM	ROUBAIX	SODOCHM	L13 - Entrepôts de produits dangereux	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	DEPOT ELF AVANT PORT DE LILLE	LOOS	Elf France devenu TOTAL FNA Elf	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés	OUI	NON	OUI	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	LILLE	PENTURES AVI	MOUVAUX	MOUVAUX	D42 - Fabrication de peintures	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	SRRU	MOUVAUX	SRRU	K35 - Regroupement, recordonnement d	OUI	NON	OUI	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	LILLE	EPR (entrepôts pétroliers régionaux)	MARCO EN BAROEUL	EPR	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	ARSEL FAUVET RAL	LILLE	ARSEL FAUVET RAL	H1 - Mécanique, électrique, traitement de s	OUI	NON	OUI	NON	Site sous surveillance avant diagnostic
59	LILLE	TOLERIE DN	MARQUETTE LEZ LILLE	TOLERIE DN	H13 - Traitement de surface	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	PANDAYOINE - ZAC DES MARQUETTES	LILLE	PANDAYOINE	H15 - Assemblage, montage	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	ANCIENNE USINE A GAZ DE LILLE - GDF QUARTIER ST ANDRE	LILLE		D2 - Industrie des gaz	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	DISTRICHIME	ROUBAIX	DISTRICHIME	L13 - Entrepôts de produits dangereux	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	LESAFFRE	QUEENY SUR DELLE	LES - industrie agro-alimentaire		OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	RECHM	CROIX	RECHM	H13 - Traitement de surface	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	CLEMENT RPC	LOMME	CLEMENT RPC	M - Divers et services	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	REGESOLVE	REGESOLVE	REGESOLVE	K42 - Régénération de solvants	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	PANDAYOINE DEMANIGNON	MARQUETTE LEZ LILLE		K - Déchets et traitements	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	VERHAEGHE BIOTECHNOLOGIE	ROUBAIX	VERHAEGHE BIOTECHNOLOGIE représentée p	E13 - Blanchiment, teinture, impression	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	WENDERBECCO (Syntrony Logistique)	ROUBAIX	SYNCHRONY LOGISTIQUE représentée par M	L12 - Transports	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	AVELANA ex DECLERQ (BNDF)	HEM	DECLERQ racheté par AVELANA	E13 - Blanchiment, teinture, impression	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	SOCIETE CHIMIQUE DE LA COURNOIEVE (CMIde spcialité)	SANT ANDRE LEZ LILLE	CALDIC SPECIALITES	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	GALLAY SA	SANT ANDRE LEZ LILLE	GALLAY SA	H14 - Application de peinture	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	AGACHE - LINDRUSTA	BECLIN		E12 - Filature, Bature, tissage, tricotage	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	UNION BISCUITS	ROUBAIX	UNION BISCUITS	B1 - Industrie agro-alimentaire	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	IMERYS - Tuleries Huguant Finaf de Wahagnies	WAHAGNIES	IMERYS TOUTURE	D12 - Fabrication de produits céramiques	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	WPAK GRYSPERT	BOUSSECOUE	WPAK GRYSPERT	H2 - Imprimerie, presse-édition, photogr	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	CUSTOMAG	HALLUIN	CUSTOMAG	L - Entrepôts, transport, commerce	OUI	NON	OUI	NON	Site sous surveillance après diagnostic, pas de travaux complets de réhabilitation dans l'immédiat
59	LILLE	BEKAERT CARDING SOLUTIONS S.A.S	Roobaix	BEKAERT CARDING SOLUTIONS SAS	H1 - Mécanique, électrique, traitement de s	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	FCB, site de la Compagnie de Fives-Lille	LILLE	COMPAGNIE DE FIVES-LILLE	H - Mécanique, traitements des surfaces	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	COVENTRY (ex BILDER)	HUIBOURDIN	Maths MALFAISAN	D62 - Fabrication de dispositifs	OUI	NON	NON	NON	Site traité avec surveillance, travaux réalisés, surveillance imposée par AP ou en cours (projet d'AP présenté au CODERST)
59	LILLE	EXIDE	LILLE	EXIDE TECHNOLOGIES SAS	H16 - Piles électriques et accumulateurs d	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	Usine RHODIA INTERMEDIRES (Site sur LA MADELEINE, SAINT-ANDRE et MA	LA MADELEINE	société RHODIA INTERMEDIRES (ex RHONE	D3 - Chimie, pharmaceutique, chimie	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	station total du supermarché euros	LOMME	total	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	PRODUITS CHIMIQUES DE LOOS	LOOS	société des produits chimiques de loos	D - Chimie, parachimie, pétrole	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE									

Département	Arrondissement	Nom du site	Commune	Responsable du site	Type d'activité	Surveillance des eaux souterraines	Site industriel en activité	Site industriel en friche	Site ancien	Situation technique
59	LILLE	IMPERATOR	BABELUX	IMPERATOR	D12 - Raffinage de pétrole, carburants et lubrifiants	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	CASE FRANCE - CNH France	CROIX	CASE FRANCE	H13 - Traitement de surface	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	Filtr Group (anciennement xrys print solutions et ex BASF-SYSTEME DIMPRESS)	FRETIN	XSYS Print Solutions	D4 - Encres, vernis, peintures, colles (fabri)	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	PREFERONR	FRETIN	K3 - Traitement de déchets industriels	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours	
59	LILLE	RMN	FRETIN	D23 - Centrales à béton	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours	
59	LILLE	BOURGEAUX Industry EURL	SONDECOURT	D - Chimie, pesticides, pétrole	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours	
59	LILLE	CATRY	SONDECOURT	CATRY	D4 - Encres, vernis, peintures, colles (fabri)	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	CAFFELLE FRERES	HALLUIN	CAFFELLE FRERES	D32 - Chimie minérale inorganique autre	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	GALLOO FRANCE	HALLUIN	K5 - Récupération, dépôts de ferrailles	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours	
59	LILLE	CHIME DERIVES	LILLE	CHIME DERIVES	K2 - Traitement de déchets ultimes	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	OUVRE PNC	LESQUIN	OUVRE PNC	D32 - Chimie, pharmaciens/pharmacie	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	Abolobert et SELINOR	SELINOR	H15 - Assemblage, montage	OUI	OUI	NON	NON	Site sous surveillance après diagnostic, pas de travaux complets de réhabilitation dans l'immédiat	
59	LILLE	TRAITEMENTS LAMBIN	LOMME	M BESEME	H13 - Traitement de surface	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	CEPLEX	NEUVILLE EN FERRAIN	Rex Naxa	H1 - Mécanique, électrique, traitement de s	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	AGFA GEVAERT	PONT A MARCQ	AGFA GEVAERT	D61 - Fabrication de surfaces sensibles	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	FLIPO RICHR	ROUBAIX	FLIPO RICHR	H18 - Composants électroniques (fabricati	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	BARCROM	ROUBAIX	BARCROM (anciennement LÉCOMTE)	H13 - Traitement de surface	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	FONDERIE DE CROIX	ROUBAIX	FONDERIE DE CROIX	J51 - Fonderie des métaux ferreux	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	REFNAL	SEQUEMIN	REFNAL	J25 - Autres métaux non ferreux (métallurg	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	BRABANT	TREBESIN	BRABANT	K42 - Régénération de solvants	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	HAEGBEAERT-FREMAUX	VILLENEUVE D ASCO	HAEGBEAERT-FREMAUX	D42 - Fabrication de peintures	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	TSB	WASQUEHAL	TSB	H13 - Traitement de surface	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	DOA MORY SHPP	LOMME	DMS	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés o	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	DIAMORTIER FRERES	TOURCOING	DIAMORTIER FRERES	B13 - Huiles et graisses animales ou végé	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	SI ENERGIE (ALSTOM (STEIN INDUSTRIES))	LYS LEZ LANNOY	ALSTOM	H - Mécanique, traitements des surfaces	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	BRUQUETTES DE L'ENTREPRISE	HEM	BRUQUETTES DE L'ENTREPRISE	O14 - Fabrication d'autres matériaux de co	OUI	OUI	NON	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	LILLE	SOTEMA	ROUBAIX	SOTEMA	E13 - Blanchiment, teinture, impression	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	PETITREZ LAMBAERE	ROUBAIX	PETITREZ LAMBAERE	E13 - Blanchiment, teinture, impression	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	DESCAMPS ASSANISSEMENT	ARMENTERIES	DESCAMPS ASSANISSEMENT	K34 - Sulfuration de déchets liquides	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	SITE BM CHIME	MARQUETTE LEZ LILLE	BM CHIME	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés o	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	LEPOUTRE TENNYNCK - TCM	WATTRELOS	LEPOUTRE TENNYNCK	E13 - Blanchiment, teinture, impression	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	MIELLET	ROUBAIX	MIELLET	L - Entrepôts, transport, commerce	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	DESPAT	LEERS	DESPAT	H13 - Traitement de surface	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	OFENMA	LEERS	OFENMA	H1 - Mécanique, traitements des surfaces	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	CNH Usine de CROIX ex CASE France	CROIX	CNH	H - Mécanique, traitements des surfaces	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	VISTEON SYSTEMES INTERIEURS	SONDECOURT	VISTEON SYSTEMES INTERIEURS	D34 - Fabrication de matières plastiques de	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	DUBOIS MATERIAUX	LESQUIN	DUBOIS MATERIAUX	C13 - Traitement du bois	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	QUALITOCK	TEMPLEMAR	QUALITOCK	L13 - Entrepôts de produits dangereux	OUI	OUI	NON	NON	Site à connaissance sommaire, diagnostic éventuellement nécessaire
59	LILLE	PANFRANCE NORD	LESQUIN	PANALY BOIS MATERIAUX (ex PANFRANCE	C13 - Traitement du bois	OUI	OUI	NON	NON	Site sous surveillance avant diagnostic
59	LILLE	PMA RENAISSANCE	ROUBAIX	PMA RENAISSANCE	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés o	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	Ex Sts Hubert	SANT ANDRE LEZ LILLE	sociétés Delvay et ATORNA (pour partie)	D42 - Fabrication de peintures	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	LOGICL WATTRELOS	WATTRELOS	K22 - Regroupement d'OM, DBS	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral	
59	LILLE	ETS WATTEL ET FILS	VILLENEUVE	ETS WATTEL	K52 - Dépôts de ferraille	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	SME	LOOS	SME-représentée par M BERTRAND	K35 - Regroupement, reconditionnement d	NON	NON	OUI	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	LILLE	LADOE	NEUVILLE EN FERRAIN	LADOE	E11 - Peignage, cardage des fibres textiles	NON	NON	OUI	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	LILLE	SO VICTOR HUGO	HOUPLINES	M - Divers et services	NON	NON	OUI	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire	
59	LILLE	NORD HELLO ORAVURE	TOURCOING	NORD HELLO SERVICE	H13 - Traitement de surface	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	SOEZ	LOMME	SOEZ	E13 - Blanchiment, teinture, impression	NON	NON	OUI	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	LILLE	DE TAYRAC	ANNOUILLIN	MATRE MALFAISAN	E2 - Industrie des cuir et peaux, tannerie	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	MORY COMBUSTIBLES / VANDERPERRE	TOURCOING	MORY COMBUSTIBLES	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés o	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	TARISFT	TOURCOING	St Nouvelle TARISFT Capettes Berry	E13 - Blanchiment, teinture, impression	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	STATION BP DEROST	LILLE	BP FRANCE	L2 - Transports, automobiles, carburants	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	DELATRE	ROUBAIX	DELATRE	K32 - Traitements physico-chimiques	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	FOULLET DEMESTERE	ROUBAIX	FOULLET DEMESTERE représentée par Mx D	E21 - Tanneurs, mégisserie	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	TENTURENNE DU FILE	ROUBAIX	TENTURENNE DU FILE représentée par Mx THE	E13 - Blanchiment, teinture, impression	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	ANCIENNE STATION SERVICE TOTAL	LAMBERSART	Total	L23 - Dépot de carburants	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	SOCOWA	WATTRELOS	SOCOWA	K3 - Traitement de déchets industriels	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	TENTURENNE MELLASSOUX - MOLAON (TMM)	HEM	ROYLVE	E13 - Blanchiment, teinture, impression	NON	NON	OUI	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	LILLE	FCB, site Flor (Ateliers de Jives SA)	LILLE	BONNE NOCLES	H11 - Usinage	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	SANL TRANSPORTS JOVENEAUX	MARQUETTE LEZ LILLE	Transport JOVENEAUX	K52 - Regroupement d'OM, DBS	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	PEIGNAGE AMEEDÉ (Mithé)	ROUBAIX	PEIGNAGE AMEEDÉ	E11 - Peignage, cardage des fibres textiles	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	Société AMEEDÉ PRODUCTION	ROUBAIX	SAP (Société AMEEDÉ PRODUCTION)	E11 - Peignage, cardage des fibres textiles	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	AVD (ATELIERS VANDERSCHILDEN DANIEL)	ROUBAIX	AVD	H13 - Traitement de surface	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	QUERMONTREZ	SANT ANDRE LEZ LILLE	Etablissements QUERMONTREZ	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés o	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	T.R.A.	TEMPLEMAR	Matex Malfaisan	K - Déchets et traitements	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	GDF USINE A GAZ DE L'UNION	TOURCOING	GDF	D21 - Stockage et conditionnement des ga	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	VANDROUYE	ROUBAIX	F VANDROUYE & Co	E13 - Blanchiment, teinture, impression	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	SHELL station "avenue Alfred Mathé"	ROUBAIX	PETROLEUS SHELL	L23 - Dépot de carburants	NON	NON	OUI	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	LILLE	YRAU	LILLE	THERY François-Xavier	E12 - Filature, tissage, tricotage	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	WILVA MELBEX	LOMME	SORNE Nicolas	C1 - Bois et de l'ameublement (industrie d	NON	NON	OUI	NON	Site à connaissance sommaire, diagnostic éventuellement nécessaire
59	LILLE	MOSSILEY BADON	LILLE	PERIN Yvon	E12 - Filature, tissage, tricotage	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	SCI WILSON	SECLIN	L23 - Dépot de carburants	NON	NON	OUI	NON	Site à connaissance sommaire, diagnostic éventuellement nécessaire	
59	LILLE	QUERMONTREZ	FACHES-THUMESNIL	H21 - Imprimerie, presse, édition	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours	
59	LILLE	STEVELYNCK	LILLE	SOCIETE GUSTAVE STEVELYNCK	D61 - Fabrication de produits pharmaci	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	Flandres Investissement SAS	FRELINGHEN	Flandres Investissement SAS		NON	NON	OUI	NON	Site en cours de traitement, objectifs de réhabilitation et choix techniques définis en cours de mise en oeuvre
59	LILLE	DOA MORY SHPP	Lille	DMS	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés o	NON	NON	OUI	NON	Site "barraqué" (pour un usage dédié), pas de contrainte particulière après diagnostic, ne nécessite pas de surveillance
59	LILLE	Jules de Surmont et Fils	Tourcoing	Matex THIEETEN	NON	NON	OUI	NON	NC	
59	LILLE	RF	ROUBAIX	Réseau Feni de France	NON	NON	NON	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	MAGREIN	TEMPLEMAR	NON	NON	NON	NON	NON	NC	
59	LILLE	TOTAL MOUVAUX	LOOS	TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION	NON	NON	NON	NON	NC	
59	LILLE	HOLIDAY PIGMENT	COMINES	HOLIDAY PIGMENT	D - Chimie, pesticides, pétrole	NON	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	VERBRUGGE	LILLE	VERBRUGGE	H13 - Traitement de surface	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	CRIS	MARQUETTE LEZ LILLE	CRIS	K5 - Récupération, dépôts de ferrailles	NON	OUI	NON	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	LILLE	OLEA	NOUVILLES LES BECLIN	OLEA	D62 - Fabrication de vêtements	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	CORNU	WASQUEHAL	CORNU	K5 - Récupération, dépôts de ferrailles	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	POUDRES INDUSTRIELLES DU NORD - PINFLOC	HEM	PINFLOC	E13 - Blanchiment, teinture, impression	NON	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	FARATEX	LEERS	FARATEX	E13 - Blanchiment, teinture, impression	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	LAJTOS	ROUBAIX	H13 - Traitement de surface	NON	OUI	NON	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	NOUVELLES FEUTURES LANIERES DE ROUBAIX	ROUBAIX	NF Lanieres de Roubaix représentée par Mx DUJ	E12 - Filature, tissage, tricotage	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	LANIERE DE ROUBAIX	ROUBAIX	LANIERE DE ROUBAIX représentée par Mx LODE	E13 - Blanchiment, teinture, impression	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	LILLE	DANKONE	SECLIN	dankone	B12 - Industrie laitière	NON	OUI	NON	NON	Site "barraqué" (pour un usage dédié), pas de contrainte particulière après diagnostic, ne nécessite pas de surveillance
59	LILLE	MAN ORGA INDUSTRIE	ROUBAIX	MAN ORGA INDUSTRIE	J53 - Travail des métaux, chaudronnerie, p	NON	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	Fonderie HW	ROUBAIX	HW	J51 - Fonderie des métaux ferreux	NON	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	LILLE	BOSTK	AVELIN	BOSTK	D44 - Fabrication de colles et mastics	NON	OUI	NON	NON	NC
59	LILLE	Le JOINT FRANCAIS	ROUBAIX	LE JOINT FRANCAIS	D71 - Industrie du caoutchouc	NON	OUI	NON	NON	NC
62	MONTREUIL	Ancienne décharge PERRYNY	ERIGNY	Communauté de Communes du Canton d'Huquillas		OUI	NON	NON	NON	Site traité avec surveillance, travaux réalisés, surveillance imposée par AP ou en cours (projet d'AP présenté au CODESST)
62	MONTREUIL	STOLZ BEAUCAMP	WALLY BEAUCAMP	STOLZ	H13 - Traitement de surface	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
62	MONTREUIL	VALEO EEM	VALEO EEM	H1 - Mécanique, électrique, traitement de s	NON	OUI	NON	NON	NON	NC
62	SANT-OMER	DMS (THERMO FNA (ex SITE COTHEM GMS))	SANT-OMER	DMS (THERMO FNA)	D13 - Dépôts de pétrole, produits dérivés o	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	SANT-OMER	STATION SERVICE FNA L'ONGUESESSE	L'ONGUESESSE	FNA	D - Production de chaleur, chauffage	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
62	SANT-OMER	CASCADES-SELENDUCQUES	SELENDUCQUES	ROM Mendocques	K - Déchets et traitements	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
6										

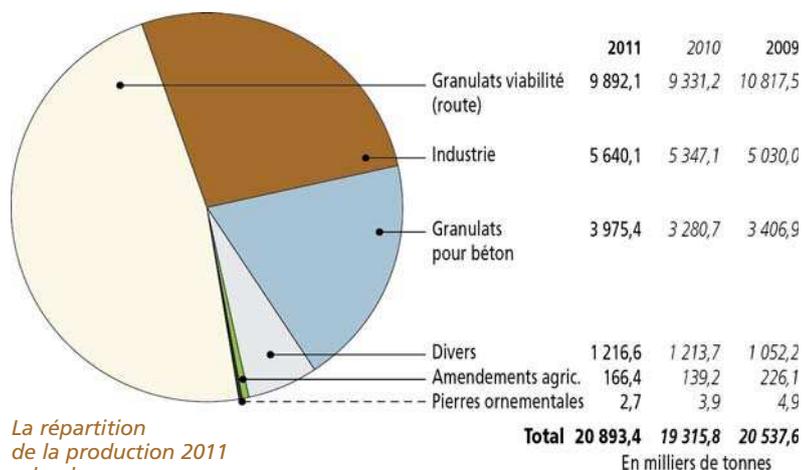
Département	Arrondissement	Nom du site	Commune	Responsable du site	Type d'activité	Surveillance des eaux souterraines	Site industriel en activité	Site industriel en friche	Site ancien réutilisé	Situation technique
59	VALENCIENNES	DECHARGE LEMAHIEU	ARSSON	société LLOL, représentée par M. Delette	K21 - Décharges d'ordures ménagères	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	SMCZ	BOUCHAIN	société SMCZ	K - Déchets et traitements	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	ANCIENNE SAVONNERIE LEMPEREUR - Friche KNOX	ESCAUDAIN		K - Déchets et traitements	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec surveillance, travaux réalisés, surveillance imposée par AP ou en cours (projet d'AP relative au COCOPERT)
59	VALENCIENNES	ANCIENNE COKERIE DE LOURCHES CDF	LOURCHES	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	F11 - Houillères	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	RAFFINERIE ELF ANTAR	HAULCHIN	Elf France	D12 - Raffinage de pétrole, carburants et lu	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	BASSINS A BOULES DE DOUCHY LES MINES - BAL	DOUCHY LES MINES	BAL INDUSTRIE	J - Sidérurgie, métallurgie, coke	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	ANCIENNE DECHARGE SNCF	VALENCIENNES	SNCF	K - Déchets et traitements	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	CHAMTER OFF	BOUCHAIN	OFF-NORSSEUR	K5 - Recyclation, dépôts de ferrailles	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	ANCIENNE DECHARGE ETERNIT	PROUVY	ETERNIT	K22 - Regroupement d'OM, DB	OUI	NON	OUI	NON	Site en cours de traitement, objectifs de réhabilitation et choix techniques définis ou en cours de mise en oeuvre
59	VALENCIENNES	VALMONT	ANZIN		J21 - Production de fontes (haut fourneau)	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	ANCIENNE USINE D'AGGLOMERATION D'ESCAUDAIN	ESCAUDAIN	CHARBONNAGES DE FRANCE CDF	F11 - Houillères	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	COSELAK FRANCE (ex COSELAK)	HASTRES	COSELAK	H16 - Piles électriques et accumulateurs B	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	DECHARGE INTERNE LME	TRITH SAINT LEGER	LME	K22 - Regroupement d'OM, DB	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	YAROURG ABEV	VALBUIRE	Valbuires	J - Sidérurgie, métallurgie, coke	OUI	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	Ancienne carrière de la Forêt 2	OUVRECHAIN	Charbonnages de France	J1 - Collecte, usines à gaz	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	CET D'ONNANG	ONNANG		J1 - Collecte, usines à gaz	OUI	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	CET au FRESNES SUR ESCAUT	FRESNES SUR ESCAUT	SITA NORD ex Société NETREL	K32 - Traitement physico-chimiques	OUI	NON	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	TROU DES BELGES	THIANT	société FORMER	K1 - Stations d'épuration	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	PPD	SAULTAN	ppg industries France	D42 - Fabrication de peintures	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	CET DE CURGIES	CURGIES	NETREL (ex-actif)	K - Déchets et traitements	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	Bombardier Transport France (ex ANF INDUSTRIE, ANF CRESPIN)	CRESPIN	ANP	K22 - Regroupement d'OM, DB	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	FONDERIES ET ACIERES DE DENAIN (FAD)	DENAIN	FAD	J51 - Fonderie des métaux ferreux	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	CHMICOLOR	BELLANG	CHMICOLOR	H13 - Traitement de surface	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	OST BROCADES	PROUVY	OST BROCADES	J5 - Forêtier et travail des métaux	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	LIOM DE DOUCHY	DOUCHY LES MINES	PROCOYRCHM (ex SOTI)	K3 - Traitement de déchets industriels	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	BICCANORD	DOUCHY LES MINES	BICCANORD	D92 - Chimie minérale inorganique acide	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	EPV	HAULCHIN	EPV	D2 - Dépôts de pétrole, produits dérivés o	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	ACGR	ROULLT	ACGR	H - Mécanique, traitements des surfaces	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	SNT Société nouvelle de traitement	ROMBESSE	SNT	H13 - Traitement de surface	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	GADREAU	SANT SAULVE	GADREAU	K3 - Traitement de déchets industriels	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	VALLOUREC (ex Marnemann)	SANT SAULVE	VALLOUREC	J22 - Production d'acier brut, acières	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	LME (Laminés Marchands Européens)	TRITH SAINT LEGER	LME	J - Sidérurgie, métallurgie, coke	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	VALDUNES	TRITH SAINT LEGER	VALDUNES	J - Sidérurgie, métallurgie, coke	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	PSA Peugeot Citron	TRITH SAINT LEGER	PSA Peugeot Citron	J53 - Travail des métaux, chaudronnerie, pl	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	ANCIENNE USINE ETERNIT	PROUVY	ETERNIT	G13 - Fabrication de produits en amiante-c	OUI	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	Unité de traitement par lavage et stabilisation de poussières	DOUCHY LES MINES	Société de Groupage et de Traitement de Déchet	K35 - Regroupement, recyclage	OUI	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	SAINT GOBAN GLASS FRANCE	EMERCHICOURT	SANT GOBAN GLASS FRANCE	G15 - Industrie du verre	OUI	OUI	NON	NON	Site "partiellement" pour un usage limité, pas de contrainte particulière après diagnostic, ne nécessite pas de surveillance
59	VALENCIENNES	FORT DE MAULDE	MAULDE	Carrières Mûlez représentées par Me Gadeyne	G1 - Céramique, verre, matériaux de construction	NON	NON	OUI	NON	Site à connaissance sommaire, diagnostic éventuellement nécessaire
59	VALENCIENNES	BRENTNAG	VEUX CONDE	BRENTNAG	D - Chimie, parachimie, pétrole	NON	NON	OUI	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	VALENCIENNES	DOUBLET	LA BENTHEILLE	DOUBLET	H - Mécanique, traitements des surfaces	NON	NON	OUI	NON	Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire
59	VALENCIENNES	MAZELER	VALENCIENNES	MAZELER	J22 - Fonderie des métaux non ferreux	NON	NON	OUI	NON	Site en cours de traitement, objectifs de réhabilitation et choix techniques définis ou en cours de mise en oeuvre
59	VALENCIENNES	MARAIL LES VIVIERES	PROUVY	SITA NORD	G13 - Fabrication de produits en amiante-c	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	FORGES ET ESTAMPAGE (Vieux Conde Estampage)	VEUX CONDE	FORGES ET ESTAMPAGE	J - Sidérurgie, métallurgie, coke	NON	NON	OUI	NON	Site à connaissance sommaire, diagnostic éventuellement nécessaire
59	VALENCIENNES	FRICHE LELEU	FAMARS		M - Divers et services	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	STRS	SAULTAN	STRS - Malva GADEYNE	H14 - Application de peinture	NON	NON	OUI	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	GARAGE DU TRIANGLE	TOURCOING	VERGOTE Janky	L21 - Vente et réparation automobile	NON	NON	OUI	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	EDF CENTRE DE PRODUCTION THERMIQUE	BOUCHAIN	NC	NC	NON	NON	NON	NON	NC
59	VALENCIENNES	STATION SERVICE TOTAL AUTOROUTE A2 TRITH	TRITH SAINT LEGER	TOTAL RAFFINAGE DISTRIBUTION	G2 - Production de chaleur, chaufferies	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	STATION SERVICE DU GARAGE DUMEZ	TRITH SAINT LEGER	TOTAL	G2 - Production de chaleur, chaufferies	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	PAB NORD	ONNANG	PAB NORD	G07 - Caoutchouc et matières plastiques	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	SEC ALSTROM	PETRE FORET	SEC ALSTROM	J2 - Sidérurgie, première transformation	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	DELAITRE LEVYER	SANT AMAND LES EAUX	DELAITRE LEVYER	H11 - Mécanique, électrique, traitement de s	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	LWB REFRACTOIRES (LWB Refractaires)	VALENCIENNES	LWB REFRACTOIRES	D - Chimie, parachimie, pétrole	NON	OUI	NON	NON	Site mis à l'étude, diagnostic prescrit par arrêté préfectoral
59	VALENCIENNES	Site DOMMERY	PROUVY	ETERNIT	G13 - Fabrication de produits en amiante-c	NON	OUI	NON	NON	Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usages ou servitudes imposées ou en cours
59	VALENCIENNES	Elsnit - Usine de Thiant	Thiant	Elsnit SAS	G13 - Fabrication de produits en amiante-c	NON	OUI	NON	NON	NC





#### Les substances minérales produites en région Nord-Pas-de-Calais en 2011

La hausse globale de la production régionale de 8,2 % s'explique en grande partie par l'augmentation de 10,8 % des calcaires durs et marbres produits qui, à eux seuls, représentent près des trois-quarts de la production régionale. L'évolution des autres productions est plus disparate. Ainsi, une forte progression est constatée pour les dolomies (+ 35 %), sables et graviers (+ 31,9 %), grès et schistes (+ 25,7 %) alors que les craies et marnes (- 2,5 %), argiles et craies pour ciment (- 5,9 %) et les schistes miniers (- 3,2 %) poursuivent leur tendance à la baisse. Après une forte reprise pour les argiles destinées à la fabrication de terres cuites constatée en 2010, l'extraction en 2011 est descendue sous le niveau de 2009.



La répartition de la production 2011 selon les usages

#### Mines ou carrières ?

Les notions de mines et carrières sont définies par le Code minier. Celui-ci distingue les « substances de mines » dont il fixe la liste de façon exhaustive et pour lesquelles l'intérêt général l'emporte sur le droit de propriété, et les autres substances qui sont dites « substances de carrières ». Cette distinction n'a rien à voir avec le caractère souterrain ou à ciel ouvert de l'exploitation : il existe des carrières souterraines et des mines à ciel ouvert.

Les substances de mines comprennent les matières premières énergétiques (houille, hydrocarbures liquides ou gazeux, uranium), les minerais métalliques, la potasse, le sel et quelques autres substances.

Les substances de carrières comprennent toutes les autres substances et notamment les matériaux de construction.

L'extraction des substances de carrières est visée à la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées.

## Les chiffres clés de l'extraction de matériaux dans la région

### Une production régionale en hausse de 8,2 % en 2011

La région Nord-Pas de Calais compte, en 2011, 77 sites de production de substances minérales : 67 carrières à ciel ouvert (dont 23 pour le Nord et 44 dans le Pas-de-Calais) et 10 terrils en exploitation, sites soumis au régime de l'autorisation administrative. Ce total ne tient pas compte des 30 établissements qui ont cessé leur production et sont actuellement en cours de remise en état. Les 77 sites ont fourni 20,9 millions de tonnes de substances minérales en 2011 contre 19,3 millions de tonnes en 2010, soit une hausse de 8,2 %.

34,1 % de la production régionale provient du département du Nord, 65,9 % du département du Pas-de-Calais. Huit carrières en assurent 75 %.

Les trois grands pôles de production de la région sont les bassins carriers du Boulonnais et de l'Avesnois en calcaires durs et le bassin minier en schistes issus des terrils, en argiles, en marnes. Le site des Carrières du Boulonnais est la carrière de roche massive la plus importante de France.

La production régionale représente 4,8 % de la production nationale de substances minérales (environ 15 % de la production nationale pour le calcaire). Elle correspond à environ 5,2 tonnes produites par habitant.

#### Sont soumis à autorisation :

- les exploitations de carrières (sauf les carrières spécifiques de petite taille soumises à déclaration visées ci-après) ;
- les affouillements du sol (sauf ceux rendus nécessaires pour l'implantation de constructions ou la réalisation de voies de circulation) ;
- les exploitations de terrils constitués de matériaux provenant de l'exploitation de mines ou de carrières.

#### Sont soumises à déclaration :

- les carrières de marne, de craie ou d'arène granitique, sans but commercial, de surface inférieure à 500 m<sup>2</sup> et de quantité annuelle extraite inférieure à 250 tonnes ;
- les carrières de pierre, de sable et d'argile destinées à la restauration des monuments historiques et bâtiments anciens d'intérêt patrimonial, de quantité extraite inférieure à 100 m<sup>3</sup>.

## Le contexte réglementaire

Les missions de la DREAL en matière d'industrie extractive sont définies par :

- pour la protection de l'environnement, la législation des installations classées ;
- pour la protection des travailleurs, le Code du travail et le Code minier et principalement par le RGIE (Règlement général des industries extractives)

Ces missions comprennent :

- la gestion des ressources minérales ;
- l'instruction réglementaire des demandes d'ouverture ou de remise en état des sites ;
- le contrôle des exploitations durant leur activité, tant au titre de la protection de l'environnement que du respect des lois sociales et de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

La DREAL intervient donc du début à la fin de l'exploitation d'une carrière ou d'un terril.

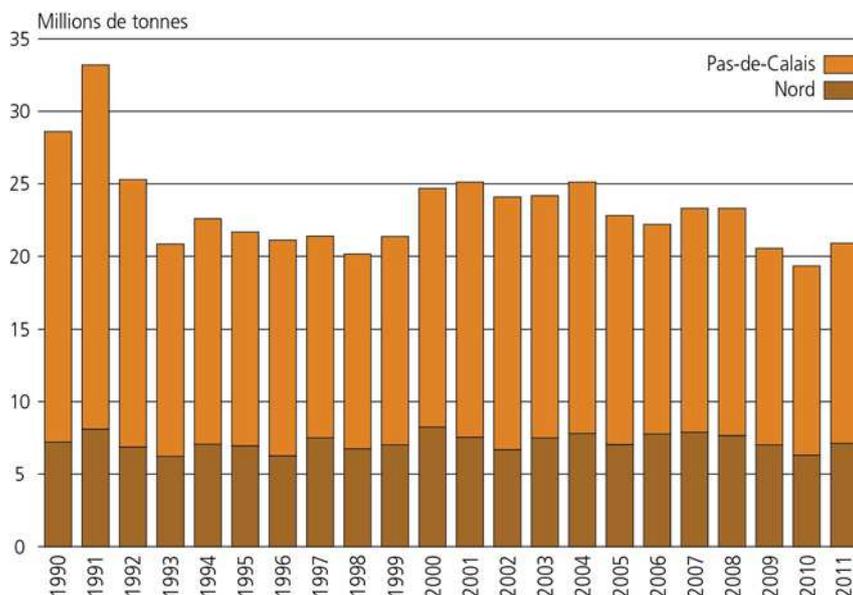
L'impact sur l'environnement des carrières et terrils regroupe plusieurs domaines :

- la consommation d'espace et la disparition des milieux naturels et agricoles ;
- l'eau : risque de pollution accidentelle, perturbation de la circulation des eaux ;
- les poussières : émissions de l'exploitation, circulation des engins et camions ;
- le bruit : installations de traitement, engins, circulation des camions ;
- les vibrations : tirs d'explosifs ;
- le paysage : atteinte aux paysages.

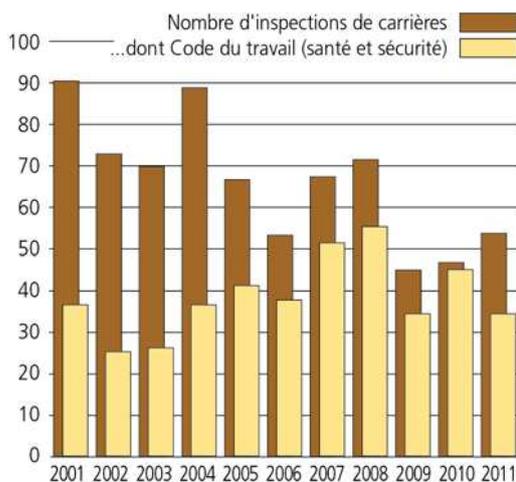
Un arrêté ministériel spécifique aux exploitations de carrières et terrils en date du 22 septembre 1994 énumère les prescriptions minimales nationales auxquelles doivent répondre ces exploitations. L'autorisation individuelle donnée par le préfet peut fixer des prescriptions plus strictes adaptées au contexte local.

Depuis le 14 juin 1999, toutes les exploitations de carrières et terrils, quelle que soit la date de leur mise en activité, doivent justifier de garanties financières (caution d'un organisme de crédit ou d'assurance) qui permettront d'assurer la remise en état du site de l'exploitation notamment en cas de disparition juridique de l'exploitant avant l'exécution de celle-ci.

Ces dispositions permettent une meilleure protection de l'environnement et une insertion satisfaisante des sites dans le paysage après exploitation.



L'évolution de la production régionale



L'évolution des inspections de carrières

# La sûreté nucléaire

**Les installations nucléaires de base (INB) de la région Nord - Pas-de-Calais concernent deux établissements industriels :**

- **le CNPE (Centre nucléaire de production d'électricité) de Gravelines, qui comporte six réacteurs d'une puissance de 900 MW chacun ;**
- **la Somanu à Maubeuge (société de maintenance de matériels mécaniques provenant essentiellement de centrales nucléaires) du groupe Areva.**

## **Le CNPE de Gravelines**

**L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) considère que les performances en matière de sûreté nucléaire, de radioprotection et de protection de l'environnement du site de Gravelines rejoignent globalement l'appréciation générale des performances que l'ASN porte sur EDF. Toutefois, l'ASN estime que le site doit progresser dans la rigueur, d'une part de la détection et de l'analyse des événements significatifs impliquant la sûreté et, d'autre part, en matière de maintenance et d'exploitation des réacteurs. L'ASN a notamment demandé à l'exploitant de résorber au plus vite les écarts de conformité de certains équipements, pouvant être affectés en cas de séisme, concourant au refroidissement des réacteurs. EDF a engagé le programme des troisièmes visites décennales du site de Gravelines. L'ASN examine actuellement les résultats des contrôles effectués sur le réacteur n°1. Les contrôles ont mis en évidence une fissure sur une pénétration en fond de cuve du réacteur, ce qui constitue une première sur le parc nucléaire français. L'ASN se prononcera en 2013 sur la demande de poursuite d'exploitation du réacteur n°1 de la centrale de Gravelines. L'ASN note l'évolution positive d'EDF dans la prise en compte des risques industriels autour du site, notamment ceux induits par les installations des Appontements pétroliers des Flandres. Ces efforts doivent être poursuivis.**

## **La Somanu de Maubeuge**

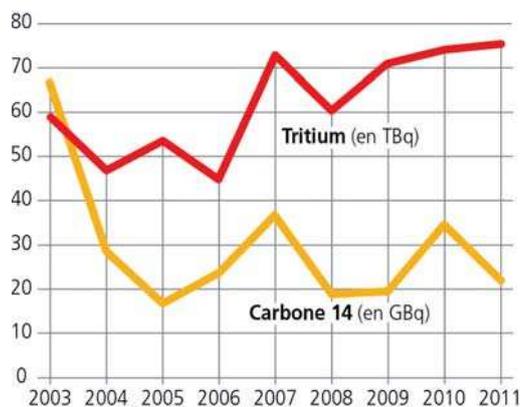
**L'ASN estime que l'exploitation des installations est satisfaisante. Dans le cadre de son réexamen de sûreté, la SOMANU s'est engagée dans une refonte de grande ampleur de son référentiel documentaire. Les axes d'améliorations identifiés portent sur le renforcement des liens entre la documentation opérationnelle et la qualité des pratiques notamment dans les domaines des contrôles et des essais périodiques, sur la gestion des déchets issus des interventions sur des matériels étrangers et leur retour dans leur pays d'origine, ainsi que sur les délais des réponses à l'ASN. Enfin, la division relève un accroissement du nombre d'événements significatifs dans les domaines de la sûreté, de l'environnement et du transport de substances radioactives.**

## **Bilan des rejets radioactifs liquides du CNPE de Gravelines**

Les rejets radioactifs liquides du CNPE de Gravelines proviennent des produits de fission créés par la fission des noyaux d'uranium du combustible, des produits de corrosion activés lors de leur passage dans le cœur du réacteur nucléaire et du tritium formé dans le cœur et dans l'eau du circuit primaire.

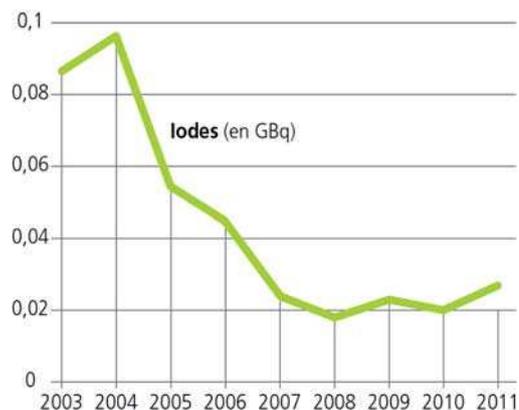
Effluents liquides	Unité	Limite réglementaire	Activité rejetée
<b>Tritium</b>	T Bq (10 <sup>12</sup> Bq)	120	<b>75,4</b>
<b>Carbone 14</b>	G Bq (10 <sup>9</sup> Bq)	900	<b>22</b>
<b>Iodes</b>	G Bq	0,9	<b>0,02</b>
<b>Autres produits de fission ou d'activation</b>	G Bq	90	1,62

*Rejets radioactifs liquides du CNPE en 2011*



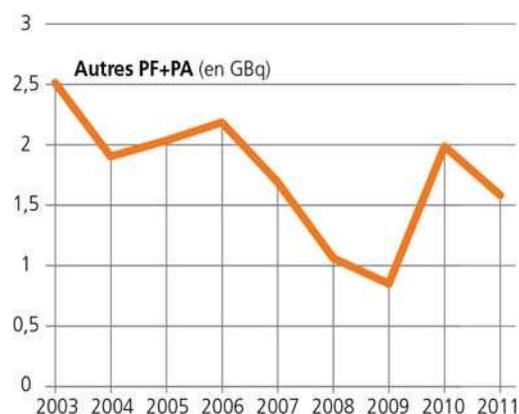
**Limite réglementaire annuelle (pour le site) : 120 TBq pour le tritium et 900 GBq pour le carbone 14**  
 Les rejets en 2011 se sont stabilisés, ils restent en dessous des limites réglementaires.

Évolution des rejets de tritium et de carbone 14 du CNPE de Gravelines



**Limite réglementaire annuelle (pour le site) : 0,9 GBq**  
 L'activité en iodes des effluents liquides est relativement stable depuis quatre ans.

Évolution des rejets d'iodes du CNPE de Gravelines



**Limite réglementaire annuelle (pour le site) : 90 GBq**  
 Les rejets en 2011 sont en diminution, les systèmes de traitement des eaux de process ont été plus efficaces. Ils restent en dessous des limites réglementaires.

Évolution des rejets d'autres produits de fission ou d'activation du CNPE de Gravelines

## Bilan des rejets radioactifs liquides de la Somanu à Maubeuge

La Somanu à Maubeuge produit deux types d'effluents liquides radioactifs. Les effluents rejetés dans la Flamenne, provenant essentiellement du lavage du linge et des sols de l'atelier et les effluents actifs provenant des décontaminations. Ils subissent un traitement par filtration puis par passage sur des résines et sont stockés en cuves. Les effluents sont expédiés vers les sites de traitements du CEA de Saclay ou d'Areva de La Hague.

Effluents liquides	Unité	Limite réglementaire	Activité rejetée
Flamenne	M Bq (10 <sup>6</sup> Bq)	400	20

Rejets radioactifs liquides de la Somanu en 2011

## Bilan des rejets chimiques associés aux radioactifs liquides du CNPE de Gravelines

Outre la pollution radioactive, les effluents usés venant des circuits nucléaires en fonctionnement normal contiennent également des substances chimiques liées à la nature des traitements appliqués à l'eau des circuits concernés (« conditionnement », exemples : ammoniac, morpholine, hydrazine...) ou au processus d'exploitation lui-même (exemple : acide borique, inhibiteur de réaction neutro-nique).

Rejet	Unité	Limite réglementaire	Quantité rejetée
Acide borique	kg	43 500	6 742
Lithine	kg	9,6	7,34
Hydrazine	kg	198	10,18
Morpholine	kg	3 150	934
Ammonium	kg	23 210	4 216
Phosphates	kg	1 404	287

## Contrôle des rejets liquides radioactifs et chimiques associés du CNPE de Gravelines

Dans le cadre réglementaire de l'arrêté d'autorisation de rejets du 7 novembre 2003, l'Autorité de sûreté nucléaire a procédé à une inspection avec prélèvements d'échantillons d'effluents, aux fins de contrôle inopiné des rejets liquides. Ces échantillons ont été

confiés pour analyse à un laboratoire extérieur indépendant et à la Commission locale d'information (CLI). Les résultats n'ont pas montré de dépassement de valeur limite, ni révélé d'écart significatif entre les analyses effectuées par le CNPE, celles confiées au laboratoire extérieur indépendant et celles réalisées par la CLI.

## Les rejets radioactifs gazeux de la Somanu à Maubeuge

La particularité de l'atelier de la *Somanu* est de n'être pas autorisé, par arrêté, à rejeter des effluents gazeux radioactifs. De ce fait, le système de confinement dynamique mis en place s'arrête dès la détection d'une activité dans le rejet.

## Les rejets radioactifs gazeux du CNPE de Gravelines

La radioactivité contenue dans les effluents gazeux a la même origine que celle des effluents liquides radioactifs.

Ces effluents gazeux sont composés de gaz rares (argon, krypton, xénon, etc.), d'iode, de carbone 14 et de tritium. Certains effluents à période de vie courte perdent très vite leur radioactivité. En revanche, pour les autres, différents traitements (filtration, absorption sur charbon actif) sont mis en œuvre. Après le traitement, les effluents sont stockés en réservoir pour décroissance radioactive. Lorsque les niveaux d'activité sont bien en-dessous des limites de rejets, les effluents sont évacués par une cheminée, à la sortie de laquelle est effectué, en permanence, un contrôle de la radioactivité rejetée. Comme pour les effluents liquides, le niveau réglementaire a été fixé après étude d'impact garantissant l'innocuité pour la santé.

Rejet	Unité	Limite réglementaire	Activité rejetée
<b>Gaz rares</b>	T Bq (10 <sup>12</sup> Bq)	108	<b>3,56</b>
<b>Tritium</b>	T Bq	12	<b>3,66</b>
<b>Carbone 14</b>	T Bq	3,3	<b>0,89</b>
<b>Iodes</b>	G Bq (10 <sup>9</sup> Bq)	2,4	<b>0,05</b>
<b>Autres produits de fission ou d'activation</b>	G Bq	2,4	<b>0,016</b>

## La surveillance dans l'environnement

L'arrêté d'autorisation de rejets du CNPE de Gravelines fixe des contrôles et des limites pour la surveillance de l'environnement. Il régit la radioactivité ambiante, l'activité volumique ajoutée dans l'air et dans l'eau, la radioactivité de la pluie et des rejets d'eaux pluviales, la radioactivité du lait et des végétaux, la radioactivité et la physico-chimie des eaux souterraines et le suivi thermique des rejets.

La radioactivité gamma ambiante est mesurée en continu :

- en 10 points de la clôture du site ;
- en 4 points situés à environ 1 km du site ;
- en 3 points situés à environ 5 km du site sur les communes de Gravelines, Oye-Plage et Loon-Plage.

Pour l'année 2011, la radioactivité du site se situait en moyenne à environ :

- 0,075 µGy/h d'air en clôture du site, avec un maximum à 0,2 µGy/h ;
- 0,076 µGy/h d'air à 1 km du site, avec un maximum à 0,21 µGy/h ;
- 0,097 µGy/h d'air à 5 km du site, avec un maximum à 0,15 µGy/h.

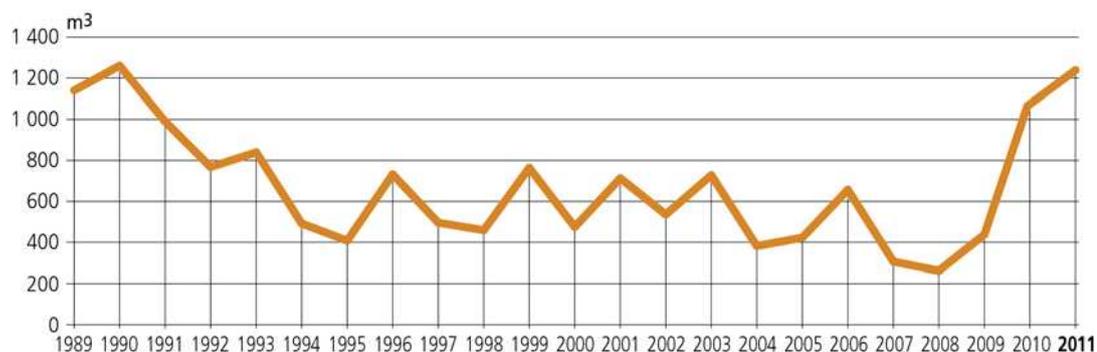
Les activités moyennes de l'année 2011 sont similaires aux autres années, toutes les valeurs de débit de dose sont faibles et assimilables aux fluctuations du bruit de fond ambiant. La radioactivité du lait (lait de vache, prélevé mensuellement dans deux fermes) est en-dessous des seuils de détection des appareils. Pour les végétaux, les résultats sont comparables aux années précédentes.

La différence de température entre le canal d'amenée et le canal de rejet est restée inférieure aux 12 °C fixés par l'arrêté d'autorisation. L'échauffement moyen pour l'année 2011 a été de 10 °C (avec un maximum de 11,3 °C).

## Les déchets produits par le CNPE de Gravelines

### Les déchets hautement actifs et moyennement actifs à vie longue

L'essentiel des déchets de cette catégorie résulte du retraitement, à La Hague, du combustible usé. Le CNPE de Gravelines produit chaque année de l'ordre de 250 assemblages de combustible usé. En 2011, six réacteurs ont été mis à l'arrêt pour rechargement. Il y a eu 22 évacuations de combustible usé contenant chacun 12 assemblages soit 264 assemblages.



Ces assemblages sont transférés à l'usine de retraitement de La Hague où ils subissent différents traitements chimiques dans le principal but d'extraire les matières recyclables.

### **Les déchets faiblement et moyennement actifs à vie courte**

Ces déchets, après conditionnement, sont stockés en surface au Centre de stockage de l'Aube ou destinés à l'incinération (*Centrac*).

#### *Évolution du volume de déchets produit au CNPE de Gravelines*

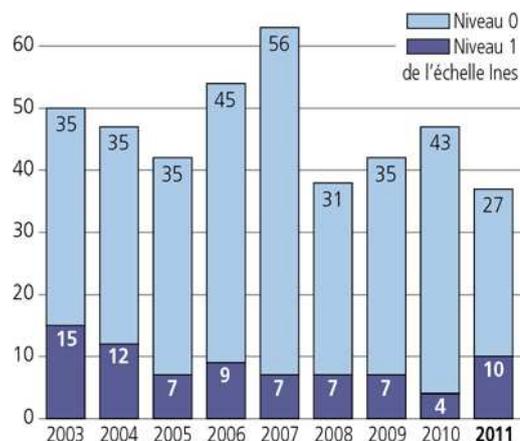
*La forte augmentation du volume des déchets produits en 2011 est essentiellement due à la visite décennale du réacteur n°1 et à la suite de l'opération de nettoyage préventif des générateurs de vapeur du réacteur n°5 de 2010.*

## **Les événements nucléaires de la région Nord - Pas-de-Calais**

La division de l'ASN a pour mission d'analyser l'origine et les conséquences potentielles des événements significatifs de manière à tirer le retour d'expérience et éviter ainsi leur renouvellement.

En 2011, 39 événements « sûreté » ont été déclarés à l'ASN :

- 37 par le CNPE de Gravelines : 10 événements significatifs classés de niveau 1 et 27 événements de niveau 0 ;
- 2 événements de niveau 0 par la *Somanu* à Maubeuge.



#### *Évolution du nombre total des événements significatifs de sûreté (niveau 1) déclarés depuis 2000 pour le CNPE de Gravelines*

*Le nombre global d'événements significatifs de sûreté est en baisse. Toutefois le nombre de niveau 1 est en augmentation et se situe sensiblement dans la moyenne.*

## AVIS D'INCIDENTS PUBLIES EN 2011

Site Internet [www.asn.fr](http://www.asn.fr)

DATE	INSTALLATION	DESCRIPTION DE L'INCIDENT
13/04/2011	CNPE de Gravelines Réacteur 2 Sortie du domaine de fonctionnement autorisé sur dysfonctionnement d'un détendeur lors de la mise à l'arrêt du réacteur pour maintenance.	<p>Annuellement, chaque réacteur de la centrale de Gravelines est mis à l'arrêt pour rechargement du combustible et maintenance. Cette opération nécessite la baisse progressive de la pression et de la température du circuit primaire<sup>1</sup> du réacteur, à travers plusieurs domaines successifs de fonctionnement autorisés.</p> <p>La mise à l'arrêt nécessite aussi la vidange partielle du circuit primaire du réacteur. Lors de cette phase, la pression d'air est contrôlée à l'aide d'un circuit d'air comprimé équipé d'un détendeur, le but étant de maintenir la pression sous la limite autorisée qui est de 5 bars dans ce domaine de fonctionnement.</p> <p>Le 13 avril 2011, lors de la mise à l'arrêt du réacteur n°2, le détendeur de ce circuit d'air comprimé n'a pas fonctionné, entraînant un dépassement de la pression maximale autorisée jusqu'à 8 bars.</p> <p>L'exploitant a réagi en isolant le détendeur incriminé et en dépressurant le circuit primaire jusqu'à ce que la pression retrouve le domaine de fonctionnement autorisé. La pression a néanmoins été trop forte, pour ce domaine de fonctionnement, pendant 24 minutes ce qui constitue un non respect des règles d'exploitation.</p> <p>Cet incident qui n'a pas eu de conséquence pour la sûreté a été classé par l'exploitant au niveau 1 de l'échelle INES.</p> <p><sup>1</sup> <i>circuit primaire : le circuit primaire est un circuit fermé sous pression qui, en fonctionnement, extrait la chaleur du cœur du réacteur au contact des éléments combustibles. L'eau du circuit primaire cède la chaleur acquise à l'eau du circuit secondaire à travers les générateurs de vapeur.</i></p>
30/05/2011	CNPE de Gravelines Réacteurs 1 à 5 Non-conformité de supports de filtres des circuits d'eau brute secourue <sup>1</sup>	<p>Le 30 mai 2011, au cours de contrôles visuels effectués dans le cadre des programmes de maintenance, des non-conformités, telles que l'absence de tiges de fixation ou de la corrosion au niveau des supports des filtres des circuits d'eau brute secourue<sup>1</sup>, ont été constatées sur le réacteur n°4. L'extension des contrôles à l'ensemble des réacteurs a révélé des non-conformités similaires sur les réacteurs n° 1, 2, 3 et 5.</p> <p>Le circuit d'eau brute secourue est constitué de deux lignes redondantes. En cas de défaillance du filtre, la ligne associée serait inopérante. Compte tenu des anomalies constatées, on ne peut pas exclure, en cas de séisme, la défaillance simultanée des deux lignes du circuit d'eau brute secourue des réacteurs n° 1, 2 et 4.</p> <p>Les travaux de remise en état des supports ont été réalisés en totalité sur les réacteurs n°4 et 5, et sont en cours sur le réacteur n°1 actuellement en arrêt pour visite décennale. Sur le réacteur n°2, des travaux de remise en conformité ont été réalisés sur une des deux lignes. À ce jour, des travaux similaires sont encore nécessaires sur une des deux lignes des réacteurs n°2 et 3. Les supports des filtres ont été renforcés provisoirement dans l'attente de la réalisation des travaux définitifs. L'ASN a demandé à l'exploitant la remise en conformité des lignes impactées au plus tôt.</p> <p>Cet incident n'a pas eu de conséquence réelle en termes de sûreté. Il s'agit toutefois d'un non respect des prescriptions relatives à la qualification sismique des matériels importants pour la sûreté.</p> <p>Cet incident a, par conséquent, été déclaré par l'exploitant au niveau 1 de l'échelle INES.</p> <p><sup>1</sup> Circuit d'eau brute secourue (SEC) : ce circuit sert à refroidir un autre circuit, appelé circuit de refroidissement intermédiaire, qui assure le refroidissement des matériels importants pour la sûreté du réacteur. C'est un circuit dit « de sauvegarde » constitué de deux lignes redondantes, comportant chacune deux pompes et deux échangeurs. Il fonctionne en permanence, même lorsque le réacteur est à l'arrêt, afin d'assurer, entre autres, le refroidissement de la piscine de stockage du combustible.</p>

01/06/2 011	CNPE de Gravelines Réacteur 6 Non respect des spécifications techniques d'exploitation	<p>Le 1<sup>er</sup> juin 2011, le réacteur n° 6 est en fonctionnement. Au cours d'essais périodiques, deux systèmes de sauvegarde sont rendus inopérants simultanément pendant 6 minutes. Cet écart constitue un non respect des règles d'exploitation. Les systèmes concernés sont le système d'aspersion dans le bâtiment réacteur et le système de contrôle de la teneur en hydrogène et de surveillance atmosphérique dans le bâtiment réacteur.</p> <p>Les essais périodiques servent à vérifier le bon fonctionnement des matériels et des circuits. Dans ce cadre, il est parfois nécessaire de rendre inopérants des équipements pendant tout ou partie de la durée de l'essai.</p> <p>Un premier système de sauvegarde a été rendu inopérant pour la réalisation d'un essai périodique. Dans le cadre d'un autre essai périodique, un second opérateur a demandé l'autorisation de rendre inopérant un autre système de sauvegarde. Cette seconde autorisation a été délivrée sans remise en service préalable du premier système de sauvegarde. Cette situation est non conforme aux règles d'exploitation. Cet incident qui n'a pas eu de conséquence sur le personnel et l'environnement a été classé par l'exploitant au niveau 1 de l'échelle INES</p>
16/06/2 011	CNPE de Gravelines Réacteur 4 Non respect des spécifications techniques d'exploitation	<p>Le 16 juin 2011, le réacteur n° 4 est à l'arrêt en visite annuelle pour maintenance et rechargement. Une intervention de maintenance sur une pompe d'alimentation de secours en eau des générateurs de vapeur conduit à rendre cet équipement inopérant.</p> <p>Le 23 juin, des agents EDF et prestataires procèdent à une visite des installations dans le cadre du redémarrage du réacteur. Sur la turbopompe du système d'alimentation de secours des générateurs de vapeur, ils constatent que les travaux de maintenance des 16 et 17 juin 2011 n'ont pas été parfaitement réalisés. Leur analyse conduit toutefois à l'absence d'impact sur le fonctionnement de la turbopompe. Une remise en état est engagée et elle a lieu le 26 juin 2011.</p> <p>Par la suite, l'analyse complémentaire de cet équipement établit que le fonctionnement de la turbopompe n'est plus assuré du 19 au 26 juin 2011. Les règles techniques d'exploitation exigent en pareil cas une réparation sous trois jours.</p> <p>Cet incident qui n'a pas eu de conséquence sur le personnel et l'environnement a été classé par l'exploitant au niveau 1 de l'échelle INES.</p> <p><u>Générateur de vapeur :</u> Un générateur de vapeur est un échangeur thermique entre l'eau du circuit primaire, portée à haute température (320 °C) et pression élevée (155 bar) dans le cœur du réacteur, et l'eau du circuit secondaire, qui se transforme en vapeur et alimente la turbine. Il comporte plusieurs milliers de tubes en forme de U.</p> <p><u>Circuit d'alimentation de secours en eau des générateurs de vapeur :</u> Le circuit d'alimentation de secours en eau des générateurs de vapeur (circuit ASG) fournit à ces derniers, en cas de défaillance de l'alimentation principale, l'eau nécessaire au refroidissement du réacteur. Il est également utilisé lors des périodes de démarrage et d'arrêt du réacteur. Il est alimenté par un réservoir. Celui-ci doit avoir en permanence une quantité d'eau suffisante pour permettre de refroidir le circuit primaire par les générateurs de vapeur jusqu'à ce qu'un autre moyen de refroidissement puisse être utilisé. L'eau qu'il contient doit être suffisamment froide pour obtenir un refroidissement efficace.</p> <p>Ce circuit comporte trois pompes indépendantes. Deux d'entre elles sont des pompes classiques, entraînées par des moteurs électriques. La troisième est une turbopompe. Cette turbopompe est entraînée par une petite turbine actionnée par de la vapeur prélevée sur les générateurs de vapeur, ce qui la rend indépendante de toute alimentation électrique. En cas de perte totale des alimentations électriques, elle doit être en mesure d'assumer à elle seule l'alimentation en eau des générateurs de vapeur.</p>
02/07/2 011	CNPE de Gravelines Réacteur 5 Non respect des spécifications techniques d'exploitation	<p>Le 2 juillet à 1h00, le réacteur est en cours d'arrêt pour rechargement du combustible et maintenance. À la suite d'une manœuvre inappropriée, un opérateur a provoqué un bref passage (une minute) de la température primaire sous la valeur de 286°C qui est le minimum requis par les règles d'exploitation dans cet état du réacteur.</p> <p>Lors de l'arrêt des réacteurs, des essais sont réalisés afin de préparer la déconnexion du réacteur du réseau électrique. À ce niveau faible de puissance, le contrôle de la puissance du réacteur par les grappes de commande est réalisé directement par l'opérateur, alors que cette commande est régulée en mode automatique à des puissances supérieures.</p> <p>Pendant les essais de déconnexion, des variations de fréquence électrique du réseau ont engendré des variations de puissance électrique de la turbine, entraînant des variations de la température du circuit primaire<sup>1</sup>. L'opérateur a tenté</p>

		<p>de stabiliser cette situation par des mouvements de grappes de commande, mais il a amplifié le phénomène et la température est passée sous le seuil minimal. Une analyse approfondie de l'exploitant a conclu que les mouvements de grappe n'étaient pas la conduite appropriée pour ce type de phénomène. Cet incident n'a pas eu de conséquence sur le personnel et l'environnement. Dans un premier temps l'exploitant avait classé cet événement au niveau 0 de l'échelle INES. Suite à l'analyse approfondie, il a reclassé cet incident au niveau 1 de l'échelle INES,</p> <p><sup>1</sup> circuit primaire : le circuit primaire est un circuit fermé sous pression qui, en fonctionnement, extrait la chaleur du cœur du réacteur au contact des éléments combustibles. L'eau du circuit primaire cède la chaleur acquise à l'eau du circuit secondaire à travers les générateurs de vapeur.</p>
14/07/2011	CNPE de Gravelines Réacteur 5 Non respect des spécifications techniques d'exploitation lors d'un essai périodique	<p>Depuis le 2 juillet 2011, le réacteur n°5 de la centrale nucléaire de Gravelines est en arrêt pour rechargement du combustible et maintenance. Le 14 juillet 2011, lors d'un essai périodique sur les alimentations électriques de secours, l'intervenant en charge de l'essai a réalisé une manœuvre inappropriée qui a coupé l'alimentation électrique d'un des deux tableaux de puissance du réacteur pendant dix minutes. Durant les arrêts de réacteurs, des maintenances et des essais sont réalisés afin de s'assurer du fonctionnement sûr du réacteur. Ces essais sont réalisés en suivant des procédures précises que les opérateurs déroulent étape par étape. Lors de cet essai du 14 juillet 2011, l'intervenant n'a pas réalisé une étape prescrite par sa procédure. Il a arrêté le diesel de secours, alors connecté au tableau électrique, sans avoir au préalable réalimenté ce tableau sur une autre source de puissance. Cet incident n'a eu aucune conséquence réelle en termes de sûreté. Il s'agit toutefois d'un non respect des spécifications techniques d'exploitation. Cet incident a, par conséquent, été déclaré par exploitant au niveau 1 de l'échelle INES.</p>
19/09/2011	CNPE de Gravelines Réacteur 6 Non respect des spécifications techniques d'exploitation	<p>Le 19 septembre 2011, le réacteur n° 6 est à l'arrêt pour rechargement du combustible et maintenance. Au moment de l'ouverture du sas au niveau 8 mètres du bâtiment réacteur (BR), les deux ventilateurs du système de confinement ne sont pas opérationnels. Cet écart constitue un non respect des règles d'exploitation. Dans le cadre de l'arrêt du réacteur, il est nécessaire d'intervenir dans le bâtiment réacteur. Les accès se font par l'intermédiaire de deux sas. Les règles d'exploitation imposent, avant ouverture des sas, que le système permettant d'assurer le confinement en cas de situation incidentelle soit prêt à fonctionner. En particulier, les deux ventilateurs doivent être alimentés électriquement. Lors d'un contrôle, un agent d'EDF constate le non-raccordement des deux ventilateurs. En cas de situation incidentelle générant des rejets à l'intérieur du bâtiment réacteur, les ventilateurs créent une dépression d'air permettant de confiner les rejets dans le bâtiment réacteur. Les deux ventilateurs ont été raccordés dès la découverte de l'écart. Cet incident, qui n'a pas eu de conséquence sur le personnel et l'environnement, a été classé par l'exploitant au niveau 1 de l'échelle INES.</p>
09/11/2011	CNPE de Gravelines Réacteur 2 Non respect des conditions prescrites pour l'intervention de remise en état des supports de filtres des circuits d'eau brute secourue <sup>1</sup>	<p>Le 9 novembre 2011, une intervention a été réalisée sur le circuit d'alimentation de secours en eau des générateurs de vapeur du réacteur n° 2, contrairement aux mesures prescrites pour la durée des opérations de remise en état du circuit d'eau brute secourue. Suite à l'incident du 30 mai 2011, l'ASN a demandé à l'exploitant de remettre en conformité au plus tôt les circuits d'eau brut secourue des réacteurs n° 2 et 3 (voir avis d'incident du 7 octobre 2011). Pour réaliser ces travaux, l'exploitant a demandé une modification temporaire des règles d'exploitation. L'ASN a donné son accord le 4 novembre 2011 sous réserve de ne pas intervenir sur certains matériels de secours. Le 8 novembre 2011, l'ASN a réalisé une inspection inopinée pour s'assurer que l'exploitant réalisait son intervention conformément au dossier et qu'il prenait bien en compte les demandes de l'ASN. Les inspecteurs ont constaté un manque de rigueur dans les modalités d'intervention, ce qui a conduit à l'arrêt du chantier. L'exploitant a engagé une analyse approfondie des interventions réalisées en parallèle des travaux de remise en états des installations. Cette analyse a fait apparaître qu'une intervention, non autorisée dans l'accord de l'ASN, avait été faite</p>

		<p>le 9 novembre 2011 sur le circuit d'alimentation de secours en eau des générateurs de vapeur. Cet incident n'a pas eu de conséquence réelle en termes de sûreté, le matériel de secours n'ayant pas été sollicité. Cet incident a été déclaré par l'exploitant au niveau 1 de l'échelle INES.</p> <p><sup>1</sup> Circuit d'eau brute secourue (SEC) : ce circuit sert à refroidir un autre circuit, appelé circuit de refroidissement intermédiaire, qui assure le refroidissement des matériels importants pour la sûreté du réacteur. C'est un circuit dit "de sauvegarde" constitué de deux lignes redondantes, comportant chacune deux pompes et deux échangeurs. Il fonctionne en permanence, même lorsque le réacteur est à l'arrêt, afin d'assurer, entre autres, le refroidissement de la piscine de stockage du combustible.</p>
15/12/2 011	<p>CNPE de Gravelines Réacteur 1 Non respect d'une condition prescrite lors d'une modification d'un système de ventilation</p>	<p>Le 14 septembre 2011, lors de la réalisation d'une intervention pendant la visite décennale du réacteur n° 1, un ventilateur est volontairement débranché électriquement alors que les mesures prescrites dans le cadre d'une modification en cours du système de ventilation des locaux des réservoirs de traitement des effluents gazeux hydrogénés du réacteur exigeaient qu'il reste disponible. La modification du système de ventilation, qui comporte deux ventilateurs, a fait l'objet d'une demande d'accord préalable à l'ASN puisque sa réalisation impose un non-respect temporaire des règles générales d'exploitation. L'accord a été délivré sous réserve notamment qu'au moins un ventilateur soit maintenu disponible pour pouvoir être démarré en cas de détection d'hydrogène dans les locaux. Le 15 décembre 2011, suite à l'analyse approfondie du dossier d'intervention du 14 septembre 2011, EDF a mis en évidence une erreur dans l'analyse de risque, qui n'avait pas fait l'objet des contrôles appropriés, qui a conduit à débrancher le ventilateur qui devait rester disponible. En cas de détection de la présence d'hydrogène dans les locaux, la mise en service du ventilateur aurait demandé un délai plus important. Cet incident n'a pas eu de conséquence réelle en termes de sûreté, la présence d'hydrogène n'ayant pas été détecté dans les locaux des réservoirs. Cet incident a été déclaré par l'exploitant au niveau 1 de l'échelle INES.</p>

# Le contrôle des pressions agricoles : les élevages

## La compétence administrative

Le règlement sanitaire départemental (RSD) et la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) contiennent un ensemble de dispositions directement applicables aux activités agricoles, dont l'objectif principal est la protection de la ressource en eau et du voisinage de ces activités. Les principaux enjeux environnementaux liés à ces activités sont la pollution de l'eau par les effluents produits (que ce soit lors de leur stockage ou de leur épandage), l'atteinte à la biodiversité particulièrement dans les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) et dans les zones Natura 2000, et les émissions gazeuses, avec principalement l'ammoniac ; ces activités peuvent également être à l'origine de nuisances sonores ou olfactives pour le voisinage.

Ces prescriptions encadrent plus particulièrement les activités agricoles d'élevage en ce qui concerne les caractéristiques et l'implantation des bâtiments, ainsi que l'épandage des effluents.

Le contrôle de l'application des dispositions du RSD<sup>1</sup> est de la compétence de l'Agence régionale de santé (ARS).

À partir de certains seuils (nombre d'animaux présents en général), les sites d'élevages relèvent de la réglementation des installations classées (ICPE). C'est la Direction départementale de la protection des populations (DDPP) qui est compétente pour ces installations.

## Les installations classées pour la protection de l'environnement

Les domaines d'activité de la compétence de la Direction départementale de protection des populations du Pas-de-Calais sont principalement les suivants :

- abattage d'animaux ;
- traitement et dépôt de sous-produits d'origine animale, y compris débris, issues et cadavres ;
- établissements d'élevage, vente, transit, etc., de bovins ;
- établissements d'élevage, vente, transit, etc., de porcs en stabulation ou en plein air ;
- établissements d'élevage, vente, transit, garde, exposition, etc., de sangliers en stabulation ou en plein air dans un enclos de moins de 20 ha ;
- établissements d'élevage, vente, transit, etc., de lapins de plus d'un mois ;
- établissements d'élevage, vente, etc., de volailles et/ou gibier à plume à l'exclusion d'activités spécifiques visées par d'autres rubriques ;
- établissements d'élevage, vente, transit, garde, fourrières, etc., de chiens ;
- piscicultures ;
- établissement de présentation au public d'animaux appartenant à la faune sauvage, à l'exclusion des magasins de vente au détail.

Les installations classées de la région soumises au régime de l'autorisation au 31 décembre 2011 se répartissent de la façon suivante :

Catégories d'établissements autorisés	Pas-de-Calais
Abattoirs et dépôts de cadavres	7
Élevages de porcins	162
Élevages de bovins *	19
Élevages de gibier	0
Élevages de lapins	0
Élevages de volailles	30
Chenils	19
Piscicultures	13
Élevages de faune sauvage	4
<b>Total</b>	<b>287</b>

\* À noter : le changement de nomenclature de la rubrique 2101-2 « Élevage de vaches laitières » dont le seuil d'autorisation a été relevé de 101 vaches à plus de 200 vaches, la création d'un régime de l'enregistrement pour des effectifs compris entre 151 et 200 vaches, et l'élargissement du seuil de la déclaration de 50 à 150 vaches. Ces changements ont sensiblement modifié le nombre d'élevages bovins soumis au régime de l'autorisation.

1 - Le RSD est consultable directement dans les mairies

Dix projets d'arrêtés d'autorisation (nouvelles installations ou arrêtés complémentaires d'installations existantes) ont également fait l'objet d'un passage en Conseil départemental des risques sanitaires et technologiques. La répartition au sein des différentes rubriques est la suivante :

Catégories d'établissements	Pas-de-Calais
Élevages de porcins	3
Élevages de bovins	2
Élevages de volailles	3
Élevages de faune sauvage	2
<b>Total</b>	<b>10</b>

En parallèle, 72 arrêtés de prescriptions spéciales ou de modifications aux prescriptions générales ont fait également l'objet d'une proposition en Coderst pour des installations soumises à déclaration. Ces actes correspondent essentiellement à des demandes de dérogation à distance pour l'implantation de bâtiments d'élevage et/ou de leurs annexes vis-à-vis des tiers ainsi qu'à des demandes de forage destinés à l'alimentation des animaux.

### **Le contrôle des installations**

Six inspecteurs commissionnés et assermentés sont actuellement en poste dans le Nord-Pas-de-Calais.

Au total, quatre mises en demeure ont été dressées durant l'année 2011.

117 inspections ont été réalisées au cours de l'année 2011 dans la région Nord-Pas-de-Calais. Elles sont généralement organisées dans le cadre de l'instruction des dossiers mais également à la demande de la préfecture qui a pris connaissance d'éventuels problèmes.

## **Les principales règles applicables aux élevages soumis à la législation ICPE**

### **Les distances d'implantation des locaux**

L'implantation de bâtiments d'élevage (locaux d'élevage, aires d'exercice, de repos, d'attente, couloirs de circulation des animaux) et de leurs annexes (bâtiments de stockage de fourrages, silos, installations de stockage des aliments, ouvrages d'évacuation, de stockage et de traitement des effluents, aires d'ensilage, salle de traite, fromagerie) est interdite à moins de :

- 100 mètres de toute habitation ou local habituellement occupé par des tiers, stades, campings agréés et des zones destinées à l'habitation dans un document d'urbanisme opposable aux tiers ;

- 35 mètres des berges de cours d'eau, des puits, forages et sources destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères ;

- 200 mètres des lieux de baignade (à l'exception des piscines privées).

Les distances d'implantation prévues s'appliquent pour la construction de nouveaux bâtiments d'élevage et la réaffectation d'un bâtiment agricole déjà construit, non utilisé pour l'élevage ou hébergeant une catégorie d'animaux différente. Elles s'appliquent également dans le cas d'une augmentation du cheptel de la catégorie d'animaux présente dans le bâtiment, voire à l'aménagement du bâtiment pour un autre type d'élevage.

Ces distances ne s'appliquent pas pour les travaux rendus nécessaires pour la mise en conformité des élevages existants en situation régulière, s'il n'y a pas augmentation des effectifs.

Les préfets ont également la possibilité par ailleurs d'accorder parfois des dérogations au respect de ces règles de distances dans certains cas et sous certaines réserves, notamment l'absence de nuisances supplémentaires vis-à-vis des tiers.

### **L'aménagement des installations**

Les règles d'aménagement des installations concernent principalement :

- l'étanchéité des ouvrages ;
- la séparation des réseaux d'eau pluviale et d'eau souillée ;
- le stockage des fumiers et des effluents liquides. Dans ce cas, et sous réserve de dispositions plus contraignantes, la surface ou la capacité des ouvrages doit permettre une durée de stockage de quatre mois minimum. Cette durée sera comprise entre trois mois et demie et huit mois courant 2013. Tout débordement ou rejet direct dans le milieu naturel est interdit.

### **Les règles d'exploitation**

Les règles d'exploitation concernent essentiellement la gestion des déchets et des épandages, le traitement éventuel des effluents, la qualité de l'installation électrique, l'entretien des bâtiments, la maîtrise des bruits et des odeurs. Parmi ces différentes règles, nous retiendrons tout particulièrement la gestion de l'épandage des fumiers, lisiers, purins qui doit satisfaire à un certain nombre de prescriptions relatives à la protection de la qualité des eaux et du droit des tiers (instauration de reculs ou interdictions d'épandage par exemple).

## La maîtrise des effluents d'élevage

Depuis son origine, la législation sur les installations classées a imposé des limitations dans la quantité d'effluents agricoles d'origine organique (lisiers notamment) épanchables sur les terres.

Aujourd'hui, la directive européenne 91/676/CEE du 12 décembre 1991 dite directive « nitrates » constitue le principal instrument réglementaire repris dans la législation ICPE pour lutter contre les pollutions liées à l'azote provenant de sources agricoles. Ainsi, la totalité de la région Nord - Pas-de-Calais est classée en zone dite « vulnérable » depuis le 20 décembre 2002. Les apports d'effluents d'élevage sont de ce fait limités à 170 kg d'azote par hectare de surface agricole utilisée épanchable et par an en moyenne.

En parallèle à ce plafond, d'autres règles sont instaurées :

- le respect de l'équilibre entre les besoins des cultures, les apports en fertilisants azotés et les fournitures des sols ;
- l'établissement d'un plan de fertilisation et l'enregistrement des apports effectués ;
- le respect de périodes d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés, notamment ;

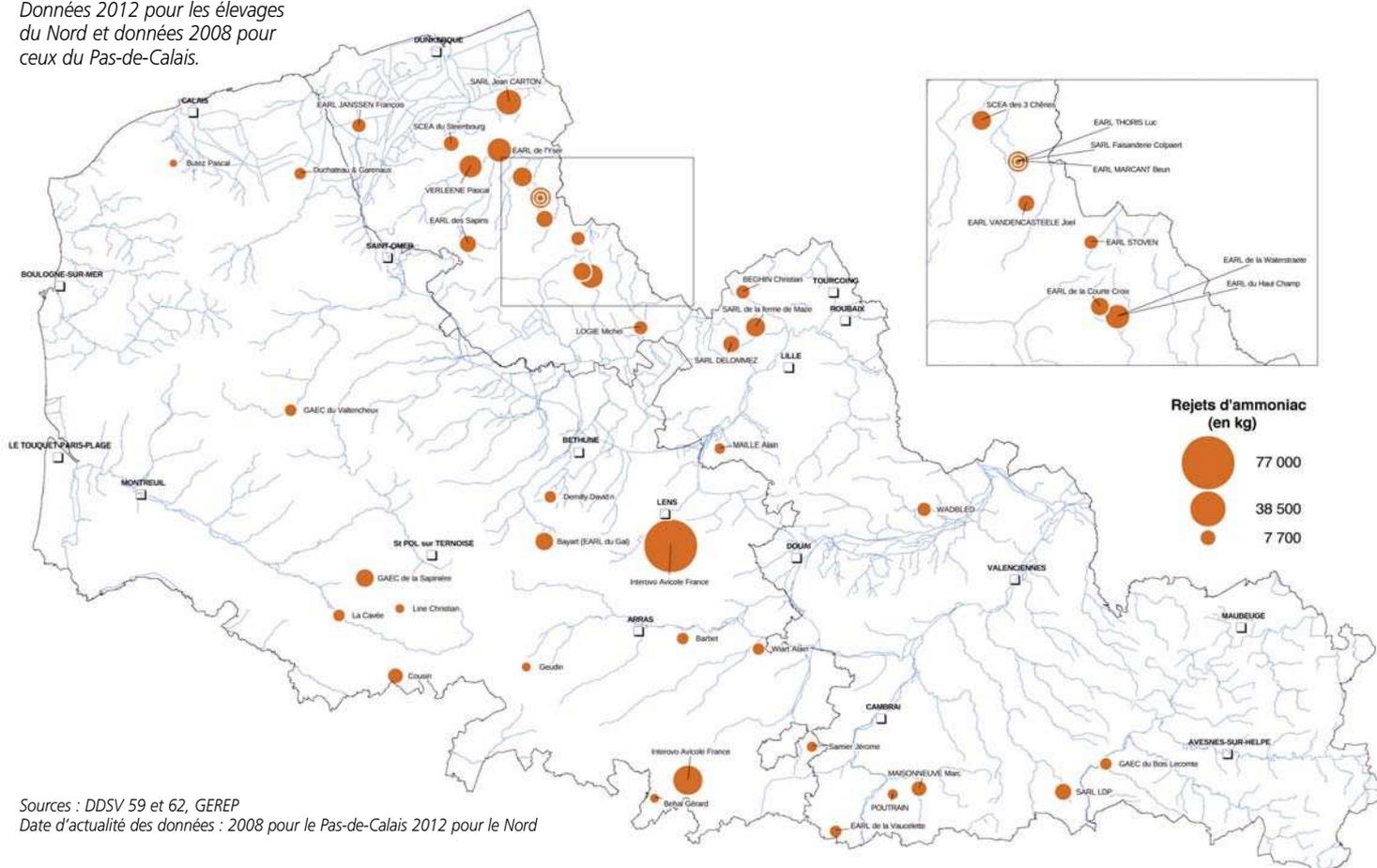
- les restrictions d'épandage à proximité des captages d'eaux potables, des eaux de surface, sur sols en forte pente, détremés, inondés, gelés ou enneigés ;
- le respect de durées réglementaires de stockage des effluents d'élevage ;
- l'obligation de couverture des sols, si nécessaire, et de maintien enherbé des berges de cours d'eau ;
- la prise en compte des vents dominants par rapport aux habitations.

De plus, tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage. Ce plan définit, en fonction de leur aptitude à l'épandage et de la proximité des habitations, les parcelles cadastrales qui pourront faire l'objet d'épandage d'effluents organiques. Il doit démontrer que chacune des parcelles réceptrices, y compris celles mises à disposition par des tiers, est apte à permettre la valorisation agronomique des effluents d'une part, et, d'autre part, à limiter au maximum la gêne éventuellement occasionnée aux riverains.

Enfin, lors de l'instruction d'une demande d'autorisation, l'avis d'un hydrogéologue agréé est demandé systématiquement pour l'épandage de lisier, type d'effluent le plus concerné par les risques de ruissellement et de lessivage.

### Les rejets d'ammoniac dans l'air par les élevages

Données 2012 pour les élevages du Nord et données 2008 pour ceux du Pas-de-Calais.



Sources : DDSV 59 et 62, GEREP  
Date d'actualité des données : 2008 pour le Pas-de-Calais 2012 pour le Nord

## Les rejets d'ammoniac

L'un des principaux polluants émis dans l'air par les élevages est l'ammoniac (NH<sub>3</sub>). Sont principalement concernées les élevages porcins et de volailles. Dans le département du Nord, 263 027 kg de NH<sub>3</sub> ont été déclarés au titre de l'année 2011 pour 26 élevages, contre un total déclaré de 428 330 kg au titre de l'année 2009 mais pour 52 élevages. Si l'on raisonne à périmètre constant, c'est-à-dire en comparant les mêmes établissements ayant

déclaré au titre des années 2011 et 2010, les rejets d'ammoniac de 25 établissements du Nord étaient de 255 967 kg en 2011, contre 278 292 kg en 2010, soit une baisse de l'ordre de 8 %.

Les rejets d'ammoniac pour les élevages du Pas-de-Calais n'étant pas disponibles, les tableaux ci-dessous ne reprennent que les flux 2008 pour ce département. La carte de la page précédente localise les élevages rejetant de l'ammoniac dans l'air.

### Évolution des rejets déclarés d'ammoniac dans l'air

	2011		2010		2009		2008	
	Flux d'ammoniac	Nombre d'élevages						
Nord	263 027 kg	26	278 292 kg	25	428 330 kg	52	415 763 kg	47
Pas-de-Calais	NC	NC	NC	NC	NC	NC	191 200 kg	27

Depuis 2010, on observe une baisse du nombre d'élevages pris en compte. Jusqu'en 2009, tous les exploitants soumis à autorisation déclaraient les émissions d'ammoniac. Depuis, seuls les élevages dont les rejets excèdent le seuil réglementaire de 10 tonnes d'ammoniac par an sont soumis à déclaration.

### Évolution des rejets d'ammoniac dans l'air à périmètre constant sur la période de 2008 à 2011

	2011		2010		2009		2008	
	Flux d'ammoniac	Nombre d'élevages						
Nord	255 967 kg	25	278 292 kg	25	279 289 kg	25	280 204 kg	25

## Entreprises n'ayant pas répondu au formulaire de déclaration des rejets 2011 ou ne l'ayant pas validé

### Liste des sigles, abréviations et unités de mesure

<b>ASN</b>	<i>Autorité de Sureté nucléaire</i>
<b>BASIAS</b>	<i>inventaire historique régional des sites d'activités industrielles ou de service</i>
<b>BASOL</b>	<i>inventaire des sites pollués ou potentiellement pollués</i>
<b>CLI</b>	<i>commission locale d'information</i>
<b>CNPE</b>	<i>centre nucléaire de production d'électricité</i>
<b>CO, CO<sub>2</sub></b>	<i>monoxyde de carbone, dioxyde de carbone</i>
<b>COV</b>	<i>composé organique volatil</i>
<b>COVNM</b>	<i>composé organique volatil non méthanique</i>
<b>CPT</b>	<i>centre de production thermique</i>
<b>CVE</b>	<i>centre de valorisation énergétique des déchets</i>
<b>DBO5</b>	<i>demande biologique en oxygène au bout de cinq jours</i>
<b>DCO</b>	<i>demande chimique en oxygène</i>
<b>DREAL</b>	<i>Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement</i> <i>regroupement de la DIREN (Dir. rég. de l'environnement), de la DRIRE (Dir. rég. de l'industrie, la recherche et l'environnement) et de la DRE (Dir. rég. de l'équipement)</i>
<b>GBq</b>	<i>giga Becquerel</i>
<b>ICPE</b>	<i>installation classée pour la protection de l'environnement</i>
<b>IIC</b>	<i>Inspection des Installations classées</i>
<b>INB</b>	<i>installation nucléaire de base</i>
<b>InVS</b>	<i>Institut de veille sanitaire</i>
<b>IRH</b>	<i>inventaire historique régional des sites industriels ou de services</i>
<b>ITEQ</b>	<i>équivalent toxique international</i>
<b>MES</b>	<i>matières en suspension</i>
<b>NGL</b>	<i>azote global</i>
<b>NO</b>	<i>monoxyde d'azote</i>
<b>NO<sub>x</sub></b>	<i>oxydes d'azote,</i>
<b>NO<sub>2</sub></b>	<i>péroxyde d'azote</i>
<b>N<sub>2</sub>O</b>	<i>protoxyde d'azote</i>
<b>O<sub>3</sub></b>	<i>ozone</i>
<b>Pb</b>	<i>plomb</i>
<b>PCDD</b>	<i>polychlorodibenzo-p-dioxines</i>
<b>PCDF</b>	<i>polychlorodibenzofurane</i>
<b>PGS</b>	<i>plan de gestion de solvants</i>
<b>PM</b>	<i>particules en suspension (particulate matter)</i>
<b>POI, PUI</b>	<i>plan d'opération interne, plan d'urgence interne</i>
<b>PPI</b>	<i>plan particulier d'intervention</i>
<b>PPRT</b>	<i>plan de prévention des risques technologiques</i>
<b>PRSE</b>	<i>plan régional santé environnement</i>
<b>RGIE</b>	<i>Règlement général des industries extractives</i>
<b>SGS</b>	<i>système de gestion de la sécurité</i>
<b>SIG</b>	<i>système d'information géographique</i>
<b>SO<sub>2</sub>, SF<sub>6</sub></b>	<i>dioxyde de soufre, hexafluorure de soufre</i>
<b>SPPPI</b>	<i>secrétariat permanent pour la Prévention des pollutions industrielles</i>
<b>SRCAE</b>	<i>schéma régional climat, air, énergie</i>
<b>TAR</b>	<i>tours aéroréfrigérantes</i>
<b>TBq</b>	<i>téra Becquerel</i>
<b>TBTS</b>	<i>très basse teneur en soufre</i>
<b>UFC</b>	<i>unités formant colonie</i>
<b>VLE</b>	<i>valeur limite d'exposition</i>

<i>Entreprises consultées</i>	<i>Communes</i>
ACIERIES ET FORGES D'ANOR	ANOR
ACK Plastiques	BRIASTRE
ACQUETTE (La casse artisanale)	SAINGHIN-EN-MELANTOIS
ADS PIECES AUTO	MARCOING
AGRICOMPOST CAMBRESIS	ABANCOURT
AGGLOMÉRATION MAUBEUGE VAL DE SAMBRE	MAUBEUGE
AQUANORD (SA)	GRAVELINES
BERNARD France SAS	NEUVILLE-EN-FERRAIN
BRIS AUTO	BRIASTRE
CAMBRAI CHROME	NEUVILLE-SAINT-REMY
CARTON Jean	WARHEM
COLMANT CUVELIER	LILLE
DELOMMEZ	PREMESQUES
DEMILLY DAVID	RUITZ
EARL DE LA COURTE CROIX	FLETRE
EARL DE LA WATTERSTRAETE	METEREN
EARL DENNEQUIN	MERRIS
EARL DU HAUT CHAMP	METEREN
EARL STOVEN	GODEWAERSVELDE
ENNOBLISSEMENT DES FLANDRES	NIEPPE
ETABLISSEMENTS GEORGES DEVOS	VALENCIENNES
FUJIFILM France	VILLENEUVE-D'ASCQ
GAEC DU BOIS LECOMTE	LANDRECIES
GTM France (SAS)	DENAIN
H2D	LILLE
HOMBERT Jules	RUYAULCOURT
IMPRIMERIE Jean DECOSTER	SEQUEDIN
LDP	BAZUEL
LES FAÇONNABLES	MOUVAUX
NALCO FRANCE	WASQUEHAL
PENNEL AUTOMOTIVE	ROUBAIX
PENNEL ET FLIPO	ROUBAIX
PIDY	HALLUIN
PLASTICCOLLECT	HALLUIN
QUANTUM	MARLY
ROZENDAAL	MADELEINE
SAO PAOLO	LAMBRES-LEZ-DOUAI
SBL-STYLDECO	MARCOING
SCEA DES TROIS CHÊNES	HERZEELE
SOCIETE DES ENGRAIS DEROME	BAVAY
SODEMECA	NOYELLES-LES-SECLIN
STDM	DUNKERQUE
TECMA	SIN-LE-NOBLE
TRANSPORTS JOVENEUX	FRETIN
TSB	WASQUEHAL
TSEP Etablissement TS NORD	ONNAING
TVP	SARS-ET-ROSIERES
UNION BISCUITS	MARCO-EN-BARCEUL
VAM DRILLING FRANCE	AULNOYE-AYMERIES
VERLEENE	ESQUELBECQ
VG GOOSSENS	MARCO-EN-BARCEUL
WEB TECH	COMINES
XL LOGISTIQUE	FLERS-EN-ESCREBIEUX

## Index des entreprises citées

<i>Établissement</i>		Commune	Pages
Acérie et fonderies de la Haute Sambre	59	Berlaimont	39
AGC France	59	Bousois	13, 14, 15, 16,
Ajinomoto Sweeteners Europe	59	Gravelines	28, 34, 39
Alcan Aluminium Dunkerque	59	Loon-Plage	13, 14, 20, 39
Alpha Glass	62	Arques	16,
Ambre	62	Évin-Malmaison	44
Antares (CVE, Centre de valorisation énergétique)	59	Halluin	23, 44
Aperam Stainless France	62	Isbergues	23, 34, 39
Arc International	62	Arques	11, 13, 16, 28, 41
ArcelorMittal Atlantique et Lorraine	59	Dunkerque	11, 13, 14, 15, 16, 18, 20, 21, 22, 23, 28, 31, 34, 39, 41
Ardo Violaines	62	Violaines	41
ARF	59	Saint-Rémy-du-Nord	44
Arjo Wiggins	62	Wizernes	28, 31, 34, 41
Artois Compost	62	Labeuvrière, Ruitz	44
Ascometal	59	Leffrinckoucke	21, 31, 39, 41
Axter	59	Courchelettes	31
AZF Grande Paroisse	31	Toulouse	9
Ball Packaging Europe Bierne	59	Bierne	18, 41
BASF Agri-Production	59	Gravelines	39
Baudelet (CSD, centre de stockage de déchets)	59	Blaringheim	44
Beaumarais	62	Béthune	28, 31, 34, 41
Befesa Valera	59	Gravelines	11, 23,
Bocahut	59	Glageon / Haut-Lieu	31
Bonduelle Conserve International	59	Renescure	28, 34, 41
Borax Français	59	Coudekerque-Branche	31
Brabant	59	Tressin	39
Bridgestone	62	Béthune	18,
Calaire Chimie	62	Calais	28, 39
Carbiolane	59	Sequedin	44
Cargill	59	Haubourdin	20, 28, 34
Carrières du Boulonnais	62	Ferques	50
Cartonneries de Gondardennes	62	Wardrecques	41
CBS	59	Limont-Fontaine	31
CCP Composites	62	Drocourt	39
CECA Usine de Feuchy	62	Saint-Laurent-Blangy	18, 28, 31, 34, 39
CETA	59	Armentières	18,
Chaux et Dolomies du Boulonnais	62	Réty	13, 16, 23,
CHRU de Lille	59	Lille	34
CIDEM (UIOM)	59	Hénin-Beaumont	23, 44
CIDEME	59	Douchy-les-Mines	23, 44
Croda Uniquema	62	Chocques	39
Daudruy Van Cauwenberghe & Fils	59	Dunkerque	28,
Delachaux Division Métaux	59	Marly	41
Draka Comteq, usine de Douvrin	62	Billy Berclau	16, 39
DSM Food Specialities France	59	Sedin	34, 41
EDF - Centre nucléaire de production d'électricité de Gravelines	59	Gravelines	52, 53, 54, 55
EDF - Centre de production thermique de Bouchain	59	Bouchain	11, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 41
E.ON (Endesa France) SNET - Centrale d'Hornaing	59	Hornaing	11, 13, 14, 15, 16, 20, 23, 41
Energys (ex Hawker)	62	Arras	39
Feutrie	62	Sailly-sur-la-Lys	28,
Flandria Aluminium	59	Warneton	25,
Fonderie Philippe	62	Liévin	41
Forges Dembiermont	59	Hautmont	25,
Française de Mécanique	62	Douvrin	39, 41
Gagneraud Industries	59	Saint-Saulve	44
GDF Suez Thermique France, Centrale DK6	59	Dunkerque	13, 14, 15, 16, 21,
Gelmer (ex Icelandic)	62	Wimille	31
GTS Industries	59	Dunkerque	39, 41
Heineken	59	Mons-en-Barœul	28, 34, 41
H2DLYS	59	Nieppe	13
Holcim France - Cimenteries de Lumbres et de Dannes	62	Lumbres / Dannes	11, 13, 16, 23, 44
Holliday Pigments	59	Comines	28, 34
Ikos Environnement	62	Bimont	44
Imprimerie du Centre	59	Bondues	18,
Ineos Chlorvinyls France (ex SAV Artésienne de Vinyle)	62	Mazingarbe	25, 31, 34
Ingredia	62	Saint-Pol-sur-Ternoise	21, 25,
Inova France (Centre de valorisation énergétique)	62	Noyelles-sous-Lens	23, 44
Kerneos	59	Loon-Plage	16, 23,
Lesieur	59	Coudekerque-Branche	28, 31, 41

Lionor	59	Steenbecque	28, 34
LME Acérie	59	Trith-Saint-Léger	11, 21, 23, 39, 41
LMNE	62	Annay	39
Lorban TP	59	La Longueville	41
Malaquin	59	Saint-Amand-Les-Eaux	44
Marine Harvest	62	Boulogne-sur-Mer	25,
Maxam Tan (ex-GPN)	62	Mazingarbe	28, 31, 34
MCA (Maubeuge Construction Automobile)	59	Maubeuge	18, 41
McCain Alimentaire	62	Harnes	28, 31, 34, 41, 44
Minakem	59	Beuvry-la-Forêt / Dunkerque	18, 39
Norpaper Avot Vallée (ex Norampac)	62	Saint-Omer	28, 29, 31, 41
Novandie	62	Vieil-Moutier	41
Nyrstar France	59	Auby	14, 39
O-I Manufacturing	62	Wingles	16,
Opale Environnement (centre de stockage de la Bistade)	62	Sainte-Marie-Kerque	44
PC Loos (Produits chimiques de Loos)	59	Loos	28, 31, 34, 39
Peugeot Citroën Automobiles	59	Valenciennes	39, 41
Polimeri Europa France - Fortelet & Dunes	59	Loon-Plage	13, 14, 16, 18, 28, 31, 39
Poweo Production	59	Pont-sur-Sambre	11, 13, 16,
PPG AC France	62	Ruitz	18,
PPG France Manufacturing	59	Saultain	18, 39
RDM Blendecques	62	Blendecques	28, 29, 31, 41
Recyclage des Vallées	59	Hautmont	44
Recydem	59	Lourches	44
Recytech	62	Fouquières-les-Lens	18, 23, 44
Refinal Industrie	59	Séquedin	23,
Renault Douai SNC	59	Douai	18, 28, 34
Roland Emballages	59	Cattenières	18,
Roquette Frères	62	Lestrem	13, 16, 28, 39, 41
Saint-Gobain Glass France	59	Émerchicourt	14, 16,
SEU Armentières	59	Ploegsteert	29, 32, 35
SEU Arras	62	Saint-Laurent-Blangy	29, 32, 35
SEU Auchy	62	Haisnes	29, 32, 35
SEU Béthune	62	Béthune	29, 32, 35
SEU Boulogne-sur-Mer	62	Outreau	23, 29, 32, 35
SEU Calais	62	Monod	29, 32, 35
SEU Coudekerque-Branche	59	Coudekerque-Branche	29, 32, 35
SEU Courcelles	62	Courcelles	29, 32, 35
SEU Douai	59	Douai	29, 32, 35
SEU Fouquières-Lens	62	Harnes	29, 32, 35
SEU Hénin-Beaumont	62	Hénin-Beaumont	29, 32, 35
SEU Houplin-Ancoisne	59	Houplin-Ancoisne	29, 32, 35
SEU Lens	62	Loison-sous-Lens	29, 32, 35
SEU Marquette-lez-Lille	59	Marquette-lez-Lille	29, 32, 35
SEU Maubeuge	59	Maubeuge	29, 32, 35
SEU Neuville-en-Ferrain	59	Neuville-en-Ferrain	29, 32, 35
SEU Saint-Omer	62	Saint-Omer	29, 32, 35
SEU Valenciennes	59	Valencienne	29, 32, 35
SEU Villeneuve-d'Ascq	59	Villeneuve-d'Ascq	29, 32, 35
SEU Wattrelos	59	Wattrelos	29, 32, 35
Sevelnord	59	Lieu-Saint-Amand	18,
SGA	59	Grande-Synthe	44
SI Group	62	Béthune	39
SIB Imprimerie	62	Boulogne-sur-Mer	41
SICAL	62	Lumbres	28, 29, 31, 34
SITA FD (CSD, centre de stockage de déchets)	62	Hersin-Coupigny	44
SITA Agora	62	Noyelles-Godault	44
SITA Nord (CSD, centre de stockage de déchets)	59	Lewarde	44
SITA Nord (CSD, centre de stockage de déchets)	59	Dannes	44
SMIAA (Centre de valorisation énergétique, UIOM)	59	Maubeuge	23, 44
Société des carrières de Dompierre	59	Dompierre-sur-Helpe	41
Société des usines chimiques Interor	62	Calais	28,
Sofranor	62	Boulogne-sur-Mer	31
Somanu (Société de maintenance nucléaire)	59	Maubeuge	52, 53, 54, 55
Soplaril Plastienvase Group	62	Arras	18,
Sotraveer	59	Winnezele	41
Sotrenor	62	Courrières	23, 44
Specitubes Samer	62	Samer	18,
SRD (Société de la raffinerie de Dunkerque)	59	Dunkerque	11, 13, 14, 16, 20, 28,
Staub Fonderie	59	Merville	23,
Stora Enso	62	Corbehem	28, 30, 31, 34, 41
Styrolutions France (ex Ineos Nova)	62	Wingles	18, 28, 29, 34
Synthexim	62	Calais	39
Tata Steel Maubeuge	59	Maubeuge	18, 39
Tereos Escaudœuvres	59	Escaudœuvres	14, 16, 28, 34
Tereos Lillers	62	Lillers	13, 14, 16, 28, 31, 34, 41
Tioxide Europe	62	Calais	28, 31, 41

<b>Total Raffinage Marketing - Raffinerie des Flandres</b>	59	Mardyck	11, 28,
<b>Toyota Motor Manufacturing France</b>	59	Onnaing	18, 41
<b>Toyota Boshoku</b>	59	Somain	25,
<b>TT Plast</b>	62	Lens	18,
<b>UIOM Saint-Saulve</b>	59	Saint-Saulve	23, 44
<b>UM Corporation</b>	62	Biache-Saint-Vaast	41
<b>Valdunes</b>	59	Dunkerque	28, 41
<b>Vale Manganèse France</b>	59	Grande-Synthe	13, 16, 21, 23, 39
<b>Vallourec &amp; Mannesmann France - Tuberie de Saint-Saulve</b>	59	Saint-Saulve	39, 41
<b>Valnor (Centre de valorisation énergétique)</b>	59	Dunkerque	23, 44
<b>Valnor (Centre de valorisation énergétique)</b>	62	Labeuvrière	23, 44
<b>VMOGF</b>	59	Aulnoye-Aymeries	18,
<b>V&amp;M France - Acierie de Saint-Saulve</b>	59	Saint-Saulve	23, 39, 41
<b>WEPA Lille (ex Dalle Hygiène Production)</b>	59	Lille	41





**DREAL NORD-PAS-DE-CALAIS**  
Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

Accueil du site > Les thématiques > Prévention des risques

**La DREAL ?**

- Les thématiques
  - Biodiversité, Eau et Milieux
  - Energie, climat, aménagement et logement
  - Prévention des risques
  - Transports et véhicules
  - Déplacements, intermodalité, infrastructures
  - Promotion du développement durable
- S'Informez
- Accès Professionnels

Qui sommes-nous ?  
Les services de la DREAL  
Nos missions  
Contactez nous

**CARTE VIGILANCE CRUES**

**OUTILS DE DIFFUSION**

- DONNEES
- CARTE
- Portail données communales
- Statistiques
- Données SIG
- Données IRE
- Profil Environnemental
- Portail des ressources
- Publications
- Photothèque

### Risques technologiques - PPRT

Plan de prévention des risques technologiques

Actualité   Cadre réglementaire   Suivi des PPRT   Questions fréquentes   Glossaire

Les PPRT permettent d'agir sur les coexistences peu souhaitables entre les sites à haut risque et leur environnement, en résorbant les situations difficiles héritées du passé et en limitant l'urbanisation future.

**Actualités**

**Approbations récentes** 2 février

- août 2011 : EPV-ANTARGAZ (59)
- avril 2011 : TITANOBEL (Ostricourt) (59)

Accéder aux documents dans notre rubrique "Suivi des PPRT"

[Lire la suite de Approbations récentes](#)

Rechercher

Communes

Toutes les communes

Rechercher

Plus de critères

[Voir tous les PPRT](#)

**Consultation du public en cours ou à venir** 2 février

La consultation du public dans le cadre de la concertation initiale :

- en cours : aucune consultation
- à venir : aucune consultation

La consultation du public dans le cadre de l'enquête publique (dernière étape avant approbation) :

- en cours :
  - Aluminium Dunkerque : du 2 novembre au 5 décembre 2011
- à venir : aucune consultation

[Lire la suite de Consultation du public en cours ou à venir](#)

## Evénements

## Contacts

### DREAL Nord - Pas-de-Calais

Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement  
44, rue de Tournai BP 259 - 59019 Lille cedex  
Tél. 03 20 13 48 48  
Fax. 03 20 13 48 78  
[www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr](http://www.nord-pas-de-calais.developpement-durable.gouv.fr)

#### Artois

##### Unité territoriale

Centre Jean Monnet, avenue de Paris  
62400 Béthune  
Tél : 03.21.63.69.00  
Fax : 03.21.01.57.26

#### Hainaut - Cambrésis - Douaisis

##### Unité territoriale

Zone d'Activités de l'Aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes cedex  
Tél : 03 27 21 05 15  
Fax : 03 27 21 00 54

#### Lille

##### Unité territoriale

Immeuble Centre Europe Azur,  
323 avenue du Président Hoover - BP 479  
59021 Lille cedex  
Tél : 03.20.15.84.00  
Fax : 03.20.54.26.90

#### Littoral

##### Unité territoriale

rue du Pont de Pierre - BP 199  
59820 Gravelines  
Tél : 03.28.23.81.50  
Fax : 03.28.65.59.45

#### Arras

##### Antenne d'Arras

100, avenue Winston Churchill  
62000 Arras  
Tél : 03 21 50 30 08  
Fax : 03 2150 30 09

#### Calais

##### Antenne de Calais

22,, rue Henri Baillon  
62100 Calais  
Tél : 03 21 19 70 00  
Fax : 03 2119 75 74

#### Valenciennes

##### Antenne de Valenciennes

BP 40137  
59303 Valenciennes  
Tél : 03 27 21 31 70  
Fax : 03 27 21 00 54